













L'ANGLETERRE

AU XVIIIe SIÈCLE

I

PARIS — IMPRIMÉ CHEZ BONAVENTURE ET DUCESSOIS,
55, QUAI DES AUGUSTINS

L'ANGLETERRE

AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE

ÉTUDES ET PORTRAITS

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU GOUVERNEMENT ANGLAIS
DEPUIS LA FIN DU RÈGNE DE GUILLAUME III

PAR

M. CHARLES DE RÉMUSAT

TOME I



PARIS

DIDIER ET Cᵉ, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES AUGUSTINS.
1856

PRÉFACE

Cet ouvrage est un recueil d'articles publiés dans la *Revue des Deux-Mondes*. Ils ont été retouchés avec soin. A l'essai sur Junius, on a ajouté ce qu'il fallait pour le mettre en rapport avec les dernières recherches sur le même sujet. Enfin, l'introduction tout entière est inédite ; elle a été écrite, à quelques pages près, en 1852.

Le temps vole et les choses changent de face. Nos pensées d'hier peuvent avoir aujourd'hui perdu tout à-propos, et l'auteur de ces volumes a souvent éprouvé que ses idées n'allaient pas aussi vite que les événements. Il ne peut se dissimuler que beaucoup de ses contemporains ont marché et qu'il est resté en arrière : il a renoncé même à les suivre.

On doit donc s'attendre à trouver ci-après des

opinions qui auront vieilli. Mais s'il faut agir comm on pense, il faut écrire de même, et se faire juge tel qu'on est. L'auteur en est si fort persuadé qu'i s'était d'abord laissé aller à parler de lui, et l'introduction qui va suivre offrait plus de traces de ses souvenirs personnels que le lecteur sans doute n'aurait aimé à en rencontrer. On pourra s'en apercevoir encore ; on daignera se rappeler dans quelles circonstances les fragments détachés qui composent cette introduction ont été écrits.

Mais tout cela pourrait bien ne pas venir en temps opportun. Il faut un certain courage pour entretenir le public en ce moment de l'histoire du gouvernement anglais ; le sujet est passé de mode. D'aucun côté, on n'aime beaucoup à en entendre parler. La nation anglaise n'a jamais peut-être formé de liens aussi étroits avec la France, et rarement la France a été moins près d'une parfaite intelligence des idées et des sentiments de l'Angleterre. Les partisans de l'alliance avec elle ne sont peut-être pas grands admirateurs de ses institutions, et les anciens admirateurs de ses institutions ne sont guère partisans d'une alliance avec elle. Pour moi, je suis un admirateur des institutions de l'Angleterre et un partisan obstiné de l'alliance anglaise. Je ne sais en parlant ainsi à qui je plairai.

A ceux que choquent quelques dissonnances dans l'accord des deux nations, on peut rappeler ce que dit Philippe de Comines : « Les Anglois ne sont pas si subtils en traités ou appointements comme sont les

François, et ils vont assez grossement en besogne. »
Qui de nous d'ailleurs pourrait se plaindre de l'alliance? Elle a été pour nous une occasion de gloire. Qu'elle soit durable au moins, après avoir été victorieuse.—Mais laissons les questions du moment et venons aux institutions.

Il y a trois siècles que vivait William Harrison, un écrivain dont on sait peu de chose sinon qu'il n'avait jamais voyagé hors de l'Angleterre. Il a fait une description de son pays encore intéressante et que l'on trouve dans le recueil des chroniques de Hollinshed. Voici ce qu'on y peut lire au chapitre VIII, *De la Cour de Parlement et de son autorité* : « Cette chambre a le plus haut et le plus absolu pouvoir du royaume, car par elle des rois et de puissants princes ont été de temps en temps déposés de leurs trônes, des lois rendues ou abrogées, des criminels de toutes sortes punis, et une religion corrompue a été abolie ou réformée ; laquelle chambre est communément divisée en deux autres ou en deux parties : la haute, composée de la noblesse, qui comprend tout jusqu'au baron et à l'évêque ; la basse, appelée la seconde chambre des chevaliers, écuyers, gentilshommes et bourgeois des communes... Bref, tout ce que le peuple romain faisait dans ses comices par centuries ou par tribus est et peut être fait par l'autorité de notre maison de parlement, qui est la tête et le corps de tout le royaume et le lieu où chaque particulier est réputé présent, sinon par lui-même, du moins par son avocat ou procureur. C'est pourquoi tout ce qui

s'y fait ne doit pas être attaqué, mais obéi [1]. » C'est pourquoi aussi, quand il y a trois siècles qu'un peuple entend ce langage et le trouve le plus simple du monde, il a pris apparemment une grande avance sur les autres peuples. Mais faut-il s'étonner que ceux-ci aient quelquefois tâché de le rejoindre en se précipitant sur ses traces, au risque de le dépasser?

On le voit, je ne me défends pas du reproche, si c'est un reproche, de prendre dans l'exemple d'un pays étranger le point d'appui de mes idées politiques. Celles sur lesquelles repose la constitution d'Angleterre ont été, depuis 1789, assez longtemps françaises pour que le patriotisme le plus jaloux ne soit pas embarrassé d'en faire profession, et tout ce qu'il peut craindre, c'est de passer pour un patriotisme un peu suranné. Mon langage, je le sais, ne paraîtra pas exempt d'archaïsme. Ce n'est pas d'hier en effet que dans notre pays la nécessité d'un grand changement a été pressentie, et que ceux qui ne croyaient pas ou ne tenaient pas à la durée de l'ancienne monarchie, ont tourné leurs regards vers l'Angleterre. On en verra quelques preuves dans l'introduction qui va suivre. Fénelon aurait bien souhaité admirer le gouvernement britannique, mais il n'osait après les deux révolutions, et si Ramsay a bien interprété ses idées, il lui semblait qu'une Chambre des Lords eût suffi et qu'une Chambre des Communes

[1] Description of England, Holl. Chron., t. I, ch. VIII, p. 291; 6 in-4°, Lond. 1807.

gâtait tout[1]. Cependant autour de lui on songeait chaque jour plus sérieusement au bien public, et la pensée des droits de toute société d'hommes prenait dans les esprits plus de consistance et plus d'empire. Sous l'oppression mesquine du gouvernement de Louis XV, elle se traduisait, cette pensée, tantôt en observation historique, tantôt en théorie philosophique. On citait l'exemple d'autres peuples, ou bien l'on recherchait les principes abstraits de tout bon gouvernement; car il n'y a pas une troisième manière de spéculer sur les choses politiques. Puis, par un triste retour sur la situation de notre pays, on disait, ainsi qu'une femme d'esprit et de cœur : « Comment n'être pas désolé d'être né dans un gouvernement comme celui-ci? Pour moi, faible et malheureuse créature que je suis, si j'avais à renaître, j'aimerais mieux être le dernier membre de la Chambre des Communes que d'être même le roi de Prusse. Il n'y a que la gloire de Voltaire qui pourrait me consoler de ne pas être né Anglais[2]; » — ou bien on s'écriait avec un des plus éminents esprits que la France ait produits : « Liberté, je le dis en soupirant, les hommes ne sont peut-être pas dignes de toi. Égalité, ils te désireraient, mais ils ne peuvent t'atteindre[3]. » — Voilà comme pensait la France éclairée au XVIIIe siècle. Il serait triste que dans le nôtre, il ne restât de vrai,

[1] Essai philosophique sur le gouvernement civil, Œuv. de Fénelon, t. XXII.

[2] Mlle de Lespinasse, lett. 69.

[3] Turgot, Lettre à Mme de Graffigny.

après soixante ans d'efforts, que les doutes de M. Turgot.

Ses paroles étaient celles de l'homme d'État qui désespère des réformes. Voici les paroles de l'homme d'État capable de révolution : « Si le mieux peut trouver place chez les Bretons, disait Mirabeau en 1784 [1], ce sera quand les autres nations européennes seront arrivées à leur niveau. Le philosophe doit tendre à cette révolution avant de désirer l'autre. » On le voit, ce n'est pas faute d'esprits prévoyants et de bons conseils que les peuples échouent dans leurs entreprises.

Quant à l'Angleterre, elle n'a point pour essayer *le mieux* attendu le délai demandé par Mirabeau. Elle n'a pas pris l'immobilité pour la perfection, et voilà plus d'un quart de siècle qu'elle est entrée dans la voie des réformes. Mais s'il faut écouter ce qu'on entend, on ne sait plus si l'on doit l'en féliciter. Depuis que l'Angleterre est l'Angleterre réformée, elle a beaucoup perdu aux yeux de certains juges dont quelques-uns même étaient pour sa réforme avant qu'elle ne fût faite. Quand une réforme est brusque et improvisée, je conçois qu'on s'en défie, et qu'on date ses inquiétudes du jour où elle a pris naissance. Mais la réforme qui a produit en Angleterre tout ce qui s'y fait depuis 1832, a été plus de cinquante ans étudiée, contestée, discutée, et l'on n'est point recevable à s'étonner et à s'alarmer de résultats vingt

[1] Lett. à Champfort; lett. XIV.

fois prédits, ni de conséquences qu'on a voulues. En 1775, lord Chatham disait à lord Buchan : « Avant la clôture de ce siècle, ou le Parlement se réformant lui-même, la réforme lui viendra du dedans ; ou il sera réformé, et elle lui viendra du dehors escortée de la vengeance. » Il n'y a rien dans ces paroles qui ne paraisse vrai, et si telle est la vérité, ce qui est devait être, et l'on n'a point de reproche à se faire. Il fallait bien rajeunir l'œuvre du temps et mettre les institutions en harmonie avec les progrès de la société. La seule question est de savoir si l'état intellectuel et moral de cette société est ou non menaçant. Comment pense et comment sent la nation, là est toujours ce qui importe. Quand les âmes sont à l'état révolutionnaire, les institutions libres se laissent aisément traverser par une révolution. Mais la pensée réformatrice n'est point la pensée révolutionnaire ; l'une au contraire est le correctif de l'autre, et c'est par l'amendement successif des lois et des mœurs que les peuples évitent ces crises redoutables, où tout peut périr à la fois, où l'on sacrifie ce qu'on possédait sans gagner toujours ce qu'on désire. Rendre la législation de plus en plus favorable au bien public, c'est-à-dire au bonheur de tous ; par l'avancement de l'éducation commune et du bien-être social, élever de plus en plus la condition du peuple entier, ce peut être œuvre démocratique, en ce sens qu'un peuple plus éclairé influera davantage sur son gouvernement ; mais ce n'est point œuvre révolutionnaire, si les principes de la moralité générale et le tour naturel des esprits

n'offrent rien qui mérite ce nom, si de funestes passions ne sont pas là pour servir la liberté par la vengeance et l'égalité par les représailles. Presque en tout lieu, le talion est un prétexte d'iniquité. Il n'est point à craindre pour l'Angleterre, si la nouvelle ne rend à l'ancienne que ce qu'elle en a reçu. Voilà d'où lui doit venir la sécurité. J'aime à abriter ma pensée sous des autorités qui ne peuvent être suspectes. M. le duc de Lévis avait observé l'Angleterre du temps de l'émigration française ; voici ce qu'il en a imprimé : « Partout ailleurs qu'en Angleterre, en dépit de la philosophie et même des révolutions, la distinction du noble et du roturier, c'est-à-dire du fils de vainqueur et de vaincu, subsiste dans l'opinion, si ce n'est dans la loi [1]. » C'est là un grand aveu et qui explique bien des choses. Venu de celui qui l'a écrit, il constate pour nous une différence fondamentale entre la société anglaise et la plupart des sociétés du continent. « Depuis plus de treize siècles, a dit M. Guizot, la France contenait deux peuples, un peuple vainqueur et un peuple vaincu. Depuis plus de treize siècles, le peuple vaincu luttait pour secouer le joug du peuple vainqueur. Notre histoire est l'histoire de cette lutte. De nos jours, une bataille décisive a été livrée : elle s'appelle la révolution. »

Les yeux doivent rester fixés sur ces deux points de vue que présentent la France et l'Angleterre,

[1] De l'Angleterre au commencement du XIX[e] siècle ; 1814 ; ch. XVI, p. 401.

quand on veut spéculer sur l'avenir de toutes deux. Ici consolider et régulariser la victoire en telle sorte que la guerre ne recommence pas. Là, par des progrès pacifiques, rendre à jamais inutile et impossible une guerre que le passé ne commande pas. Selon nous, l'Angleterre est dans cette voie.

On le nie cependant. On n'admet plus aujourd'hui qu'il y ait des peuples heureux, et que notre temps puisse réussir dans ses entreprises. Les événements qui, depuis huit à dix années, ont occupé le monde, ont ramené l'incertitude sur bien des points qui semblaient décidés. Le doute a repris beaucoup de place dans les esprits. On n'est pas sûr d'avoir eu raison d'approuver des choses pour lesquelles autrefois on se croyait prêt, le dirai-je? à donner sa vie. Encore moins est-on bien persuadé que l'avenir doive respecter et confirmer longtemps l'opinion que l'on a pu jadis concevoir de l'excellence et de la durée de certaines institutions. Rien n'est plus commun aujourd'hui que de regarder l'Angleterre comme en voie d'une transformation profonde et funeste qui changerait jusqu'à la nature de son gouvernement. Aucuns même vous diront que c'est déjà fait.

Je n'ai point écrit pour discuter ces questions, et cet ouvrage est conçu dans les idées entretenues jusqu'à présent par ceux qui regardaient la constitution anglaise comme la meilleure solution européenne du problème de la liberté politique. J'y persiste, et sans avoir discuté l'autre opinion, peut-être me trouverai-je, dans les pages qui suivent, avoir donné

quelques-unes de mes raisons pour rester dans la mienne. Peut-être y verra-t-on ce que j'ai cru reconnaître moi-même en lisant l'histoire constitutionnelle de nos voisins, c'est que les inconvénients ou les fautes, les signes d'affaiblissement ou de destruction dont on s'effraye ne sont pas entièrement nouveaux pour la plupart, et n'indiquent point par conséquent une décadence récente ni un danger inconnu. Assurément, ce qui n'est pas arrivé encore peut arriver; un mal auquel on a résisté longtemps peut un jour être le plus fort. On se brise à l'écueil qu'on a cent fois évité. Mais une pure possibilité n'est point une preuve, et de ce que rien n'est éternel, il ne suit pas que rien ne soit durable. On ne peut soutenir sans doute que l'Angleterre actuelle soit identiquement celle de Guillaume III, ni celle de Walpole, ni celle des deux Pitt. Mais à toutes ces époques on trouve qu'il y avait des difficultés sérieuses, de pernicieux abus, de funestes divisions, de visibles périls, qui provoquaient aussi les alarmes des publicistes et désespéraient de bons citoyens. De grands changements se sont opérés; mais n'y avait-il rien à changer? Et parce que ces changements ont été réclamés au nom de la raison ou de l'humanité par des hommes éloquents et généreux, parce que l'on a fait droit à ce que, pendant les trois quarts de notre vie, nous avons cru la vérité, faut-il s'imaginer que tout est perdu? Quant à nous, félicitons-nous de voir l'Angleterre devenue autre que ne l'avait faite la guerre contre la révolution française. Applaudissons à la

disparition de la politique que combattait M. Fox. Soyons encore de l'avis de Mackintosh et de Romilly, et n'allons pas en vouloir aux événements pour avoir fait triompher d'un côté de la Manche les idées qui nous sont chères, parce qu'elles ont succombé ailleurs. Ce n'est pas en ce sens qu'il a été dit aux vaincus que le salut pour eux était de n'espérer aucun salut. Le malheur doit fortifier l'âme et non la décourager.

Et par où l'un périt, un autre est conservé.

Il est vrai que cette pensée ne console pas ceux qui ont péri. A défaut de consolations, osera-t-on leur rappeler les leçons de l'histoire?

La France, considérée dans le cours de ses vieilles destinées, présente le spectacle d'une société qui se développe avec éclat et même avec grandeur. Ses mœurs, ses idées, ses œuvres, ses lumières sont presque toujours un exemple qui fixe les regards du monde. Par là, bien plus que par ses armes, elle a exercé au loin une vaste influence. On ne voit pas que ses institutions aient jamais inspiré à ses voisins la même envie. Sa politique n'a pas été souvent jugée digne d'être imitée. C'est qu'en effet la société et le pouvoir ont bien rarement sur notre terre marché du même pas. L'une ne tenait point à l'autre par ces mille liens qui font la force et l'unité des États libres, ainsi que des racines profondes et traçantes rendent le chêne inséparable du sol où il a pris naissance. Jamais entre notre nation et son gouverne-

ment, il n'a subsisté longtemps de communaut
régulière ni d'intime solidarité. Et de même qu
son gouvernement n'a pas su être national, l
nation ne s'est pas montrée apte au gouverne
ment. Cependant est venue la révolution française
comme pour manifester la faiblesse de l'un et l'incapacité de l'autre; mais elle n'a réussi encore, semblable à toute l'histoire de France, qu'à une transformation sociale. Jusqu'au jour où, à force de revers et d'expériences, cette société aura appris à se gouverner elle-même, tout sera précaire ou violent. Ceux qui gémissent le plus amèrement de l'instabilité cruelle à laquelle elle est condamnée depuis soixante ans doivent se dire qu'elle expie en quelque sorte son histoire, et qu'il lui fallait bien subir de fortes épreuves accumulées en peu de jours, pour regagner le temps perdu et réparer sa négligence pendant tant de siècles à faire elle-même sa destinée.

Lorsque l'on considère en effet dans le passé chacun des grands éléments dont se composait son existence politique, on comprend mieux comment aucun ne s'est développé de façon à lui assurer le bienfait d'un gouvernement national et durable. De ces éléments, le plus fort était encore la royauté, et ce n'était pas le moins populaire. Mais outre qu'il est difficile que l'égoïsme ne s'empare pas d'un trône trop isolé, placé trop haut pour que la voix du peuple y monte, la monarchie en France s'est rendue l'instrument d'une centralisation si étroite et si forte que

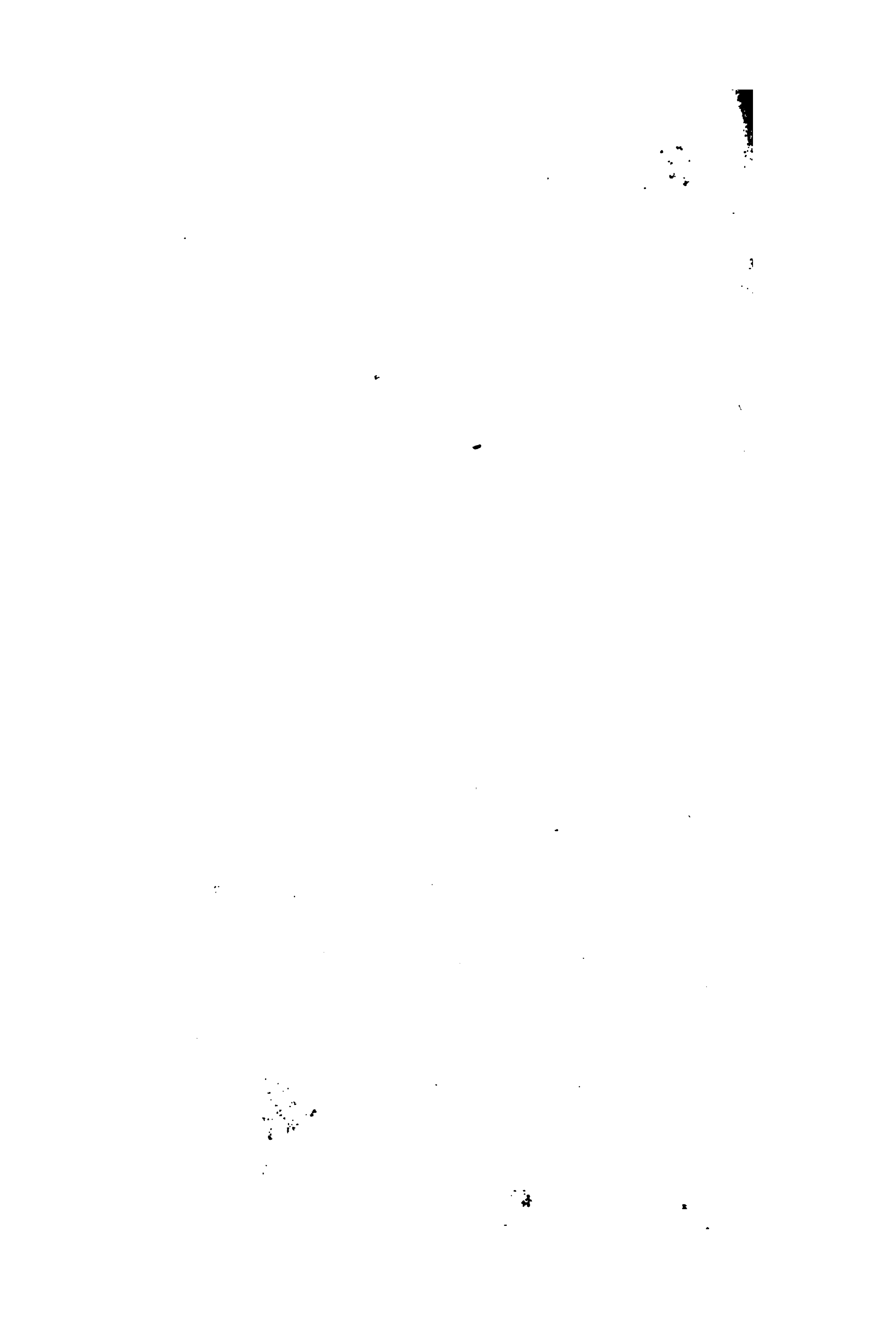
le mot *l'État c'est moi* a pu devenir comme sa devise héraldique, et cette devise semblait à tout jamais l'arrêt de dépossession de la nation. Le clergé ne peut guère être compté dans les annales de notre politique. Lisez sa part des cahiers de nos états généraux. Il ne s'y montre le plus souvent occupé que de ses intérêts de corps. Depuis la réformation surtout, il s'est tenu presque constamment sur un pied d'hostilité tour à tour offensive ou défensive contre des ennemis intérieurs, et ce n'est guère que des doléances de l'orthodoxie ou des prérogatives de l'Église qu'il a entretenu le pouvoir souverain. Quant à la noblesse, tout a été dit. C'est elle qui porte la plus lourde charge de la responsabilité commune. Je n'aime pas le gouvernement aristocratique, mais enfin c'est un gouvernement qui peut faire corps avec sa nation. La noblesse n'a pas songé un moment à l'établir depuis la chute de la féodalité, et elle s'y est montrée aussi indifférente qu'inhabile. Le comte de Boulainvilliers disait en parlant du grand pouvoir ministériel du cardinal de Fleury : « C'est la fortune d'un homme de rien, la nôtre eût été de devenir citoyens. » On doit douter qu'il fût possible de le devenir, quand on s'y prenait si tard. Mais celui qui parlait ainsi se montrait sévère et clairvoyant, et certes il aurait pu gémir, mais non s'étonner de voir cinquante ans se perdre encore en misères, et sa noblesse chérie attendre, pour partager en minorité sa civique ambition, que cette ambition fût devenue celle de tout le monde. Reste enfin celui que

Sieyès appelait tout le monde, le tiers-état. Lorsqu'on rouvre les archives de nos trop rares états-généraux, en retrouvant ses plaintes, ses réclamations, ses desseins, on se prend à croire qu'il avait la conscience du bien public, et de ses devoirs, et de sa mission. Cette mission, il semble prêt à l'accomplir, tant il en comprend bien l'esprit et le but. Là, dans son sein, vit la saine tradition des sentiments et des idées nécessaires à un peuple vraiment politique. Mais c'est une tradition vaine comme une idée, stérile comme un rêve. Soit impuissance ou timidité, soit habitude ou légèreté, il gémit et il se résigne ; il pense, mais il se soumet. On dirait qu'il ne se trouve fait que pour juger et non pour agir. Il ne se croit pas charge d'âmes, il attend un guide, il cherche un sauveur ; il veut qu'on l'aide et ne s'aide pas. Ainsi, dans sa patience et dans sa faiblesse, il a laissé s'amonceler les maux avec les années, les fautes avec les événements, et a peu à peu dérivé jusqu'à la nécessité de ce je ne sais quoi de grandiose et de terrible qui se nomme la révolution. Ainsi, faute des efforts de chaque jour, on se laisse pousser à un effort suprême ; pour avoir manqué des vertus communes, on s'oblige enfin à l'héroïsme des grandes choses.

Que la France ne l'oublie pas, qu'elle se le dise sans cesse, et tienne son âme à la hauteur de la tâche inachevée que lui a léguée le temps. Car elle l'aggrave toutes les fois qu'elle l'oublie.

C'est là le fond d'idées qu'on retrouvera dans les pages suivantes avec de nouveaux développements.

Je ne puis craindre d'y revenir, et je ne saurais les taire ni les affaiblir, puisque c'est sur ces idées que je voudrais être jugé. Ayant pensé ainsi sous la Restauration, sous la Monarchie de 1830, sous la République, pourquoi penserais-je autrement? Le beau est difficile, disait Socrate.—Pour être plus difficile, en serait-il moins beau?



INTRODUCTION

I

LA VUE DE L'ANGLETERRE.

12 mars 1852.

Le ciel n'est qu'un nuage tout uni. Sur les flots noircis du fleuve, une multitude de bâtiments se croisent en silence. Entre deux lignes uniformes de maisons aux murs enfumés, aux vitres brillantes, une foule d'hommes et de chevaux se précipitent en sens divers et ne se heurtent jamais. A quelques pas, navires, maisons, voitures, passants, tout disparaît dans la brume. Je reconnais Londres, la ville du mouvement sans bruit.

A cet aspect, que de pensées diverses reviennent à mon esprit! Combien d'années, combien d'événements me séparent du premier jour où j'ai vu ce que je revois!

Autrefois l'Angleterre était notre étude. Nous y venions chercher le gouvernement comme on cherche les arts en Italie. Son expérience nous servait d'ensei-

gnement. Sa liberté ne nous humiliait pas; nous opposions nos espérances à ses souvenirs. Mais de quelque stoïque indifférence que se pare l'exilé, il n'échappe pas à l'amère pensée des revers de sa cause, et ne peut souvent contempler sans envie le sort des peuples qui l'accueillent. Ils ont entrepris des révolutions, et ils ont réussi. Ils ont voulu être libres, et ils ont réussi. Ils ont fait tout ce que d'autres ont tenté. Rien ne mortifie plus une âme fière que de se trouver incapable du bien.

Cependant le malheur, s'il peut affaiblir la confiance, ne doit pas atteindre la conviction. Qu'il nous reste la foi, même sans l'espérance. D'autres peuvent se faire une sagesse de leur mobilité, se vanter de marcher du même pas que les événements, abjurer en toute hâte, comme des erreurs qui égarent, les vérités qui succombent; c'est de conduite et non de raison qu'il faut savoir changer; le temps doit nous corriger de nos fautes, non de nos principes, et l'on ne peut refaire son esprit à chaque révolution. L'instabilité des choses ne vient que des hommes. C'est eux qui, sous prétexte de suivre la leçon des faits, cèdent à tous les entraînements de l'exemple, à toutes les vicissitudes de l'intérêt, et règlent la vérité sur la fortune. Il faut comprendre les réactions, soit; mais il faut les dédaigner, et savoir attendre, malgré la brièveté de la vie.

C'est en 1827 que je suis venu en Angleterre pour la première fois. A l'aide de nos libertés combattues, nous faisions alors au gouvernement de la Restauration une opposition très-ardente et très-loyale : loyale, car un changement de système et de cabinet nous eût satisfaits; ardente, car lorsqu'on nous disait que la royauté aimerait mieux périr que de changer de système, nous

répondions : Peu nous importe. La situation de la royauté anglaise nous semblait assez belle pour contenter la dynastie la plus orgueilleuse. Si l'on se fût accordé sur ce point, les petits-fils de Louis XIV régneraient encore.

A cette époque, M. Canning venait d'opérer l'évolution politique qui précéda de si peu de temps sa mort. Une première atteinte était portée aux lois sur les céréales. Après vingt ans d'exclusion, les portes du pouvoir s'entr'ouvraient pour le parti whig. Il semblait que le système de compression qui depuis 1820 pesait sur l'Europe allait se relâcher, et nous voyions blanchir à l'horizon la terre de nos rêves. Un jour, j'étais à la Chambre des Communes : sir Robert Wilson, alors vivement libéral, s'approcha et me dit : « La garde nationale de Paris vient d'être licenciée. A l'ordre de rendre ses armes, elle a répondu : Plutôt mourir ! » L'événement n'était pas tout à fait aussi dramatique, mais il était grave encore, et il en présageait de plus mémorables.

Ces événements s'accomplirent. Cinq ans après, au mois de mai 1832, la France venait d'essayer de vingt mois d'un gouvernement national. Laborieuse et tourmentée, l'expérience était faite cependant pour lui donner confiance dans sa force. Mais M. Casimir Périer, en mourant, laissait un vide immense. On ignorait si ce n'était pas à lui seul que la France devait son salut. Notre parti saurait-il trouver dans ses rangs et reconnaître et suivre de nouveaux chefs? Le royaume de Belgique, décrété en principe, achèverait-il de s'établir, au grand scandale de la Russie? Un ministre qui, frappé par un mal redoutable, tenait d'une main ferme encore le gouvernail de la diplomatie française, dési-

rait savoir quelle était l'intime pensée de notre ambassadeur à Londres sur la situation nouvelle et critique où le gouvernement venait d'être jeté. Le coup d'œil de M. de Talleyrand, dans un moment donné, pouvait être celui de la politique même. Le général Sebastiani souhaita que je visse pour lui M. de Talleyrand.

Lord Grey venait d'accomplir la réforme parlementaire. L'Angleterre frémissait encore, semblable à un instrument qui vient de retentir. Des associations de plus d'un million d'hommes l'avaient agitée. Et les moyens et le résultat inquiétaient ceux qui tenaient la constitution pour inséparable de ses abus, l'admirant comme une merveille fortuite que l'art devait gâter en y touchant, et où la raison ne pouvait rien changer sans dommage. « Ce qui était inébranlable ne l'est plus, disait M. de Talleyrand; je ne dis que cela, mais je dis cela. »

Quant à la France, il voyait avec anxiété sa situation intérieure. Il se confessait inhabile à la conduire. « Le roi a perdu, disait-il en parlant de Casimir Périer, un serviteur d'une inflexibilité éclairée, la première qualité d'un grand ministre. » Mais il croyait que, si la France était sûre d'elle-même, toutes les questions de l'Europe se résoudraient sans peine, et il répondait de la Belgique pourvu qu'on lui répondît de nous.

Je ne partageais nullement ses inquiétudes sur l'Angleterre, tout en lui sachant gré de ne pas désespérer de la France. Mais un jour je lis ces mots affichés dans les rues de Londres : « Une révolution à Paris ! » Ce n'était pas une révolution, c'étaient des scènes de guerre civile, c'étaient les premières journées de juin (1832).—Ainsi donc la passion et la force continuaient

d'intervenir dans les affaires de mon pays, mais la passion sans la vérité, la force sans le droit. La vérité et le droit donnent un caractère légitime à de rares révolutions, mais ne suivent pas dans tout ce qu'il entreprend l'esprit révolutionnaire. Ce qu'on appelle ainsi n'est pas le noble esprit qui animait les auteurs des révolutions nécessaires : c'est le goût des révolutions pour elles-mêmes ; c'est le mouvement continu de ces âmes sans règle que l'imagination gouverne à défaut de la raison, pour qui les idées novatrices son les seules vraies, et les idées extrêmes les seules logiques; qui jugent tout permis au dévouement, prennent pour le dévouement le fanatisme, et croient absoutes ou même sanctifiées dans leurs excès les passions qui font le mal au nom du bien. L'esprit révolutionnaire, ce n'est pas l'attachement d'un Hollandais à la révolution de 1579, d'un Anglais à la révolution de 1688, d'un Américain à la révolution de 1776, d'un Français à la révolution de 1789 ; c'est l'amour des révolutions sans terme. Il n'a que trop remué notre pays, ce génie de l'agitation perpétuelle. Elle ne nous a que trop manqué cette constance qui s'attache aux biens acquis et sait garder ses conquêtes. Tout rêver, tout tenter, moyen de tout perdre.

En 1832, cependant, l'esprit révolutionnaire ne triompha point. L'illusion que la victoire unique de 1830 lui avait inspirée sur ses droits et sur sa puissance aurait dû se dissiper. Cette illusion est la suite et le fléau des révolutions même légitimes. L'extraordinaire qui a réussi séduit comme une chose facile, et plus rien ne semble chimérique. Funeste erreur qui soumet de généreux cœurs à de perverses passions, qui conduit les téméraires à persécuter la société de leurs

tentatives de félicité publique. Si du moins ils n'exposaient qu'eux-mêmes, ou ne causaient qu'un trouble d'un jour ! mais, par l'effroi qu'ils répandent, ils ramènent en arrière les esprits alarmés. Ils compromettent, ils décrient tout ce qu'ils exagèrent ; ils ruinent tout ce qu'ils dépassent. La liberté devient responsable de leur existence et de leur délire ; on lui reproche de ne s'être pas défendue, et on l'abandonne.

Quand, pour la troisième fois, j'ai revu ce pays, dix-huit ans s'étaient écoulés. Il y avait eu de bien autres journées de juin ; c'était dans l'été de 1850. L'Angleterre était encore toute triomphante de ses nouvelles réformes, la France accablée de ses révolutions. Qu'était devenu le jeune voyageur si confiant dans l'avenir, le politique à son début, inquiet et fier des succès de sa cause, ambitieux peut-être, mais n'aimant le pouvoir qu'à la condition de la liberté? La question n'était plus de rajeunir une vieille monarchie, ni d'affermir une monarchie nouvelle. L'expérience d'un cruel passé pesait sur nous et remplissait notre esprit de nuages. La société, épouvantée sans mesure, craignait d'être devenue impossible. Elle ne s'apercevait pas qu'elle était sauvée, et par là même elle se créait de nouveaux dangers ; elle les cherchait peut-être. Pour moi, agité d'autres soins, je venais ici rendre un suprême hommage au passé. Le roi touchait à ses derniers jours. Il ne me parla que de la patrie.

Et je revois maintenant cette terre, asile de tous. C'est ici le lieu, c'est le moment de revenir attentivement sur les pensées et les événements de notre vie, pour passer au feu de l'expérience les saintes vérités qui charmaient la jeunesse du siècle, et dont sa maturité se lasse. Ni les folies, ni les iniquités, ni les bas-

sesses, ne méritent d'occuper nos souvenirs qu'à titre d'obstacles au triomphe du vrai et du juste. C'est dans la méditation comparée du bien et de ses limites, des idées et des réalités, des principes et des affaires, que se forme et se fortifie cette foi de la raison, la consolation de la vieillesse et de la solitude. C'est à l'aspect de cette société puissante en pleine possession de tous les dons de la civilisation moderne, considérée froidement par celui qui a vu périr les plus précieux, que l'esprit peut relever en lui-même les notions ébranlées de la vraie politique. Lorsque le vaisseau en détresse lutte contre les vents et les flots, on l'allége pour le sauver, on jette à la mer ses trésors et ses armes; quelquefois on abat jusqu'au mât qui le faisait marcher. La tempête m'a porté sur le rivage : qui m'empêche de rechercher en paix la cause des orages et les lois de la construction des navires? Qu'ai-je à faire de mieux, en pensant à la France, que de regarder l'Angleterre?

Lorsqu'on rencontre la jeune reine de ce grand empire, traversant une foule respectueuse sans bassesse et bienveillante sans idolâtrie; lorsqu'en la voyant monter les degrés du Parlement, entre la statue de Falkland et celle de Hampden, on réfléchit que, depuis le jour où cette jeune femme a ceint la couronne de Richard Cœur de Lion et de Guillaume de Nassau, son gouvernement a osé pour le peuple plus que n'oserait peut-être aucune démocratie, et la vieille Angleterre doublé sa prospérité en devançant les nouveautés qu'arracheraient ailleurs des révolutions, on s'étonne et l'on demande : Qu'a-t-il donc fait, ce peuple, pour tant de bonheur?

II

L'EXEMPLE.

> Quæ est autem in hominibus tanta perversitas, ut, inventis frugibus, glande vescantur?
>
> CICÉRON, *Orat.* IX.

Lorsque la France succomba dans sa lutte contre le monde, elle reçut comme un fardeau la paix même qui lui était si nécessaire. Elle n'en aurait pu jouir sans amertume si, revenue des illusions d'une grandeur fatale, elle n'avait aussitôt repris l'œuvre interrompue de 1789. Elle se rappela cette définition d'un ancien : « La paix est la liberté tranquille[1]. » Nous tous, du moins, pour qui commençait la vie de l'intelligence, nous n'eûmes alors qu'une idée, et, pendant plus d'un tiers de siècle, la science, le patriotisme, la réflexion, l'éloquence, l'enthousiasme, tout s'est con-

[1] Et nomen pacis dulce est, et ipsa res salutaris; sed inter pacem et servitutem plurimum interest. Pax est tranquilla libertas, servitus malorum omnium postremum, non modo bello, sed morte etiam repellendum.

CICÉRON, *II Philipp.*, 44.

sacré à cette idée : « La révolution française a été entreprise pour l'égalité et la liberté ; au nom de l'égalité, elle a fondé la société nouvelle ; à cette société nouvelle il reste à donner la liberté. » Telle était l'œuvre qui semblait échue aux générations qui ont l'âge du siècle. La poursuivre et peut-être l'accomplir suffisait et au delà à leur activité et à leur orgueil. Si elles ont échoué, ce peut être une raison de laisser l'entreprise à d'autres, mais non pas d'en désespérer. Ce qui a échoué, ce n'est pas notre pensée, c'est nous.

Mais cette liberté, disions-nous alors, où la chercher ? Ce n'est pas la théorie pure qui donne par déduction les formes de gouvernement. L'esprit spéculatif n'a pas cette puissance, et, d'Aristote à Montesquieu, la politique est une science d'observation. Sur le théâtre de la civilitation moderne, la liberté ne s'est montrée que dans deux grands États, l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique. Là seulement, il y a des exemples à étudier, peut-être à imiter. Ceux qui se proposent pour modèle l'un ou l'autre de ces deux gouvernements marchent dans le vrai sens de la révolution française. Ils peuvent se tromper sur le moyen et se diviser jusqu'à se combattre, mais l'esprit de 1789 les anime et devrait les rapprocher. Les uns comme les autres tentent une chose difficile. Mais la république est si difficile, qu'elle a tout l'air d'être impossible, et l'impossible ne se tente pas impunément. La monarchie constitutionnelle n'est que difficile. De ce qu'elle existe en Angleterre, il suit qu'elle est possible chez une nation du moyen âge, dans un vieux pays, sur la terre d'Europe, en présence des monarchies féodales. Mais ces points, que l'Angleterre a en commun avec la France, n'excluent pas des différences et notables et

nombreuses. Ce sont ces différences qui rendent en France l'œuvre si laborieuse, et font du succès un problème. Enfin, cependant, l'exemple est là ; il faut l'observer sans cesse, et sans cesse observer aussi la scène nouvelle où l'on veut le reproduire.—Ainsi tous parlaient après 1815. Étudier l'Angleterre et la comparer à la France, on peut dire que ce fut pendant trente années le travail de toutes les intelligences ouvertes et consacrées à la politique réalisable. Nous voulions éviter la faute célèbre de ceux qui ont bâti Chalcédoine, et, pouvant aborder à Byzance, ne point aller chercher sur des mers lointaines l'Atlantis ou l'Océana.

Voilà pourquoi l'Angleterre a de notre temps tenu une si grande place dans la pensée de tous. Par amour-propre national, par désir de paraître enfanter une idée neuve au lieu d'étudier un fait, on a voulu céler, ignorer même qu'on cherchât dans le spectacle qu'elle offre au monde les raisons de penser et d'agir, les choses à fuir ou à imiter. Mais, au fond, c'est sur cette grande expérience que s'est constamment appuyée la science politique. L'esprit de 1789, éclairé par les faits, semblait conduire naturellement à ce mélange de théorie et d'observation, à cette alliance de la philosophie et de l'histoire. Les yeux fixés tour à tour, là sur le gouvernement, ici sur la société, nous avons consumé notre vie dans la recherche d'une combinaison suprême de principes divers ; nous suivions en cela le conseil de tout ce qui a pensé avec génie sur les choses de l'État.

Je ne confesse pas ici une préoccupation individuelle, je raconte l'histoire du grand nombre. Révolution, restauration, constitution, ces mots sont anglais avant d'être français, au sens où chacun les entend aujour-

d'hui. Et de quoi parlons-nous depuis soixante années, sinon de constitution, de restauration, de révolution? Le parallèle est dans tous les esprits. Pour moi, je veux bien l'avouer, voici le rêve de ma vie : « Le gouvernement anglais dans la société française. »

Les objections, qui ne les connaît? Quand j'étais à l'école, on les imprimait au *Moniteur*. Les défenseurs de l'ancien régime les ont répétées après les écrivains de l'Empire. Personne ne dira mieux qu'ils n'ont dit. On devrait bien s'épargner les répétitions, et, quand on vante la force, ne pas feindre qu'on invoque la raison. Mais autant sont méprisables ces publicistes qui ont des théories à commandement, ces jurisconsultes du droit du plus fort, autant a de titres à notre attention scrupuleuse l'apparente leçon des événements. Ce rêve dont je parlais tout à l'heure, la France l'a cru, la France l'a vu réalisé, et il est évanoui. Un édifice élevé sur le plan du monument britannique s'est écroulé sous nos yeux. Le jour de 1688 a lui sur nos têtes, et il s'est éteint dans la nuit. Comment ne se pas poser la question redoutable : Nous serions-nous trompés?

Ceux qui disent oui n'ont qu'un parti à prendre. La retraite doit suivre la conversion : vous vous repentez, allez à la Trappe. Mais ils l'entendent autrement. La pénitence les ramène du côté de la fortune. Ils expient leurs égarements dans l'or et la soie; ils veulent faire de repentir profit. Détournons les yeux, et essayons pour nous-mêmes l'examen de conscience du parti libéral.

Rechercher quelle est la valeur de l'exemple de l'Angleterre pour les autres nations, c'est examiner si, dans les monarchies européennes, la liberté politique

est possible ailleurs qu'en Angleterre. Et se poser cette question touchant la liberté politique, c'est se demander si la révolution française peut réussir dans le gouvernement. Et si elle ne pouvait réussir dans le gouvernement, il n'importerait guère, je l'avoue, qu'elle eût réussi à transformer la société. L'égalité ne dédommage de la liberté que la bassesse.

Les lois civiles règlent la société en ce qui touche les relations de ses membres entre eux. Je suis de ceux qui croient en France la société réglée pour longtemps. Toutes les révolutions qui aspirent à être sociales me paraissent aujourd'hui des folies tout près de devenir criminelles. Mais la loi politique n'en est pas au même point que la loi civile. Depuis le lendemain du 14 juillet 1789, la France cherche son gouvernement. Elle a cru pendant plus de trente années qu'elle ne le trouverait définitivement que dans la monarchie constitutionnelle, dont le premier, dont le plus grand exemple est là, devant mes yeux.

En le contemplant de près, une objection revient sans cesse à l'esprit. Puisque la découverte, puisque l'expérience est faite, comment est-il si malaisé de la reproduire? D'où vient que ce qui est réalité en Angleterre n'est en France qu'un regret et qu'une idée? Ne serait-ce pas qu'il existe en Angleterre des circonstances qui rendent possible le gouvernement représentatif, et qui ne sont pas elles-mêmes possibles en France? Un des grands esprits de nôtre âge a traité cette question sous cette forme: « Pourquoi la révolution d'Angleterre a-t-elle réussi? »

III

LES SOUVENIRS DU PEUPLE ANGLAIS.

> **Est... aliquod regimén... commixtum quod est optimum, et secundum hoc sumitur lex, quam majores natu simul cum plebibus sanxerunt.**
>
> S. Thomas d'Aquin,
> *Summ.* 1 Sec., Q. 95, A. 4.

Lorsqu'on veut décrire la monarchie constitutionnelle, en Angleterre on observe un fait, en France on raisonne d'après ce fait : différence fondamentale. La liberté de l'Angleterre a le bonheur d'être historique, elle n'est point une conception de la science, un fruit du génie ou de la méditation, une idée que l'opinion publique a recueillie dans les livres; elle est une tradition nationale. Quand même, ce qui arrive souvent aux croyances populaires, cette tradition flatterait le passé, quand une érudition exacte ne confirmerait pas tout ce que le peuple anglais pense de l'antiquité de ses institutions, peu importe; cette croyance populaire elle-même serait toujours un fait certain et important. Si la nation se trompait dans ses souvenirs, elle ne se tromperait pas en pensant qu'ils sont plusieurs fois

séculaires, et que, de tout temps, en réclamant ses droits, elle a entendu revendiquer un patrimoine, non poursuivre une conquête. Elle ne possède rien dont elle ne pense avoir les titres. Elle est toujours prête à faire ses preuves de liberté, comme ailleurs on fait des preuves de noblesse. En voulant des réformes, elle croit revenir à ses origines, et une sorte d'esprit conservateur préside à ses révolutions.

Illusion ou vérité, le sentiment de foi, de respect et d'orgueil qui attache un peuple à de vieux priviléges, et qu'il mêle à la prétention même de les rajeunir et de les accroître, diffère profondément de la passion accidentelle, intermittente, qui pousse des nations lasses ou humiliées de leur condition à la changer de leur chef. C'est un noble élan, mais téméraire; c'est une spéculation sur l'inconnu. L'imagination captivée par le passé s'égare moins que séduite par l'avenir. La conscience a plus de règle, la raison plus de base, le courage plus d'appui, tous les sentiments ont plus de durée, quand on s'arme pour un bien de tous les temps, qu'alors qu'un mouvement subit nous lance vers un but ignoré. En toutes choses, la constance vaux mieux que l'impétuosité. L'énergique opiniâtreté du planteur du Massachusets est au-dessus de l'ardeur aventureuse du chercheur d'or de la Californie.

La conquête est dans les origines de la monarchie anglaise, comme de toutes les monarchies de l'Europe. Mais, si haut que l'on remonte, des Normands aux Saxons, des Saxons aux Bretons, on retrouve des indices, et certainement la croyance que le consentement de la nation était nécessaire, soit à l'existence de l'autorité des rois, soit aux grands actes de leur gouvernement. Des assemblées, tantôt conventions souve-

raines, tantôt conseils représentatifs, ont participé en tout temps, par voie d'initiative ou d'acquiescement, aux résolutions fondamentales, aux chartes organiques. Elles revenaient fréquemment, sinon périodiquement, et des rois presque fabuleux, de Vortigern au grand Alfred, et d'Alfred à Canut, ont accepté l'intervention, tantôt constituante, tantôt législative, de la nation dans ses affaires. Les Witena-Gemote et les Mickel-Gemote ont précédé la royauté et réalisé de temps immémorial la phrase célèbre de Tacite sur la constitution germaine. On pourrait citer aux rois de nos jours les précédents des Ethelbert et des Edwin, et qui dirait mieux que ce roi du VIIIe siècle, promulguant un code en ces termes : « Ina, par la grâce de Dieu, roi des Saxons de l'ouest, par l'avis et l'institution de Cendered, mon père, et de Heddes et Erkenwald, mes évêques, et d'accord avec tous mes comtes (*ealdormen*) et les sages anciens de mon peuple, en une grande assemblée des serviteurs de Dieu... » Toutes les lois d'Édouard le Confesseur furent établies *a rege, baronibus et populo*, et composèrent la loi commune, cette *common law* dont on parle encore. Une érudition vulgaire ramasse partout dans le passé des faits et des mots que notre temps ne répudierait pas.

Les rois normands s'annoncèrent pour les conservateurs ou les restaurateurs des lois saxonnes, et le fils de Guillaume le Conquérant, Henri Ier, rendant force aux statuts d'Édouard le Confesseur, signala son avénement par une proclamation royale qui fut appelée la Charte des libertés, et qu'on cite comme l'antécédent de la Grande-Charte. Celle-ci, dictée comme condition au roi Jean, constata le droit national sous la forme aristocratique du temps. Car la vraie charte des libertés

date du successeur de Jean Sans-Terre. C'est la quarante-neuvième année du mémorable règne de Henri III (1265) que commença la constitution actuelle du Parlement. Tous les Plantagenets contribuèrent à la régulariser et à la développer, et un statut de la quinzième année d'Édouard II exprime encore avec une correction remarquable l'axiome fondamental de la constitution britannique (1322). Il suffirait qu'une nation eût ce titre unique dans son chartrier pour qu'elle fût libre[1];—à une condition pourtant, c'est qu'elle le sût défendre.

C'est sous les Tudors et les Stuarts que les libertés anglaises commencèrent à être attaquées, pratiquement par les Tudors, théoriquement par les Stuarts. Henri VII, quoique l'existence même de son pouvoir fût un témoignage de la souveraineté parlementaire, eut peu à compter avec les assemblées, et l'indépendance ne fut pas le caractère des parlements de Henri VIII et d'Élisabeth, tous deux populaires, l'un par la réformation, l'autre par la politique. Jamais race n'a été plus marquée pour l'impopularité que cette famille funeste des Stuarts. Tout ce que la condition de roi peut inspirer de préjugés, tantôt le vice et la pédanterie, tantôt la fausseté et la hauteur, souvent très-peu d'esprit, en voilà plus qu'il n'en faut, les circonstances aidant, pour provoquer et mériter les révolutions. La mort seule de Charles Ier relève sa mémoire.

[1] An act : « That for ever thereafter the matters to be established for the estate of the king and his heirs, and of the realm. and of the people, should be treated, accorded and established in parliament by the king, and by the assent of the prelates, earls and barons, and the commonalty of the realm, according as had been before accustomed. »

C'est la royauté elle-même qui, en émettant, sous Jacques Ier, la thèse du pouvoir absolu, entreprit d'opposer un système à l'histoire, et de donner un démenti aux traditions nationales. A ces prétentions, gauchement soutenues par son successeur, le Parlement répondit par la fameuse *Pétition de droit,* acte déclaratif qui ne crée point de droits nouveaux, mais qui figure encore parmi les titres du peuple anglais.

L'Église n'avait pas été étrangère aux folles doctrines qui perdirent les Stuarts, et le sentiment religieux, méconnu, opprimé dans son indépendance par l'Église même, entra pour beaucoup dans la résistance qu'elles provoquèrent. C'est ce qui a fait regarder la guerre civile de 1642 comme une guerre religieuse. Les auteurs de la révolution furent en effet pour la plupart presbytériens ou puritains. Mais ils furent aussi d'énergiques citoyens, de fervents patriotes, et avec le langage de leur secte, avec les passions de leur époque, ils réclamaient les droits de toutes les sectes et de toutes les époques. Les écrivains du dernier siècle avaient en telle horreur le fanatisme que, là où ils en apercevaient la forme ou l'apparence, ils ne reconnaissaient plus une bonne cause. L'auteur de l'*Essai sur les mœurs,* qui comprenait si bien la révolution de 1688, fait pitié quand il raconte celle de 1641. Il semble que la résistance à l'oppression devienne absurde ou criminelle dès qu'elle parle un langage biblique. Hume et son école ne sont pas beaucoup mieux inspirés, et M. Fox disait : « Je regarde son *Histoire de Charles Ier* comme le livre le plus malfaisant (*mischievous*) qui ait été jamais écrit[1]. » D'un autre côté, les préjugés d'Église

[1] Lettre de M. Fox au colonel Fitzpatrick. Il ajoute : « Elle est

ou les bienséances monarchiques ont gêné longtemps la liberté et l'équité des écrivains exempts de l'intolérance philosophique. Il est possible aujourd'hui de se montrer plus juste. La Pétition de droit est une seconde Grande-Charte, dit lord Campbell. Le Long-Parlement a repris sa place dans la reconnaissance de la nation. Considéré, en effet, comme pouvoir représentatif, il n'a réclamé que vérité et justice; et si, dans la lutte extra-légale, il a moins heureusement, moins sagement défendu sa cause; si des fautes ont contribué à sa perte, c'est après qu'il avait plus fait qu'aucun des parlements qui l'ont précédé ou suivi, pour les libertés de l'Angleterre. Du moins ces libertés trouvent-elles toutes leurs principes écrits dans ses délibérations. Il a semé tout ce que l'Angleterre a récolté depuis deux siècles.

La domination de Cromwell doit être regardée comme un épisode; c'est un fait plus éclatant qu'il n'a été fécond. Elle imposa par la grandeur de l'esprit et du courage, mais elle contraria le développement de la vraie tradition nationale; elle interrompit l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre, et tendit à détourner de sa voie le génie de ce peuple, par l'admiration de la supériorité personnelle dans le pouvoir absolu. Ce prestige séduit encore d'éminents esprits, et un auteur d'une originalité saisissante, M. Carlyle, a fait d'ingé-

écrite avec plus d'art qu'aucune autre partie de ses ouvrages, infiniment plus, et je la tiens, sous ce rapport, pour un chef-d'œuvre. Je ne pense point qu'une réponse ou un commentaire fît grand bien, ou du moins autant de bien qu'une autre histoire du temps écrite avec le même art, ou même moitié autant, dans un esprit opposé. »

(*Mém. of Fox*, tom. II, p. 275.)

nieux efforts pour changer en autel le piédestal de Cromwell, et le placer dans le temple que sa pieuse idolâtrie consacre au culte des héros[1]. J'ai toujours protesté contre la fascination que l'alliance du génie, de la force et de la fortune exerce sur l'imagination des écrivains. Ils s'éprennent quelquefois des grands hommes au point de leur sacrifier le monde, et renoncent à les juger en historiens pour les peindre en poëtes. Cromwell est assurément au rang de ces hommes qui n'ont pas de maîtres. Il est de plain-pied dans l'histoire avec les César et les Napoléon, quoiqu'il ne les égale pas. C'est de plus un grand homme profondément original et qui étonne davantage à mesure qu'on le connaît mieux. Mais, ou l'histoire m'abuse, ou son avénement n'a pas été nécessaire ni son gouvernement utile. Sans doute la république ne pouvait tenir devant lui. Quand il revint après la victoire de Worcester, il fut évident que, s'il le voulait, le parlement n'était plus. Mais il fallait un Cromwell ainsi victorieux, et qui voulût en effet une révolution; elle ne se serait pas opérée d'elle-même; Cromwell de moins, et le Long-Parlement maintenait son œuvre; il avait fait trop de fautes pour résister à l'usurpateur. Il n'en avait pas fait assez pour tomber. Dans tous les cas, et malgré les injustices et les dédains qui accablent toujours les modérés des révolutions, cette assemblée qui ne manquait, même dans ses derniers jours, ni de patriotisme, ni de sagesse, pouvait encore suffire au gouvernement. Mais elle ne pouvait ni combattre ni

[1] Voyez *On Heroes, hero-worship, and the heroic in history*, Lond., 1842, et la *Collection des Lettres et Discours d'Olivier Cromwell*, par Thomas Carlyle. J'en ai rendu compte dans la *Revue des deux Mondes*, du 15 février 1854.

vaincre son redoutable ennemi. Une fois le maître, Cromwell resta lui-même. La toute-puissance ne le diminua pas. Il parut grand à l'Europe, et c'est sa politique au dehors qui l'élève le plus dans la mémoire fidèle du peuple anglais. Au dedans, son habileté, sa persévérance, sa volonté se signalèrent encore ; mais son but ne fut pas atteint. Il aurait voulu la royauté; il ne fut pas roi. Il aurait voulu gouverner avec une assemblée; il essaya trois fois, et trois fois il trouva l'instrument rebelle, et fut réduit à le briser. Ainsi il échoua dans le sens du pouvoir et dans le sens de la liberté. Son établissement ne put être ni monarchique, ni parlementaire. Tel est l'indomptable esprit de cette nation, le droit des assemblées délibérantes a tellement pénétré dans ses croyances et dans ses mœurs , que, partout soumise au Protecteur, elle lui résista toujours par ses représentants. L'administration de Cromwell était absolue; lui-même ne put jamais l'être avec les chambres qu'il avait convoquées. Il opprimait le pays, et le retrouvait libre quand il l'interrogeait. Ainsi le despote réussit, non le despotisme. L'Angleterre obéit, mais ne changea pas. Rien ne l'honore plus à mes yeux.

Mais le règne du Protecteur fut une nouveauté et une exception dans un pays où tout est précédents et souvenirs, où la liberté fait jurisprudence. Par une réaction naturelle, ce qu'il n'avait pu remplacer dut reparaître après lui. Il avait donné le funeste exemple de fonder un gouvernement sans consulter la nation ; et c'est l'ordinaire effet du despotisme habile que de frayer la route au despotisme qui ne l'est pas. Ainsi, grâce à Cromwell, la restauration put se faire et se mal faire. C'est parce que, la tête haute et l'injure à la bouche, il avait dispersé les restes du Long-Parlement, c'est parce

qu'il avait interrompu le cours des habitudes constitutionnelles et montré qu'on se pouvait passer du contrôle et du concours des assemblées, que la Convention qui rappela les Stuarts manqua de l'autorité nécessaire pour maîtriser les événements, et que l'Angleterre fut rendue sans conditions. La révolution avait été découragée par ses revers, et les Cromwell laissent épuisé sur l'arène le coursier qui leur a gagné le prix. Heureusement l'Angleterre a de la mémoire; ses coutumes reprennent le dessus, quoi qu'on fasse; avec un droit tronqué, avec un débris d'institution, elle se défend. Il suffisait que les formes constitutionnelles fussent en gros conservées, pour que tôt ou tard l'esprit ranimât le corps, et que la parole fît renaître la liberté. Les Stuarts, se croyant en possession d'un droit imprescriptible, oubliant que leur titre héréditaire avait eu grand besoin, dès l'origine, d'être confirmé par la volonté nationale, rêvèrent l'importation dans leurs États de la monarchie de Louis XIV, qui les avait accueillis dans l'exil et qui les pensionnait sur le trône. Quand la mesure de leurs fautes fut comblée, l'Angleterre se retrouva dans une situation connue, celle d'un conflit entre la politique royale et le sentiment national. D'un côté, un effort patent ou caché pour dénaturer les institutions; de l'autre, une juste colère et la résolution de les défendre; là, une prérogative usurpatrice, ici la résistance à l'oppression: c'était un de ces antagonismes dont l'histoire d'Angleterre est remplie. Ni les précédents, ni les textes ne manquaient au droit, ni les griefs à l'indignation, ni les règles à la conduite, ni les noms à citer, ni les exemples à suivre. Poussée à bout, la nation put donc, non sans hésitation, mais sans crainte et surtout sans remords, entreprendre tout le possible

et faire tout le nécessaire. Elle affirma de nouveau ses droits, et elle les garantit, en fait comme en principe, par une révolution. En déclarant ses libertés et en disposant de la couronne, elle pensa n'exercer qu'une antique prérogative.

Cette opinion, sans doute, ne fut pas unanime. Il y eut des répugnances à vaincre, des scrupules à calmer, des préjugés à ménager. Il fallut éviter de déposer arbitrairement Jacques II, assimiler sa conduite à une abdication et déclarer le trône vacant. Mais la couronne ne fut point transmise à son fils. Elle fut donnée, non à Marie seule, comme sa fille, mais à Guillaume et Marie, pour appartenir à Guillaume, s'il survivait à sa femme. Il y eut donc changement de dynastie par la loi, et dérogation à la règle de l'hérédité. C'était assurément un acte extraordinaire; ce n'était pas une énormité. Neuf fois depuis Guillaume le Conquérant, l'ordre de successibilité avait été ainsi sacrifié à des nécessités d'État. Sans invoquer l'élection des rois saxons et des premiers rois normands, Édouard IV ne fut-il pas choisi par le peuple dans St-John's Fields, confirmé par une convention parlementaire à Baynard's Castle, avant d'être proclamé dans Londres, le 15 mars 1461? Quand le premier des Tudors, victorieux à Bosworth, eut pris le nom de roi, ne convoqua-t-il pas aussitôt le Parlement pour avoir une sanction; et du *consentement des Lords à la requête des Communes*, l'héritage de la couronne d'Angleterre ne fut-il pas décerné, à lui et à sa race, par un acte solennel, qui devint le titre de sa légitimité? Le Parlement n'autorisa-t-il pas Henri VIII et Élisabeth à disposer après eux de la couronne? Jamais en Angleterre on n'avait aveuglément adopté ce principe absolu de l'hérédité par le sang qui

permet de prendre un royaume d'un droit insuffisant pour réclamer un domaine. Notre Henri IV, lui-même, est arrivé à la couronne en vertu d'un titre, qui, par aucun tribunal, ne lui eût fait adjuger l'héritage d'un arpent de vignes. Mais ce titre avait pour lui la raison et la politique.

L'instrument par lequel Guillaume et Marie furent élus stipulait l'obligation de gouverner conformément aux lois de l'Angleterre, et rappelait les principes fondamentaux de la constitution. Le Bill des droits n'en était que la déclaration et leur apportait une garantie nouvelle. Mais il n'en condamnait dans le passé que la violation, et n'avait rien de ce caractère agressif et novateur qui signale quelquefois les grands actes déclaratifs d'une révolution. Loin d'abolir les anciens priviléges, il leur rendait force et vigueur, et les Anglais purent garder cette orgueilleuse conviction, que pour se défendre et se venger de la tyrannie, il leur suffisait de se souvenir de leur histoire. L'enthousiasme d'une génération naissante pour des vérités toutes nouvelles guide moins sûrement que la foi de tout un peuple dans les exemples et les lois qu'il tient de ses aïeux. Une révolution de défense est moins hasardeuse qu'une révolution d'attaque. Dans cette guerre aussi, je préfère la bataille de Marathon à la bataille d'Arbelles, et les Miltiade aux Alexandre.

IV

DES PRINCIPES CONSTITUTIONNELS

> Media sunt axiomata illa vera, et solida, et viva, in quibus humanæ res et fortunæ sitæ sunt.
>
> BACON, *Nov. Org.*, L. I, A. 104.

Dans la monarchie anglaise on peut remarquer deux points caractéristiques. D'abord aucun des principes qui la constituent n'est absolu, pas même celui de l'hérédité royale; il est, ainsi que tant de choses, subordonné à la nécessité d'État, et, n'étant qu'une garantie de stabilité, il cède, comme tout autre, quand un intérêt plus grand et plus sacré que celui de la stabilité en exige le sacrifice. A proprement parler, il n'y a qu'un principe souverain, c'est que la nation anglaise n'est gouvernée et constituée que de son consentement. Encore ce principe est-il limité par d'autres, les droits des citoyens, par exemple, tels qu'ils résultent de la loi commune. En second lieu, rien dans l'ensemble de la constitution n'est purement spéculatif. Tout principe est identifié avec de certaines formes, attesté par de certains faits, qui le convertissent en vérité légale et en

vérité historique. Ainsi, l'intervention même du peuple dans ses affaires n'est pas le dogme abstrait de la souveraineté du peuple ou le simple fait du suffrage universel, c'est l'intervention sous forme représentative, consacrée par la pratique des siècles, expliquée par des antécédents innombrables, régularisée par l'expérience, développée par la civilisation; en telle sorte que la série des actes fondamentaux de la volonté nationale ainsi manifestée forme toute la constitution ou la loi commune dans l'ordre politique. La charte de l'Angleterre est une compilation.

En parlant ainsi, je n'entends pas dire que là soit tout le mérite, toute la vérité de la constitution anglaise. Des précédents ont sans doute une singulière autorité; le temps est un grand consécrateur; l'histoire et la tradition exercent sur les esprits un légitime empire. Cependant il faut que les choses soient bonnes pour qu'elles méritent d'être durables, et les principes constitutionnels de l'Angleterre ne sont dignes d'un respect absolu que parce que la raison, éclairée par l'observation, les confirme et les ratifie. La vénération des peuples pour leurs institutions peut être un sentiment irréfléchi, comme l'est quelquefois dans les natures honnêtes et simples le respect de la loi morale. L'habitude et la tradition semblent, en effet, au premier aspect, les seules règles de la conscience. Mais, de même que la morale peut être établie philosophiquement, on doit, dans une législation écrite ou coutumière, pouvoir dégager l'esprit de la lettre, et reconnaître sous l'enveloppe des réalités les notions pures du vrai et du juste. Ce serait faire injure à la constitution de l'Angleterre et aux esprits supérieurs de ce pays que de supposer qu'elle obtienne uniquement un respect de routine, et que le patriotisme ou la

mémoire composent toute leur philosophie politique. Une analyse méthodique a souvent démêlé et parfaitement établi le principe abstrait qui fonde ou légitime les grands actes et les libertés générales du pays. Il ne faut pas croire que les hommes éminents qui firent la révolution de 1688, que les lecteurs de Bacon et de Morus, de Milton et de Harrington, de Sidney et de Hobbes, que les Somers et les Montague ne sussent pas ce qu'ils faisaient, et qu'ils ignorassent que, sous toutes les solutions temporelles des questions de la vie morale ou politique, il y a des vérités éternelles. Quand le descendant du libérateur de la Hollande, quand le prince d'Orange passait la mer pour venir conquérir le titre de libérateur de l'Angleterre, il s'embarquait à sa suite un philosophe persécuté par les Stuarts, noblement proscrit pour la cause de la vraie liberté, esprit ferme et grave, qui n'a touché à aucun sujet sans y laisser marquée profondément son empreinte, un des maîtres des sociétés modernes. Locke, eut à peine abordé en Angleterre, qu'il publia son *Traité du gouvernement civil*. Qu'est-ce que cet ouvrage, sinon la philosophie de la révolution de 1688? Il contient des erreurs, sans doute, pour nous autres gens d'école, mais il n'en est pas moins dans l'ensemble un des meilleurs traités philosophiques existants de politique libérale. Si Locke abuse un peu de la doctrine du contrat, ne voyant pas ou ne disant pas assez que le pacte social n'est qu'une hypothèse figurée, propre à donner une forme et une origine fictives à des principes d'éternelle justice, il les a connus, ces principes, il les a jugés réalisables, montrés réalisés, et, plus heureux que Platon, il a vu de ses yeux la république dont son esprit contemplait l'idée.

Mais s'il convient de réserver en toutes choses les

droits de l'esprit humain ; si l'on ne doit pas faire à une nation qui pense l'affront de la croire uniquement gouvernée par le hasard et l'habitude ; si le seul grand pays libre de l'Europe mérite d'être loué d'autre chose que d'un empirisme heureux, il demeure vrai que dans ses institutions la forme historique couvre la valeur philosophique. De là, certains traits du caractère national. Quand l'esprit d'un peuple est appuyé par un sentiment de fidélité à des principes héréditaires, il acquiert la force et les qualités des affections de famille, de la dignité de race, de l'amour de la propriété, de la foi religieuse, de tous les sentiments, enfin, qui s'appuyent sur une tradition. Comme il porte sur un fond de respect, il est soutenu et il est contenu ; moins prompt à l'agression, il est plus ferme dans la résistance. Il préserve la modération de la faiblesse et le courage de la violence. Il entretient dans les masses cette conviction salutaire qu'il y a de l'inviolable en ce monde ; et s'il peut faire des révolutions, il ne fait pas des révolutionnaires.

Sans flatter le peuple anglais, on doit convenir que cet esprit l'a souvent animé ; il a brillé dans les beaux moments de son histoire ; il a passagèrement disparu, il n'a jamais péri dans ses révolutions : en général, il les a commencées et il les a finies.

V

DE L'ARISTOCRATIE

> Καὶ μὴν εἴπερ αὖ ἐν ἄλλῃ πόλει ἡ αὐτὴ δόξα ἔνεστι τοῖς τε ἄρχουσι καὶ ἄρχομένοις περὶ τοῦ οὕστινας δεῖ ἄρχειν, καὶ ἐν ταύτῃ ἂν εἴη τοῦτο ἐνόν... Ἐν ποτέροις οὖν φήσεις τῶν πολιτῶν τὸ σωφρονεῖν ἐν εἶναι, ὅταν οὕτως ἔχωσιν; ἐν τοῖς ἄρχουσιν, ἢ ἐν τοῖς ἀρχομένοις; Ἐν ἀμφοτέροις που, ἔφη.
>
> PLATON, *Rép.* IV, 431 [1].

Ces traits du caractère national expliquent bien des choses. Pourquoi répète-t-on, par exemple, que l'Angleterre est aristocratique et religieuse ? Pourquoi tire-t-on de là tant de conséquences, comme si ce n'étaient pas là des effets au moins autant que des causes ? C'est à son aristocratie et à sa religion que l'Angleterre est attachée. Elle l'est par la tradition avant de l'être par le raisonnement. C'est dans son histoire qu'il faut chercher les sources de cet attachement, et ne pas imaginer qu'*à priori*, la race anglaise ait le goût de l'inégalité en

[1] Et si dans une cité règne la même opinion, chez les gouvernants et chez les gouvernés, sur le point de savoir qui doit gouverner, c'est dans cette cité.... Chez lesquels des citoyens direz-vous que réside la sagesse quand il en est ainsi : chez les gouvernants ou chez les gouvernés ? — Chez les uns et les autres, répondit-il.

elle-même ou une vocation particulière pour la sainteté. C'est une race sensée, qui juge des choses par leurs fruits, et qui les éprouve avant de les adopter. La religion et l'aristocratie ne sont nulle part ce qu'elles sont en Angleterre. En cherchant à les connaître, on verra pourquoi elles sont aimées.

Il est difficile de dire le vrai en matière de noblesse ou d'égalité, quand on parle d'une nation étrangère. Les distinctions entre les classes d'une même société sont choses capricieuses, fugitives, modifiées par tant d'exceptions et de disparates qu'on peut à cet égard, en appréciant des nuances, arriver aux jugements les plus contradictoires. Dans son propre pays, un écrivain est quelquefois bien embarrassé pour décrire ce que l'usage, la mode, la vanité, le préjugé, la jalousie ont établi ou détruit de hiérarchie apparente ou réelle entre les noms et les rangs, les familles et les individus. On a dit souvent : la France est le pays de l'égalité. Cela signifie-t-il que la France soit la contrée où les titres de noblesse soient le plus dédaignés ? Que de gens s'en parent ! combien les convoitent ! combien les décrient ! comme on les prodigue ! comme on en oublie le sens et l'origine ! que de prétentions déraisonnables, incorrigibles en exagèrent et en compromettent la valeur ! avec quelle facilité, avec quelle négligence ceux qui les estiment le plus les prostituent ou les usurpent ! Personne ne les respecte au point de les prendre tout à fait au sérieux et de tenir à ce qu'une régularité sévère en maintienne l'ordre et le classement. Personne ne les méprise assez pour ne pas les contester à qui les vole et les envier à qui les possède. Il y a vingt ans, cependant, le mot d'aristocratie et tous ses dérivés ne se prenaient qu'en mauvaise part ; une

tournure aristocratique signifiait un air d'insolence. Depuis que la littérature a pris le goût de la richesse et de l'élégance, depuis que des gens de lettres se sont mis à aimer le luxe, et que la liberté de la vie d'artiste a singé le désordre des marquis d'un autre temps, *aristocratie* est devenu synonyme de *distinction*, et c'est le trait obligé des héros du roman moderne. Cela ne ressemble guère à la littérature de 1825, et la république de février n'a fait que rendre plus saillant ce singulier changement des mœurs et du langage. Pour beaucoup d'esprits, sauver la société c'est réhabiliter des enfantillages.

Mais s'il n'est pas aisé en France d'expliquer ce que c'est que l'aristocratie, comment en parler en Angleterre? Un écrivain distingué qui, selon moi, a mieux que personne observé ce pays, a dit avec beaucoup de raison que, sur nombre de questions, le oui et le non y étaient véritables[1]. Ainsi, il proposait à qui prétendrait que l'Angleterre était aristocratique de prouver qu'elle était démocratique, et l'inverse. Et, en effet, on trouvera quand on voudra dans les mœurs politiques anglaises des traits qui effrayeraient plus d'un démocrate de la rue Saint-Denis. De même, si l'on soumettait certaines aristocraties du continent aux règles de la *nobility* britannique, on les gênerait fort et on les choquerait tout autant. Dans quelques pays, la noblesse a besoin pour exister d'être indéfinissable. On la peut définir en Angleterre : c'est la pairie. A ce type d'aristocratie nationale, on peut rapporter tout ce qui est aristocratique comme institution ou coutume. Je ne voudrais pas dire que les fan-

[1] *Lettres sur l'Angleterre*, par M. A. de Staël. 1 vol. Paris, 1825.

taisies de la vanité, les préjugés du monde, tous ces travers d'esprit qui défrayent les poëtes comiques et les romanciers, n'ajoutent rien d'illusoire et de convenu à la réalité des distinctions sociales. Les titres, par exemple, se pèsent encore dans une balance assez exacte pour trébucher entre un comté et un marquisat, et il serait impossible à la plus spirituelle des Anglaises d'écrire à son cousin ce que Mme de Sévigné écrit à Bussy [1], sur la différence de ces deux êtres de raison. Mais sans chercher à pénétrer dans l'appréciation difficile de ces curiosités de salon qu'il faut abandonner à l'expertise du spirituel auteur de *Vanity Fair,* sans essayer de comprendre ce qui se sent, dit-on, et de mesurer par le calcul ce qui s'évalue par le tact, cherchons le fondement et le rôle du principe aristocratique dans la société politique qui trône entre les Orcades et les Sorlingues.

Burke dit quelque part que la liberté de sa patrie a un arbre généalogique et des armoiries. Son histoire, en effet, est un blason national. Cette *vue baroniale de la liberté,* ainsi que la nomme lord Brougham, n'est pas fausse. Chez cette nation de philosophes, comme on l'appelait au dernier siècle, bien des croyances sont à l'état de préjugés, parce que bien des vérités sont constituées en traditions. Ainsi, ce système représentatif,

1 « Vous ne voulez pas qu'on vous appelle comte, et pourquoi, mon cher cousin ? ce n'est pas mon avis. Je n'ai encore vu personne qui se soit trouvé déshonoré de ce titre.... Il n'a point été profané comme celui de marquis. Quand un homme veut usurper un titre, ce n'est point celui de comte; c'est celui de marquis, qui est tellement gâté, qu'en vérité je pardonne à ceux qui l'ont abandonné. »

Lett. 441.

dont le trait le plus saillant est de mettre le pouvoir au concours, dernier progrès de l'égalité possible en politique, admet une certaine transformation, une sorte d'immobilisation des résultats du concours, par l'avénement successif et définitif de la supériorité personnelle dans la sphère permanente des supériorités sociales. Ce qui sert d'anoblissement, c'est le succès du talent. Il n'y a point de parvenus, ou du moins les parvenus sont tout de suite aristocrates, l'aristocratie n'étant que la société du gouvernement.

Si l'on remonte à l'histoire nobiliaire de la Grande-Bretagne, si l'on ne considère que la portion historique, excessivement réduite en nombre, de la noblesse du royaume, on s'explique pourquoi ce qui en reste, ce qui la rappelle, ce qui s'en rapproche, ce qui s'y ajoute est vu d'un œil ami par la nation. C'est moins l'Angleterre qui est aristocratique, que l'aristocratie qui est anglaise. Quelle autre caste privilégiée de l'Europe compte une Grande-Charte dans ses titres de noblesse? A l'origine des temps féodaux, sous les rois saxons, sous les rois normands, qu'étaient les grands du monde et de l'Église, les lords spirituels et temporels? Ils étaient le Parlement, le seul Parlement qui pût alors se maintenir et se défendre. Quoique la propriété eût été presque tout entière constituée féodalement par Guillaume le Conquérant, elle n'était pas, ou elle ne resta pas longtemps armée de tous ces droits iniques qui devaient perdre la féodalité du continent. En Angleterre, le payement des taxes n'était pas une marque de servage; le droit d'être jugé par ses pairs appartenait à tous. Hormis quelques lois sur la chasse, nul vestige des priviléges oppressifs conservés ailleurs à l'aristocratie territoriale ne se laisse apercevoir sur le sol britannique; mais dès

l'origine, elle eut un privilége, tout politique et protecteur pour le pays, celui de délibérer sur le gouvernement et la législation. Point de prérogative qui lui fût plus chère que celle de représenter le peuple. Quand des membres des Communes, de toute condition d'ailleurs, sont encore officiellement désignés comme chevaliers des comtés pour servir en Parlement, ou, suivant la Grande Charte, *ad loquendum de negotio regni*, ce titre de chevalier atteste encore l'existence d'une noblesse éminemment parlementaire. Pendant longtemps, le seul intérêt assez considérable pour figurer dans le grand conseil national, ce fut l'intérêt de la terre et de l'agriculture. Voilà le fond de l'aristocratie anglaise.

Lorsque, dans la plaine de Runnymede, le vendredi 19 juin 1215, les barons du royaume imposèrent au roi Jean le pacte immortel, ils ne comptaient pas seulement dans leurs rangs toute la *nobility*, même toute la *gentry* du pays, mais les bourgeois de Londres, les *yeomen*, les paysans étaient avec eux, et si la Grande Charte affranchissait d'abord l'aristocratie des plus dures sujétions de la tenure féodale, elle stipulait aussi pour tout homme libre, pour le marchand, pour le vilain; elle proclamait en termes impératifs la taxation consentie, la liberté individuelle, le droit d'aller et de venir, le jugement par jurés. Les barons réclamèrent pour leurs vassaux comme pour eux-mêmes, et n'entendirent en faisant cela qu'arracher aux mains d'un usurpateur le rétablissement de la charte de Henri Ier, et la confirmation des lois d'Édouard le Confesseur. Ils suivaient les exemples de leurs pères, que devaient imiter leurs enfants. Si leurs rares descendants, si leurs représentants actuels ne l'ont pas oublié, s'ils font souvent

preuve de bonne mémoire, comment la nation en aurait-elle perdu le souvenir? Elle serait ingrate envers elle-même; car dans ses traditions, qui la représente parle en son nom; elle vit et elle respire dans son Parlement. Or maintenant, quelle ressemblance y a-t-il entre ces sentiments ou ces souvenirs, et l'orgueil ou la vanité qui s'attache à des titres de cour, signes frivoles et parfois mensongers d'une illustration toute personnelle, souvent distribués par la fortune ou la faveur, jamais unis intimement aux fonctions d'un gouvernement national?

Il s'en faut d'ailleurs que les Anglais soient étrangers à l'amour de la véritable égalité. Mais ils sont contents de leurs institutions, fiers de leur histoire, heureux de leur sort. Comme l'ordre social ne contient rien qui leur soit odieux ou importun, les supériorités, les influences, même les prétentions qu'ils peuvent rencontrer dans leur sein ne sauraient ni les choquer ni leur être à charge. Ils n'ont point de griefs contre ce qui les a faits ce qu'ils sont. On ne songe pas assez à cette situation toute particulière. Être le seul grand peuple de l'Europe qui se croie d'ancienne date en possession d'un bon gouvernement! cela change toutes les dispositions, tous les préjugés d'une nation. Voulez-vous l'expérience contraire? ne sortez pas du Royaume-Uni; passez le canal Saint-George, et demandez à l'Irlandais ce qu'il pense de ce qui se fait, de ce qui se meut au-dessus de sa tête. Tout lui est suspect, tout lui est odieux; le bien comme le mal, il déteste tout. Sans doute, les peuples ne sont pas justes; ils ne distinguent pas entre les hommes, entre les choses, lorsqu'une fois ils se sont aperçus ou figuré que l'ensemble des hommes et des choses n'était ni selon leur raison, ni selon leurs vœux. Com-

ment attendre d'une nation qui rougit ou qui souffre de son gouvernement l'impartialité d'un publiciste qui fait la part du bien et du mal, et s'interdit de tout condamner indistinctement? La haine, le mépris, la jalousie sont aveugles, mais ne naissent point spontanément dans le cœur des hommes. L'ingratitude n'est en honneur que là où la reconnaissance a été rarement méritée. Quand l'envie règne dans les cœurs, il y a fort à craindre que les privilégiés de ce monde n'aient mal justifié leur privilége. Ce n'est jamais le bien qui a engendré le mal, mais le mal a dominé, et le bien est méconnu.

Qu'on nous parle tant qu'on voudra des préjugés aristocratiques de l'Angleterre : nulle nation n'est plus convaincue que le droit est pour tous. Le mot de *loi commune* est une expression tout anglaise. L'égalité civile, l'égalité devant la loi est comprise et reconnue là depuis un temps immémorial. La justice du pays y passe un niveau plus égal qu'en aucun lieu sur la tête des citoyens, et tous les intérêts légitimes se croient un même titre à la sollicitude du magistrat et du puissant. Encore une fois, tout ce qui est aristocratique est parlementaire. Toute influence, qu'elle vienne des souvenirs, de la richesse ou du talent, n'est comptée, n'est admise que parce qu'elle devient déjà une sorte de fonction politique, un moyen de participation au gouvernement ou, du moins, à l'administration générale ou locale. Comme elle est fondée sur quelque chose et destinée à quelque chose, elle se perd, elle se gagne, elle est au concours. Même le grand monde, cette portion brillante et toujours frivole des classes riches et cultivées, n'est que le cercle central de la société politique. L'État est la nation, et les influences qu'on appelle aristocratiques, ne sont,

comme les magistratures, que des positions dans l'État. Elles se renouvellent ou se légitiment par les causes qui les ont créées, ou ne tardent pas à dépérir et à s'éteindre. Point de fictions dans tout cela ; les vanités se pardonnent, parce qu'elles sont l'accessoire et que le fond est utile. Montesquieu ne décrivait pas une nation aristocratique au sens vulgaire du mot, quand il disait : « Si l'on me demande quels préjugés ont les Anglais, en vérité je ne saurais dire lequel; ni la guerre, ni la naissance, ni les dignités, ni les hommes à bonnes fortunes, ni le délire de la faveur des ministres. Ils veulent que les hommes soient hommes; ils n'estiment que deux choses, les richesses et le mérite [1]. »

Mais si le propre de l'aristocratie anglaise est d'être un instrument de gouvernement, s'ensuit-il qu'elle gouverne pour elle-même? Il serait puéril de prétendre qu'elle se soit toujours oubliée. Mais cependant, la puissance dominatrice de l'Angleterre, c'est l'opinion publique, et l'histoire bien comprise, depuis un siècle et demi, la montre constamment maîtresse de la direction des affaires. Or l'opinion publique, c'est, au vrai, l'opinion de la classe moyenne. « La classe moyenne sait obéir à la raison, » a dit le grand publiciste de l'antiquité [2] ; et Horace Walpole, qui était un *nobleman*, écrivait après avoir visité l'Europe : « Il n'y a de classe moyenne qu'en Angleterre. » C'est par là qu'il expliquait la liberté de son pays.

Nous avons ici maintenant les élections (juin 1852). Le ministère de lord Derby essaye de se persuader que

[1] *Pensées diverses*. — Cette pensée se retrouve en partie dans l'*Esprit des lois*, liv. XIX, chap. XXVII.

[2] ARISTOTE, *Politique*, liv. VI (alias IV), chap. IX, 3 et 4.

le libéralisme moderne, c'est le socialisme, et qu'une réaction politique est indispensable, même en Angleterre, pour sauver la famille et la propriété. Le haut torisme contrefait assez gauchement des craintes et des passions qui, dans cette île, n'ont pas de raisons d'être, et tout en respectant ce que ses adeptes méprisent fort dans le reste de l'Europe, à savoir les droits populaires, tout en pratiquant à quelques égards la réforme, tandis qu'il prêche la conservation, il affecte une majestueuse solidarité de principes avec tout ce qui menace le continent d'oppression, et ne serait pas fâché de ressusciter cette secte de *whigs alarmistes* qui, sous M. Pitt, compléta une majorité ennemie de la révolution française. A en juger par mille témoignages, cette illusion ne gagnera pas la nation. L'esprit libéral la pénètre et la domine pour longtemps. Ce peuple croit que la réforme de lord Grey et la réforme de sir Robert Peel l'ont seules sauvé des agitations du continent. Il est imbu de cette idée que les réformes sont le prophylactique des révolutions. Malgré les efforts d'un pouvoir éphémère, je crois que les élections actuelles feront foi de ce que je dis.

Mais il s'agit de l'aristocratie, et je voudrais la montrer en action comme je la vois. Ces jours derniers, nous sommes allés aux élections de Brentford. Brentford est, comme on sait, la capitale du comté de Middlesex, titre que dédaigne Londres pour celui de métropole de l'empire britannique. C'était donc une élection de comté. Le débat était entre les membres sortants d'une part, lord Robert Grosvenor et M. Bernal Osborne, et de l'autre, le marquis de Blandford, qui n'en voulait qu'au dernier des deux. Lord Robert est le frère du marquis de Westminster, aujourd'hui peut-être l'homme

le plus riche de l'Angleterre, et qui possède un vaste et beau quartier de la ville de Londres, *la province de Belgravie,* comme on le dit par allusion à l'un des titres de sa famille. C'est une famille franchement libérale, et dont le chef a dans Londres une magnifique galerie de tableaux, qu'on ouvre au public comme un musée. On ne pouvait songer à contester la réélection d'un Grosvenor dans le comté de Middlesex. M. Osborne est un radical éclairé, mais vif, et qui parle avec plus de verve que de prudence. Le marquis de Blandford est le fils du duc de Marlborough; c'est dire si c'est un grand seigneur. Il était un candidat du haut torisme, cher à la haute Église, qui espère en lui et qu'il soutient avec zèle et avec discernement; car il a attaché son nom à des améliorations utiles dans la législation qui la concerne. A Brentford comme partout, l'effort de son parti était de détourner le débat électoral de la question du libre échange, de même que le soin de l'opposition était de l'y ramener. *Le pain à bon marché,* voilà le cri populaire. Brentford est une ville plus petite que Saint-Denis. La place du marché sur laquelle étaient dressés les *hustings,* tréteaux couverts en planches, comme on en construit chez nous les jours de foire, est peu spacieuse, et les maisons dont chaque parti avait fait choix pour lui servir de point de ralliement et de quartier général étaient fort rapprochées les unes des autres. Chamarrées d'affiches, couvertes jusqu'au toit d'inscriptions en gros caractères, pavoisées de drapeaux aux couleurs des candidats, les fenêtres garnies de spectateurs à cocardes pareilles, chacune laissait sortir des processions d'amis enrubannés, portant des enseignes significatives et des écriteaux expressifs où se lisaient vingt fois répétés les noms et les devises chers à chacun des partis. Le

cheap loaf, proprement la miche à bas prix, porté en triomphe comme un emblème, servait d'armes parlantes à l'opposition. Une miche gigantesque était exposée au faîte d'une maison ; et un ouvrier robuste, en manches de chemise, juché près du toit, la montrait, avec des signes de joie et d'enthousiasme, à la population d'artisans qui comblait la place. Les principaux amis des divers candidats couvraient les hustings où siégeait, au centre, un sheriff ou son député, en robe et en perruque, assisté d'un greffier ou d'un huissier en costume. Ce qui allait se passer, c'était la formalité de *la nomination*. Depuis la réforme, l'élection proprement dite, par suffrage individuel, s'opère en plusieurs bureaux différents, dispersés dans les paroisses ou dans les quartiers, pour la commodité des électeurs. Elle n'est plus concentrée sur un seul point, où toutes les passions se donnaient rendez-vous, et faisaient quelquefois gronder l'orage populaire pendant plusieurs jours. C'est une opération généralement calme et silencieuse. Mais la nomination, c'est-à-dire la proposition du nom des candidats, au chef-lieu électoral, devant la multitude assemblée, est restée une scène d'un aspect passablement démocratique. Chaque nom est proposé par un électeur avec un discours, appuyé par un autre électeur avec un second discours. Puis, chaque candidat s'explique en remerciant. Interrogé quelquefois hostilement, il répond quelquefois de même. De là, souvent une controverse assez vive, assez personnelle, au milieu des acclamations et des huées, des applaudissements et des sifflets. Les débris d'un jour de marché sont parfois employés comme projectiles en guise d'argument, et c'est pour cela que l'élection de Westminster, qui se tient dans le grand marché

aux légumes de Covent Garden, a toujours été célèbre par cette manière de discuter.

A Brentford, après la proposition d'usage, lord Robert Grosvenor a pris la parole. Son élection était peu contestée. Il était là plein de confiance et d'aisance. C'est un homme grand et mince, d'une physionomie digne et courtoise, qui a toutes les apparences aristocratiques qu'on peut désirer, et qui parle avec cette facilité de tous les Anglais. Comme il n'est pas apparemment fort initié à la doctrine célèbre du *pays légal*, il a commencé par s'adresser aux *frères électeurs et non électeurs*, en ajoutant qu'il se regardait comme ayant encore plus de devoirs envers les seconds qu'envers les premiers, parce qu'ils n'avaient pas de moyen légal d'exprimer leur vœu, et il a disserté très-pertinemment sur le passé et sur l'avenir. M. Osborne a été recommandé par M. Hume, lui-même, que le peuple a salué de mille hourrahs, comme son ancien et fidèle favori. Mais le candidat ne s'est pas vu accueillir avec une bienveillance aussi unanime : des murmures systématiques, des cris assez bien calculés venaient des hustings mêmes et couvraient souvent sa voix, et il a été obligé de déployer une grande énergie de moyens pour se faire entendre. Il s'est plaint d'être en butte à une émeute de gentlemen, *a mob of gentlemen,* et son discours agressif n'a pas manqué d'une véhémence quelque peu tribunitienne. En se prévalant de ce que ni lui ni sa famille ne vivaient de revenus prélevés sur les deniers du peuple, il a lancé sa flèche à la grande famille de Marlborough ; et quand lord Blandford a répondu, il n'a pas été non plus sans avoir à lutter contre une partie de l'auditoire. Il parle avec netteté et avec force, mais ne m'a point paru se prévaloir assez fièrement de la glo-

rieuse origine des bienfaits dont la nation a comblé sa maison. Quoi qu'il en soit, la polémique a été très-vive entre les deux concurrents; et dans un certain moment, un cortége de l'opposition ayant jugé à propos de circuler avec ses enseignes à devises assez provoquantes à travers la foule serrée sur la place, ce qui a causé un certain désordre, les constables ont voulu arrêter ce mouvement et emmener les gens qui troublaient ainsi l'ordre, ce qu'on a salué du haut des hustings par un vigoureux cri de *shame police* (à bas la police). Ce cri a bientôt persuadé au sheriff de défendre qu'on empêchât personne de manifester, à sa guise, ses sympathies politiques, acte d'impartialité fort applaudi. Puis, les discours épuisés, le magistrat, un peu haletant, a passé à l'épreuve des mains, c'est-à-dire qu'il a invité tous les assistants, sans se soucier qu'ils fussent électeurs ou non, à voter sur chaque candidat en levant la main. Après cette manifestation, qui suffit souvent pour terminer l'élection, on demande, si l'on veut, *le poll*, c'est-à-dire le vote individuel, soit parce que le résultat de l'épreuve des mains est douteux, soit parce qu'on veut appeler d'une décision provisoire. La majorité pour M. Osborne n'était ni assez forte, ni assez assurée pour qu'on hésitât à réclamer une épreuve décisive; et la chose étant de droit, le sheriff a fait connaître le jour et les lieux où l'opération commencerait. Enfin il a engagé les concurrents, qui s'étaient montrés un peu vifs dans la discussion, à se donner la main, et a reçu les remercîments qu'un des assistants a proposé de lui voter. Ainsi a fini la matinée, et les candidats sont remontés avec leurs amis dans les calèches brillamment attelées qui les avaient amenés et dont les beaux chevaux frémissants n'avaient cessé de s'agiter au milieu

de la foule, à chaque commotion de la bruyante assemblée.

Ce genre de scène se répète sur plus de cent points du Royaume-Uni, quelquefois avec des effets de théâtre plus saisissants. Mais quelque prévu que soit ce spectacle, souvent décrit, il ne laisse pas de suggérer mille réflexions. Je vous assure que toutes ces voix, toutes ces figures si animées autour de *la miche,* que ces démonstrations populaires à propos du pain du pauvre avaient une apparence très-suffisamment démocratique. L'auditoire et les orateurs étaient fort échauffés, et la colère s'est fait plus d'une fois entendre. C'est une question vive que celle que le libre échange a suscitée entre les intérêts et les besoins des classes diverses de la nation. L'aristocratie whig dans lord Robert Grosvenor, l'aristocratie tory dans le marquis de Blandford, le libéralisme semi-radical dans M. Osborne se sont montrés à Brentford sans détour et sans ménagements. Toutes les opinions, toutes les influences, tous les tons se sont produits dans la lutte. L'appel a été fait à des préjugés, à des passions opposées. La liberté anglaise a ouvert à tous l'arène, et prêté à tous sa protection. Qui a dominé pourtant? Je ne le pourrais dire ; je ne sais si j'ai assisté aux débats intérieurs d'un peuple aristocratique ou démocratique. Il se peut que tout fût mêlé, et que le spectacle ait été complexe et divers. Horace Walpole dit que Shakspeare n'est pas un auteur, mais tous les auteurs. Qui sait si la société anglaise n'est pas toutes les sociétés à la fois ?

VI

LA RELIGION

> God has been pleased to make me instrumental to redeem you from the ills you feared: and it is still my desire, as well as my duty, to serve you in your religion, laws and liberties.
>
> GUILLAUME III,
> Disc. du 8 mars 1689.

Une des choses qui me frappent le plus dans ce pays, c'est que les gens ont l'air heureux. Il me semble que chez nous les révolutions, en laissant dans les cœurs des regrets ou des ressentiments, au moins un fond de malveillante inquiétude, ont marqué sur les fronts la trace de leur passage. Une certaine agitation se trahit dans les manières et la physionomie. On a été séduit, puis détrompé; on a désiré, on a échoué; il a fallu craindre et haïr. Si la gaieté se montre, c'est la vivacité d'esprit qui la donne, ce n'est pas le bonheur.

L'expression des physionomies anglaises, c'est, en général, le calme et la sérénité : la cause en est simple, ce peuple est content de toute sa destinée. Qu'on y pense, il est peut-être le seul de l'Europe. Où trouver sur notre continent une nation qui se complaise dans ses souvenirs, et qui lise depuis un ou deux siècles son

histoire sans éprouver quelque amer sentiment? Où est celle qui peut se dire : J'ai eu et j'ai gardé le gouvernement que j'aurais choisi? Il est impossible que la manière de répondre à cette question soit indifférente au caractère national. On n'a pas du malheur impunément, et le mécontentement de soi-même, eût-il la vanité pour palliatif, est, pour les sociétés comme pour les individus, une des plus tristes maladies de l'âme.

Cette tranquillité d'esprit me frappe dans tout ce qui m'entoure. Les institutions et les événements se sont accordés pour l'entretenir et la répandre, pour rattacher ce peuple à la dynastie, à l'aristocratie, à ses hommes d'État, à ses marins, à ses capitaines, au présent comme au passé de la patrie. Il aime tout cela, il est fier de tout cela. La religion nationale, sous ses diverses formes, profite de cette disposition populaire. Quoique la ferveur et le zèle échauffent plus d'une âme chrétienne, on rencontre presque partout, si ce n'est dans quelques régions de la haute Église, une certaine modération religieuse qui a la même origine que la sécurité politique, et qui ne se dément guère que pour les catholiques. Parmi nous, un homme religieux est trop souvent un homme qui se croit entouré d'ennemis, qui voit avec défiance ou scandale les événements et les institutions du siècle, qui se désole d'être né dans les jours maudits, et qui a besoin d'un grand fond de bonté innée pour empêcher ses pieuses aversions de devenir de mortelles haines. L'indifférent de son côté rend mépris pour mépris au croyant, le soupçonne d'en vouloir à sa liberté, de méditer le retour de l'intolérance, et voit dans tout progrès d'une pensée religieuse un pas vers une tyrannie détestée. Ainsi, la religion même devient entre les hommes une source de discorde,

tandis qu'en Angleterre, malgré les dissidences des sectes, ni la malveillance ni la haine ne s'allument pour ou contre elle. La religion est bien vue, s'il est permis de parler ainsi, et ceux qu'elle inspire ne maudissent ni leur pays ni leur temps. Le protestantisme, dans toutes ses nuances, s'accommode et se félicite des institutions et des révolutions nationales. Le soupçon, le mépris, l'indignation, la peur ne marchent point sur les pas de la piété pour la troubler et la corrompre. S'il n'y avait pas d'Irlande au monde, on pourrait dire que la paix des religions est faite en Angleterre. Ce qui est certain, c'est que là seulement rien n'oppose entre elles la société chrétienne et la société politique.

De tous les sentiments humains, celui qu'on aimerait le mieux voir uni au sentiment patriotique est sans contredit le sentiment religieux. L'un épure l'autre, le consacre, le récompensè. Heureux le citoyen qui combat tout ensemble pour la foi et pour la loi de ses pères! Cette union, qui paraît si naturelle, n'est pas toujours facile à consommer. Les hommes sont rares qui savent concilier en de justes proportions l'attache aux choses spirituelles et le dévouement à la chose publique. Notre esprit est étroit, absolu, exclusif. Pour le frapper et le prendre, il faut lui parler le langage de l'exagération, et tandis que la chaire l'entretient uniquement de la cité de Dieu, la tribune ne lui enseigne de devoirs qu'envers la société terrestre. La politique, c'est le monde, c'est le siècle; et la religion, c'est le mépris du monde et du siècle. L'alliance est possible pourtant, et dans quelques âmes d'élite la piété a fortifié et rehaussé la vertu publique; mais les exemples se comptent, et saint Louis a peu de rivaux. Ce qui est vrai des individus ne l'est pas moins des nations. L'histoire cite peu

d'époques où elles aient en même temps brillé dans la politique et dans la foi. L'église catholique a vu sans cesse les événements mettre en conflit ses devoirs envers l'autel et ses devoirs envers l'État, ce qu'elle doit à Rome et ce qu'elle doit à la patrie. Il est difficile que, soumis à de telles épreuves, le sentiment de la nationalité se maintienne toujours pur, toujours vif dans son sein. Il peut même arriver que les institutions chères au pays lui paraissent dangereuses pour elle-même. Nos clergés du continent n'ont pas encore réussi à bien concevoir comment l'ordre constitutionnel serait pleinement compatible avec le christianisme. Enfin la suprématie pontificale donne naissance à d'épineux problèmes d'obligation et d'obéissance; elle crée une société universelle au-dessus de la société politique, un empire en dehors de l'empire. Il restait la ressource des Églises nationales. Mais à quelles difficultés toujours renaissantes a donné lieu leur existence! D'ailleurs, on voit ce qu'elles deviennent de par le monde. L'unité romaine tend à les absorber dans son sein, elles-mêmes s'effacent, et semblent aspirer à n'être plus.

Cette esquisse suffit pour rappeler combien est difficile l'union de la politique et de la religion, et combien cette union, écueil des gouvernements, peut causer de perplexités et d'efforts aux nations qui se gouvernent elles-mêmes. L'exemple est encore à donner d'un peuple libre qui sache longtemps l'être et garder intacts ses rapports avec l'Église universelle. Il y a là deux causes, deux sentiments, deux idées, quelquefois deux devoirs. Est-il vrai que la nation anglaise ait su les unir?

Il faut bien le reconnaître, la difficulté de l'union est fort diminuée là où la réformation a prévalu. Le clergé protestant n'a qu'une patrie. Son Église est naturelle-

ment toute nationale. Elle l'est même légalement, constitutionnellement, dans le culte épiscopal. Quelque étrange que puisse paraître à la logique l'établissement anglican, on ne saurait disconvenir que cette solution singulière ait presque supprimé la question. Si dans cette combinaison la puissance spirituelle et la puissance temporelle ne sont identiques, elles sont liées, et le gouvernement qui les comprend toutes deux ne peut guère être divisé contre lui-même. L'incohérence des principes qui est mortelle aux systèmes scientifiques, n'est pas toujours funeste aux systèmes politiques. Elle est souvent l'origine d'une transaction pratique qui vaut mieux qu'une théorie rationnelle et par conséquent exclusive. Il s'écoule souvent des siècles avant que les éléments contraires, combinés par la nécessité dans une organisation positive, se séparent et fassent explosion en se combattant. Le contradictoire peut être durable. L'Église établie en est la preuve en Angleterre. Exposée à de justes censures, autrefois pour sa tiédeur, aujourd'hui pour les ardentes prétentions de quelques-uns de ses membres, toujours pour ses abus constitutionnels, elle s'est maintenue et probablement se maintiendra encore, sans subir d'autres épreuves que de certaines réformes partielles qui l'aideront à durer davantage. Après de longues années de langueur et de médiocrité, elle s'est ranimée, et avec le zèle et la ferveur, avec le mouvement de l'esprit et du talent, la passion est rentrée dans son sein. De là bien des actes contestables, bien des discussions irritantes, et dans les sectes séparées un retour de malveillance impatiente envers une institution si peu en harmonie avec l'esprit du protestantisme tel qu'il est partout ailleurs entendu et constitué. Mais quelque

graves que puissent paraître ces luttes récentes, elles ne me semblent point avoir troublé le gros de la nation ni ébranlé l'édifice anglican. La majorité du clergé paraît fort raisonnable, c'est-à-dire fort politique. Elle se rappelle qu'elle est le clergé de l'État et ne songe nullement à s'en séparer. Elle ne prétend pas à une inflexibilité de doctrine et d'organisation qui ne lui permettrait pas de suivre les variations et les progrès de l'esprit du gouvernement et de l'opinion publique. Elle est Anglaise avant tout, et son christianisme est de son pays.

Le danger d'une telle constitution ecclésiastique a, de tout temps, été que l'intolérance politique ne s'y substituât à l'intolérance religieuse, et si la seconde est, en général, plus cruelle, la première est plus inique, car nul préjugé de conscience ne lui vient en excuse. C'est surtout contre la religion catholique que devait en Angleterre se déployer cette intolérance, non pas à cause du dogme de l'Eucharistie, mais à cause du papisme. Pour qu'une législation aussi injuste que celle qui opprimait le catholicisme ait pu se maintenir si longtemps au milieu de toutes les libertés britanniques, et n'expirer qu'à la lumière de notre siècle, il faut que le préjugé national ait supposé un radical antagonisme entre la doctrine du *self-government* et la foi de Rome, et que dans la difficulté de leur concours on ait vu une incompatibilité. D'une tardive justice, il résulte que les catholiques anglais ne peuvent, de longtemps, entrer en pleine communion politique avec leurs concitoyens. Comment porteraient-ils un égal amour à des institutions qui les ont si différemment traités ? Comment la même reconnaissance où ne fut pas le même bienfait ? Quels souvenirs la liberté britannique leur a-t-elle

laissés, à eux, seuls citoyens que longtemps la constitution n'ait pas protégés? D'où leur viendrait, comme aux protestants, ce contentement d'être Anglais, qui se lit sur tous les fronts en Angleterre?—Mais quelle folie que la persécution religieuse, ce moyen assuré pour un gouvernement de rendre les gens mauvais citoyens par principe de conscience!

Le catholicisme et l'épiscopat ne sont pas toute la religion de la Grande-Bretagne. La réformation y provint de diverses sources. Elle y fut l'œuvre d'hommes aussi différents que Henri VIII et John Knox. Le protestantisme épiscopal a les caractères d'une institution de gouvernement. Le protestantisme des dissidents et de certains *évangéliques,* soumis à l'épiscopat, représente le sentiment religieux dans son désintéressement et dans sa liberté. Par ses variétés nombreuses, il atteste la puissance et la fécondité de ce sentiment; il prouve que l'esprit d'examen, loin de détruire la foi, l'échauffe et la diversifie. Par cette indépendance même, les vingt-quatre sectes que l'on compte en Angleterre devaient être suspectes et importunes à l'Église établie, et elle a fait pour les décourager et les affaiblir plus d'un essai d'intolérance. Mais la vertu de la religion libre a résisté. Peu à peu les restrictions imposées aux dissidents sont devenues illusoires ou tombées en désuétude. Elles ont enfin disparu; mais elles ont servi peut-être à entretenir dans chaque secte le feu sacré qui l'animait. Depuis le règne de Guillaume III, toutes les communions non-catholiques jouissaient au moins de la tolérance civile. Dans l'ordre politique seulement, certaines exclusions les frappaient encore. Les catholiques mêmes, les plus maltraités de tous les chrétiens, n'étaient contraints à aucune abjuration. C'eût été

presque de la liberté des cultes dans une partie de l'Europe. Bossuet jugeait que les Stuarts pouvaient en sûreté de conscience maintenir l'incapacité politique de leurs coreligionnaires, et acheter à ce prix une nouvelle restauration. Lisez les publicistes, les voyageurs du dernier siècle; ils parlent de l'Angleterre comme du pays de la tolérance, tant on était loin encore des idées pratiques de parfaite justice. Heureusement il était impossible de tenir en servage tous les protestants séparatistes, surtout les presbytériens, la plus puissante des sectes dissidentes dans l'ordre politique. C'est, comme on sait, la foi calviniste avec la démocratie dans l'Église; c'est un clergé sans hiérarchie. De bonne heure, le grand esprit de Guillaume III avait compris qu'au moins en Écosse, le presbytérianisme devait être reconnu comme institution nationale; et il avait fait pour la *Kirk* de ce pays ce que la *Church* d'Angleterre pardonne encore difficilement à sa mémoire. Lorsque l'Écosse fut définitivement réunie (1706), il devint de moins en moins possible de disgracier dans une partie du royaume la secte que l'on protégeait dans une autre. Cette secte avait de tout temps joué un tel rôle dans les affaires, son esprit semblait alors tellement inséparable de l'esprit whig, qu'elle s'est toujours fait sa place en face de l'Église établie. Si l'on voulait bien ne pas ériger les questions d'organisation en questions de foi, ni faire un dogme de la constitution temporelle de l'Église, j'oserais dire que la forme presbytérienne est la meilleure là où elle est possible. Quel pays est plus chrétien que l'Écosse? mais la liberté tient de si près à cette variété du christianisme, que nous voyons, même en Écosse, le presbytérianisme tendre à rompre ses liens officiels avec l'État et renoncer à l'établissement de

Guillaume III. Quoi qu'on en pense, d'ailleurs, il reste avéré que de toutes les communions séparatistes, c'est la première qui ait obtenu pour elle-même et conquis en principe pour les autres le bienfait de la tolérance. Ni les presbytériens, ni aucun des non-conformistes ne pouvaient, comme les catholiques, imputer aux principes de la révolution les injustices de la loi. L'acte de conformité, cette insolente tentative d'imposer à l'Angleterre une uniformité mensongère, ne vient pas de la révolution. C'est un monument des tentatives absolutistes de l'ancienne monarchie. La révolution, au contraire, y a fait plus d'une brèche, et elle ne devait souffrir aucunes mesures oppressives moins que celles qui frappaient les hommes de 1641 et de 1688, les premiers adversaires des Stuarts, les signataires de tous les covenants, les promoteurs passionnés de la liberté civile et chrétienne. La reconnaissance de leurs droits a toujours paru aux dissidents comme une dernière victoire que devait remporter l'esprit libéral et protestant. Dans leur sein, le zèle du citoyen a donc pu toujours s'allier sans effort à la ferveur du croyant, et ils n'ont pas faiblement contribué à donner à l'Angleterre constitutionnelle une vive couleur religieuse. C'est par eux qu'avant le réveil assez récent de l'Église établie, le sol a été semé de ces chaires apostoliques, dressées par la foi seule et par la foi seule écoutées. Dans le sein de ces libres communions vit encore, par l'unique puissance du sentiment et de la pensée, ou si l'on veut, par l'empire de la grâce, sans autorité extérieure, souvent sans cérémonies obligatoires, sans rien de matériel, sans rien d'officiel, une religion d'une pure spiritualité. Ce spectacle est en dehors de toutes nos idées.

Mais cette liberté produit encore d'autres effets. En

principe, l'examen ne se limite pas; certains esprits traversent la révélation, ou du moins la dégagent de ses dogmes, au point d'en faire une philosophie en langue chrétienne. Hors des sectes trinitairiennes, il y a non-seulement des ariens de toutes nuances, mais des rationalistes plus ou moins avancés qui profitent de la liberté des dissidents. Leur nombre était plus grand, ou leur langage plus hardi au commencement du XVIIIe siècle. Il leur restait quelque chose de l'ardeur et de l'audace suscitées par les controverses du siècle précédent. Comme ils ont, eux aussi, besoin d'être protégés par l'esprit des institutions, ils les invoquent ainsi que toutes les sectes, ils tiennent, ainsi que les puritains eux-mêmes, aux libertés publiques; et cette communauté de sentiments avec le gros de la nation les oblige tout au moins à ménager ses croyances. L'incrédulité en Angleterre est au moins respectueuse.

Ce respect, sentiment presque tout politique et qu'on aurait tort de confondre avec l'hypocrisie, est universel. Il est dans les mœurs, et indépendant de la foi elle-même. Il est un fruit de la tolérance due à toutes les communions protestantes et qui n'est entière que pour elles. Dans un pays de libre discussion où des réunions, des associations de toutes sortes sont permises et nécessaires, comment la paix serait-elle possible, comment un concert d'action serait-il obtenu, si la foi était outragée par l'incrédulité, s'il ne régnait entre tous les honnêtes gens une déférence convenue pour ce qu'on pourrait appeler la religion moyenne de la société? Il faut toujours se rappeler que cette société est chère à ses membres, et que, satisfaits, en général, du lot qui lui est échu, des lois qu'elle s'est données, ils se feraient scrupule de la scandaliser, de la troubler, de la

dissoudre, en attaquant violemment ce qu'elle révère, en desserrant un des liens qui la tiennent unie. La foi vive deviendrait rare, que la nation anglaise, en cessant d'être croyante, paraîtrait encore religieuse.

Ne méprisez pas ces dehors dont la piété elle-même se contente quelquefois. L'incrédulité les raille; elle est plus difficile que la piété; elle appelle affectation ou imposture ce christianisme de bienséance sociale. L'affectation en est l'abus; le *cant*, ce langage de précieuses en matière de foi, est un des travers de la société anglaise. De nobles intelligences, des cœurs sincères en ont souffert, et par réaction il a engendré les excès d'esprit d'un Byron et d'un Shelley. Comment éviter que parmi les hommes une bonne chose ait son mauvais côté? Mais c'est une bonne chose que cette disposition de l'esprit national à ne pas séparer les vérités spirituelles de la forme que le temps leur a donnée, quand cette forme n'est pas un mélange impur qui comprime et altère un métal précieux. Même pour la philosophie, les choses divines ne perdent pas, à devenir des dogmes établis, leur droit à la soumission de l'esprit. Pas plus que la vérité morale revêtue de l'enveloppe un peu grossière de la loi et de la justice, elles ne cessent d'être saintes parce qu'elles sont incorporées à une institution liturgique imparfaite. C'est donc abuser des mots que de taxer de *dévotion de place*, de charlatanisme hypocrite, l'adhésion extérieure du citoyen aux mœurs et aux lois religieuses de sa patrie. La société ne serait pas habitable, si chacun n'adoptait ordinairement le langage de tous. Sans doute il y a des temps pour l'indépendance individuelle absolue, et il arrive trop souvent que l'autorité ecclésiastique, par l'arrogance de ses prétentions, par

des menées ambitieuses et un outrageant langage, provoque et légitime une résistance ouverte et une scission déclarée. Mais il en est ainsi surtout là où cette autorité affecte d'être hors de la société politique, d'être supérieure à l'État lui-même, et se pique d'exercer ou de représenter un pouvoir infaillible. En général, dans une société bien réglée, où le principe de la liberté de conscience n'est pas contesté, la force toute morale de la loi religieuse ne rencontre pas d'ennemis passionnés, et il en coûte peu de lui rendre hommage, quand même on douterait qu'il en existât au monde une interprétation divine, donnée par le temps, enseignée par les hommes. Il n'est pas nécessaire de croire une loi parfaite pour la respecter et s'y soumettre.

En Angleterre, les catholiques seuls peuvent se plaindre de l'opinion. Aliénés par les mesures mêmes prises autrefois pour se défendre de leur inimitié, ils sont les seuls citoyens restés suspects par leurs croyances. On ne peut se persuader qu'ils soient des amis, et de fait ils ne le sont guère. Hors de là, l'opinion et la loi protégent toutes les croyances de la société. Les uns veulent dans la religion une autorité extérieure, un formulaire, une hiérarchie, et ce sont les épiscopaux; les autres se contentent de la foi, de la parole et de la prière, mais réclament une absolue liberté spirituelle, comme la plupart des sectes dissidentes; d'autres enfin voient dans les dogmes un objet d'examen, dans les mystères des questions, dans la foi un système, et penchent à divers degrés vers le rationalisme; telles sont certaines sectes que je blesserais en les nommant; tels sont les philosophes qui s'avouent ou ne s'avouent pas. Eh bien, tous sont ralliés dans un commun attachement à la constitution du

pays, et respectent les croyances qu'elle protége. Voilà encore un des bienfaits de la liberté.

L'Angleterre est en général regardée sur le continent comme calviniste[1]; et de toutes les doctrines chrétiennes, le calvinisme est celle qui fait la plus sévère peinture de la condition humaine. Par une heureuse inconséquence, l'Angleterre n'en est pas moins le pays de l'optimisme pratique. On n'y désespère de rien; on n'y connaît point de misère que l'on ne cherche à conjurer. Rien n'y semble plus raisonnable, plus chrétien que de travailler à diminuer les maux de la vie, et à réaliser la plus grande somme possible de bien-être sur la terre. Dans cette espérance, on y célèbre avec une vive gratitude toutes les beautés de la création, toute la douceur des biens d'ici-bas, toute la puissance de l'homme pour l'amélioration de son sort et de sa nature. Comme le sentiment politique, le sentiment religieux y pousse l'homme au contentement de soi. Comme les économistes, les théologiens, à peu d'exceptions près, entretiennent leurs lecteurs du devoir et du pouvoir de profiter dès cette vie de toutes les faveurs de la Providence. La reconnaissance d'un peuple fier et satisfait de son sort est un sentiment naturel qui corrige toutes ces exagérations d'humilité et de désespoir attachées à l'interprétation rigoureuse du dogme de la prédestination. Nulle nation moins que la nation anglaise ne croit au néant des choses humaines. Elle s'admire trop pour cela.

[1] On la désigne ainsi, parce qu'elle adopte une explication de l'Eucharistie qui diffère peu de celle de Calvin. Mais en Angleterre l'épithète de calviniste est un nom de secte et désigne ceux qui adoptent une certaine théorie du péché originel et de la prédestination.

VII

DEUX SIÈCLES DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE

> **Le gouvernement de la France est une monarchie absolue ou despotique; c'est-à-dire que le roi y fait tout ce qu'il veut, de sorte que le peuple est esclave.**
>
> **LORD CHESTERFIELD, *Avis à son fils* (en français).**

Ainsi nous avons considéré trois choses : le passé des institutions, les souvenirs historiques qui s'y rattachent et qui donnent de solides fondements à l'esprit national; puis le concert de sentiments et d'efforts entre toutes les classes de la société, cette solidarité politique qui fait qu'elles se doivent toutes quelque chose, et que nulle supériorité n'est illusoire, oisive ou odieuse, seule fraternité qui ne soit pas une chimère ; enfin la religion sous plusieurs formes, liée à l'État, éprise d'indépendance, ou subordonnée au raisonnement, institution, foi ou philosophie; et nous avons trouvé que ces trois choses, le sentiment national, le sentiment social, le sentiment chrétien, conspiraient dans l'heureuse Angleterre pour la liberté politique.

« La liberté que se figuraient les Grecs était une liberté soumise à la loi, c'est-à-dire à la raison même,

reconnue par tout le peuple..... Enfin la Grèce en était charmée et préférait les inconvénients de la liberté à ceux de la sujétion légitime, quoique, en effet, beaucoup moindres[1]. » La liberté des Grecs ainsi définie ressemble beaucoup à celle des Anglais, et Bossuet, qui la définit si bien, n'y voit cependant qu'erreur ou vanité et lui préfère *la sujétion légitime,* dont les *inconvénients sont beaucoup moindres.* Pour Bossuet, la sujétion légitime c'est la monarchie de Louis XIV. Comparons.

Les institutions, les idées, les affections d'un peuple se jugent par son histoire. Les événements en sont comme la pierre de touche. Considérons rapidement l'Angleterre dans les faits depuis sa révolution.

On peut regarder les deux siècles dont le second n'est écoulé qu'à demi, comme l'ère finale de la transformation des monarchies du moyen âge. Celles de l'Occident portent plus ou moins profondément gravé le caractère germanique. Elles contiennent deux éléments principaux, le pouvoir royal et le système représentatif. Ces deux principes, souvent inégaux en force, mêlés, selon les lieux, en proportions diverses, ont pu lutter, se concilier, se vaincre, ou prévaloir tour à tour. Mais à mesure que le mouvement de la société minait ou dénaturait la féodalité, il fallait que, soit l'un ou l'autre, soit l'un et l'autre de ces principes, prissent leur développement. Une révolution violente aurait pu seule les abolir tous les deux à la fois, et l'œuvre d'une révolution violente n'aurait eu qu'un temps.

Ce serait écrire l'histoire de France que d'exposer comment, dans notre pays, le déclin de la féodalité fut le progrès de la royauté, comment le pouvoir monar-

[1] Discours sur l'Histoire universelle, IIIe part., V.

chique y devint de plus en plus le gardien et le symbole du droit commun et de l'unité nationale ; comment, tandis que les événements de notre histoire et la composition de notre société agissaient sur l'élément représentatif à la manière d'un arrêt de développement, la royauté allait s'affranchissant, se déployant, et secondait ou constituait le progrès de la civilisation par l'ordre et de l'égalité par l'uniformité. La France a été amenée par mille causes à tout réclamer, à tout attendre du pouvoir souverain. Et partout où les peuples ne montrent pas une ambition plus haute, partout où ils n'aspirent pas à répondre eux-mêmes de leurs destinées, les rois sont assurément fort pardonnables de ne songer qu'à s'agrandir et de voir l'État dans leur personne. Il faut leur savoir beaucoup de gré si leur pouvoir se développe dans le sens de l'intérêt général, s'il régularise son action et perfectionne ses moyens, de manière à réaliser ce qu'on est convenu d'appeler la monarchie administrative. Ce n'est pas la pire des formes de la monarchie absolue, et c'est une des transformations naturelles de la monarchie féodale.

Cette victoire de la royauté a ouvert les beaux jours de notre histoire et la seule période un peu longue, je ne dirai pas d'excellent gouvernement, mais de gouvernement, qui se rencontre dans nos annales. Des hommes ont paru à temps, capables de prêter à ce développement de l'institution royale un éclat qui venait d'eux. Henri IV, Richelieu, Louis XIV ont marqué la couronne du sceau de leur supériorité. A partir de l'avénement du premier, en 1589, date mémorable ! il s'est écoulé un siècle pendant lequel, à travers quelques irrégularités, quelques lacunes, le gouvernement français a mérité les regards de l'histoire. On peut prédire

qu'en aucun lieu du monde la monarchie pure ou tendant à l'être ne fera mieux. Ni le caractère des princes, ni les mœurs des nations, ni le mouvement de l'esprit humain, ni l'affluence des grands hommes ne conspireront au même degré pour illustrer un pays qui n'est pas libre et pour immortaliser un siècle d'obéissance.

Mais la décadence commença même avant la mort du grand roi qui avait réalisé ce brillant idéal de la monarchie pure. Cent ans après l'avénement de Henri IV, son petit-fils, que la victoire et la puissance avaient enivré, qui n'avait plus ses grands généraux, qui perdait ses meilleurs ministres, déclarait la guerre à l'Europe entière, après l'avoir blessée par son orgueil, et se condamnait volontairement à voir la fortune, moins fidèle que la gloire, abandonner ses armes. C'est depuis ce moment qu'à l'intérieur sa volonté cesse de paraître infaillible, son despotisme de passer pour le plus parfait des gouvernements. Pendant les vingt dernières années de son règne, tous les esprits supérieurs étaient déjà inquiets ou mécontents. La pensée commençait à se répandre que les choses ne pourraient tenir ainsi, et qu'un changement devenait nécessaire. Cette pensée gagnait jusqu'à l'héritier du pouvoir royal, qu'il dût être roi comme le duc de Bourgogne ou régent comme le duc d'Orléans. Quel changement était nécessaire? nul ne le savait; mais la foi dans la durée de l'établissement monarchique du siècle, cette foi qui s'était placée près de la foi catholique dans l'esprit du sublime précepteur du premier dauphin, commençait à s'ébranler, et Bossuet vécut assez pour s'en apercevoir, s'il voulut bien y regarder. Le besoin d'une réforme dont, suivant un penchant ordinaire à notre nature, on recherchait à tâtons les principes dans l'obscurité du passé, se faisait

peu à peu sentir jusque dans la sphère du gouvernement. Pour le malheur de la France, il ne se trouvait là ni des institutions ni des hommes qui pussent servir, les unes de base, les autres d'instrument, à une rénovation nécessaire. Celui qui avait représenté avec le plus de splendeur la monarchie héréditaire et organisatrice, la monarchie s'ordonnant elle-même et faisant dominer par le pouvoir absolu le bien public sous le nom d'intérêt de l'État, laissait après lui une des royautés les plus déplorablement constituées que le monde ait vues. Le fardeau accabla son indigne successeur, et soixante ans s'écoulèrent qui, pour la politique, sont l'opprobre de la France. Et quand le mal parvint à son comble, quand la réforme prévue, annoncée depuis cent ans, devint inévitable, on sait ce qu'elle fut; son histoire est l'entretien de l'univers.

Au temps même où, montée jusqu'au faîte, la monarchie française n'avait plus qu'à descendre, une révolution avait porté sur un trône voisin un grand homme, le rival de Louis XIV. C'est en 1689 que la Convention de Westminster donna la couronne à Guillaume III. Il est remarquable que ce soit de la même époque que date la décadence de notre monarchie. Il y avait cent ans, l'ère de sa grandeur avait commencé avec Henri IV; cent ans allaient s'écouler pendant lesquels elle devait marcher à pas lents d'abord, puis accélérés, vers sa ruine. Ainsi la monarchie qui avait semblé le modèle de toutes les cours de l'Europe a été la première à périr, et jamais on n'a songé sérieusement à la relever telle qu'elle avait paru une seule fois dans l'histoire.

Après l'avénement de son ennemi, Louis XIV eut encore de beaux jours, mais qui honorèrent plus son caractère que sa politique, et où son âme montra plus

de grandeur que son gouvernement. Ce gouvernement s'épuisait, il devenait stérile en hommes et en créations; il ne se soutenait que par le prestige pâlissant de son chef; et le dernier siècle commençait, c'est-à-dire, pour la nation rivale, l'ère de la liberté et de la grandeur. Depuis cent soixante ans, l'Angleterre a éprouvé des revers; elle n'a pas connu de déclin. Arrêtons-nous; point d'anachronisme; rayons ces mots, liberté, grandeur; l'Europe s'occupe bien de cela en 1852! Il s'agit de richesse et de repos, surtout de stabilité. Mais ces mots si précieux, stabilité, repos, richesse, le nom de l'Angleterre les rappelle encore. Les vents mugissent autour d'elle; les flots soulevés des révolutions battent en grondant ses rivages. L'Angleterre est comme le Neptune de Virgile :

Alto
Prospiciens, summa placidum caput extulit unda.

VIII

L'ANGLETERRE VUE DE L'ANCIENNE FRANCE

> **Les ministres de mon temps ne connaissaient pas plus l'Angleterre qu'un enfant de six mois.**
>
> **MONTESQUIEU.**

Le gouvernement historique de l'Angleterre est debout. Ce que je vois de mes yeux, ce qui m'environne ici de toutes parts, ce sont les monuments de la Révolution de 1688. Nul spectacle n'est plus instructif, et depuis plus de trente ans, il fixe les regards de l'Europe civilisée. En tout pays, quel est l'objet d'études de quiconque prétend se former une opinion politique? L'histoire de l'Angleterre, les institutions de l'Angleterre. C'est à toutes les époques ce que j'ai cherché à connaître, et puisque mon destin m'amène, pour un temps qui peut durer, aux lieux mêmes où s'est faite la plus mémorable des expériences politiques, essayons de l'étudier encore, dans ses phases, dans ses détails, dans ses résultats. Nous avons succombé, cherchons comment d'autres ont triomphé.

La science politique, comme beaucoup d'autres

sciences, n'a pas débuté par l'observation. Voilà trois siècles qu'on a commencé à écrire en France sur le gouvernement; mais on n'a pas dès l'abord comparé les institutions contemporaines, et l'on a plutôt cherché les exemples dans l'antiquité. Cependant, lorsque les événements et les affaires ont mis des hommes judicieux en contact avec l'Angleterre, ils n'ont pu s'empêcher d'apercevoir les garanties particulières que la loi, la coutume ou l'opinion y donnait aux droits du peuple. Quelques-uns de nos chroniqueurs en font à regret l'aveu, et le plus célèbre de ces témoignages est celui que rendait Philippe de Comines, au xve siècle, quand il disait : « Selon mon advis, entre toutes les seigneuries du monde dont j'ay congnoissance, où la chose publicque est mieulx traictée, où regne moins de de viollence sur le peuple, où il n'y a nulz ediffices abbatuz ny desmolis pour guerre, c'est Angleterre. » On sait comment Sully parle de ce royaume qu'il connaissait un peu, et c'est de son temps que date l'alliance regardée par Henri IV comme une des conditions fondamentales de la politique française.

Henri IV aimait Élisabeth, « l'ennemie irréconciliable, disait-il, de ses irréconciliables ennemis, » et ces deux grands souverains sont du très-petit nombre de ceux à qui l'on pardonnerait d'être absolus. Du moins les Anglais portaient-ils à la *vierge-reine* un tel sentiment de curieuse admiration, que pour peu de chose ils lui eussent tout cédé; et le vainqueur de la ligue exerçait avec éclat et séduction un de ces pouvoirs réparateurs qui soulagent les peuples comme une délivrance, et leur persuadent que le bonheur est la vraie liberté. La mort d'Élisabeth (1603) et celle de Henri (1610) furent l'une et l'autre une date pour les deux

monarchies. En Angleterre, la royauté, enhardie par le succès des Tudors, médita l'établissement par la théorie et par la pratique d'un certain absolutisme apporté d'Écosse. Rendue glorieuse et populaire en France, la royauté se sentit naturellement portée à devenir, par habitude et par état, aussi prépondérante, aussi irrésistible qu'elle l'avait été par le génie d'un homme. Mais cet instinct d'autorité ne suffisait pas pour réussir, et tandis que, de l'autre côté de la Manche, les Stuarts, prenant à rebours les institutions, compromettaient par leur entreprise même le pouvoir qu'ils voulaient accroître, et provoquaient une révolution en repoussant toute réforme, la régence française eût ramené peut-être les troubles du XVI[e] siècle, exposé peut-être la couronne elle-même, si un éminent ministre n'eût compris que la royauté ne pouvait rester absolue qu'en devenant dans son intérêt protectrice du plus grand nombre contre le plus petit.

Richelieu attaqua les priviléges par la force, et mit ainsi le peuple dans les intérêts de sa puissance. « Son grand dessein, pour citer la Bruyère, a été d'affermir l'autorité des princes et la sûreté des peuples par l'abaissement des grands. » Il a réussi, ou du moins l'histoire le dit en l'admirant. Son administration terrible pour qui résiste, tutélaire pour qui s'incline, rendit la France heureuse, orgueilleuse même de n'obéir qu'à un pouvoir illimité, mais unique. L'unité est pour la France un charme décevant. L'unité la séduit tour à tour sous la forme du despotisme ou de la révolution. Nul homme n'a plus énergiquement que Richelieu travaillé à nous amener là. J'ai souvent remarqué dans Montesquieu ce passage qui paraît obscur, et qui est sa vraie pensée sur les deux grands pays toujours présents à son esprit :

« Les Anglais, pour favoriser la liberté, ont ôté toutes les puissances intermédiaires qui formaient leur monarchie. Ils ont bien raison de conserver cette liberté; s'ils venaient à la perdre, ils seraient un des peuples les plus esclaves de la terre. » C'est contre ces *puissances intermédiaires* que guerroya chez nous Richelieu, mais non pour développer en leur place des institutions de liberté. Tirez la conséquence. S'il put, comme le dit encore Montesquieu, *avilir les ordres de l'État,* c'est que ces ordres, n'ayant jamais réussi sans la couronne et par eux-mêmes à rien de grandement national, n'avaient point d'états de service dans la mémoire du pays. Le peuple, ne les jugeant que par leurs œuvres, applaudissait à leur défaite comme à sa délivrance, et la royauté, victorieuse au dedans ainsi qu'au dehors, faisait à la France l'illusion d'être la France même.

Les émules et les contemporains anglais de Richelieu voulaient comme lui miner ces institutions de liberté, qui tenaient lieu à nos voisins des *pouvoirs intermédiaires*. Mais là se termine le parallèle. Le ministre était un homme supérieur qui marchait dans le sens de sa nation; les Stuarts, des hommes médiocres qui remontaient le courant national. Charles Ier combinait avec Strafford ce plan de gouvernement absolu, *the Thorough,* l'idéal de sa politique, et peu après il cédait son ministre à l'échafaud où Richelieu faisait monter ses ennemis. Quand celui-ci mourut vainqueur de tous, il y avait deux ans qu'en Angleterre, du sein d'un peuple follement provoqué, s'était levé un Parlement plein de ressentiment, de défiance et d'énergie, qui faisait reculer pied à pied la royauté humiliée. Charles Ier était devenu roi peu de temps après l'avénement du grand cardinal. Chacun d'eux avait entre-

pris une œuvre comparable. Le moment de la lutte était arrivé pour le roi, quand elle cessait pour le ministre; mais elle reprit sous son successeur. Il fallut, dans les deux pays, environ quarante années d'agitations souvent sanglantes, pour qu'on pût en juger l'issue. La guerre civile désola deux royaumes : l'un marcha, de révolutions en révolutions, à la régénération de la monarchie constitutionnelle (1642-1688); l'autre, de rébellions en coups d'État, à l'établissement de la monarchie administrative (1624-1661). Lequel a choisi la meilleure part?

Au bruit de la révolution d'Angleterre, la France s'étonna. C'est au moment où se développait chez elle la religion monarchique qu'elle voyait un peuple voisin en renverser l'autel, comme celui d'une idole. Peu de gens sur le continent eurent le courage de regarder en face un si révoltant scandale; il aurait été séditieux de le comprendre seulement. On vit jusqu'à des pasteurs protestants répondre à Milton, qui défendait le régicide et la république. Le cardinal de Retz, qui ne se cache de rien, se vante, en avouant ingénûment ses complots avec l'Espagnol, d'avoir repoussé les avances de Cromwell, *en véritable catholique*, dit-il, *et en bon Français*. Il l'admirait pourtant, et trouvait que Vere, chargé de traiter avec lui, était *d'une capacité surprenante*. Mais que lui servaient ses airs de pruderie religieuse et patriotique? Mazarin ne croyait pas à sa vertu. Il écrivait à la reine que le coadjuteur racontait au peuple de Paris, dans de petites brochures, l'histoire de la révolution d'Angleterre, pour s'étonner ensuite tout haut des progrès que faisait, au dire des confesseurs, l'esprit républicain dans son troupeau. Le temps n'était pas loin cependant où le régicide et le protestantisme,

qui embarrassèrent le coadjuteur, n'arrêteraient pas le ministre, d'après cette maxime que *les lois de l'honneur et de la justice ne doivent jamais rien faire faire qui soit contraire à celles de la prudence.* Il fallait bien disputer l'Angleterre à l'Espagne, et que le roi très-chrétien ne se laissât pas gagner de vitesse par le roi catholique, dans ses avances aux juges de Charles Ier. Ne savait-on pas que le prince de Condé, qui ne connaissait pas plus les scrupules que la peur, négociait, au nom de Bordeaux insurgé, avec la nouvelle République, et flattait même assez bassement dans ses lettres le lord protecteur? « Je tiens, lui écrivait-il, les peuples des trois royaumes dans le comble de leur bonheur de voir maintenant leurs biens et leurs vies confiés à la conduite d'un si grand homme. » Le connétable de Bourbon ne manquait pas d'imitateurs dans sa famille.

La Fronde, qui fut longtemps une guerre de parlementaires à royalistes, rappelait, par ces noms mêmes, comme un peu par les choses, des événements qu'elle n'imitait pas, et les plus vifs dans le parti de l'attaque et dans celui de la résistance ne manquaient pas de faire des rapprochements entre les mouvements de Londres et ceux de Paris. L'exemple dut être cité à deux fins contraires, et pour exciter tantôt l'émulation, tantôt l'effroi. Au vrai, le célèbre arrêt des cours souveraines, réunies en la Chambre de Saint-Louis, et qui posa les conditions de réforme auxquelles devait cesser leur résistance, ressemble assez à la Pétition de droit; seulement c'est sous forme judiciaire que les droits étaient réclamés, et qu'ils devaient être garantis; voilà le caractère particulier que la constitution problématique de la France imprimait à la liberté. Les états généraux étaient bien loin, et le Parlement de Paris toujours là,

grande tentation pour lui de se substituer aux états généraux, et pour le public de le laisser faire. Mais l'esprit était le même, le langage analogue; et le langage et l'esprit répétaient comme un écho affaibli le Long Parlement. On ne peut donc isoler absolument la première Fronde de la révolution d'Angleterre. Mais des légistes bourgeois, des factieux de robe, parvenus à la politique par un excès de juridiction, peuvent commencer les révolutions; ils ne les continuent pas. On le vit en 1650, comme en 1787; ils s'arrêtèrent devant l'exécution de leurs arrêts.

Au XVII[e] siècle, il leur fallait, en effet, demander main forte à une turbulente aristocratie, mortelle ennemie de la magistrature, et qui, attaquant par l'autre côté l'autorité royale, ne lui en voulait que d'être trop dans les intérêts du peuple, sinon pour les droits du peuple. Cette noblesse, à qui l'esprit politique fut refusé depuis le jour de sa naissance jusqu'à celui de sa fin, traitait avec l'étranger quand elle n'était pas avec la cour. Une telle extrémité terrifiait à la fois le patriotisme, la conscience et la timidité des représentants formalistes du tiers État. Les parlements faiblirent, tandis que les princes et les gentilshommes, persuadés qu'il suffit de se battre pour que l'honneur soit sauf, entraient en campagne, prêts à désarmer pour le gouvernement d'une forteresse, pour un titre ou pour une pension. Entre des jurisconsultes sans droit positif, des nobles sans principes historiques, un public sans tradition nationale, devant une royauté riche et brillante de tous les souvenirs de la patrie, sans cesse invoquée contre une apparente aristocratie par la magistrature et par le peuple, agrandie par la destruction de priviléges oppressifs, habile à réaliser par l'administration cette uni-

formité qui ressemble à l'égalité, l'esprit de résistance réformatrice devait bientôt succomber, et la Fronde n'a pas même réussi à conserver dans l'histoire le sérieux d'un événement politique et l'importance d'une guerre civile. Il y eut bientôt contre l'esprit de la Fronde une réaction de respect pour le pouvoir et de complaisance pour la royauté. Toute comparaison avec ce qui se passait au delà de la Manche fut désavouée avec une horreur mêlée d'affectation, et l'on sait qu'en de certains pays les sentiments qu'on affecte sont aussi puissants que les sentiments qu'on éprouve. La victoire de la royauté ne fut pas seulement pour ses ennemis un échec, mais un ridicule; il en arrive autant chez nous à tous les vaincus. La puissance souveraine, déjà irrésistible, devint absolue. L'opiniâtreté souple et patiente de Mazarin ne fit pas moins pour elle que la fermeté hautaine de Richelieu; et le despotisme, en se présentant aux peuples sous les traits gracieux et nobles d'un jeune homme impérieux, ravit d'avance toutes les imaginations à la suite de tous les intérêts, ce qui s'appelle, en langage d'historiographe, gagner tous les cœurs. L'esprit de société, qui suit volontiers le succès quand le succès est brillant, mit à la mode la monarchie illimitée, et ne vit plus dans les libertés orageuses de la race anglo-saxonne que des fureurs ou des rêveries de brouillons ou de puritains. Les salons de Paris saluèrent bientôt la restauration des Stuarts et apprirent avec orgueil que Saint-James imitait Versailles. C'est alors surtout que l'on ne comprit plus rien à la vieille Angleterre, et que la nouvelle, celle que racontait le chevalier de Grammont, parut la seule digne de l'attention des honnêtes gens.

Il est piquant de recueillir dans les écrits du XVIIe siè-

cle, les jugements singuliers que la prévention dicte aux gens d'esprit sur les événements ou les institutions de l'Angleterre. Bossuet, qui avait pourtant plus que de l'esprit, ne peut se résoudre à expliquer par *la fierté indomptable de la nation, la conduite factieuse de ses parlements*, et il se refuse à croire que puisque *les habitants de l'île la plus la célèbre du monde tirent leur origine des Gaules*, les Merciens, les Danois et les Saxons aient *tellement corrompu en eux ce que nos pères leur avaient donné de bon sang*. C'était chose fort extraordinaire en effet que les Anglais eussent resisté au despotisme de Charles Ier, quand la Normandie se montrait si parfaitement soumise à celui de Louis XIV ! En tout, il ne faut pas lire avec trop de souvenir de l'histoire l'admirable oraison funèbre de la reine d'Angleterre.

« Que dites-vous de cette nation anglaise ? » écrit Mme de Sévigné à sa fille, le 20 décembre 1688. La surprise est grande en effet, pour les sujets de Louis XIV et les auditeurs de Bossuet, de voir cette nation que l'on croyait si bien revenue, si repentante de ses erreurs, méconnaître les bons exemples qu'on lui donne, et tomber en récidive de révolution. « Voilà où tout le monde en est, dit encore l'incomparable correspondante, et comme nous finissons cette année, et comme nous commençons l'autre, cette année 89, si prédite, si marquée, si annoncée pour de grands événements ! » On voit que dès lors on parlait de *cette année* 89. Y a-t-il dans ce chiffre quelque mystère ? Nous avons dit ce que le précédent 89 avait été, l'avénement de Henri IV ; ce que le prochain devait être, on ne le prévoyait pas. Le présent troublait, mais n'était pas mieux compris.

Abbadie, cet apologiste chrétien qu'admirait le

XVII[e] siècle, écrivait au maréchal de Schomberg, le lieutenant de Guillaume III, en lui dédiant un traité de théologie[1] : « Mais, Monseigneur, dois-je taire aussi cette grande et dernière révolution, à laquelle je dirais que vous avez pris une part si glorieuse, si je ne savais que la gloire en appartient à Dieu seul? Certes, ni l'histoire de nos jours, ni celle des siècles passés ne saurait nous montrer d'événement où la présence de Dieu soit plus sensiblement marquée que celui-ci. La grandeur du dessein a surpris toute la terre. L'importance du succès nous tenait comme suspendus entre la vie et la mort; et rien n'égalait les difficultés de l'entreprise que sa nécessité. » Le style de ces paroles sent son XVII[e] siècle, et il est difficile de mieux dire. Qui sait si ces lignes sont tombées sous les yeux de Bossuet, et ce qu'il aura pensé de voir un homme qu'il ne pouvait se défendre d'estimer, apparemment, disposer aussi de la Providence dans l'intérêt de sa cause, et s'écrier avec une pieuse ferveur : « Quelle joie pour vous, Monseigneur, de consacrer si particulièrement à la gloire de Dieu votre illustre vie, d'avoir travaillé à assurer les biens, la liberté, la conscience et les priviléges d'une nation dont l'état fait la destinée des autres peuples, et de faire servir à la consolation de l'Église votre exil, cet exil qui semblait le dernier période de notre perte, et le coup fatal par lequel on voulait nous ôter l'espérance de notre rétablissement! » Que semblait à Bossuet de cette façon de présenter les conséquences de la révocation de l'édit de Nantes?

Abbadie ne s'arrête pas, en effet, *aux qualités si*

[1] *Traité de la divinité de N. S. Jésus-Christ*, 6e édit., Amsterdam, 1719.

extraordinaires et si héroïques du prince que Dieu avait destiné pour être le libérateur de l'Angleterre. Il n'attribue *à aucune cause seconde un ouvrage tout divin dans son projet et dans son exécution.* On dira : c'est l'exil, c'est l'esprit de secte qui le fait parler. Soit, la persécution en a éclairé plusieurs. Rentrez en France effectivement et comparez. La Bruyère est un libre esprit. Il a des passages où il semble regarder en face les grandeurs de son temps, et voir les points vulnérables de tout ce qu'on flatte et de tout ce qu'on adore. S'agit-il des Anglais, de leurs révolutions, il ne voit plus rien; il les juge comme les libellistes hollandais jugeaient Louis XIV. Il reprend son livre des *Caractères* publié en 1687, pour y faire figurer entre ses Lycidas et ses Damon, *cet homme pâle et livide qui n'a pas sur soi dix onces de chair..., qui fait plus de bruit que quatre autres, et met tout en combustion..., qui vient de pêcher en eau trouble une île toute entière.* Et cet homme n'est pas moins que Guillaume III. On connaît ce morceau célèbre, d'un goût médiocre, où la puérilité le dispute à la haine. L'écrivain s'indigne, il s'étonne; il ne peut concevoir que tous les rois de l'Europe ne s'arment pas pour défendre la royauté. « Elle seule n'a plus de privilèges; les rois eux-mêmes y ont renoncé. » Le *nouvel archonte* les a gagnés à lui. « Les Pictes et les Saxons imposent silence aux Bataves (la Bruyère, comme Bossuet, ne peut se résoudre à médire des Normands), et les Bataves aux Pictes et aux Saxons; tous se peuvent vanter d'être ses humbles esclaves. » *Esclaves,* la Bruyère, avez-vous bien écrit ce mot, et ce nom d'*archonte* ne vous dit-il rien? Ne concevez-vous donc plus une autre *république* que celle de Versailles, et que les peuples n'aient pas tous le cœur fait de même façon,

vous qui écriviez si nettement : « Il n'y a point de patrie dans le despotique ? »

Les préjugés naturels de Louis XIV contre Guillaume et la Hollande, contre la liberté politique et la religion protestante, devaient s'imposer à l'esprit de ses sujets. Il était de mauvais exemple de comprendre ce qu'on devait détester. Mais la politique change sous la Régence, et l'on voit dans Saint-Simon que, au grand regret de son scrupuleux jansénisme, les idées anglaises prévalent dans le cabinet et les soupers du duc d'Orléans. Suivant lui, ce n'est pas seulement réaction contre les maximes du feu roi ; ce n'est pas même parce que lord Stair persuade au prince que ses droits à la couronne au préjudice des Bourbons d'Espagne sont garantis par le traité d'Utrecht, qui tombe si la France ne soutient pas contre les Stuarts les droits de la maison de Hanovre. Cette déviation, dans les deux pays, de l'ordre strictement héréditaire, n'est pas la seule raison, quoique, assurément, la raison soit bonne, qui décide la cour de France à sacrifier le jacobitisme si cher à l'Église. Saint-Simon entrevoit une autre cause plus générale, moins sérieuse et plus funeste. Les exemples, les systèmes et les sciences de l'Angleterre ont gagné le prince en passant par Canillac et par Dubois. Dès ce temps-là, une certaine liberté de penser adopte les allures de la licence ; elle va de la politique à la religion, de la religion à la morale, et elle prend ses autorités et son origine dans l'hérésie et la révolution d'Angleterre. La Régence a ses Saint-Évremond plus hardis que le premier, et qui commencent à effrayer les sages, quand ils sont austères, et les sots, quand ils sont pédants. L'Angleterre d'aujourd'hui avouera malaisément que son influence ait été pour quelque chose

dans l'esprit de libertinage qu'elle impute à notre XVIIIe siècle. Elle devrait pourtant se rappeler que c'est le temps où elle nous envoyait Bolingbroke.

Je ne veux pas dire que les exemples et les traditions de l'Angleterre en toutes choses fussent compris dans leur vrai sens par les contemporains de l'abbé Dubois. C'est par ses écarts plus que par ses créations que l'on jugeait le génie britannique. Il ne sortit pour nous du brouillard qui le couvrait que lorsque Voltaire fit le premier connaître l'Angleterre à la France. Guillaume était mort depuis vingt-quatre ans, Louis depuis onze ans, et il y en avait trente-huit que *l'heureuse révolution* était accomplie, lorsque l'auteur de la *Henriade*, impunément outragé par un grand seigneur, fut forcé de fuir sa patrie, où son honneur ne pouvait être ni défendu ni vengé. Il avait en partant écrit à Thiériot : « Je suis encore très-incertain si je me retirerai à Londres. C'est un pays où on pense librement et noblement, sans être retenu par aucune crainte servile. Si je suivais mon inclination, ce serait là que je me fixerais, dans l'idée seulement d'apprendre à penser. » *Apprendre à penser*, voilà, dès 1726, et pour la première fois, sans doute, cette expression qui devait faire plus tard une si grande fortune. Elle ne fut pas fausse pour Voltaire : il rapporta de Londres un de ses ouvrages les plus remarquables, au moins par la nouveauté. On reconnaît dans ses *Lettres sur les Anglais* le germe des principales idées qu'il devait soutenir cinquante ans durant. C'est la liberté qu'il cherchait en Angleterre : il l'y trouva. Il la reconnut dans le gouvernement, l'admira dans la science et dans la philosophie, l'entrevit dans la poésie, et il apprit à ses compatriotes les noms de Newton et de Locke, de Milton et de Shak-

speare. S'il se méprit quelquefois, si la postérité n'a pas ratifié tous ses jugements, il a eu raison sur deux points, le système du monde et le système constitutionnel.

Mais laissons la physique de Newton. Voltaire ne parle jamais des institutions britanniques sans rendre justice à ce gouvernement *en comparaison duquel la république de Platon n'est qu'un rêve.* Dans son *Siècle de Louis XIV,* sans se laisser imposer par son héros, il caractérise sous leurs traits véritables la révolution de 1688 et la royauté de Guillaume III, *le libérateur de la nation.* Jusque dans un conte des plus frivoles, *La Princesse de Babylone,* il décrit à merveille la constitution anglaise; il comprend ce qui scandalisait si fort certains historiens, l'utile existence de *deux partis qui se combattent avec la plume et avec des intrigues.* « Ces deux partis, dit-il, veillent l'un sur l'autre; ils s'empêchent mutuellement de violer le dépôt sacré des lois; ils se haïssent, mais ils aiment l'État : ce sont des amants jaloux qui servent à l'envi la même maîtresse. » C'est Voltaire enfin qui a écrit ces mots, dignes de Montesquieu : « Il est à croire qu'une constitution qui a réglé les droits du roi, des nobles et du peuple, et dans laquelle chacun trouve sa sûreté, durera autant que les choses humaines peuvent durer. Il est à croire que les États qui ne sont pas fondés sur de tels principes éprouveront des révolutions. »

Nous venons de nommer un meilleur juge encore. Plus d'une fois, le nom de Montesquieu s'est rencontré dans ces pages. C'est qu'il est le grand observateur de la politique, c'est que son impartialité lumineuse lui donne une incomparable autorité, quand il juge le gouvernement de nos voisins. On sait qu'il l'a pénétré d'un coup d'œil, et son génie n'a point de titres supé-

rieurs aux deux célèbres chapitres de l'*Esprit des lois* sur la constitution, les mœurs et les lois de l'Angleterre[1]. Il semble, en décrivant ce grand gouvernement, le déduire comme un système ; en expliquant une réalité, il conçoit un idéal. Aucun portrait n'a été peint par des mains anglaises qui soit aussi digne du modèle. L'orgueil britannique doit de la reconnaissance à Montesquieu.

Mais c'était un homme habile qui, sans trahir la vérité, voilait avec art sa pensée, pour qu'elle ne blessât point les yeux délicats. Si on la cherche ailleurs que dans la réserve et la gravité de l'*Esprit des lois*, on trouve que l'Angleterre l'avait entièrement séduit. Déjà dans les *Lettres persanes*, livre où il est lui-même peut-être plus que dans aucun de ses écrits, il avait parlé de l'Angleterre « où l'on voit la liberté sortir sans cesse des feux de la discorde et de la sédition, le prince toujours chancelant sur un trône inébranlable, une nation impatiente, sage dans sa fureur même, et qui maîtresse de la mer (chose inouïe jusqu'alors), mêle le commerce avec l'empire. » Huit ans après avoir écrit les *Lettres persanes*, il voyageait en Hollande, y trouvait lord Chesterfield ministre à La Haye, se livrait avec curiosité aux agréments de sa conversation ; et conduit par cet ingénieux guide, il allait étudier sur place cette nation qu'il avait déjà devinée (1729). Il rapporta de Londres une opinion définitive dont ses livres, ses lettres, ses notes portent témoignage, et qui se produisait plus vive encore dans ses entretiens. Il avait formé quelques liaisons en Angleterre, et il y était apprécié de ceux-là même dont il n'était pas connu. Peu d'années avant sa mort, il projetait un nouveau voyage

[1] Liv. XI, ch. VI.—Liv. XIX, ch. XXVII.

avec lord Waldegrave, et lui disait : « Il ne naît qu'en Angleterre des hommes d'un vrai bon sens[1]. » On lit dans les Mémoires de lord Charlemont, un des meilleurs amis de Burke, le récit d'une visite à La Brède, que je ne me souviens pas d'avoir vu dans aucun livre français. En 1754, James Caulfield, plus tard comte de Charlemont, revenait à vingt-six ans d'un voyage en Italie, en Sicile et en Orient, lorsque dans la compagnie d'un autre Anglais, il visita le midi de la France. Tous deux arrivèrent à Bordeaux avec un vif désir de connaître le président de Montesquieu. Ne l'y trouvant pas, ils lui écrivirent, et il les invita à venir le voir à la campagne. Ils s'y rendirent ; Montesquieu était sorti. On les introduisit dans la bibliothèque. C'était le matin, et un livre restait depuis la veille ouvert sur la table. Ils regardèrent avec curiosité et lurent : *Élégies d'Ovide*. Bientôt ils virent entrer, au lieu d'un triste philosophe, un homme du monde, rempli de politesse, de gaieté, de vivacité, qui les accueillit de la manière la plus aimable, et qui, sur leur refus d'accepter à déjeuner, leur proposa une promenade dans son jardin qu'il avait tâché, disait-il, d'arranger à la mode anglaise. Ils trouvèrent le jardin simple et agréable ; leur hôte causait en marchant ; ses façons étaient pleines d'abandon, et ils remarquèrent que rencontrant une barrière dont il n'avait pas la clef, il sauta par-dessus. La conversation roula sur les choses de goût, puis sur les voyages ; et apprenant que lord Charlemont revenait du Levant, Montesquieu gémit de n'avoir pas vu ces contrées. « Cependant, dit-il, moi aussi, j'ai été un voyageur, et j'ai

[1] *Anecdotes, Observations and Characters*, etc., by the Rev. Joseph Spence, ou Souvenirs des conversations de Pope. Lond., 1 vol. in-8°, 1820.

vu le pays du monde le plus digne de curiosité, je veux dire l'Angleterre.... Mais quoiqu'il n'y ait région sous le ciel qui ait produit autant de grands et brillants caractères, il faut convenir qu'elle en produit aussi beaucoup de singuliers. La liberté en est la glorieuse cause. C'est elle qui donne à la nature humaine pleine carrière, qui permet à toute singularité de se produire, et qui, pour quelque bizarrerie moins agréable qu'elle peut mettre en lumière, donne au monde dix mille grands et utiles exemples. »

Lord Charlemont retrouva Montesquieu à Paris, et remarqua combien, à plus de soixante ans, il recherchait avec empressement la société des femmes. Il le quitta pour retourner en Angleterre, le laissant atteint d'une indisposition qui semblait peu grave. A peine de retour à Londres, il apprit sa mort (1755). Les biographes trouveraient dans les Mémoires de lord Charlemont des détails sur cet événement. Nous remarquerons seulement de quelle manière il jugeait les sentiments religieux de Montesquieu. C'est un assez fidèle exemple de ceux des Anglais du dernier siècle. « Il est mort comme il avait vécu, en réel philosophe, et qui plus est, avec une vraie résignation chrétienne. Quels étaient ses sentiments réels à l'égard de la religion, je ne le saurais dire exactement. Il n'était certainement point papiste, mais je n'ai nulle raison de croire qu'il ne fût pas chrétien.... Si je ne savais qu'il avait trop de sagesse et d'honnêteté pour aimer à déprécier la religion dominante, je ne me ferais, d'après sa manière générale de s'exprimer, aucun scrupule de le déclarer hardiment un parfait chrétien [1]. » — Cette hésitation à

[1] *Memoirs of the political and private life of J. Caulfield, earl of Charlemont*, by Fr. Hardy, 2e édit., 2 vol. in-8o, Lond., 1812

choisir, pour caractériser Montesquieu, entre la perfection chrétienne et les égards d'un honnête homme envers la religion établie, est tout à fait anglaise, et parmi les compatriotes de lord Charlemont, il n'en manque pas qui, même dans leur propre cœur, ne distinguent pas mieux la foi du respect.

Enfin, pour achever de mettre dans tout son jour ce qu'était l'Angleterre pour Montesquieu, et Montesquieu pour l'Angleterre, citons deux lignes d'un billet de M. Fox à M. Burke. « J'ai passé ces trois jours à lire l'*Esprit des lois*. Sûrement, il y a dans son livre plus de non-sens qu'on ne croit communément; mais combien il est supérieur à tout autre écrivain sur les mêmes sujets, en n'étant jamais ennuyeux! Quelle belle manière de penser! même dans le faux, quelle grandeur[1]! » Ce jugement-là aussi n'est pas d'un petit esprit.

Cependant malgré deux autorités si imposantes, malgré Voltaire et Montesquieu, et quoique l'esprit du XVIII[e] siècle, par contraste avec l'ancien régime, portât la France à penser grand bien de la liberté britannique, il est curieux de voir à quel point celle-ci y était peu connue. On voulait bien, sur la foi de Rousseau, vanter « un peuple intrépide et fier dont l'exemple et la liberté rétablissaient à ses yeux l'honneur de son espèce, pour lequel la mort et la douleur ne sont rien, et qui ne craint au monde que la faim et l'ennui. » Mais ces louanges relevées d'épigrammes n'étaient au fond que des traits lancés contre d'autres peuples. Mécontents d'eux-mêmes, les Français consentaient à faire bon marché de leur pays;

[1] What a fine style of thinking! even when it is false, how grand!—*Burke's Corresp.*, juin 1778; tom. I, p. 225.

mais scruter ce qui se passait dans un autre, surprendre le secret de ses institutions, l'esprit de son histoire, rechercher l'origine, le rôle et les effets des partis qui le divisaient, apprendre à connaître les hommes qui s'y disputaient le pouvoir et la renommée, approfondir les questions qui servaient d'aliment ou de prétexte à leurs passions, la tâche était trop sérieuse et trop pratique pour des gens qui ne lisaient qu'afin de pouvoir causer. Au jugement du public éclairé de la France, les Bretons restaient le peuple ***séparé du monde,*** et l'on ignorait ou peu s'en faut, qu'une traversée de quelques heures était toute la distance entre les salons de Paris et un spectacle digne de celui du Forum, et qu'enfin dans la chapelle de Saint-Étienne à Westminster, il se livrait des combats politiques d'un plus grand intérêt pour les modernes que ceux de l'antiquité. Les sujets de Louis XV, absorbés par de mesquines querelles, ne songeaient pas à jeter un regard au delà du détroit, et ignoraient jusqu'aux personnages du drame historique qui se jouait à côté d'eux. Cette réalité si vivante ne détournait pas les esprits de la contemplation d'une société imaginaire, et l'on aimait mieux disserter sur le *Contrat social* que sur le Bill des droits. On cherchait dans la nue ce que l'on aurait pu voir sur le rivage.

Wilkes, le démagogue, réfugié à Paris en 1763, écrivait à lord Temple : « Les gens d'ici les plus sensés pensent que ce pays est à la veille d'une grande révolution [1]. » Nous avons vu que Voltaire en avait indiqué la cause. Mais lorsque la France accomplit la prédiction, elle n'invoqua point l'exemple de l'Angleterre, et s'inquiéta peu de lui emprunter son expérience. On ne la

[1] *The Grenville papers*, etc., by W. J. Smith, tom. III.

cita guère que pour ne pas l'imiter, et Montesquieu fut, bien moins que Rousseau, le publiciste de l'Assemblée constituante. Mirabeau lui-même, qui au fond ambitionnait pour la France la liberté britannique, craignait de s'en laisser soupçonner, et n'osait dire tout ce qu'il en pensait. Lorsque cependant les aventures de sa triste jeunesse l'avaient conduit à Londres, on peut voir dans ses lettres à Champfort que bien des préjugés s'étaient dissipés dans son esprit en présence des faits, et qu'il avait dès lors compris la liberté en la voyant vivre. Mais vers le même temps, une autre révolution avait fixé les yeux de l'univers. La révolution d'Amérique détournait l'admiration contemporaine. Digne des suffrages de la raison, elle offrait un attrait puissant à l'imagination. Elle devait séduire cette société française qui, dégoûtée des fruits de la civilisation, se retournait vers la nature, et croyait voir au bord des grands lacs, au pied des forêts vierges, un peuple primitif jurer à la face du ciel le pacte originel de la société naissante. L'œuvre américaine semblait la métaphysique politique en action. Au fond, elle était pratique et sensée pour les lieux où elle était faite, et digne en sagesse de la race d'hommes qui l'avait entreprise. Mais un peu idéalisée par l'engouement de la France, elle ne pouvait en la charmant la rendre juste pour l'Angleterre, en qui déjà les ressentiments de la guerre de la Succession et de la guerre de Sept ans ne nous faisaient voir qu'une rivale ennemie. D'ailleurs elle vieillissait l'Angleterre à nos yeux, et quoiqu'elle tirât ses principes des souvenirs de la mère patrie, elle les renouvelait au point d'en effacer l'origine. Comme une fille, en se parant des diamants de sa mère, les fait remonter dans un goût nouveau, et les assortit à l'air de son visage,

l'Amérique traduisait d'antiques pensées dans un moderne langage, elle refrappait à son empreinte les médailles de la révolution de 1642. On pouvait croire qu'on recevait de ses mains une meilleure et plus complète édition du code des droits de l'humanité, et qu'un temps se devait guider par les exemples qu'il donnait lui-même. On ne réfléchissait pas assez que si la liberté anglaise vient de l'histoire d'Angleterre, la liberté américaine est celle d'un peuple sans histoire. C'est la liberté d'un nouveau monde. Tandis qu'ailleurs pour s'établir, la liberté a toute une masse d'obstacles intérieurs à vaincre, les fondateurs des États-Unis n'avaient eu qu'une guerre à faire. Quand le pouvoir est séparé par l'océan du peuple qui veut secouer son joug, il ressemble à une domination étrangère. La victoire suffit pour en affranchir, et c'est une délivrance plutôt qu'une révolution. Le jour où la nation triomphe, elle n'a rien à détruire. Plus de luttes intestines, point de vengeance à exercer, point de représailles à craindre. L'œuvre est alors plus facile.... Non, il n'est jamais facile de donner aux hommes la liberté. « Le beau est difficile [1], » répétait Socrate. Mais enfin l'entreprise est moins périlleuse d'édifier un gouvernement nouveau, quand il n'a pas fallu briser pièce à pièce tout un ancien gouvernement. Il vaut mieux bâtir sur la terre nue que sur un sol jonché de ruines.

Entre les Américains libres de proclamer d'antiques croyances comme de pures et neuves idées, et les Anglais habitués à promulguer les vérités abstraites sous la forme de traditions légales, que devait faire la France ayant une histoire, ce qui manquait aux pre-

[1] Platon, *Rép.*, liv. IV, 435 et ailleurs.

miers, et ne pouvant dériver de cette histoire la liberté comme les seconds ; la France avec un ancien régime à renverser, sous peine de le voir s'écrouler sur sa tête, et sans pouvoir en employer les débris ; la France, obligée de reconstruire jusque dans ses fondements l'édifice ruineux des siècles, et de jeter bas la monarchie de Louis XIV, si elle ne voulait attendre et la voir s'affaisser comme celle de Philippe V ? La France choisit l'exemple apparent des États-Unis, et se crut obligée de tout improviser à la fois. Là où la tradition se tait, la raison seule peut parler. L'opinion, qui est toute la raison des nations, entreprit à elle seule de délivrer et de constituer la France. Ainsi nous avons voulu introduire dans le monde européen, à défaut de la liberté historique, la liberté philosophique. De l'audace de la tentative résulte sa grandeur et provint son péril.

IX

RETOUR SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

> Οὐκ ἔστιν, οὐκ ἔστιν ὅπως ἡμάρτετε. ἄνδρες Ἀθηναῖοι, τὸν ὑπὲρ τῆς ἁπάντων ἐλευθερίας καὶ σωτηρίας κίνδυνον ἀράμενοι.
>
> DÉMOSTHÈNE, *pro Cor.*

Voilà bien des années que je voudrais qu'on écrivît une apologie de la révolution française. Quand on travaillait à la défigurer en l'exagérant, quand on aimait mieux être insensé avec un paradoxe que raisonnable avec un lieu commun, quand on méconnaissait le généreux esprit de 89 au point de célébrer sa défaite par l'esprit de 93, quand on préférait la tyrannie démocratique à la liberté des citoyens, le bien-être économique de l'individu à sa dignité morale, et le *règne des égaux* au gouvernement des plus sages; alors surtout que, protégé par un grand nom, parut ce livre fatal qui semblait une vague apologie du 10 août contre le 14 juillet et du 31 mai contre le 10 thermidor, où la modération de tous les temps était abandonnée par l'éloquence et la poésie à la risée des enthousiastes, il me semblait que l'heure pressait de revendiquer la

vérité politique, et de défendre la révolution française en péril. L'heure pressait tellement que le temps nous a manqué. La politique de l'*Histoire des Girondins* est montée au pouvoir. De ce jour, celle du 18 brumaire a pu compter sur un prochain triomphe.

Comme nous avons plus de courage que de raison, en présence du danger la France se retrouve. Mais le danger passé, son imagination se trouble, son cœur s'abat; elle le craint chimérique, quand réel elle l'a bravé. Elle cesse de penser et de vouloir; elle renonce à disposer de son sort, heureuse lorsque, comme au temps de nos pères, elle s'enchaîne au pied d'un trophée et confond sa faiblesse avec l'amour de la gloire. Il lui prend comme une mauvaise honte d'avoir trop espéré d'elle-même et de s'être crue digne de la liberté. Elle emploie ce qui lui reste d'esprit à médire de l'esprit, à décrier ses meilleures pensées et ses belles années. Une littérature repentante sort de terre aussitôt, pour nous prêcher le contraire de ce qui s'est écrit pendant trente ans. On dirait que nous avons perdu la mémoire. Le temps est-il si éloigné où c'était pour nous un sujet d'orgueil que nos institutions fussent l'œuvre de la raison, et qu'elles eussent cet honneur de n'avoir besoin de la protection d'aucun préjugé? Qu'il y eût de l'excès dans cet orgueil, je le veux; mais que tout fût présomption et folie, je voudrais l'entendre dire à ceux qui agissent comme s'ils le pensaient. Sans doute, et j'en ai fait l'aveu, ce n'est pas la plus sûre des garanties politiques que l'opinion d'un peuple. Elle peut varier, quand elle n'a pas été cimentée par le temps. Elle ne suffit pas pour changer à l'instant ou suppléer le caractère national. Elle n'improvise pas les mœurs et les vertus qu'elle exige. Voilà le mal, il est grand;

mais pour l'avoir cru moins profond, moins dangereux, moins opiniâtre qu'il n'était, l'avons-nous jamais ignoré? Il pouvait céder au temps, et le temps nous a été refusé. On ne défend ici aucune conduite individuelle; mais la politique de la France entière, mais la politique de la révolution française, c'est toujours l'heure de la défendre.

Quelle tradition de bon gouvernement durable ressort pour notre France de toute son ancienne histoire? Aucune. Pendant ce déclin de l'établissement de Louis XIV qui remplit le dernier siècle, l'esprit du monde et l'esprit littéraire, toujours chez nous rivaux au moins de l'esprit du gouvernement, se développèrent comme on le sait, et gagnèrent en puissance ce que perdit la royauté. L'un et l'autre inspirèrent la révolution de 1789, et imprimèrent leur cachet à ses œuvres. Parmi nous, le mouvement social avait toujours devancé le mouvement politique, et le pouvoir, par trop attardé cette fois, fut dépassé enfin par la nation. Que l'œuvre de 1789 soit surtout une œuvre de l'esprit; que la littérature, la philosophie, la conversation, aient été les ressorts de ce grand événement, c'est là un fait historique, c'est notre tradition à nous. Il y a là de l'irrévocable, de l'ineffaçable, et le passé ne se refait pas.

Si je cherche dans les antécédents de notre pays, dans les ruines de son histoire, je vois un grand fait politique constant, c'est l'unité nationale, amenée, fortifiée d'âge en âge par la concentration du pouvoir sous une forme monarchique, par les progrès de l'uniformité sous l'autorité du monarque. C'est à ce titre qu'en France la royauté est puissante, que souvent impopulaire par les souvenirs, souvent compromise par ses fautes, elle reste, même alors qu'elle disparaît des choses, présente

dans les esprits comme la forme presque nécessaire du gouvernement. Ceux qui l'ont proscrite la rappellent; ceux qui l'ont renversée la rétablissent. Elle revient sous un autre nom, elle renaît sous d'autres couleurs. D'or ou d'argile, on refait l'idole, on la pare de clinquant ou on la couvre de fer. Tout n'est point faiblesse de cœur dans les adorations qu'elle inspire. La monarchie absolue est la superstition d'une religion vraie.

Mais cet amour de l'unité de gouvernement, cet esprit monarchique, désormais séparé des idées vieillies d'indépendance comme les concevait le moyen âge, serait l'esprit même de la servitude s'il était toute la pensée d'une nation. Assurément il est puissant dans la société française. Qui tentera de l'anéantir, s'y perdra. Qui s'efforcera de le nier ou de l'ignorer, ne fera rien que d'éphémère; c'est parce qu'elle le supprime ou n'en tient pas assez compte que la république paraît à tant de monde une anarchie, et tombe de faiblesse, si elle ne périt de tyrannie. Mais réduire à ce fait dominant de notre histoire toute la politique de la France, ce serait proclamer la plus décente théorie du plus pur despotisme. Le moyen âge n'a pas connu un tel abaissement. Ce serait le gouvernement de l'Asie perfectionné par la civilisation de l'Europe. La royauté ainsi comprise s'est réalisée deux fois en France, sous des traits éclatants, avec l'admiration des peuples. Qu'est-elle devenue?

Quel tempérament, quel contre-poids opposer à ce besoin parfois aveugle d'unité et de pouvoir? Je l'ai dit, l'esprit même de la France. Lorsque notre infortuné pays parlait sans cesse de ses lumières, il n'avait pas si grand tort. Oui, c'est le progrès des intelligences, oui, ce sont les idées du siècle, c'est le mouvement littéraire

et philosophique qui, à côté du progrès en quelque sorte matériel de l'unité gouvernementale, a empêché notre nation de tomber dans un servile mécanisme et créé la France de 1789. Comme l'homme de Descartes, la France de 1789 a dit : Je pense, donc je suis. Que pouvait de mieux un peuple chez qui la liberté n'avait pas d'histoire ? Nécessité formidable, j'en conviens ; ressource périlleuse, je le sais. Mais avait-on le choix ? Se crée-t-on un passé à volonté ? L'impulsion donnée, la destruction consommée, où recourir si ce n'était à la vérité en elle-même, à la science, à la raison, comme Descartes après tout, comme tout ce qui n'a pas la tradition pour point d'appui ? C'est le génie des temps modernes et notamment de la France que de procéder ainsi ; et quand la monarchie féodale, puis la monarchie administrative ont sombré dans l'abîme du temps, quand il ne vous reste que deux choses, l'unité nationale et la raison publique, cherchez, imaginez, et de ces deux éléments vous ne trouverez rien à faire de plus pratique que la liberté dans la monarchie. Il y faudra sans doute d'autant plus de sens et d'art que la part des précédents historiques est petite auprès de la part des idées. Ainsi la révolution aura été le triomphe de l'esprit ; mais est-ce à vous de vous en plaindre, vous qui n'êtes quelque chose que parce que le pain ne suffit pas à la nature humaine ? L'esprit, ne le dédaignez pas ; comme dit l'Écriture, *ne l'éteignez pas*. Gardez-vous de l'entraînement de la faiblesse et de la peur. Par calcul ou par légèreté, par le frivole désir de suivre le courant, n'entrez pas dans la conspiration des intérêts contre les idées, et qu'on ne voie pas les écrivains français désavouer, humbles et contrits, l'œuvre de leurs pères, livrer aux flammes leurs titres de noblesse immortelle et

demander pardon au monde d'avoir un peu troublé son repos. Épargnez-lui le scandale de vos conversions; ne vous repentez pas de la gloire de la pensée, par cela seulement que toute gloire est périlleuse. Si vous aussi, le torrent vous entraîne, si vous êtes infidèles à nos traditions, à cette sainte indépendance de l'esprit, orgueil de nos belles années; si vous faites du talent une industrie qui elle aussi veut être protégée et mesure le bonheur public au taux de ses profits, votre déchéance est celle même de la patrie, et vous amenez devant l'Europe dédaigneusement triomphante le pavillon de la France. Qu'est-elle désormais cette France dans le monde, si elle n'est la révolution de 1789? Qu'a-t-elle, hormis cela, pour se faire craindre ou pour se faire aimer?

On dira que je raye d'un trait de plume sept à huit siècles d'histoire. Non, mais je dis qu'ils ne sont plus que de l'histoire. Cherchez dans le passé, est-ce la monarchie de Louis XIV, est-ce l'Église gallicane, est-ce la littérature du XVIIe siècle, est-ce la philosophie du XVIIIe, est-ce la grandeur militaire de l'Empire que la France, désormais, veut [illegible] en Europe comme sa cause? Est-ce là ce qu'on attend d'elle, et pour cette raison qu'en Europe on a sur elle les yeux fixés? On ne la regarde depuis [illegible], on ne l'entoure de défiance ou d'amour, de surveillance ou d'inimitié, qu'autant que l'on croit qu'elle continuera par la sagesse ou par la violence la révolution commencée, qu'elle fera de l'esprit de 1789 le réformateur pacifique ou l'[illegible] du monde. Depuis qu'elle a [illegible] le drapeau [illegible], on ne s'est demandé qu'une chose: dans quelles mains le placera-t-elle? Dans celles des sages ou dans celles des furieux? Que fera-t-elle des idées qu'il représente?

Écrivains et soldats, vous qui combattiez pour ces idées, vous dont la cause est commune, que préparez-vous à l'avenir du monde? Voilà la question que se posent à chaque événement les rois et les peuples. Le jour où l'on cesserait de s'en inquiéter, c'est que le cœur de la France aurait cessé de battre.

Ce qu'elle veut est donc le sujet des doutes et de l'inquiétude de tous. Quand il faut sortir des généralités, quand, par la politique, par les institutions, par le gouvernement, il la faut réaliser, cette pensée de 1789, je conçois que les événements, apparaissant comme des spectres à la mémoire, troublent l'intelligence la plus résolue. « Tout arrive en France, » disait autrefois le duc de La Rochefoucauld; et, en effet, tout est arrivé. Comment choisir? Pour moi, le choix est fait. Cherchez ce qu'a dit la France toutes les fois qu'elle a parlé par ses plus nobles voix. A côté de cette tradition d'unité dans le gouvernement qui a maintenu une tendance monarchique même parmi les ennemis de la royauté, vous trouverez cette pensée, souvent interrompue et incertaine sous l'ancien régime, distincte et persistante depuis soixante ans, la pensée de la liberté politique. L'union de ces deux éléments s'appelle la monarchie représentative; et je tiendrais pour précaire et forcé tout ce qui sacrifierait l'un de ces deux éléments à l'autre. La France veut avoir ces deux glaives dans ses armes. La liberté sans l'unité serait plus périlleuse; l'unité sans la liberté, plus humiliante. Se jeter dans un extrême, ce serait choisir le téméraire ou l'ignoble.

Mais qui peut l'oublier? même entre les deux extrêmes, la voie n'est pas sans danger. La combinaison de l'unité et de la liberté n'est pas une chose simple. C'est, avons-nous dit, que la liberté, toujours difficile

à fixer dans une forme stable, n'a point en France l'état d'une institution traditionnelle ni même d'un souvenir populaire. L'idée de la liberté n'a commencé à se déterminer qu'en 1789. Et combien indécise et flottante encore ! Que de fois modifiée par le raisonnement ou compromise par les faits ! Cependant on peut établir qu'à travers la révolution, qui vaut un siècle, la double pensée de la génération de 1789 et de ses illustres guides avait acquis une consistance, une autorité, une sorte de prescription, enfin les caractères d'une tradition de la France nouvelle. Nous le croyions ainsi avant 1830, et, sur la foi de cette croyance, une alliance alors se forma. La France libre n'a dit d'aucune avec plus de confiance et d'unanimité : *Esto perpetua*. Mais il y a dans les choses humaines un fond de vanité que la Providence ne se lasse pas de nous rappeler ; leçon salutaire, si les hommes en profitaient toujours pour être sages, au lieu d'en abuser pour être faibles.

La sagesse, en effet, est la sauvegarde nécessaire de toute combinaison de ces deux éléments politiques, qui, séparés l'un de l'autre, deviennent chacun un extrême. Isolé, le principe conservateur est oppressif. Isolé, le principe libéral est révolutionnaire. Mais une triste infirmité semble atteindre de certains esprits, c'est la maladie des extrêmes. Pendant plus de trente ans, la modération a été glorifiée ; tout le monde voulait être modéré. On ne parlait que de liberté sans licence, d'ordre sans servitude, de pouvoir sans despotisme, de religion sans fanatisme, de philosophie sans incrédulité. Il est peu d'intelligences distinguées qui ne se soient attachées à fonder les opinions intermédiaires, à limiter les vérités les unes par les autres, à combiner ces alliages de principes divers, ce métal de Corinthe

de la politique, cette œuvre suprême de la sagesse recommandée par Aristote et Platon, par Polybe, Cicéron, Tacite, saint Thomas, Montesquieu, par tous les vrais publicistes de l'Angleterre. Telle était l'ambition des penseurs et des gouvernements respectables 1848 a changé tout cela. Le plus grand mal que nous ait fait cette stérile révolution, ce n'est pas d'avoir inquiété ou lésé des intérêts qui exagèrent leurs pertes afin de gagner sur l'indemnité ; ce n'est pas d'avoir alarmé la propriété, qui est de force à résister, et qui prend ses terreurs pour ses périls. C'est en faisant tout cela, c'est en cherchant à fermer l'ère des gouvernements tempérés, d'avoir rendu la parole et le crédit aux doctrines absolues et aux esprits excessifs. La peur, la colère, la vengeance, la cupidité ardente ou timide, tout ce qui corrompt les sociétés actuelles tendit bientôt à pousser en sens divers l'Europe aux extrémités, à lui faire détester les transactions, les limitations, la mesure. Il y eut comme une coalition de tous les faibles et de tous les violents pour ne laisser aucun milieu à l'humanité entre les deux écueils où elle s'est brisée tour à tour. Le radicalisme révolutionnaire est coutumier de ces tours funestes. Il ne peut se montrer sans faire fuir d'effroi la sagesse et la modération. Il pousse tout à l'absolu ; c'est l'abîme qui appelle l'abîme. Les esprits, comme poursuivis par des fantômes, perdent toute possession d'eux-mêmes. Hardis dans le faux, timides dans le vrai, voilà ce que font de nous les révolutions.

C'est à relever la cause de la modération que doivent se consacrer tous les nobles efforts. Il y a une impartialité supérieure aux réactions contradictoires, aux entraînements alternatifs, une fermeté d'esprit qui ne sacrifie rien de ce qui est bon et vrai à ce qui est

utile ou agréable, ni la dignité à la richesse, ni la liberté au repos, ni l'ordre à la passion, ni la justice à la vengeance. C'est là cette modération, signe de force et d'intelligence véritable. Elle est aussi rare que l'indépendance personnelle. Le commun des esprits ne connaît guère qu'une de ces deux choses, outrer ou suivre. Ce qu'on appréhende le plus, c'est de paraître dupe en s'isolant, et de rester, comme on dit, en dehors du mouvement. L'expérience des révolutions, qui devrait enseigner au moins la prudence à défaut de la vraie sagesse, ne produit guère que le mépris de soi-même. En poussant à l'adoration des derniers venus, elle introduit dans la politique l'esprit de prostitution. On prend avec hâte le ton, le langage et les sentiments de chaque époque, et, ne pensant plus rien, on exagère tout.

X

DES FRAGMENTS QUI SUIVENT.

Paris, 20 mars 1855.

> Ed io, che riguardai, vidi una insegna,
> Che girando correva tanto ratta,
> Che d' ogni posa mi pareva indegna.
> DANTE, Inf., III, 52.

Ce drapeau qui tournoie et ne se pose jamais m'a toujours paru l'emblème de la France depuis la révolution. Où s'arrêtera-t-il? Je ne sais. Si jamais événement parut déterminé par un impérieux besoin de repos, c'est celui qui me conduisait aux lieux où j'ai pensé ce qu'on vient de lire. Si jamais institutions ont eu pour objet de tout contenir dans une paix profonde, ce sont celles auxquelles j'opposais en idée le spectacle d'institutions plus bruyantes. L'esprit de la France semblait avoir plié ses ailes. On disait qu'il ne songeait plus qu'à guider le travail productif et silencieux qui donne la richesse. C'était le moment peut-être où il la fallait entretenir de ce qu'elle semblait oublier, où il fallait l'inviter, en contemplant une société plus agitée, à s'interroger elle-même sur ses nouvelles tendances et sur les conditions de son repos. Et voilà que

la France s'est réveillée au bruit de ses clairons. Le mobile drapeau a repris sa course, et, pour la première fois depuis quarante années, la guerre, la vraie guerre a ébranlé le monde.

L'écrivain le plus obscur s'adresse à son pays; et quelque chères que me soient à jamais les idées que j'exprimais ici, ayant un peu souffert pour elle, je ne les publierais pas dans les jours où nous sommes, si, à quelque degré, elles pouvaient affaiblir les sentiments patriotiques. Mais, grâce au ciel, il n'en est pas ainsi, et les souvenirs de liberté ne doivent que nous faire prendre davantage à cœur le succès de nos armes. Une même cause a réuni la France et l'Angleterre; c'est celle de l'indépendance de l'Europe. Elles ont vu, à la lumière d'un fait éclatant, qu'il n'est pas vrai que les deux pays soient condamnés à une constante rivalité politique; cette tradition de l'Empire est du moins abandonnée. Dans leurs grands intérêts, rien au fond ne les divise, et pas une seule fois leur désunion n'a été bonne aux affaires du monde. Puisse leur alliance triompher dans la guerre, et porter aussi ses fruits dans la paix ! On ne s'étonnera pas sans doute que je dise aujourd'hui, comme en 1840 : « Il y a une chose, une « seule qui ne redoute pas la comparaison avec la « gloire, c'est la liberté. »

L'Europe le sait maintenant, la France est moins changée qu'on ne disait. On l'a reconnue en la voyant combattre. Ces générations élevées dans les orages de la politique ne se sont pas à l'épreuve montrées moins faites pour le métier des armes. Les leçons de cette tribune tant outragée n'ont point, ce semble, énervé la nation, et pour avoir été formées sous un régime de liberté civile par des chefs esclaves de la loi, nos légions

d'Afrique n'ont pas été trouvées plus pauvres en vertus guerrières. En présence de l'univers qui les contemple, qui osera dire que la France ne puisse être encore tout ce qu'elle a été? Ce ne sont pas du moins ses vaillants alliés. Demandez-leur s'ils ne croient pas avoir combattu à côté de leurs égaux. S'il y a des Français qui tiennent à le leur contester, on aimerait à les entendre et à savoir d'eux pourquoi la France ne serait pas digne de la liberté.

Pour nous, il nous paraît que rien n'empêche d'occuper autant que jamais la France de l'Angleterre, et l'aider les deux alliés à se mieux connaître. Si, comme on le dit, l'un de ces pays trouve à profiter dans les institutions militaires de l'autre, n'a-t-il à son tour rien à lui apprendre, et les camps sont-ils la seule école du patriotisme ?

Les fragments qui suivent ne sont guère, comme on dit aujourd'hui, que des impressions de voyage. Ce sont les notes du journal d'un séjour en Angleterre. Je ne sépare point cet écrit des circonstances où il a été composé, et, en le retouchant à Paris pour le publier, en donnant à chacun des essais biographiques qui le composent sa forme dernière, j'ai sous les yeux les extraits, les souvenirs et les réflexions qui sont le fond de l'ouvrage, et que je recueillais rapidement dans mes longues stations à la bibliothèque de l'*Athenæum*, noble asile, ouvert à l'étude par une libérale et savante hospitalité.

On ne s'étonnera pas qu'à cette époque ma pensée de tous les moments fût la liberté politique. On comprendra que, plus que jamais, je fusse captivé par le spectacle qu'elle offre au delà du détroit, et curieux de rechercher comment elle s'était maintenue et développée au sein des mœurs du dernier siècle, sous l'in-

fluence de la civilisation moderne. Il me semblait que l'histoire d'Angleterre, depuis la révolution de 1688, était parmi nous médiocrement connue. C'est pourtant celle du gouvernement parlementaire; et même ce gouvernement n'a pas d'autre histoire. On peut s'en former une idée, en étudiant le caractère et la vie des hommes illustres de la Grande-Bretagne dans ces cent cinquante dernières années. Quelques portraits peuvent suffire pour donner la physionomie d'une époque.

Dans le XVIII[e] siècle, Guillaume III n'apparaît qu'un moment pour commencer la guerre de la Succession et mourir. Le règne de la reine Anne est une curieuse période; curieuse par la politique, par les armes, par les lettres. Le gouvernement est disputé entre la guerre et la paix, entre les whigs et les torys, entre Marlborough et Godolphin d'un côté, Oxford et Bolingbroke de l'autre. Il semble un moment que les Stuarts vont ressaisir le pouvoir; mais la dynastie que veut la nation l'emporte; les principes de la révolution triomphent; la maison de Hanovre est sur le trône.

Les whigs gouvernent pendant un demi-siècle. D'abord Walpole, puis les Pelham, puis William Pitt. Par la paix et par la guerre, le système représentatif s'affermit. L'Europe apprend de quoi ce gouvernement est capable. La liberté avec ses passions, le pouvoir discuté se montrent au monde compatibles avec la prospérité et la victoire.

Au sein des débats confus qui remplissent la période suivante, quand le troisième roi de la dynastie nouvelle cherche à s'arranger une autre royauté que celle de ses heureux prédécesseurs, une pensée naît et se fait jour dans les chambres et dans la nation, c'est la pensée des réformes; les malheurs et les fautes de la guerre d'Amé-

rique peuvent l'ajourner et la compromettre, mais la rendent plus forte et plus nécessaire. Elle revient en maîtresse et se met à l'œuvre.

Mais quel tonnerre gronde au loin? C'est la révolution française. Elle suspend tout; ici elle change, là elle rétablit la position des partis. Deux esprits, libres tous deux, sont en présence, et des deux côtés de la Manche. L'un veut trop conserver, l'autre trop détruire. La guerre éclate.

Alors dans chaque pays, le pouvoir s'arme et se concentre; mais c'est le commencement du XIX[e] siècle; et je ne sais si j'en oserai parler.

Pour éclairer ces diverses époques, les Anglais ont multiplié les publications. Discours, lettres, pièces, mémoires, tout est imprimé, et l'exactitude de ces documents est en général minutieuse. Pour savoir, il n'y a donc point à chercher; il n'y a qu'à lire. Lord Mahon a tout résumé dans une histoire excellente. Quelques parties de ce grand tableau ont été peintes de main de maître par M. Macaulay. Lord Brougham a brillé dans les portraits. En les lisant tous trois, il m'est resté de cette lecture quelques fragments qui, rangés par ordre de date, ne suppléeront pas assurément l'histoire du siècle, mais qui peuvent exciter à l'étudier et aider à la comprendre. De grandes masses d'événements n'y sont qu'indiquées, mais certains événements sont décrits avec détail. Bien des personnages ne se trouvent qu'esquissés, mais certains hommes y sont peints, autant que j'ai pu, dans leurs moindres traits. Parmi ceux qui ont agi, j'ai choisi surtout ceux qui ont écrit. Ils font mieux connaître eux-mêmes et les autres. Je n'ai eu souvent qu'à les traduire. Ne recueillant que des épisodes chronologiquement rangés, je ne me croyais pas

astreint à l'unité de ton ni à la proportion des parties. Je réclame toutes les libertés qu'on refuse à l'historien, mais qu'on accorde à l'auteur de mémoires.

J'ai commencé par une vie de Bolingbroke. Sa biographie est devenue, par la nécessité d'être clair, un tableau du gouvernement intérieur de la reine Anne. Ce règne est l'origine des grands partis parlementaires, ou du moins de la transformation durable des anciens partis de la révolution. Il a fallu beaucoup s'étendre pour être compris; car je voudrais que l'on pût s'intéresser à mes récits, même sans bien connaître l'histoire, quoique l'envie de la lire doive être ce qu'on gagnerait de meilleur à les avoir lus.

En racontant Bolingbroke jusqu'à sa chute, j'ai donc parcouru toute la première époque (1700-1714). Mais les époques se touchent et se lient, et Bolingbroke tombé figure encore dans la seconde. Alors un nouveau témoin paraît et demande à déposer. C'est le plus spirituel, le plus clairvoyant, mais non le moins passionné des témoins. Horace Walpole a tenu la plume pendant cinquante à soixante ans, les yeux ouverts et l'oreille au guet, en face de la société anglaise. Comment on la gouvernait, comment elle se comportait, il a cru tout savoir, et il a écrit tout ce qu'il savait. Avec Bolingbroke et lui, nous parcourrons d'abord toute la seconde époque (1714-1745).

Nous retrouvons Walpole à la troisième (1745-1773). Tantôt il se mêle aux affaires, tantôt il les dédaigne ; toujours il les raconte. Mais dans la confusion des opinions et des intrigues, dans la mêlée des intérêts et des passions, un combattant masqué se montre, qui semblable au chevalier Noir des romans, arrive inattendu dans la lice, trouble l'ordre du combat, frappe et renverse les

combattants, et puis disparaît. C'est Junius [1]. On ne saurait faire connaître son ouvrage, sans dire de quoi il parle, et pour le comprendre il faut un peu d'histoire. En suivant Junius, nous rencontrons Burke.

Burke, qui date de la troisième époque, anime aussi toute la quatrième à laquelle Horace Walpole nous avait déjà initiés (1773-1800). Burke commence l'ère des réformes, et il l'aurait suivie jusqu'au terme, si le jour n'était venu où les réformes pouvaient ressembler aux révolutions. Les unes sont-elles le moyen de prévenir ou d'amener les autres ? C'est la question qui agite l'Angleterre pendant les dix dernières années du siècle, c'est la question qui la tient trente années en suspens. Elle met aux prises dans le parlement les plus grands cœurs et les plus grands esprits. Elle allume une terrible guerre entre deux grandes nations. Après l'avoir effleurée, cette question, avec Walpole et Junius, nous la suivrons avec Burke et Fox, qu'elle a violemment divisés. Fox sera le dernier portrait suspendu dans notre galerie. Nous ne voulons pas arriver jusqu'à nos jours. On ne peut tout dire.

En cherchant par des essais biographiques à donner une idée de l'histoire politique de l'Angleterre, nous pouvons entrer dans les détails, citer des mémoires et des lettres, pénétrer ainsi dans l'intimité des caractères et des mœurs, et dépouiller nos récits de cette solennité toujours un peu menteuse à laquelle est obligée l'historien. Quels que soient nos sentiments d'estime pour la nation anglaise et ses institutions, nous ne voulons pas dissimuler le mal en faveur du bien. Nous mettons du soin à ne point taire les abus attachés aux gouver-

[1] De tous les essais contenus dans ce recueil, celui sur Junius est le seul composé avant 1852.

nements délibératifs, les travers et les vices du monde que nous décrivons, les erreurs et les fautes, les passions et les faiblesses des partis et des individus. Ce n'est pas seulement pour être vrais, c'est dans l'intérêt même des conclusions à tirer de cette histoire, qu'il nous importe d'en montrer le mauvais côté. On est trop porté à méconnaître la véritable nature des choses humaines. Quelques-uns, par une attristante misanthropie ou dans leur causticité moqueuse, ne voient et ne font voir que le mal. Suivant eux, toutes les époques, toutes les sociétés se valent; les individus eux-mêmes diffèrent peu en bonté morale, et l'histoire n'est qu'un drame satirique, donnant pour conclusion qu'il ne faut rien espérer des institutions ni des hommes. Ce point de vue est celui de l'indifférence en matière de politique, disposition trop naturelle et trop commune aujourd'hui et qui ne peut qu'affaiblir également le ressort et la règle de toute action publique en ce monde. S'il n'y a rien à faire de bon, il faut s'abstenir ou faire le mal. Je connais nombre de gens qui goûtent fort ce dilemme. Ceux qu'il choque et qui ne s'y rangent pas, n'y échappent trop souvent qu'en faisant abstraction du positif pour tendre à l'imaginaire. Ils acceptent volontiers la condamnation de l'histoire du monde, mais ils en concluent que le monde a fait fausse route, et renonçant à tirer le moindre fruit de ce qui est ou de ce qui a été, ils rêvent une régénération absolue. Ils inventent des systèmes complets d'institutions, un nouvel ordre social; ils aspirent à corriger le réel par l'impossible. Je ne voudrais pas juger aussi durement cette disposition rêveuse qu'on le fait aujourd'hui. J'aime encore mieux ces fous que bien des sages, et je répugnerais à trop médire d'une compagnie fort mêlée, mais dans laquelle on aurait la chance

de rencontrer Platon et Fénelon. Cependant, outre que ce ne sont pas toujours de nobles motifs qui nous les font embrasser, les chimères sont rarement innocentes dans leurs effets, et elles ont aujourd'hui le tort de prêter des masques à l'esprit révolutionnaire, des prétextes à l'esprit réactionnaire. Elles font mal les affaires de la liberté. Je dois ajouter que, même dans les écoles sagement et pratiquement libérales, on ne s'est pas assez préservé de la tentante illusion d'attribuer aux bonnes institutions une vertu toute-puissante, et de se promettre la possibilité de les réaliser sans ce cortége de misères que toute chose humaine traîne après soi. La France entière en 1789, même avant 1830, s'est bercée de cette espérance. Il faut s'en défendre de peur de tomber ensuite dans le découragement. Pour avoir compté sur des miracles, on devient incrédule. Quand après un grand effort, on s'aperçoit qu'il y a encore des abus, des difficultés, des dangers, que la liberté ne va pas sans un peu de licence, le pouvoir sans quelque corruption, au lieu de songer à diminuer le mal, à en contenir, à en limiter laborieusement l'action, on condamne d'une manière absolue soit le pouvoir, soit la liberté. Ce sont les deux formes de l'incrédulité, ou pour mieux dire de l'immoralité politique. « La médiocrité des choses humaines, a dit avec profondeur M. Royer-Collard, est le scandale des esprits faibles. » Sans doute il faut un idéal; il faut en toute chose un plan qui vaille mieux que la chose, et contente la raison. On ne construit pas une machine à vapeur, un pont, un vaisseau sans géométrie. Mais il faut en même temps prévoir et supporter les manquements, les résistances, les déviations, et ne pas s'étonner ou s'abattre parce qu'on découvre à l'épreuve que l'absolu n'est pas

de ce monde, et que tout est imparfait sur la terre.

A rigoureusement parler, rien n'est mal, rien n'est bien ; mais tout est dans la voie du mal ou dans la voie du bien. Jugeons ainsi du gouvernement de l'Angleterre. Nos lecteurs trouveront souvent que les passions personnelles ont joué un grand et même un odieux rôle dans son histoire. Cela est vrai ; mais elle marchait dans la voie du bien. L'esprit de la révolution de 1688, le système des institutions, le caractère national sont de ces choses où le bon domine après tout, et, de même que d'autres choses sont telles que tout le génie et toute la vertu du monde ne les peuvent amender, il en est dont l'excellence résiste aux fautes des hommes et surmonte toutes les causes d'altération. Qu'on se récrie donc sur le mal, on le peut ; qu'on signale avec indignation les violences et les mensonges de l'esprit de parti, la vénalité effrontée, les excès de l'orgueil, de l'avidité et de la haine ; que l'on remarque même dans le passé de la société anglaise une certaine rudesse d'égoïsme et d'ambition qui rappelle quelques époques de l'ancienne Rome ; il n'en reste pas moins vrai que nulle nation n'a été à la fois plus libre, plus heureuse et plus puissante, et que, dans les temps modernes, les vertus politiques n'ont brillé longtemps que chez elle. La race anglo-normande est restée digne de sa liberté.

Ainsi on pourra trouver qu'après la révolution de 1688, ceux qui l'avaient faite se montrèrent tour à tour trop dociles ou trop défiants avec Guillaume III, tandis que leurs adversaires, par aversion pour le nouveau règne, exagéraient leur opposition, et, par regret d'une certaine monarchie, devenaient faussement républicains. La rivalité de parti à parti put conduire les uns comme les autres à la désertion de leurs principes. Sous

la reine Anne, on dira que les uns poussèrent la guerre au-delà de ce que permettait la justice, de ce que voulait l'intérêt national ; que les autres sacrifièrent à la paix quelque chose du bien et de la dignité du pays. Les ressentiments furent implacables, les manœuvres perfides, les impostures audacieuses. Le dévouement céda sans cesse à l'intérêt, qui se permit jusqu'à la trahison. Et pourtant, à considérer l'ensemble, les principes de la révolution triomphèrent et obtinrent de la législation des garanties nouvelles. Guillaume III fut au rang des plus grands politiques et laissa la mémoire d'un roi hors de ligne. La guerre fut soutenue après lui avec une gloire qui n'avait pas été égalée. La paix vint à propos ; négociée sans loyauté, conclue avec l'empressement de la faiblesse, elle fut cependant utile et modérée. Les partis, malgré de fréquentes évolutions, prirent un caractère et se formèrent un esprit qu'un siècle n'a pas effacé. Le pays fut presque constamment gouverné par des hommes supérieurs, et ne vit s'interrompre ni les progrès de sa liberté ni ceux de sa grandeur.

Le ministère de Walpole prêterait le flanc à bien des reproches, et chacun les sait ou croit les savoir; mais, sans compter que sous lui l'Angleterre jouit d'un long repos et vit croître toutes ses richesses, le gouvernement de la majorité parlementaire fut mieux connu, mieux pratiqué, et l'indépendance conditionnelle des ministres devant la royauté fut définitivement conquise. C'est Walpole, et après lui Pelham, qui consommèrent la ruine irrévocable des Stuarts et affermirent à jamais la nouvelle monarchie. L'époque qui les suivit, agitée par tant d'intrigues, où se montre plus d'esprit et d'habileté que de dignité et de patriotisme, n'en est pas moins l'époque des splendeurs de la guerre de Sept

ans. C'est le ministère ambitieux du premier Pitt ; c'est enfin la paix de 1763. La France ne sait que trop quelle fut alors la fortune de sa rivale. Il ne tint pas à Georges III que, de son règne, ne datât la décadence de son royaume. Les luttes des partis pendant trente ans furent loin d'être exemplaires, et l'on y voit quelle part d'exagération, d'iniquité, de fausseté, peut supporter le débat public des systèmes et des ambitions. Mais ces discussions où succomba quelquefois l'honneur du gouvernement, portèrent peu à peu à un degré supérieur d'élévation et de lumière les principes de la politique. La révolution américaine fut une de ces querelles qui donnent une impulsion nouvelle à l'humanité. A défaut de son gouvernement, l'Angleterre, représentée par l'opposition, fut à la hauteur du débat, et la politique réformatrice prit naissance. Je m'arrête ; on n'exigera pas que je rappelle comment l'Angleterre est sortie de la lutte engagée à la fin du XVIIIe siècle. Le souvenir de nos revers pèse encore sur nos destinées ; il a compromis jusqu'à notre liberté.

Croire à la suppression du mal, croire à l'impuissance du bien, sont les deux erreurs qui égarent le plus le jugement de l'historien, du publiciste, de l'homme d'État. La première engendre les visions révolutionnaires, la seconde les préjugés réactionnaires. Joignez aux unes et aux autres les passions du cœur humain, surtout la peur et la colère, et vous aurez toutes les sortes de crimes d'État ; vous aurez toutes les mauvaises formes de gouvernement. Le plus grand service à rendre aux peuples, c'est de leur montrer à quel prix s'achète l'amélioration de leur sort, afin de les préserver de la timidité qui désespère et de la témérité qui s'exalte. Il faut voir les choses comme elles sont pour

ne point courir après l'imaginaire et tomber de lassitude, parce que l'imaginaire fuit éternellement devant nous. La politique est comme la guerre. On dit que si, pour la première fois, vous entrez dans un camp, vous êtes surpris du désordre qui vous entoure. Aucune armée vue de près ne paraît capable de vaincre; les plaintes font croire au découragement; les passions luttent contre la discipline. Mais un œil attentif découvre bientôt, sous ces apparences inquiétantes, dans les soldats assez d'obéissance et de dévouement, dans les chefs assez de résolution et d'habileté pour que la victoire arrive à la voix du commandement. Ces masses, qui semblaient marcher au hasard, violentes et déréglées, se trouvent, après un peu de temps, avoir exécuté des opérations pleines de science et de génie. Un ordre profond a été maintenu au milieu de la licence de la guerre, et la gloire vient au plus digne. Ainsi va le gouvernement. A première vue, il semble ne laisser aux esprits indépendants d'autre alternative que la satire ou l'utopie. Mieux observé, il fait apercevoir le bon ou le mauvais génie qni l'anime. On reconnaît quelquefois, sous de brillants dehors, que toutes les institutions conspirent à leur perte; quelquefois, malgré une agitation extérieure, que l'harmonie de l'ensemble en assure le succès et la durée. L'absolutisme démocratique ou monarchique, si cher à certains publicistes, n'est qu'une façon grossière de juger et de mener les affaires du monde.

Se figurer que rien de limité n'est la liberté ou le pouvoir, c'est méconnaître la nature humaine. Il y a dans notre âme des principes et des mobiles divers qui agissent simultanément, sous un certain empire de la raison. C'est là le type et l'origine de tout gouverne-

ment. Selon que le bien ou le mal prévaut, l'individu ou le gouvernement est bon ou mauvais. Tout ce qui se fonde ici bas doit être à l'image de l'homme, et c'est usurper sur la Divinité que de vouloir que les choses humaines ne soient pas des choses humaines. Elles cesseraient d'être telles, si rien d'absolu était en pratique juste et possible. La passion ou le désespoir invoque souvent la toute-puissance de la force et de la volonté pour se débarrasser des difficultés et des scrupules attachés à l'empire de la raison, et l'on violente la nature des choses dans l'espoir de la simplifier et de l'assouplir; mais la nature des choses se venge; elle repousse sous les coups qu'on lui porte et dévore la main qui la mutile. Le problème de la politique n'est pas de supprimer le mal ou de transformer le monde, mais de faire prévaloir le bien dans le monde tel qu'il est.

BOLINGBROKE

SA VIE ET SON TEMPS

BOLINGBROKE

SA VIE ET SON TEMPS

I

RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES.

On demandait un jour devant M. Pitt quelles étaient les plus regrettables des œuvres excellentes de l'esprit humain que le temps nous a ravies. L'un disait : Les livres perdus de Tite-Live ; un autre, ceux de Tacite ; un troisième, une tragédie latine. Un discours de Bolingbroke, dit M. Pitt.

La réputation d'orateur que Bolingbroke a laissée est en effet du premier ordre. La postérité l'a respectée sur la foi des contemporains. L'homme d'État n'a pas échappé aux arrêts sévères de l'Histoire. La raison a contesté les doctrines du philosophe, et, si le mérite de l'écrivain est encore reconnu, il n'a pas été maintenu au premier rang par la critique. Le caractère de Bolingbroke, comme sa politique, ses principes et ses ouvrages, est tous les jours librement discuté ; mais son éloquence est hors de question, et l'on peut dire que c'est la seule

partie de sa renommée que le temps ait laissée tout entière. « Lord Bolingbroke, dit Voltaire, un des plus brillants génies et l'homme le plus éloquent de son siècle ! » Comment contester ce jugement? Comment apprécier un talent dont aucun monument ne subsiste? Dans les recueils les plus complets des débats du parlement britannique, à peine rencontre-t-on cinq ou six fois le nom de Bolingbroke, et, réunis ensemble, les extraits de discours qu'on lui attribue ne formeraient pas vingt lignes. A toutes les époques, les Anglais ont estimé l'éloquence à son prix. L'histoire, depuis deux siècles et plus, ne nomme pas un de leurs hommes illustres sans dire comment il parlait, et c'est chez eux le plus populaire comme le plus nécessaire des talents. Cependant un long temps s'est écoulé avant que l'on ne prît soin de livrer et de conserver à la nation les discours prononcés pour elle. Non-seulement les discussions des deux chambres sont restées généralement secrètes jusqu'à l'époque de la guerre d'Amérique, mais on essayait peu, avant cette époque, de dérober au mystère et à l'oubli les paroles les plus mémorables, les plus décisives, les plus brillantes, qui remuaient les assemblées, influaient sur les affaires, et pouvaient devenir des éléments de l'histoire. Si quelquefois les opinions étaient recueillies par des auditeurs un peu plus curieux que les autres, leurs maigres analyses n'en conservaient guère que la substance, et il faut arriver jusqu'à lord Chatham pour trouver quelques fragments développés, où se reconnaissent encore le mouvement, la forme et la couleur du talent. Quant à Bolingbroke, on doit renoncer à se faire, autrement que par ses écrits qui ont parfois le ton un peu oratoire, une exacte idée des moyens de séduction, qu'au rapport des contemporains, il portait du monde à la tribune.

Mais, quels qu'ils fussent, il a joué par eux un assez grand rôle dans les affaires de son pays et de l'Europe, la supériorité de son esprit est attestée par d'assez frappants témoignages, enfin il offre dans sa personne un assez curieux assemblage de bien et de mal, de qualités éclatantes et de passions dangereuses, d'idées élevées et d'opinions suspectes, pour qu'on puisse avec un vif intérêt rechercher quelle fut sa vie, et la raconter avec espérance d'être lu.

Son nom d'ailleurs est parmi nous plus connu que lui-même. C'était un ministre qui plaisait à Louis XIV et un philosophe du goût de Voltaire. Il a résidé en France longtemps, et il avait laissé quelques souvenirs à la société du XVIII[e] siècle. Malheureusement ces souvenirs sont restés obscurs; on ne sait pas bien précisément parmi nous ce qu'il faut penser du rôle qu'il a rempli, de ses talents vantés avec une sorte de mystère, de son caractère, sur lequel ceux-mêmes qui l'ont loué ne s'expliquaient pas. L'histoire d'Angleterre, que l'on nous permette de le dire, a été en France, après la chute des Stuarts, si mal sue et si peu comprise, qu'il était difficile à nos aïeux, contemporains de Bolingbroke, de se bien expliquer un tel personnage, et l'on est toujours frappé d'étonnement quand on lit ce qui, pendant plus de cent ans, s'écrivait chez nous sur le compte de nos voisins. Il faut, bien entendu, excepter Voltaire et Montesquieu; mais ni l'un ni l'autre n'entrent dans les détails de l'histoire, et quand le premier parle de Bolingbroke, on sent qu'il ne dit pas tout. Séduit peut-être par sa renommée philosophique, un écrivain qui avait pu le voir, un élève de Voltaire, Saint-Lambert, a composé en 1753 un essai sur la vie de Bolingbroke. C'était assurément un homme d'esprit et un homme du monde. Il

y a des choses agréables dans son ouvrage; mais, sans parler de quelques erreurs matérielles assez étranges, il est singulier de voir à quel point les affaires d'Angleterre y sont présentées sous un faux jour. Ce qu'apportent avec elles les révolutions, ce que sont les partis dans un pays libre, ce que les opinions politiques peuvent inspirer de passions, imposer de devoirs, entraîner d'excès, enfin la situation et le rôle de la royauté, des chambres, des ministres *aux murs de Westminster*, tout cela, que chacun pouvait en quarante-huit heures aller voir de ses yeux, semble aussi ignoré d'un écrivain qui connaît Versailles, d'un colonel qui sera de l'Académie, que pouvaient l'être les événements énigmatiques de quelque obscure république de l'antiquité. Un an après Saint-Lambert, Favier traduisit, sous le titre de *Mémoires secrets de mylord Bolingbroke*, une lettre apologétique où cet homme d'État explique sa conduite comme il lui convient. Favier était, on le sait, un publiciste de profession. Il faisait pour Louis XV et pour ses ministres des mémoires sur les cours de l'Europe, et il a été le maître de Dumouriez. Cependant il n'a pas l'air de s'être rendu un compte bien lumineux des affaires de la cour de Saint-James, et ce qui est public en Angleterre est encore resté pour lui un secret d'État. Enfin le général Grimoard, qui en 1808 a publié une traduction en trois volumes de lettres choisies de Bolingbroke avec un essai sur sa vie, a beau venir après la révolution française, il comprend les choses à peu près comme ses devanciers, et il parle de l'Angleterre avec autant d'intelligence que le faisait à la même époque *le Moniteur universel*. Ce sont là de ces exemples trop communs, qui donnent de terribles doutes sur tout ce qui se raconte et qui font trembler pour la vérité de l'histoire.

Après ces remarques, il y aurait une insupportable fatuité à promettre des récits plus vrais et des appréciations plus justes, si l'on ne se hâtait de dire que l'on s'appuie en écrivant sur les documents que l'Angleterre fournit en si grand nombre aujourd'hui à qui veut étudier un moment ou un événement quelconque de son histoire dans le dernier siècle [1]. Et puis, pourquoi n'en pas convenir? on s'imagine que ceux qui ont vécu, depuis trente ou quarante ans, au cœur des affaires de la France ont appris la langue que parle l'histoire d'Angleterre. Les sentiments et les pensées qui animent les acteurs ou les témoins de ces scènes appelées restauration ou révolution, la vie des partis, le monde parlementaire, sont des choses qu'ils doivent connaître au moins par expérience. Il peut être aujourd'hui très-inutile de savoir tout cela; mais enfin ils le savent, et il leur manque la flexibilité d'esprit nécessaire pour apprendre autre chose. Peut-être leur passera-t-on d'oser écrire sur ce qu'ils pensent connaître, de profiter d'une expérience qui, dit-on, doit finir avec eux, et de parler de ce

[1] Ce n'est pas qu'il existe en Angleterre rien de complet sur Bolingbroke. Ce qu'il y a de mieux se trouve dans les *Revues*; deux excellents articles dans celle d'Édinbourg, l'un de lord Brougham, l'autre de M. Allen ; un troisième dans le *Quarterly*, et que je crois de M. Croker. Les *Mémoires* publiés à Londres en 1752 ne sont qu'un fragment d'apologie. La vie écrite par Olivier Goldsmith, mise en tête d'un ouvrage de Bolingbroke en 1771, et de ses œuvres complètes en 1777, est un éloge élégant et bref qui avait grand besoin des suppléments ajoutés dans les éditions de 1809 et de 1844. M. Coke a publié en 1835, sous le titre de *Mémoires*, une biographie de Bolingbroke en deux volumes. L'ouvrage, assez instructif, n'a pas eu beaucoup de succès. Pour ne point allonger ces pages, nous citerons très-rarement les ouvrages et les documents nombreux qui ont fourni les détails de ces esquisses historiques.

dont ils se souviennent avant que ce soit tout à fait oublié. Les hommes d'aujourd'hui seront plus heureux : dispensés d'un laborieux apprentissage, ils recueilleront sans avoir semé ; leur destinée ne leur coûtera nul effort ; ils jouiront du bonheur de leur patrie sans y être pour rien, et s'étonneront qu'on ait pris avant eux tant de souci de choses aussi indifférentes que les affaires publiques.

Essayons donc de raconter ce qui se passait au commencement du dernier siècle chez une nation condamnée par la Providence à cette sorte de travail forcé que l'on nomme la liberté politique.

II

NAISSANCE, ÉDUCATION ET JEUNESSE DE BOLINGBROKE.

(1678-1700)

Henry Saint-John naquit le 10 octobre 1678 à Battersea, sur les bords de la Tamise, en Surrey, dans un ancien domaine de l'abbaye de Westminster, donné en 1627, à Olivier Saint-John, vicomte Grandison. Sa famille était d'une vieille noblesse : le nom de Saint-John se lit parmi ceux des compagnons de Guillaume le Conquérant. Guillaume de Saint-Jean était, suivant le rôle de l'abbaye de la Bataille, le quartier-maître général ou le maréchal des logis de l'armée normande, comme disent les écrivains qui ne se piquent pas de rester scrupuleusement fidèles au ton des chroniques. Mabile, dernière héritière du nom de Saint-Jean, le porta dans la maison des seigneurs de Basing, en épousant Adam de Post, d'une race saxonne du Hampshire, laquelle possédait vingt-cinq manoirs avant la conquête. Guillaume, son fils, prit, sous le roi Jean, le nom maternel, et devint le

chef et la souche d'une famille considérable et quelquefois citée dans l'histoire. Des deux branches titrées, l'une, celle des lords de Bleetsho, comtes de Bolingbroke, se distingua lors de la révolution dans le parti du parlement; l'autre, celle des seigneurs de Lidyard Tregoze, vicomtes Grandison, se signala dans le parti du roi. Vers le même temps, le manoir de Battersea passa au chef d'une autre ligne, sir Walter Saint-John, qui épousa sa cousine, la fille du lord grand juge Olivier Saint-John, un des chefs du parti républicain. Sir Walter siégea au Parlement sous Charles II et Guillaume III, et ne mourut qu'en 1708. Son fils épousa lady Mary, seconde fille du comte de Warwick, et il en eut plusieurs enfants. L'aîné était Henry, le seul de cette race qui dût illustrer son nom. Sa famille était pieuse et austère, séparée par des dissidences religieuses de l'Église épiscopale; et quoique son père ne fût rigide ni dans la foi ni dans les mœurs, on croit que son enfance fut soumise à la discipline prêcheuse des ministres puritains. Du moins dit-il quelque part qu'on l'obligeait, chez son aïeul, à lire jusqu'à la dernière page les commentaires d'un docteur Manton, qui se vantait d'avoir composé cent dix-neuf sermons sur le cent dix-neuvième psaume.

Eton est l'école de l'Angleterre qui ressemble le plus à nos colléges, malgré de notables différences, et qui a produit le plus grand nombre d'hommes illustres dans la politique et dans les lettres. Deux élèves s'y faisaient remarquer à la fin du XVII[e] siècle : Robert Walpole et Henry Saint-John; l'un d'un esprit droit, solide, pénétrant, mais sans éclat et même sans facilité, et qui n'arrivait au succès que par le travail; l'autre, d'une intelligence vive et brillante, dont le talent précoce se

développait sans effort et se formait sans étude. Dès lors, tous deux se déplurent ; ils devinrent rivaux, destinés à demeurer tels et même quelque chose de plus pendant toute leur vie. Ils furent, pendant toute leur vie, d'anciens ennemis de collége.

Celui qui devait un jour succomber dans la lutte semblait de beaucoup alors le plus largement partagé des dons qui présagent la fortune et aident à la renommée. Sa figure belle et prévenante, les grâces de sa personne et de ses manières, ajoutaient au charme d'un esprit vif et piquant, secondé par des facultés puissantes, et quand Saint-John entra à l'université d'Oxford par le collége de l'Eglise du Christ, il y fit aussitôt admirer ses talents et prédire ses succès. Mais une certaine inquiétude se mêlait déjà aux espérances que donnait sa brillante jeunesse. Quoiqu'il ne négligeât pas d'orner et d'exercer son esprit, son penchant l'entraînait avec excès vers le plaisir, et sans scrupule comme sans choix, il s'abandonnait à toutes les passions dont la cour de Charles II avait laissé l'exemple à la jeune noblesse. Quoiqu'il possédât la littérature latine, sût très-bien l'italien et le français, et qu'il prétende avoir toujours conservé le goût de l'étude, il ne parut, à peine entré dans le monde, connaître d'autre ambition que celle de tout dépasser par l'éclat de ses désordres. Complaire aux ruineux caprices des plus fastueuses courtisanes, absorber sans trouble apparent des flots de vins précieux, c'est toute la réputation qu'il paraissait poursuivre, et rien n'indiquait encore à cette époque qu'il dût être autre chose qu'un libertin spirituel, ni laisser d'autre souvenir que celui de quelques bons mots improvisés dans l'ivresse. Cependant il faisait quelquefois des vers. On en a conservé qu'il écrivit à la louange de

Dryden et de sa traduction de Virgile [1]. Il protégea, dit-on, généreusement la vieillesse et la décadence du poëte dont il aimait le mâle talent et la très-libre conversation. Une ode, *Almahide*, des stances à une maîtresse et le prologue d'une tragédie d'*Altemire*, tels sont les médiocres monuments de son talent poétique. Il composait des vers pour se faire en tout comparer à Rochester; mais il ne l'égalait pas.

Il fit bientôt un voyage sur le continent; on croit qu'il y séjourna deux années. Dans ce voyage, dont il ne reste aucune trace, hors trois lignes d'une lettre où l'on voit qu'il passa par Milan, il acheva d'acquérir une connaissance assez parfaite de la langue française pour qu'il pût la parler et l'écrire avec facilité, avantage dont il tira beaucoup de parti dans sa carrière politique. A son retour, il se maria, quoique peu préparé par son âge et par ses mœurs pour un tel engagement. Il épousa, à vingt-deux ans, la fille de sir Henry Winchescomb, qui lui apporta une grande fortune, 40,000 livres sterling, dit-on. Cette union, comme on le pense bien, ne fut pas heureuse. Le mari, impérieux et volage, se plaignit bientôt de l'humeur de sa femme, qui se plaignait de

[1] Parmi le peu de vers qu'a laissés Bolingbroke, on cite ordinairement une petite pièce en l'honneur de l'*ingénieux et savant docteur Mathanasius*, insérée avec d'autres poésies en diverses langues en tête du fameux *Chef-d'œuvre d'un Inconnu*. Ce sont vingt-six vers anglais, bien qu'imprimés en caractères grecs, qui dans l'édition de La Haye, 1714, sont signés H. D. B. A. A. S. Ces initiales sont, dans une édition postérieure, expliquées par ces mots : *Henricus de Bolinbroke (sic) Annæ a secretis*. Jamais Bolingbroke, quoique Goldsmith s'y soit trompé, n'avait travaillé pour l'œuvre du sieur de Sainte-Hyacinthe. C'est celui-ci qui s'empara des vers insérés dans l'édition du Virgile de Dryden, et les appliqua, avec de très-faibles changements, à la gloire de son fameux pseudonyme.

ses infidélités. Les griefs de part et d'autre firent un peu de bruit, et longtemps avant le jour où les événements les séparèrent, ils vécurent dans les froids rapports d'une mutuelle indépendance. Mais avant toute rupture, au moment où par son mariage Saint-John semblait régler sa vie, il tourna ses regards vers le parlement. Son grand-père, qui vivait encore, y avait siégé pour le comté de Wilts, où son père était élu par le bourg de Wotton-Basset. La famille de sa femme figurait aussi avec influence dans la chambre des communes, et il y remplaça son père aux élections générales de 1700. Au même moment, son ancien condisciple Robert Walpole entrait au parlement pour le bourg de Castle-Rising, Norfolk. Rivaux futurs, déjà peut-être jaloux, ils ne pouvaient s'unir sous un commun drapeau. Le parti whig ouvrit ses rangs au jeune Walpole. Pour Saint-John, il avait été élevé parmi les dissidents attachés tous aux principes de la révolution de 1688. Son père, homme de mœurs légères, n'était ni presbytérien ni républicain : pourtant, élu par les whigs, il votait en whig au parlement. Le fils était un esprit libre et téméraire, au moins indifférent aux croyances religieuses, peu touché de l'autorité des traditions, des engagements ou des doctrines, entreprenant, indépendant, ambitieux; il se jeta dans le parti tory, dont il devint bientôt la force et la parure.

Mais ici, pour bien expliquer sa conduite, il faut écrire, ou peu s'en faut, un fragment de l'histoire d'Angleterre.

III

SITUATION DE GUILLAUME III A LA FIN DU XVIIe SIÈCLE.

(1688-1700)

Rien n'est plus populaire aujourd'hui dans la Grande-Bretagne que le souvenir de 1688 et la gloire de Guillaume III ; mais le sentiment de la postérité n'était pas celui des contemporains. Sans doute la révolution avait assuré la puissance et l'inviolabilité des principes pour lesquels la nation avait souffert et lutté, surtout depuis quarante ans. La vieille et chère constitution, développée dans le sens de la liberté publique, était enfin assise ou raffermie sur de solides fondements. Le pays voyait à la fois ses traditions consacrées, son ambition satisfaite, sa sagesse récompensée par ses lois, et un prince dont il pouvait s'enorgueillir lui avait été donné comme pour rattacher à la délivrance d'un grand peuple le prestige d'un grand homme. Cependant, tant que dura son règne, l'inquiétude, le doute et même un certain mécontentement émurent, sinon profondément le gros

de la nation, au moins les grands partis, et ce qu'on appelle dans les Etats libres le monde politique. Quand on a exécuté l'entreprise toujours hasardeuse de se donner un gouvernement, j'entends un gouvernement fondé sur des principes et tenu d'observer la justice et les lois, on devient d'autant plus difficile pour lui, qu'on en a plus attendu, et les obstacles qu'il rencontre, les périls qu'il court, les fautes qu'il commet, étonnent et inquiètent d'autant plus qu'il est nouveau, qu'il a ses preuves à faire, son existence même à justifier. Sitôt que, par une fatalité inévitable, il laisse apercevoir qu'il est dans la condition de toutes les choses humaines, c'est-à-dire imparfait, gêné, destructible, on entre en défiance de sa durée, on se demande si l'on a eu raison d'applaudir ou de coopérer à son établissement. Les timides s'effrayent trop, les difficiles exigent trop. Un pouvoir héréditaire que l'on n'a pas vu naître, qu'on ne croit pas voir mourir, est admis presque comme quelque chose de nécessaire. On peut plaindre ses revers ou blâmer ses erreurs, on en conçoit peu d'inquiétude. Les individus ne se sentent pas responsables de sa destinée et sont portés à croire en son avenir, parce qu'ils semblent n'y pas être personnellement intéressés. Un sentiment contraire, qui devrait rendre plus indulgent pour un gouvernement qu'on a vu s'établir, rend quelquefois plus sévère à son égard ; on lui pardonne moins parce qu'on s'y intéresse davantage, et la crainte même qu'il n'échoue l'affaiblit encore et le met en péril. Bien donc que la nation anglaise ne se soit jamais repentie d'avoir ôté la couronne aux Stuarts pour la donner aux Nassau, des citoyens éclairés purent, en voyant les embarras du nouveau règne, les résistances des partis, leurs luttes ardentes secondées et comme

animées par les institutions nouvelles, se demander avec anxiété si le grand changement de 1688 avait été nécessaire, et l'établissement d'alors, conçu pour le plus grand bien de la société. Il en avait coûté à beaucoup de consciences pour y souscrire. Ce sacrifice fait à l'utilité publique, avait-on eu raison de le faire? C'est là une de ces questions qu'on peut indéfiniment agiter et dont la solution est en grande partie du ressort des événements. Dans l'Église surtout, on se la posait avec des scrupules rétroactifs. Jacques II était détesté, mais son frère avait laissé dans le cœur des Anglais un bon souvenir qui ne s'explique guère chez un peuple aussi sensé, et il a fallu toutes les révélations de l'histoire pour ramener son nom au degré de mépris qui lui est dû. Tandis que leurs récents malheurs rendaient moins odieux le nom des Stuarts, leur habile successeur se donnait dans sa pensée une mission un peu différente de ce que la nation attendait de lui. Les grands intérêts du protestantisme, la grande cause de l'indépendance de l'Europe, menacée à ses yeux par la France, les grandes passions qui tout jeune l'avaient engagé, lui, le chef contesté d'une petite république de marchands, dans une lutte d'égal à égal contre le plus puissant monarque du monde, ne cessèrent pas de le préoccuper sur le trône de l'Angleterre autant et plus peut-être que le maintien littéral et l'heureux ménagement des institutions de son royaume. Quelquefois peut-être cette fière nation put croire que les pensées de son roi avaient un autre objet qu'elle-même, et qu'elle n'était pour lui, faut-il le dire? qu'un instrument. Jusque dans son gouvernement intérieur, il ne fut jamais peut-être en pleine intelligence avec ceux-là même qui l'avaient appelé à la couronne. Sincèrement résolu à res-

pecter la religion et les institutions nationales, il avait peine à concevoir qu'on prît plus de sûretés contre lui que contre les princes qui les avaient comprimées ou trahies. Jamais il n'admit que son nom, ses convictions, son avénement, sa gloire, ne fussent pas la première sauvegarde des droits du pays, et qu'on lui demandât plus qu'aux Tudors ou aux Stuarts. Il voyait une défiance injurieuse, il voyait de l'injustice et de l'ingratitude dans les précautions, dans les restrictions que chaque loi nouvelle opposait à l'exercice de son pouvoir. Habitué par tradition de famille à faire une guerre de chicane à l'esprit républicain, il croyait le retrouver dans le génie constitutionnel de l'Angleterre, et il doutait quelquefois s'il était roi, sentant sa politique moins libre, sa volonté moins à l'aise dans le palais de Henri VIII et d'Élisabeth que dans la résidence presque municipale de Guillaume le Taciturne. Il n'accepta souvent qu'avec effort les conditions qui lui étaient faites; plusieurs fois il menaça de déposer son autorité plutôt que de la garder à ce prix, et il fallut toute la supériorité de son âme pour qu'il consentît à exécuter loyalement, contre son orgueil et contre sa raison, les clauses du contrat passé entre la nation et lui. Ce ne fut pas sans combats qu'il parvint à mettre d'accord son rôle et sa nature, et à demeurer à la fois un roi constitutionnel et un grand homme. Il y réussit cependant. De lui date cette forme nouvelle et perfectionnée de la royauté dans le monde, et il est probable que d'ici à plus d'un siècle, peu de monarques auront autant de mérite à l'accepter; car si elle gêne les grands hommes, elle élève les hommes ordinaires. Mais s'il tint suffisamment sa parole, il disputa tout ce qu'il put disputer; il ne dissimula ni scrupules ni ennuis, et son humeur

mélancolique, sa froideur un peu défiante, ses manières simples et sévères, sa fierté qui dédaignait de plaire, ses amitiés exclusives, sa rare bienveillance, sa discrétion impénétrable, enfin ses qualités autant que ses défauts, éloignèrent de lui la faveur publique, à ce point qu'un historien a pu dire avec raison que Guillaume III fut un roi moins populaire que Charles II.

Ce contraste entre son caractère et sa situation rendit laborieuse cette première expérience de la monarchie représentative. Tout fut contesté; chaque pas fut lent et parut hasardé. On ne revint pas en arrière, mais on avança péniblement. Les hésitations ébranlèrent la confiance; chaque victoire trop disputée ne put être obtenue sans transaction, et parut incomplète, ou laissa quelque ressentiment au vainqueur. On ne sut gré de rien : on ne se sentit pas toujours rassuré ni satisfait; mais on apprit à réussir et à mériter, on apprit l'obstination et la prudence, ces deux vertus des peuples libres. Ainsi l'on gagna plus en réalité qu'on ne l'aurait fait si la vie politique eût été plus facile; mais les esprits absolus se plaignirent, les esprits faibles se troublèrent, les esprits hostiles prirent soin de tout envenimer. Tandis que ceux qu'on appelait les whigs républicains, et qui n'étaient guère que des libéraux défiants, s'irritaient que la révolution portât si peu de fruits, ou les portât si péniblement, les jacobites demandaient ironiquement si elle valait ce qu'elle avait coûté, et exigeaient d'elle plus que de raison, habiles à trouver dans les institutions des armes contre les institutions mêmes. Ces opinions extrêmes se rencontraient parfois réunies dans une opposition querelleuse. Les whigs, qui pendant douze années restèrent prédominants, étaient bien obligés, en maintenant dans les lois les principes de la

révolution, de soutenir le pouvoir, de l'assister dans ses embarras, de le couvrir dans ses périls, enfin de lui passer les exigences et même les fautes qui ne compromettaient rien d'essentiel. C'est à eux que revenait presque constamment la tâche ingrate de réprimer les complots ou les menaces des ennemis de la royauté protestante. Ils n'avaient pu le faire toujours avec une juste mesure, jamais sans paraître se départir en quelque chose des principes de liberté et de tolérance que réclamaient ceux-là surtout à qui ces principes étaient nouveaux. Tandis que le prince trouvait les whigs encore trop près d'être républicains et se plaignait de leur jalousie envers le pouvoir, il obtenait assez d'eux pour que leurs adversaires les appelassent des courtisans. Dan le langage des partis, on est courtisan quand on appuie la royauté, républicain quand on défend la liberté, traître ou déserteur quand, de l'opposition montant au pouvoir, on soutient le gouvernement qu'on a voulu; jamais on ne peut changer de situation sans passer pour changer de principes. Les torys n'épargnaient pas ces injustices à leurs adversaires, et, les accusant d'une souplesse excessive, se donnaient le facile avantage de les mettre en contradiction avec leur passé, sans négliger de montrer au besoin que le gouvernement pourrait trouver ailleurs des appuis plus honorables et plus consistants. Ils dénonçaient tour à tour leurs adversaires comme trop complaisants pour des whigs, ou trop révolutionnaires pour des royalistes; eux seuls ils étaient le parti qui aurait su être gouvernemental avec indépendance et monarchique sans apostasie. Parfois opposants jusqu'à l'hostilité contre les principes de 1688, ils ne l'étaient pas contre le pouvoir royal en lui-même, et semblaient s'offrir à lui comme une réserve, aux Stuarts

comme une avant-garde. Parmi eux d'ailleurs un grand nombre avaient pris part à la révolution. Les conséquences leur en pouvaient déplaire, et parmi ces conséquences la plus déplaisante était la puissance des whigs. C'est aupoint que, si cette puissancee ût été exclusive et perpétuelle, l'irritation, la défiance et la crainte auraient peut-être replié successivement tous les torys sur les jacobites. Jamais, cependant, ils ne se laissèrent pousser tous à cette extrémité : une modération véritable ou une ambition intelligente retint plusieurs de leurs chefs dans un état de disponibilité pour le ministère. Le concours primitif des deux partis dans l'établissement de la dynastie nouvelle, leur force respective, la politique de Guillaume, n'avait presque jamais permis que le torisme fût absolument exclu de l'administration. Il y fut sans cesse représenté, soit par des hommes qui n'en avaient jamais renié les principes, soit par ces habiles, plus sincères qu'on ne croit, qui touchent alternativement aux deux partis, et qui peuvent les servir tour à tour sans les captiver ni les compromettre. Cependant les whigs, qui formaient le parti prépondérant, et dans les cas extrêmes toute la majorité, subissaient la loi commune aux partis de gouvernement ; ils s'étaient usés au pouvoir. Chaque dissolution avait éclairci leurs rangs dans le parlement. Attaqués à des titres divers, jugés ici trop maniables, là trop indociles, peu agréables au roi, si ce n'est dans la personne de quelques chefs, compromis dans l'opinion pour avoir toléré ou exploité les abus inévitables, ils voyaient baisser leur force et leur crédit, le gouvernement leur tombait des mains, et ils n'entraient au parlement qu'en nombre presque égal à celui des torys, quand Henry Saint-John fut élu membre de la chambre des communes.

IV

BOLINGBROKE A LA CHAMBRE DES COMMUNES.—PREMIÈRE SESSION DU PARLEMENT DE 1700.—MORT DE GUILLAUME III.

(1698-1702.)

Le cabinet formé cinq ou six ans auparavant se décomposait peu à peu. Quoique les ministères de Guillaume III aient été en général des coalitions, quoiqu'il se soit presque toujours efforcé d'y réunir en de certaines proportions les deux partis qui l'avaient appelé au trône, cependant la nécessité des affaires l'avait, en 1694, forcé à donner aux whigs une domination à peu près exclusive. Parmi les torys modérés auxquels il pouvait sans trop de défiance laisser une grande part dans le gouvernement, le comte de Nottingham l'avait quitté le dernier; homme versatile, mais attaché à la succession protestante et qui ne la trahit jamais. Sunderland, que ses variations profondément calculées avaient enfin amené au cœur du parti whig; Shrewsbury, lié au parti par ses actions plus que par ses principes; Godolphin, serviteur capable et fidèle de toute politique régnante,

pourvu qu'elle fût raisonnable ; enfin Somers, Montague, Russell, dont les noms parlent d'eux-mêmes, étaient restés au pouvoir. C'est sous leurs yeux que s'était faite la paix de Ryswick; ils en avaient l'honneur et la responsabilité. Ce traité, qui sans être glorieux avait au moins l'avantage de faire reconnaître au plus auguste représentant de la monarchie héréditaire et absolue une royauté fondée par une révolution, et qui amena Louis XIV à s'entendre avec Guillaume III pour disposer, par une convention postérieure, de la monarchie espagnole, devait être le terme du pouvoir de ceux qui l'avaient signé.

A peine avait-il été conclu qu'une grande question s'était élevée, celle des armées permanentes. Le fait l'a décidée sur le continent, et il faudra que de gré ou de force la liberté politique, si elle s'y naturalise jamais, s'accommode de cette solution; mais on peut douter qu'elle se fût établie et consolidée en Angleterre, si au XVII[e] siècle l'existence continue des troupes soldées n'y eût été considérée comme une exception, et si par exemple sous les Stuarts la force habituelle de l'armée se fût élevée à plus de sept ou huit mille hommes. Par le Bill des droits, toute armée permanente était interdite en temps de paix sans le consentement du parlement. Cet article avait été suspendu par la guerre; mais la pacification générale de l'Europe devait mettre un terme au développement excessif de l'état militaire du pays. Cependant Guillaume III voulait conserver des forces de terre et de mer assez imposantes; il craignait qu'un désarmement n'encourageât ou ne ranimât la belliqueuse ambition de la France. Soit conviction, soit déférence, les hommes d'État whigs s'accordaient avec lui sur ce point, mais ils n'entraînaient pas tout leur parti, et donnaient beau jeu aux torys, qui, en désarmant le

roi de la révolution, semblaient cette fois entrer dans l'esprit de la constitution et jouer le rôle du patriotisme. La majorité fut avec eux. Vainement le roi menaça-t-il de renoncer au gouvernement. L'armée fut licenciée, ou du moins réduite à sept mille hommes. La résistance que les chefs du parti de la cour avaient faite à cette mesure produisit un double et triste effet; elle porta un coup funeste à la popularité des whigs dans l'esprit de la nation, et comme elle fut vaine, elle acheva de persuader au roi que pour le moment ils ne formaient pas à eux seuls un suffisant parti de gouvernement, et que sa politique serait mieux comprise ou mieux servie par les torys, s'il parvenait à les rallier. Déjà, devant le mouvement de l'opinion, lord Sunderland s'était cru obligé de résigner ses fonctions de lord chambellan. Edouard Russell, comte d'Orford, qui avait habilement dirigé la marine dans la dernière guerre, quitta l'amirauté, soupçonné de malversation. Enfin le premier des whigs, le chancelier Somers, poursuivi par la malveillance de la chambre, fut forcé de rendre le grand sceau. Ainsi l'administration s'en allait en lambeaux. Le duc de Shrewsbury avait été forcé, par une chute de cheval, de renoncer au poste de secrétaire d'État. Lui-même était convenu avec Sunderland qu'il fallait refaire une nouvelle majorité, mais il lui avait succédé comme lord chambellan; il donna sa démission, et partit pour l'Italie. Force était donc de recomposer le cabinet. Ce fut, avec l'agrément du roi, lord Rochester qui ouvrit la porte aux torys. Sous le titre de lord lieutenant d'Irlande, avec dispense de résider dans son gouvernement, il fut mis à la tête de l'administration. Le second fils du célèbre comte de Clarendon, Laurence Hyde, comte de Rochester, était un tory intolérant en

politique comme en religion, à qui il ne manquait pour être jacobite que d'être resté fidèle en 1688 à Jacques II, son beau-frère. Ambitieux et violent, il apportait au pouvoir plus d'autorité que d'habileté. Il fallait un ministre pour les affaires. Montague, qui sous ce rapport possédait la confiance des communes, avait laissé la place libre en quittant la chambre et l'échiquier pour le titre, alors vacant, de lord Halifax. Godolphin fut élevé à la dignité de premier commissaire de la trésorerie. Il avait plutôt de la sagesse que des principes, et il couvrit le nouveau cabinet de son expérience et de sa neutralité. Sa présence au pouvoir annonçait l'adhésion du comte de Marlborough, dont la fille avait épousé son fils. Marlborough, disgrâcié quelque temps sous le dernier ministère, réconcilié depuis peu avec le roi, était puissant par son habileté et par ses intrigues, par une certaine grandeur qui frappait dans sa personne, et couvrait son égoïsme et son avidité d'un prestige qu'on ne s'expliquait pas, car les jours de sa gloire n'étaient pas venus. Séparé de ses plus anciens conseillers, isolé dans son ministère, le roi réserva plus que jamais sa confidence pour des amis personnels, tels que les deux Hollandais Bentinck et Keppel, l'un comte de Portland, l'autre comte d'Albemarle, et il attendit de sang-froid la nouvelle majorité dont on lui annonçait la venue.

Il avait à regret consenti, six ans auparavant, à l'acte qui réduisait à trois années la durée des parlements. Le quatrième de son règne avait atteint le terme légal en 1700, et c'est en vertu de cette loi que fut, au commencement de 1701, convoqué le cinquième parlement, celui où parut Saint-John pour la première fois. Les torys l'avaient emporté dans les élections, et l'on comptait pour diriger la chambre sur Robert Harley. C'était

un homme d'un âge déjà mûr, qui siégeait depuis longtemps dans le parlement sans y jouer un premier rôle, quoiqu'il s'y fût fait remarquer dès 1692, plutôt cependant par son intelligence que par son éloquence. Il avait en tout temps conduit un de ces détachements d'hommes éclairés et flottants qu'on appelle en France *tiers-parti*, et qui pour leur politique louvoyante sont connus dans l'histoire d'Angleterre sous le nom expressif de *trimmers*. Mécontent de n'être pas compté autant qu'il s'estimait, il avait fini par pencher du côté des torys, et il passait après Montague pour le membre le plus habile dans les matières de finances. A cette époque, les fonctions d'Orateur de la chambre des communes n'étaient pas, comme aujourd'hui, reléguées dans une sphère d'impartialité. Loin de se renfermer dans une immobile dignité, le président pouvait sans trop se compromettre servir d'intermédiaire entre la couronne et l'assemblée, et exercer autour de lui une influence qui allait quelquefois jusqu'à la corruption. Harley, désigné par la cour, fut élu par 249 voix contre 125.

Trois grandes affaires occupèrent la session. La première est la succession au trône d'Angleterre. Anne, belle-sœur de Guillaume III et fille de Jacques II, mariée à George, prince de Danemark, était l'héritière constitutionnelle de la couronne; mais elle venait de perdre le duc de Gloucester, son fils unique. Sophie, nièce par sa mère de Charles Ier et veuve du premier électeur de Hanovre, était après Anne la seule princesse du sang royal qui professât la religion réformée. Dans l'esprit de la révolution de 1688, c'était elle qui devait être appelée à la couronne. En ouvrant la session, le roi avait recommandé au parlement de prendre des mesures pour assurer la succession dans la ligne protestante, et Harley

proposa ces mesures. Sa motion surprit et satisfit le public. Les torys étaient soupçonnés d'un secret penchant pour l'héritier direct de Jacques II. La plupart n'avaient pas sans regret porté atteinte aux règles ordinaires de l'hérédité monarchique, et auraient accueilli tout moyen honorable d'y revenir ; mais ils n'étaient pas ennemis de la constitution de leur pays, mais ils étaient zélés pour la religion de leur pays et se regardaient comme le parti de l'Église. D'ailleurs on les attendait à cette épreuve. L'opinion publique était impérieuse, la nécessité pressante; tout effort pour s'y soustraire eût été une vaine témérité. Il n'y avait de possible que ce qu'on fit. Saint-John en convient, et il s'associa aux mesures proposées, quoiqu'il ait écrit plus de trente ans après que son parti n'en fut pas extrêmement charmé et n'affecta pas de le paraître. Il convient qu'il y avait alors *un grand levain de jacobitisme dans le camp tory*. Le roi put d'ailleurs s'apercevoir qu'il avait peu gagné à ses nouvelles alliances. A la déclaration que la couronne ne pourrait jamais être portée hors de la communion de l'Église établie, on ajouta dans le même bill quelques dispositions pour prévenir l'influence des étrangers dans le gouvernement, assurer l'indépendance et la responsabilité du conseil privé, exclure les fonctionnaires de la chambre des communes et garantir l'inamovibilité des juges. Whigs et torys, par des motifs divers, s'accordèrent pour prendre ces précautions constitutionnelles, qui, même depuis qu'on s'est relâché de quelques-unes, font de l'acte d'établissement (*Act of settlement*) un complément nécessaire du Bill des droits.

Une autre question des plus graves était posée par les événements. Le roi d'Espagne venait de mourir, léguant ses États au duc d'Anjou, second fils du dauphin

de France, et Louis XIV avait accepté le testament. Cependant, en conséquence de la paix de Ryswick, un traité réglait le partage éventuel de cette monarchie, et il ne semblait pas que les puissances qui l'avaient signé fussent libres de ne pas l'exécuter. La France, en le foulant aux pieds, ranimait les craintes jalouses de la Hollande et de l'Angleterre. Si le traité de partage ne devait pas subsister, au moins de nouvelles garanties devaient-elles être prises dans l'intérêt de l'équilibre européen. Des signes de guerre paraissaient donc à l'horizon. Cependant, comme le dernier traité avait été mal accueilli et qu'au fond les torys, alors prépondérants, n'épousaient point contre Louis XIV tous les ressentiments de Guillaume III, l'opinion fut d'abord incertaine; on hésitait à rallumer une conflagration générale, parce qu'une convention d'une utilité douteuse était mise en oubli. Le roi écrivait, le 16 novembre 1700, au grand pensionnaire Heinsius: « Le testament du roi d'Espagne n'a pas été plus tôt connu, que l'opinion a prévalu généralement qu'il valait mieux pour l'Angleterre voir la France accepter le testament qu'exécuter le traité de partage... Ces sentiments sont contraires aux miens, car je suis parfaitement convaincu que s'il en arrive ainsi, l'Angleterre et la République sont dans le dernier danger d'être ruinées et perdues. Je veux espérer que la République le comprend ainsi et déploiera toute sa force pour empêcher un si grand mal. C'est une extrême mortification pour moi, dans cette importante affaire, de ne pouvoir agir avec toute la vigueur qu'elle réclame et donner le bon exemple; mais il faut que la République le fasse... » Il essaya, quant à lui, de gagner du temps; mais la Hollande elle-même ayant consenti à reconnaître Philippe V, sauf à prendre ses sûretés, Guil-

laume, contraint par l'opinion et par son conseil, adopta non sans regret la même résolution (avril 1701) ; cependant il ne la publia pas en Angleterre, comptant bien que les événements lui permettraient de retirer une concession qui coûtait à son orgueil et à sa prévoyance. Ainsi le double traité de partage, dont lui seul peut-être dans son royaume avait senti toute la nécessité, proclamée plus tard par Bolingbroke lui-même, était de fait abandonné.

C'étaient deux traités conclus sous l'ancien ministère; la nouvelle chambre ne les avait jamais approuvés. Par la dernière convention, la France, l'Angleterre et la Hollande, disposant sans le concours de l'empereur, avaient attribué l'Espagne, la Belgique et les Indes à l'archiduc Charles, son second fils, les Deux-Siciles et la Lorraine au dauphin, et distribué les compensations disponibles suivant les intérêts des puissances contractantes. Mal reçus dans tous les pays qu'ils concernaient, ces traités, négociés par le comte de Portland, sous la direction du roi, avaient été seulement communiqués à quelques-uns des ministres. Les droits soit du conseil de cabinet, soit du conseil privé, étaient encore imparfaitement réglés; il n'y avait même pas d'usage constant. Un certain nombre de personnages importants dans l'État, dans le palais, dans les chambres, avaient le titre de membres du conseil privé. Dans certaines occasions, la couronne en convoquait à son choix quelques-uns et les réunissait aux ministres; et c'était là le conseil privé en exercice, le seul conseil exécutif dont l'existence fût et soit encore légale. Les actes du souverain obligatoires pour les sujets doivent être ainsi rendus par lui en conseil privé. Quant au conseil de cabinet ou des ministres, jusqu'ici même aucune loi ne

l'a constitué ou reconnu. La nécessité des affaires a peu à peu amené les choses dans l'état que nous voyons. Le chancelier, le président du conseil, trois secrétaires d'État, le premier commissaire de la trésorerie, le chancelier de l'Échiquier, et un certain nombre de fonctionnaires, tous désignés officiellement pour composer le cabinet, se réunissent habituellement pour délibérer sur les affaires du gouvernement, et forment comme une section permanente du conseil privé, dont ils sont d'ailleurs tous membres. C'est là le ministère. Cette organisation, qui satisfait aux nécessités d'État, réalise toutes les conditions de la responsabilité ministérielle. Mais Guillaume III ne les admettait pas dans leur plénitude, et surtout en matière de négociation il prenait beaucoup sur lui. Le premier traité de partage n'avait été délibéré par aucun conseil; le chancelier, sur une simple lettre du roi, l'avait scellé en blanc. La chambre, sans se rendre parfaitement compte des meilleurs moyens de s'assurer le contrôle efficace et régulier du gouvernement, sans pouvoir réclamer l'appui de règles formelles, avait le sentiment de ses droits et les exerçait avec indépendance. Son énergie était cette fois animée par sa passion. Cabinet et majorité ressentaient un vif désir de traiter en ennemis les derniers ministres. A la haine contre les whigs s'unissait une malveillance secrète contre Guillaume. C'était d'ailleurs une vraie satisfaction que de suspendre sur la tête des whigs ces mots de trahison ou d'accusation par eux prononcés tant de fois, et de dénoncer à son tour des favoris et des courtisans. Quoique le traité, critiquable dans le fond et dans la forme, ne fût criminel à aucun degré, il devint l'occasion ou le prétexte d'une de ces haineuses poursuites que les partis alors ne s'épargnaient pas les

uns aux autres. Le renversement d'un ministère suffisait rarement à leur vengeance, et les rancunes implacables ne manquent pas aux factions qui se croient les conservatrices par excellence de l'ordre et du pouvoir.

Une première accusation fut lancée contre le comte de Portland, le négociateur d'un traité qualifié de destructif du commerce anglais et de dangereux pour la paix de l'Europe, et Saint-John fut, avec Harley, Harcourt, Bromley et d'autres chefs du même parti, nommé du comité de trente-deux membres chargé d'aller soutenir l'*impeachment* devant la chambre des lords. Somers, Orford, Halifax, furent bientôt compris dans les mêmes poursuites. Mais la chambre haute était animée des pensées de Guillaume III. L'esprit de la révolution s'y maintenait dans sa pureté première, à l'abri des fluctuations de l'opinion publique. C'était là d'ailleurs que siégeaient les anciens ministres whigs et qu'ils exerçaient toute leur influence. Il y eut conflit entre les deux pouvoirs. Le tribunal donna tort à l'accusateur; l'une des deux chambres censura l'autre. Celle des communes s'irrita et devint menaçante. Les francs-tenanciers du Kent lui adressèrent une pétition qui ressemblait à une remontrance et qui fut déclarée séditieuse. C'est pour la condamner que, pour la première fois, Bolingbroke prit la parole. Ceux qui l'avaient présentée allèrent en prison. La presse envenima la querelle. Swift, alors peu connu, publia son premier ouvrage politique. C'était une histoire des dissensions de la noblesse et du peuple dans Athènes et dans Rome, et, sous le voile des allusions, il y dénonçait l'esprit de violence et d'envahissement de la chambre élective, et défendait les pairs accusés : Portland était Phocion, Somers Aristide, Orford Thémistocle, et Halifax Périclès. Cet ouvrage, en-

core estimé des critiques, est tout à la gloire des whigs et de Guillaume III. Swift, porté en général pour la prérogative royale, était destiné à devenir un tory forcené; mais à cette époque on accusait les torys de faire alliance avec les républicains, et les communes, pour satisfaire leurs passions, exagéraient leurs priviléges. Defoe, le pamphlétaire le plus fécond du temps, et qui appartenait au parti populaire, écrivit, dans le même sens que Swift et sous la forme d'une pétition supposée, une remontrance hardie qu'il signa *Légion*, et, déguisé en femme, il la remit, dit-on, lui-même à l'Orateur au moment où celui-ci entrait au parlement. La chambre chercha vainement à se venger; l'anonyme était à cette époque une protection suffisante, et aujourd'hui encore la loi anglaise donne peu de moyens d'en déchirer le voile. Une controverse très-animée suivit, où Defoe soutint sa thèse par des écrits successifs. Les droits tant des pairs que du peuple contre les communes furent énergiquement revendiqués; la nature du gouvernement fut étudiée et discutée dans de nombreux écrits dont quelques-uns sont attribués à lord Somers. Le public en général, celui du moins dont la voix se fait entendre, ne fut pas pour la chambre élective. Dans la situation critique où était l'Europe, elle choquait, en cédant aux préjugés et aux rancunes de la petite aristocratie des campagnes moitié tory, moitié jacobite, la politique des hommes d'État et le patriotisme des masses.

A cette époque, la guerre était devenue inévitable. En apprenant que l'Angleterre et la Hollande reconnaissaient la royauté du duc d'Anjou, l'empereur s'était plaint, non sans raison, et il avait réuni ses armées. Les États-généraux, à qui la France ne donnait nulle satis-

faction sur leurs intérêts, liés de tant de manières à la question de la succession d'Espagne, et qui voulaient avant tout se faire une frontière du côté des Pays-Bas, avaient réclamé l'appui des Anglais. Le parlement consulté, et qui commençait à ouvrir les yeux, avait promis au roi son concours dans *l'assistance qu'il prêterait à ses alliés et à la liberté de l'Europe.* On arrivait à regarder la royauté d'un Bourbon en Espagne comme incompatible avec l'équilibre général. L'opinion publique revenait au roi, abandonnant avec les communes le ministère qui les avait soutenues dans leurs luttes contre les lords.

Guillaume semble alors se réveiller; car il voit qu'il redevient le maître. Il proroge le parlement, nomme le comte de Marlborough général en chef, devinant dans cet homme naguère en disgrâce l'héritier et le vengeur de sa politique guerrière, et il va sur le continent former cette coalition célèbre qui fut appelée *la grande alliance.* Sur ces entrefaites, Jacques II expire à Saint-Germain (septembre 1701), et Louis XIV, touché des pleurs d'une femme, oubliant auprès du lit d'un mourant qu'il avait à Ryswick reconnu une autre royauté, croit sa grandeur intéressée à proclamer étourdiment, sous le nom de Jacques III, le prince de Galles encore enfant. C'était le sûr moyen de populariser en Angleterre la guerre de la Succession qui commençait. Cette faute inouïe rendait à Guillaume toute sa liberté. Affranchi désormais de son parlement et de son ministère, il dissout l'un, dédaigne l'autre, et, tandis que le prince Eugène marche en Italie, il ouvre la session du parlement nouveau par un discours remarquable, qui peut être regardé comme son testament politique, et où l'on reconnut la main de lord Somers (30 décembre 1701).

La nation était avec le roi, et les dernières élections, sans ôter aux torys la majorité, les avaient affaiblis. Quarante-six d'entre eux n'avaient point été renommés. Une majorité faible reporta Harley au poste d'Orateur. Le sentiment public d'ailleurs pesait sur les communes et forçait les dissidences à s'effacer en présence du danger. Un bill d'*attainder*, c'est-à-dire une mise hors la loi pour haute trahison, fut rendu contre le *prétendu* prince de Galles. Un autre bill, connu sous le nom de bill d'abjuration, et qui obligeait tous les officiers publics, tous les membres de l'Église ou des universités, toutes les personnes qui tenaient école, à reconnaître par serment le droit de Guillaume, à nier par serment le droit de Jacques et de sa race, prit naissance à la chambre des lords, et, bien que modifié par l'autre chambre, il fut regardé comme une victoire éclatante de ceux qui se glorifiaient de la révolution sur ceux qui s'en excusaient. Il créa dans la nation une nouvelle division, celle des *jureurs* et des *non-jureurs*, mais il ne laissa aux incertains que la ressource de la restriction mentale ou du parjure.

La main mourante de Guillaume III signa ces lois protectrices de la succession protestante et des principes de 1688. Le 19 mars 1702, ce grand homme n'était plus.

V

AVÈNEMENT DE LA REINE ANNE. — MINISTÈRE DE ROCHESTER ET DE GODOLPHIN. — RETRAITE DE ROCHESTER. — GUERRE DE LA SUCCESSION. — PRÉPONDÉRANCE DE MARLBOROUGH ET DE GODOLPHIN.

(1702-1704)

Un mois avant de mourir, Guillaume avait donné au comte de Carlisle la place de Godolphin et demandé à Rochester sa démission ; mais la reine Anne arrivait au trône le cœur plein de ressentiment contre la mémoire de son beau-frère. Elle n'aimait ni sa personne, ni ses principes, ni ses amis. Élevée dans les idées de la pure Église anglicane, elle avait par zèle protestant adhéré à la révolution, mais elle regardait l'autorité royale comme sacrée, la tolérance religieuse comme une faiblesse, les dissidents comme des hérétiques ou des profanes, les whigs comme des républicains. Les torys l'avaient soutenue contre le roi, d'après l'usage invariable de toute opposition d'appuyer l'héritier de la couronne contre la couronne même, et c'est à eux qu'elle croyait devoir l'avantage de tenir sa dotation et tout son établissement du parlement et de la loi, non de la mu-

nificence royale. Son avénement présageait donc celui des torys. Son mari, le prince George de Danemark, les soutenait, quoique avec modération, et elle avait toute confiance dans le comte de Rochester, son oncle, qui était comme leur chef. Cependant sa première affection semblait toujours appartenir à la célèbre Sarah Jennings, comtesse de Marlborough. Cette confidente de sa jeunesse et de ses disgrâces avait lutté avec elle et pour elle contre les volontés de Guillaume III, et, quoiqu'elle fît déjà pesamment sentir son impérieuse autorité, elle était encore la plus forte. Les souvenirs d'une affection de vingt ans, l'habitude, la faiblesse, cette obstination d'amour-propre qui empêche de rompre, car une rupture ressemble à l'aveu d'une erreur, tout soumettait encore la reine à l'ascendant d'une femme supérieure, dont l'âme était grande, mais altière, ambitieuse, violente, passionnée d'amour et d'orgueil pour la gloire de son mari. Lady Marlborough n'aimait ni lord Rochester, ni lord Nottingham, ni l'Église, ni les torys. Si elle eût été absolument libre, elle aurait laissé aux whigs la grande part du gouvernement; mais, disgraciée sous le dernier règne, elle comptait, ainsi que lord Marlborough, dans le parti opposé. Elle n'entreprit pas de lutter ouvertement contre le courant qui ramenait ce parti au pouvoir. Il lui suffit d'être la maîtresse de la cour, avec les titres de première dame, d'intendante de la garde-robe et de la cassette, et de gouvernante du parc de Windsor[1], tandis que son mari commanderait les armées. Il voulait la guerre, et seul il pouvait la conduire. La reine, qui trouvait la guerre

[1] *First lady of the bed chamber, lady of the wardrobe, groom of the stole, keeper of the privy purse, ranger of Windsor.*

toute décidée et qui la savait populaire, consentait à la déclarer, et, pour la faire, Marlborough annonçait qu'il ne pouvait répondre de rien, si les finances ne dépendaient entièrement de Godolphin, son allié. C'est ainsi que Godolphin fut lord trésorier et que Rochester redevint lord lieutenant d'Irlande. Le prince de Danemark, qui entrait dans le cabinet comme lord grand amiral, les autres ministres, les deux secrétaires d'État, lord Nottingham et sir Charles Hedges, étaient torys. Marlborouhg et Godolphin passaient pour l'être ; mais le premier ne pensait qu'à sa propre grandeur, et l'autre, homme froid et grave, aimant le pouvoir, mais aimant l'État, médiocre en talents, mais non en jugement, en intégrité, en fermeté, n'avait les préjugés d'aucun parti. Cependant toute l'administration aurait paru homogène, même exclusive, si les ducs de Devonshire et de Somerset, l'un grand-maître de la maison royale, l'autre grand-écuyer, n'eussent exercé quelquefois une influence modératrice. Ils grossirent la majorité qui, dans le premier conseil, décida, contre le vœu de Rochester, que la politique du feu roi serait suivie, et que l'Angleterre agirait, non comme auxiliaire, mais comme partie principale dans la guerre qui éclatait. Le vent de l'opinion publique soufflait dans ce sens. Les récents adversaires du traité de partage ne pouvaient guère s'élever contre la politique de la guerre. Harley, qui sans être ministre demeurait chargé de la direction de la chambre, suivit en cela le mouvement du ministère, et Saint-John, qui s'était étroitement attaché à lui, a toujours reconnu par la suite que la guerre de la Succession était nécessaire.

Harley était presbytérien d'origine; Saint-John avait été nourri dans le puritanisme. L'un et l'autre pourtant

s'étaient jetées dans le parti de l'église. Les whigs étaient dissidents ou s'appuyaient sur les dissidents. Les torys, soupçonnés d'être jacobites, ménageaient les jacobites. Le danger de l'Église protestante menacée par les dissidents, le danger de la succession protestante menacée par les jacobites, tels étaient les deux griefs ou les deux prétextes dont les deux partis s'armaient l'un contre l'autre, comme des seuls moyens d'exciter les passions publiques. La cause de l'Église était donc celle qu'affectaient de servir un indifférent comme Harley, un profane comme Bolingbroke. Seulement l'un la soutenait avec des ménagements pour les dissidents qui lui gardaient un reste de confiance, l'autre avec une ardeur qui rachetait sa vie scandaleuse et son incrédulité soupçonnée. Tous deux voyaient que le protestantisme épiscopal était, après l'amour de sa prérogative, le plus stable des sentiments de la reine, et le disputait pour le moins à l'amour de la liberté politique dans le cœur de la multitude. Là donc ils prenaient tous deux leur point d'appui. Harley, prudent jusqu'à l'indécision, réservé jusqu'à la dissimulation, savait gagner sans éclat une utile influence sur les hommes. La souplesse de son esprit égalait celle de son caractère. Sans inspirer à personne une foi entière, il donnait à tous des espérances, et son habileté dans la diplomatie parlementaire semblait le réserver à un grand pouvoir, dont son aptitude aux affaires l'aurait rendu digne, si l'hésitation et l'artifice n'eussent à la longue compromis sa réputation et son autorité. Plus jeune et plus brillant, moins gouverné par l'expérience, plus entraîné par ses goûts, Saint-John n'était plus sincère qu'autant qu'il était plus passionné; car la parfaite loyauté politique eût paru duperie à ce grand esprit, qui comprenait tout, excepté la supériorité du

bien sur le mal. Noble et gracieux, remuant et hardi, généreux, insinuant, éloquent, il fascinait par ses talents et ses manières ceux que ses excès avaient choqués ou qui redoutaient ses principes. Capable d'application au milieu des plaisirs, pénétrant avec facilité, laborieux avec aisance, habile à couvrir de maximes générales des combinaisons toutes personnelles, il avait plus de vues que de sagesse, et il aurait été encore plus capable de faire de grandes choses que de bonnes choses. Mais son activité, son opiniâtreté, son audace, pouvaient compenser de graves défauts. Il possédait tous les dons heureux et redoutables qui séduisent les cours, entraînent les assemblées, et trompent quelquefois jusqu'à la postérité. Cependant cette dernière bonne fortune a manqué à Bolingbroke.

Au commencement d'un règne, la loi ne laissait plus au parlement que six mois d'existence. Un nouveau parlement fut donc convoqué, où les torys arrivèrent en foule (octobre 1702). Ils fortifièrent leur majorité, qu'on évaluait à deux contre un, en décidant suivant leur intérêt tous les cas d'élections contestées, et commencèrent leurs délibérations par un hommage à lord Marlborough. Il avait, disait leur adresse, *rétabli* (*retrieved*) la gloire de la nation. C'était un trait lancé contre le feu roi et le traité de Ryswick. A son retour, le général, qui dans une première campagne avait fondé sa renommée, fut complimenté au nom des deux chambres. La reine le fit duc; mais lorsqu'elle voulut qu'une pension de 5,000 livres sterling lui fût assignée sur le produit des postes, la chambre des communes rejeta cette aliénation partielle d'un revenu public, et de ce jour Marlborough se défia des torys.

Cette même chambre, qui disait la gloire nationale

rétablie, avait exprimé le vœu de voir l'Église *restaurée* dans ses droits et priviléges, et l'on va connaître comment sa piété entendait cette restauration dont Saint-John se porta aussitôt un des fervents promoteurs.

La tolérance religieuse était une des qualités de Guillaume III. Dévoué à la cause de la réformation, attaché par tradition de famille au plus rigoureux calvinisme, instruit dans une politique qui s'appuyait en Hollande du fanatisme du peuple contre les doctrines plus modérées de l'aristocratie républicaine, il s'élevait par ses lumières au-dessus de ces préjugés et de ces calculs misérables, et il commença son règne par la tentative de réunir sous une loi commune toutes les sectes protestantes. Il avait échoué, mais du moins un des premiers actes sanctionnés par lui, l'acte de tolérance, *Toleration act*, accordait l'impunité et la liberté civile à toutes celles qui se distinguaient de l'Église épiscopale. Contre ces dissidents, dont le nombre était estimé à deux millions ou aux deux cinquièmes de la population du royaume, subsistait la loi qui prescrivait, pour l'admission aux divers emplois publics, même électifs, l'épreuve appelée *test*, c'est-à-dire l'obligation de recevoir le sacrement suivant le rit anglican. Cependant cette obligation dégénérait en simple formalité : tout dissident à qui sa conscience ne l'interdisait pas s'y soumettait une fois, prenait possession de son emploi, et retournait ensuite aux pratiques et aux assemblées de sa secte. On échappait donc à l'uniformité religieuse que la législation avait voulu établir au moins parmi les serviteurs de l'État. Ceux qui éludaient ainsi la loi étaient appelés les *conformistes par occasion*, et depuis longtemps la *conformité occasionnelle* était attaquée violemment dans la chaire et par la presse, comme une dérision de la loi,

un mensonge autorisé, une hypocrisie tolérée, une profanation, un sacrilége. Dans le parlement, l'opposition dévote déclamait sur ce texte, et devenue majorité, c'était naturellement un de ses premiers devoirs que d'abolir le scandale qu'elle avait longtemps dénoncé. Ce qui rendait ce devoir très-doux à remplir, c'est qu'en général les dissidents étaient presbytériens, et les presbytériens whigs, et qu'en les frappant de certaines incapacités, on comptait diminuer leur nombre et surtout leur influence. Un bill contre la conformité occasionnelle était donc une mesure d'exclusion contre les whigs, et proposer un tel bill à la chambre, c'était, sous couleur de fortifier, de glorifier l'Église, proposer à la majorité d'affaiblir l'opposition. La loi fut présentée en effet. Elle prononçait des peines contre quiconque, après avoir satisfait au *test*, assisterait aux offices d'un culte différent du culte épiscopal; elle doublait la pénalité en cas de récidive; elle autorisait un espionnage inquisitorial et délateur. Et par qui fut-elle présentée, cette loi de persécution, qui aurait eu tant besoin de l'insuffisante excuse que la ferveur de l'orthodoxie prête à ses injustices? Par un des futurs maîtres de Voltaire.

Saint-John, qui, choisi cette année pour accompagner la reine à Bath, avait, en passant par Oxford, été reçu docteur à l'université, s'unit pour faire cette motion avec Arthur Annesley, tory ardent, qui fut plus tard lord Anglesea, avec William Bromley, vrai modèle du gentilhomme de province, tous deux membres du parlement pour cette même université d'Oxford, l'*alma mater* de l'intolérance anglicane. Le bill passa avec grande faveur à la chambre des communes; mais à celle des lords il souleva une vive résistance. Là vivait encore l'esprit du dernier règne; là le cabinet ne domi-

nait pas. La discussion fut brillante et animée. Cependant le principe même du bill fut à peine combattu. C'est à ses conséquences, à la rigueur des dispositions que l'on s'attaqua. Godolphin et Marlborough l'appuyèrent de leurs votes. Le prince de Danemark, qui siégeait comme duc de Cumberland, et qui lui-même était conformiste occasionnel, puisqu'il était luthérien, vota comme le ministère ; seulement il disait à lord Wharton dans son anglais germanique: « Mon cœur est avec vous » (*my heart is vid you*). Toutefois des amendements furent adoptés. Un conflit s'éleva entre les deux chambres, parce que celle des lords avait réduit le taux des amendes et paru statuer ainsi en matière de taxation. On chicana, on conféra ; Saint-John alla dans la chambre peinte argumenter contre Somers, et Bromley contre Halifax ; puis enfin l'on persista ; la chambre haute maintint ses trois amendements, chacun à une voix de majorité, et chaque fois cette voix ne fut pas celle du même pair. Enfin, pour cette session, le bill fut perdu.

Cependant il était appuyé au dehors par une opinion très-forte : dans le peuple, il trouvait des adhérents passionnés ; les femmes surtout se montraient fort exaltées. Ce qui prouve néanmoins que la mesure n'était religieuse qu'en apparence, c'est que la plupart des évêques votèrent avec l'opposition. Ainsi les évêques n'étaient pas de la haute Église, car c'est de ce temps surtout que date la distinction usitée entre la haute et la basse Église : l'une signalée par une orthodoxie étroite, zélée pour la monarchie au point de soutenir le principe de l'obéissance passive, cherchant l'appui de la cour et le monopole des dignités de la hiérarchie, jacobite, ou peu s'en faut, à force d'absolutisme ; l'autre, plus popu-

laire par ses mœurs et ses maximes, prononcée pour la révolution, dévouée à la succession protestante, presque presbytérienne par haine du pouvoir absolu. Celle-ci avait pour elle l'archevêque de Canterbury et la majorité de l'épiscopat; celle-là, l'archevêque d'York et l'évêque de Londres. De là deux grands partis, au fond beaucoup plus politiques que religieux. De l'aveu de Swift, qui n'est pas un témoin suspect, la reine elle-même n'avait pas grande crainte pour l'Église, et, en la défendant, ne songeait qu'aux intérêts de son pouvoir. Le parti de la haute Église, des torys de *haute volée*, des *high flyers*, comme on les appelait, était celui de la cour, celui du ministère, celui de Rochester, de Buckingham, de Nottingham, celui que Harley comblait de caresses, celui dont Saint-John se fit avec effronterie l'énergique instrument. Le bill de la conformité occasionnelle devint la pierre de touche qui servit, jusque dans le torisme, à distinguer les ardents et les tièdes. Repris souvent et sans succès, il divisa souvent la majorité, et ne finit par triompher qu'au moment où l'esprit qui l'inspirait touchait au terme de son pouvoir.

Quand on n'a pas vécu dans les temps de révolution, on a peine à s'expliquer la conduite des partis à cette époque de l'histoire d'Angleterre : les opinions se croisent, se confondent, se transforment dans un désordre apparent où il est difficile de les reconnaître. Des mesures commencées dans un esprit se terminent dans un autre, et une opinion se défend contre une opinion rivale avec les armes que celle-ci lui a forgées. Le bill contre les non-conformistes débutait par une déclaration en faveur de la tolérance, et aboutissait à une nouvelle persécution. Nous allons voir une mesure accordée aux plaintes du jacobitisme devenir une garantie pour la

révolution. La chambre des communes avait adopté une proposition qui donnait un an de délai à ceux qui n'auraient pas encore abjuré *le prétendu prince de Galles;* mais les pairs y firent plusieurs amendements, un entre autres qui érigeait en crime de haute trahison toute tentative de troubler l'ordre de la succession protestante. L'autre chambre, prise au dépourvu, n'osa rejeter ces amendements. Le seul sur lequel il y eût un vote ne passa qu'à une voix de majorité, et le nom de Saint-John figura sur la liste des opposants. On ne demanda pas de division sur l'article qui créait un nouveau cas de trahison; mais il fut vivement combattu, et par les mêmes adversaires. La liste des cent dix-sept opposants put donc être présentée comme un dénombrement officiel des ennemis de la succession protestante, et douze ans après on y trouva un sujet d'accusation contre lord Bolingbroke. Au moment même où la question se décidait, elle semblait tellement posée entre le successeur hanovrien et le prétendant de Saint-Germain, qu'on raconte que George Granville, s'étant approché de sir Matthew Dudley, lui dit en souriant : « Comment vous portez-vous, *mein Herr Dudley? — Fort bien, monsieur Granville,* » répondit en français sir Matthew.

Godolphin et Marlborough, moins persuadés chaque jour que les intérêts du torisme fussent ceux de l'État, reconnaissaient que la guerre, leur plus grande affaire, exigeait d'eux une politique supérieure à leur parti. Quoique le rang de premier ministre ne fût pas régulièrement attaché au titre de grand trésorier, Rochester avait toujours envié ce poste à Godolphin. Il aimait la domination sans y être fort habile; il avait tous les préjugés de son parti, un zèle bouillant, une volonté rude, et las des échecs que ses collègues ne sauvaient pas à sa

cause, il se retira, et le gouvernement de l'Irlande fut donné au duc d'Ormond, moins tory peut-être et plus jacobite, un seigneur brave et léger, plus fait pour la guerre que pour le gouvernement. La duchesse de Marlborough, toujours activement ambitieuse, continua de miner la haute Église et ses adhérents dans l'esprit de la reine, et quand, dans la session suivante, le bill contre la conformité occasionnelle fut reproduit, le cabinet s'y montra plus indifférent. Godolphin, sans refuser son vote, parla d'inopportunité; le prince de Danemark s'absenta de la chambre haute, et le projet n'alla pas jusqu'à la seconde lecture. Ce résultat, précédé de vives discussions, en provoqua de plus violentes encore. Les évêques s'étaient toujours en majorité prononcés pour la tolérance, leur primat, l'archevêque de Canterbury leur donnant l'exemple. Burnet, évêque de Salisbury, le célèbre auteur de l'*Histoire de mon Temps,* avait prononcé un discours qui lui fait grand honneur. Pour répondre aux attaques dont il était l'objet, il le publia, et les attaques redoublèrent. Du côté de la persécution, le défenseur accoutumé de la haute Église, Charles Leslie, qui refusait le serment contre les Stuarts, se signala par ses publications, et du côté de la tolérance, un jeune ministre commença par une apologie des évêques la réputation qui devait recommander le nom de Hoadly à tous les amis d'un christianisme libéral. « Jamais je n'ai vu ni lu d'exemple d'une si grande et si ardente explosion d'esprit de parti, écrivait le docteur Swift, qui se trouvait alors à Londres (16 décembre 1703). C'était si général que j'ai trouvé les chiens des rues plus querelleurs et plus insolents qu'à l'ordinaire, et la veille au soir du jour où le bill a été discuté, un comité de chats whigs et torys a eu un

chaud et bruyant débat sur le toit de notre maison. Mais comment s'en étonner, quand les dames mêmes sont divisées en haute et basse Église, et par zèle pour la religion ont à peine le temps de dire leurs prières ? »

L'échec qu'éprouva l'Église fut imputé par son parti au ministère. On l'accusa de maladresse et de froideur; on regretta hautement lord Rochester. La majorité des Communes devint plus défiante et plus irritable. La chambre des lords, à qui un complot jacobite en Écosse venait d'être dénoncé, avait nommé un comité d'information. Aussitôt l'autre chambre l'accusa d'empiéter sur l'autorité royale, sans s'apercevoir qu'en chicanant sur des questions de forme elle s'exposait au reproche d'indifférence sur le fond, et semblait préférer la prérogative du trône à sa sûreté. La monarchie en effet fut toujours plus chère aux torys que le monarque. La reine aimait leur zèle ; mais elle commençait à trouver qu'il ne s'adressait pas assez à sa personne, et les Communes, qui lui plaisaient par leurs principes, la contrariaient par leur exigence. La chambre des pairs, sans avoir ses opinions, lui donnait moins d'embarras : elle soutenait le gouvernement sans s'y fier, le suppléait quelquefois, et le pouvoir, en s'appuyant sur elle sans le déclarer, cherchait son indépendance dans la lutte des deux chambres. Nous avons vu en France, sous la restauration, le ministère opposer par instants l'expérience de la chambre des pairs à l'ardeur royaliste de celle des députés. Nous l'avons vu quelquefois se servir de l'opposition en la désavouant, pour se défendre de la domination exclusive de son propre parti. Le ministère de la reine Anne tenait une conduite analogue, et alors il suffisait à Godolphin de laisser agir l'influence des ducs de Somerset et de Devonshire dans le conseil

privé. Aussi lord Nottingham demanda-t-il qu'ils n'y fussent plus appelés, et comme la reine, très-attachée à Somerset, résista, il donna sa démission. Deux torys déclarés quittèrent avec lui des charges de cour. La partie modérée du ministère se sentit plus forte. Ainsi l'esprit des whigs, à défaut des whigs eux-mêmes, reprenait peu à peu le dessus.

VI

CONTINUATION DE LA GUERRE. — MINISTÈRE DE GODOLPHIN ET DE HARLEY. — BOLINGBROKE SECRÉTAIRE DE LA GUERRE. — RETRAITE DE HARLEY ET DE BOLINGBROKE; MINISTÈRE DE LA JUNTE.

(1704-1708)

Cependant il y avait nécessité de ménager une majorité forte et passionnée. On pouvait ne pas la satisfaire sur les choses, non la blesser dans le choix des personnes; on devait se rapprocher d'elle, même en s'éloignant de ses idées. La situation voulait une politique compliquée. Le torysme franc et qui marche à découvert, déjà suspect à la chambre haute, le devenait à l'opinion publique. Il fallait quelque chose de moins décidé ; il fallait des hommes adroits et clairvoyants, à qui toute consistance fût indifférente, à qui la passion fût étrangère, qui prissent pour règle l'intérêt du moment et fissent du pouvoir le but et non le moyen, de ces hommes qui n'ont pas une cause à servir, mais une ambition à satisfaire, et qui au besoin gouvernent comme d'autres conspirent. Harley fut nommé secrétaire d'État à la place de lord Nottingham. Il était atta-

ché au parti de la haute Église sans partager ses fureurs; il était puissant dans la chambre basse, il y était peu compromis, puisqu'il la présidait et n'y parlait pas. Son intelligence était prompte et flexible, ses formes conciliantes, son expérience consommée, son égoïsme bienveillant; mais, quoique courageux au besoin et persévérant, il avait l'esprit timide et incertain : il ajournait tout, il négligeait tout, dépensant beaucoup d'activité à éviter l'action, usant toute son habileté dans l'intrigue, et condamné par ses défauts à une incomparable fausseté.

Saint-John s'était dévoué à lui, autant du moins que Saint-John pouvait se dévouer. Il était de position comme l'extrême droite de Harley, mais il n'avait pas plus de préjugés que lui, et son esprit était aussi souple, quoique son caractère le fût moins. La chambre n'avait pas de plus grand orateur. Harley fit Saint-John secrétaire de la guerre (avril 1704). Cette place, importante dans les circonstances où se trouvait l'Angleterre, ne donnait pourtant pas plus qu'aujourd'hui le rang de ministre ni l'entrée dans les conseils de cabinet[1]; mais elle posait Saint-John dans la chambre comme représentant du gouvernement, à côté des deux secrétaires d'État Hedges et Harley, et de Boyle, chancelier de l'Échiquier. C'était un ministère intermédiaire, un de ces ministères contre lesquels tout le monde se coalise s'ils sont malheureux, avec qui personne ne veut rompre s'ils ont du bonheur. Celui-ci fut heureux. La campagne de 1704 fut une des plus brillantes de Marlborough, elle le fit passer du rang des généraux habiles

[1] Il faut bien distinguer le secrétaire de la guerre du secrétaire d'État de la guerre.

dans celui des grands capitaines. C'est l'année de la bataille de Hochstett. La gloire désintéresse les nations; elle donne au pouvoir plus d'indépendance, elle calme ou décourage les partis, comme une grande passion glace dans l'âme toutes les autres. « Quand arriva la nouvelle de la bataille de Blenheim, dit spirituellement dans ses mémoires lady Marlborough, on eût dit qu'au lieu de battre les Français, c'était l'Église que le duc avait battue. »

Cette fois le bill contre les non-conformistes rencontra une forte résistance, même dans la chambre des communes. On échoua dans la tentative de l'annexer à la loi de l'impôt foncier pour forcer le vote de l'autre chambre, car il est de principe que les pairs ne peuvent amender les lois de taxation, qui doivent être adoptées ou rejetées intégralement. Harley, dit-on, suggéra cet expédient à Bromley et aux torys; ceux-ci donnèrent dans le piége, et ne s'aperçurent pas qu'il voulait leur plaire et non les servir. Le débat venu, Harley se tut; mais le chancelier de l'Échiquier Boyle combattit fortement et le bill et l'expédient. Saint-John parla contre un procédé qui pouvait compromettre le vote des subsides nécessaires aux frais de la guerre. Une nouvelle division se créa dans le sein du parti; on distingua les *tackers* des non-*tackers*, ceux qui voulaient de ceux qui ne voulaient pas clouer le bill à une loi de finances. Il y eut même une fraction de *tackers* modérés aux dépens desquels la polémique s'égaya, et les torys crièrent à la trahison des ministres. Harley et Saint-John avaient en effet voté contre le *tack*, quoique le premier passât pour l'avoir conseillé. Aussi, après le vote négatif de la chambre des lords, le duc de Buckingham ne crut-il pas pouvoir garder le sceau privé, qui fut confié au duc de

Newcastle, connu par ses relations avec les whigs. On vit bientôt arriver du continent le duc de Marlborough, amenant avec lui son prisonnier de Hochstett, le maréchal de Tallard. Il venait comme pour recueillir sa gloire. Il n'était plus question de lui refuser une récompense nationale. Une adresse des Communes en fit la demande à la reine, et, par un bill que proposa Saint-John, le manoir royal de Woodstock fut donné à la maison de Marlborough, avec un vaste domaine où le contrôleur des bâtiments de la couronne eut ordre de faire construire, au milieu d'un parc magnifique, le palais de Blenheim, massif monument du goût médiocre de sir John Vanbrugh.

Marlborough, au faîte de la puissance, devenait le véritable chef de l'administration et plus que premier ministre. C'était le plus intrigant des grands hommes. Toujours maître de lui-même, mêlant la ruse et l'audace, la flatterie et la fierté, il savait tout supporter, tout oser, tout feindre, et arrachait à l'admiration ce qu'il n'aurait pu obtenir de la confiance. Telle est l'insaisissable souplesse de sa politique que des historiens différents le peignent, au même moment de sa vie, les uns comme le chef des whigs, les autres comme l'espérance des Stuarts. Il ne refusait le mensonge de ses promesses à personne, poussait la duplicité jusqu'à la perfidie, et ne se dévouait qu'à sa fortune; sa gloire même en était l'instrument. Saint-John, qui a fini par être l'ennemi le plus direct de sa politique, mais dont l'imagination était séduite par son génie, a, longtemps après avoir succombé dans la lutte, écrit qu'il le regardait « comme le plus grand général et le plus grand ministre que son pays et peut-être aucun pays eût produit. » Un jour, en France, on rappelait devant lui l'avarice trop souvent

reprochée au vainqueur de Blenheim, et Bolingbroke exilé, proscrit pour l'avoir combattu, répondait : « C'est un si grand homme, que j'ai oublié ses vices. »

En 1705, le secrétaire de la guerre pouvait les connaître, mais songeait encore moins à s'en souvenir. C'était une bonne fortune pour un orateur que d'avoir à défendre le budget des exploits d'un tel capitaine. Entraîné dans le mouvement d'une guerre qu'on a pu justement appeler une guerre whig, il semble qu'à cette époque Saint-John négligeait un peu ces distinctions de parti et coopérait avec ardeur à une politique qu'il devait bientôt sévèrement juger et arrêter dans son essor. Il écrivait à Marlborough : « Nous espérons bien que les Hollandais se rendront au désir de Votre Grâce, sans quoi la guerre deviendrait un jeu pour nos ennemis et ne pourrait finir que par une mauvaise paix, qui serait notre ruine certaine. » Le gouvernement dont il était membre commençait à se croire assez fort par ses succès pour s'élever, au moins en apparence, à une neutralité supérieure à toutes les opinions. La grande personnalité de Marlborough tendait à s'affranchir de tous les liens des factions, et la sagesse de Godolphin aurait ambitionné la liberté d'être impartiale. On résolut donc qu'aux élections prochaines (octobre 1705) les ministres assisteraient en spectateurs. Les torys n'étaient pas habitués à cet abandon, et l'Église, en sonnant l'alarme, avertit les dissidents, qui portèrent des candidats modérés. Les whigs, reprenant confiance, déployèrent une grande activité. Le vent de l'opinion avait changé, et les élections en fournirent la preuve. Godolphin comprit ce signal. Il n'y avait plus dans le cabinet de tory extrême que le garde du grand sceau, sir Nathan Wright, méprisé de tous les partis. Godolphin le rem-

plaça par William Cowper, légiste renommé, qui passait pour le meilleur orateur des whigs modérés, et dont le nom est encore placé non loin de celui de Somers dans la mémoire du parti. Quand la chambre des communes eut à choisir son président, elle préféra John Smith, proposé par Robert Walpole, à Bromley, le promoteur opiniâtre du bill de conformité, et le gouvernement, appuyé sur une majorité de conciliation, mais dont la tendance avait changé de côté, parut replacé dans sa situation naturelle.

Il s'écoula deux années, les plus calmes, et qui comptent parmi les plus glorieuses du glorieux règne accordé par la Providence à la fille maussade de Jacques II. La guerre continua d'être brillamment favorable à la grande alliance. Les batailles de Ramillies et de Turin contristèrent de nouveau la vieillesse de Louis XIV. L'Angleterre se calmait dans son orgueil. Au parlement, l'opposition était impuissante; un bill, dit le bill de régence, pourvut sagement au cas où le trône deviendrait vacant; la débile santé de la reine faisait une loi de le prévoir. On avait pensé à réclamer la présence de la princesse Sophie en Angleterre; mais cette seule idée irritait la reine, et l'on se contenta de régler la constitution d'une régence intérimaire, si l'héritier présomptif ne se trouvait pas dans le royaume au moment de la fin du règne. Cette mesure, que les torys combattirent, fut regardée comme une nouvelle garantie donnée à la succession protestante. La grande affaire de l'union de l'Écosse à l'Angleterre fut terminée quelque temps après avec l'appui des whigs, qui en espéraient un nouveau renfort pour le presbytérianisme, et le royaume de la Grande-Bretagne fut constitué (mai 1707). Il fallut à cette occasion changer

le titre de quelques-uns des premiers officiers de l'État, et on la saisit pour nommer lord Cowper chancelier de la Grande-Bretagne. Robert Walpole entra dans le bureau de l'amirauté, tandis que, par compensation, sir Simon Harcourt et d'autres amis de Harley obtenaient des positions importantes; mais de toutes les promotions qui signalaient l'influence des whigs, la plus significative avait eu lieu l'année précédente. Lord Sunderland avait remplacé Hedges dans le poste de secrétaire d'État. Il était le fils de l'ancien confident de Guillaume III et le gendre de Marlborough. Avec la vivacité de son caractère, ses opinions tranchées et presque républicaines, c'était un singulier collègue pour Harley, dont la situation, comme celle de Saint-John, devenait fausse dans une administration où ils semblaient n'être entrés que pour assister au déclin de leur parti.

Mais ces contradictions entre les faits, les opinions et les paroles n'étaient pas une insurmontable difficulté pour de tels hommes. Saint-John était protégé par l'éclat de son talent. Il s'était appliqué dans ses fonctions spéciales à bien servir l'armée et son chef. Il se rendait agréable à Marlborough, et nul ne savait plus éloquemment le louer dans la chambre des communes. Les succès de deux campagnes déposaient en faveur de l'administration militaire, et Saint-John, après tout, était le secrétaire de la guerre de Blenheim et de Ramillies. D'ailleurs, n'étant pas ministre, il avait plus d'indépendance et moins de responsabilité. Sa position était inattaquable tant que celle de Harley demeurait assurée. Quant à celui-ci, il se jouait au milieu des intérêts divers qui se croisaient autour de lui; il ne se piquait ni de conséquence, ni de franchise; il s'épar-

gnait les professions de foi publiques, en diversifiant les manifestations particulières de dévouement. On croyait peu en lui, mais on le disait capable, et on ne le supposait pas entreprenant. On profitait de son aptitude aux affaires, de la facilité de son commerce, et comme il paraissait songer à se maintenir, non à diriger, Godolphin, à qui il avait su plaire, le regardait comme un élément utile d'un ministère où l'esprit de gouvernement devait dominer l'esprit de parti. Et cependant tout le monde se défiait de lui. « Hier, 5 janvier 1705-6, écrivait lord Cowper dans son journal, j'ai dîné avec le secrétaire d'État Harley, qui m'avait invité. Présents, le duc de Marlborough, le lord trésorier (Godolphin), lord Halifax, M. Boyle, chancelier de l'échiquier, M. Saint-John et lord Sunderland. Lord Somers, à ce que j'ai compris, avait été invité, mais il n'est pas venu, étant allé à sa maison de campagne; du reste, le secrétaire Harley nous dit qu'il lui avait écrit une lettre très-aimable pour s'excuser de son absence. J'ai pensé, dès que j'ai vu la compagnie, que la réunion avait pour but de réconcilier Somers et Halifax avec Harley, ce qui m'a été confirmé, lorsqu'après le départ du lord trésorier, qui s'en est allé le premier, le secrétaire Harley a pris un verre et bu à l'amour et à l'amitié, ainsi qu'à l'éternelle union, et a demandé, pour y boire encore, du vin de Tokay (nous en avions bu deux bouteilles, bon, mais épais). J'ai répondu que son Lisbonne blanc valait mieux pour boire à l'union, parce qu'il était très-clair. Je suppose qu'il a saisi cela, comme l'a fait, je l'ai remarqué, presque toute la compagnie, et qu'il a compris cette allusion à son humeur, qui est de ne jamais agir clairement, ouvertement, mais toujours avec réserve, pour

ne pas dire dissimulation ou simulation, et d'aimer les détours, même lorsqu'ils ne sont pas nécessaires, mais par une satisfaction intérieure qu'il trouve à s'applaudir de son adresse. Si jamais homme est né sous la nécessité d'être un traître, c'est lui. »

Les calculs de Harley étaient plus profonds et plus redoutables que ne le soupçonnaient ses collègues. Tandis qu'il se pliait complaisamment à leurs desseins, il observait la reine. Il ne lui échappait pas qu'elle était triste, contrainte, humiliée, que la nomination de lord Sunderland avait été arrachée à sa faiblesse, que la politique à laquelle elle prêtait son nom lui déplaisait au fond, surtout qu'elle souffrait impatiemment le joug de sa favorite officielle, cette altière Sarah, alors au comble de la grandeur. Harley entreprit secrètement de la délivrer, ou tout au moins de la consoler, en s'introduisant dans son intime confidence, grâce à une intrigue de petits appartements dont il fit naître ou saisit l'occasion avec beaucoup d'adresse et de mystère.

La reine avait mal aux yeux ; on s'en inquiétait. « Elle aura mal aux yeux, dit un jour son mari, tant qu'elle aura la manie de veiller comme elle fait. » Ces mots échappés au prince George donnèrent à penser à lord Godolphin, surtout à la duchesse de Marlborough. Pourquoi la reine veillait-elle ? avec qui ? pour qui ? On la savait faible, plaintive, aimant les confidences, les amitiés dérobées. Ce n'était point avec sa première dame qu'elle perçait ainsi les nuits. De son côté, le lord trésorier entrevoyait dans le Parlement des obstacles qui ne lui semblaient pas naturels : il supposait une intrigue, peut-être même l'intrigant ; mais il ne savait rien.

La duchesse de Marlborough avait, plusieurs années

auparavant, secouru les enfants d'une sœur de son père, mariée à un marchand de la Cité qui s'était ruiné. L'aîné de ces orphelins était une fille, Abigaïl Hill, qui disait avoir avec Robert Harley les mêmes liens de parenté qu'avec lady Marlborough; mais elle se plaignait qu'il n'eût jamais rien fait pour elle, et ce n'est pas à lui, mais à sa toute-puissante cousine qu'elle avait dû le titre de femme de chambre de la reine, encore princesse de Danemark. Dans l'été de 1707, la duchesse fut étonnée d'apprendre qu'Abigaïl était secrètement mariée à un gentilhomme de la chambre du prince, du nom de Masham. Elle la fit venir, lui reprocha ce mystère, et, l'attribuant à la timidité et au défaut d'usage, elle lui pardonna, l'embrassa, et lui demanda seulement si la reine était instruite. Mme Masham répondit avec un air de naturel que les autres femmes de chambre lui en avaient parlé; mais quand lady Marlborough témoigna à la reine sa surprise de ce qu'elle n'avait pas eu la bonté de l'informer du mariage de sa cousine, cette princesse ne sut répondre que ces mots : « Je lui ai dit cent fois de vous en parler, mais elle n'a pas voulu. » La reine avait donc été du secret; il y avait là quelque intimité cachée. L'œil perçant de la duchesse eut bientôt tout pénétré. La jeune Masham était une favorite, la vraie favorite; la reine l'avait dotée; elle avait assisté à son mariage dans la maison du docteur Arbuthnot, un Écossais, son médecin de confiance. Abigaïl venait tous les soirs chez la reine, quand le prince était couché; elle restait enfermée deux heures avec elle. Une correspondance secrète de Harley passait par ses mains.

Lady Marlborough écrivit à sa cousine qu'elle connaissait sa conduite et son ingratitude, et ayant averti

Godolphin de se tenir sur ses gardes, elle ne s'occupa guère de regagner la tendresse de la reine. Cette tâche lui allait peu. Soit franchise, soit orgueil, soit confiance dans la hauteur de sa position, elle parla sévèrement à son obscure rivale, la traita en ennemie, et n'entretint la reine que d'amitié blessée et de services méconnus. De là des entrevues pénibles, des raccommodements passagers, des alternatives de tendresse et d'aigreur qui ne pouvaient que rendre plus agréables et plus nécessaires les complaisances d'une nouvelle amie. Cependant Godolphin et Marlborough pressèrent la reine d'opter entre eux et le secrétaire d'État dont elle avait fait un confident. Ils menacèrent d'une démission qui peut-être était acceptée, si la chambre n'avait aussitôt fait entrevoir la menace d'un refus de subsides. En même temps on découvrit que le maréchal de Tallard, qui vivait prisonnier en Angleterre, correspondait avec Chamillart, et que ses lettres passaient par l'office du secrétaire d'État. Un commis, qui avait surpris la confiance de Harley, fut arrêté, et sur son aveu condamné pour trahison. Cette arrestation amena celle de quelques espions soupçonnés de servir à la fois ou plutôt de trahir à la fois la France et l'Angleterre, et que Harley avait toujours protégés. La chambre des pairs intervint dans l'examen de cette affaire, et, sans inculper directement le ministre, parut l'accuser de négligence, en votant une adresse à la reine pour éveiller sa vigilance sur le retour possible de semblables trahisons. Marlborough et Godolphin lui firent de nouvelles représentations, et lui annoncèrent leur retraite, sans produire sur elle beaucoup d'impression. Ils s'abstinrent en conséquence de paraître au prochain conseil. La reine le présidait; Harley commençait à rendre

compte de quelques affaires, et les ministres assistants semblaient l'écouter avec impatience, quand le duc de Somerset dit et répéta avec force qu'on ne pouvait délibérer en l'absence du trésorier et du général. L'attitude du reste du conseil avertit la reine que son ministère était dissous. Elle leva la séance, manda le duc de Marlborough et lui annonça la démission de Harley (février 1708). Sa retraite entraîna celle de ses amis : on pense bien que Saint-John fut du nombre. Il eut pour successeur Robert Walpole, destiné à se trouver partout son rival et son adversaire; Harley fut remplacé par Boyle. Ce n'était pas le moment d'entourer le trône d'amis douteux. Le bruit courait d'une invasion des côtes de l'Écosse, préparée à Dunkerque et commandée par le prétendant en personne. Des mesures de défense furent ordonnées, et l'on remarqua que la reine, dans sa réponse aux adresses du Parlement, remercia la chambre des lords de son zèle et de son ardeur à soutenir *la révolution*, mot qu'elle affectait jusque-là de ne point prononcer.

La dissolution qui suivit changea décidément la majorité, et bientôt le grand ministère whig fut constitué. Les cinq *lords de la junte,* comme on les appelait, Somers, Orford, Wharton, Halifax et Sunderland, furent réunis sous Godolphin dans le même cabinet avec Marlborough et Cowper. On peut remarquer que la chambre des pairs domine dans cette administration, qui est restée célèbre dans les annales du parti whig. C'est peut-être une des circonstances qui ont donné à ce parti, longtemps le plus populaire, une réputation aristocratique. Nous verrons au reste, pendant la première moitié du XVIIIe siècle, un exemple analogue de composition ministérielle. Walpole finit par être presque

le seul *commoner* du cabinet qu'il dirigeait; mais il le valait tout entier, tandis qu'en 1708 le secrétaire d'État Boyle et le chancelier de l'échiquier Smith étaient loin d'égaler leurs collègues de l'autre chambre. A la vérité ce même Walpole, quoique ses fonctions ne le fissent pas ministre, était là pour les seconder, pour les suppléer même. Déjà trois ans auparavant, Spencer Compton lui écrivait : « M. Smith a une fluxion sur les yeux, et si M. Walpole devait être absent, les pauvres whigs pourraient bien perdre les occasions favorables qui viendraient à s'offrir, faute de quelqu'un pour les guider (*a leader*). »

VII

CONTINUATION DE LA GUERRE. — DISGRACE DE LA DUCHESSE D MARLBOROUGH. — CHUTE DU MINISTÈRE DE GODOLPHIN ET DE LA JUNTE. — MINISTÈRE DE ROCHESTER ET DE HARLEY. — SAINT-JOHN SECRÉTAIRE-D'ÉTAT.

(1708-1710)

Le ministère de Godolphin fait cependant époque dans les fastes parlementaires, non qu'il se soit à l'intérieur signalé par rien de remarquable, mais il profita de la nouvelle gloire que les journées d'Oudenarde et de Malplaquet répandirent sur le nom de Marlborough. L'opposition fut un moment réduite au silence, comme sous l'administration de Chatham pendant la guerre de Sept ans, et l'on crut à la longue durée d'un pouvoir confié aux premiers hommes du pays, appuyé par l'opinion, favorisé par la fortune, rehaussé par la victoire. Sa prospérité même devait abréger son existence. Il semble que, trop confiant dans sa force, il oublia les soins dont la force ne peut se passer. Il ne persécuta pas ses adversaires, mais il les dédaigna; il n'opprima pas la reine, mais il la négligea, et ne tint compte ni de sa vanité ni de son humeur.

Elle ne craignait rien tant que d'être menée, et elle était très-exigeante sur l'étiquette, que le ministère oubliait souvent. Obligé par la politique d'inquiéter ses préjugés monarchiques et religieux, il aurait dû ménager sa personne et son caractère, et chercher à s'assurer une bienveillance qu'on pouvait gagner par de petites choses. Marlborough était respectueux et complimenteur, mais son ambition était insatiable, et sa grandeur eût fait ombrage au moins jaloux des monarques. Il alla, dit-on, jusqu'à convoiter le titre de général en chef à vie, et le brevet en aurait été peut-être signé sans la noble résistance de lord Cowper, qui refusa de le sceller. La hauteur de sa femme, la froideur de Godolphin, la vivacité de Sunderland, pesaient à la reine, qui se voyait comme captive d'une seule famille. Lord Somers avait plus de mesure et de douceur. On a loué ses manières aimables, mais son goût et sa santé n'en faisaient pas un membre actif du cabinet; il s'effaçait même volontiers, et ne savait que motiver de temps en temps, avec supériorité, son avis dans le conseil. Tant que la guerre durait, le ministère pouvait se croire nécessaire, puisque Marlborough était indispensable; il ne faisait pas de doute, par politique comme par intérêt, que la guerre ne dût être poussée à outrance et continuer d'être heureuse et populaire. Il ne songeait pas assez que toute guerre n'a qu'un temps, que la victoire même conduit au désir de la paix, qui en est la récompense naturelle, et qu'il ne faut pas s'exposer au soupçon d'exploiter, dans un intérêt ministériel, jusqu'à la gloire de son pays.

Aux élections de 1708, Saint-John n'avait pas été réélu, tant le mouvement de l'opinion était contraire à son parti. A cette époque, il disparaît complétement

de la scène politique. On dit que pendant deux ans il s'adonna sérieusement à l'étude et perfectionna les talents littéraires qu'il devait déployer dans la seconde partie de sa vie. Lui-même a prétendu que sa retraite fut alors celle d'un philosophe, quoiqu'un de ses amis ait proposé pour le pavillon où il travaillait une inscription cyniquement expressive, dont nous n'oserions, même en anglais, citer les vers. « Il est vrai, écrivait-il en français, en 1711, à un ami de sa jeunesse, que je me suis retiré, il y a trois ans, à la campagne, et il est aussi vrai que j'y ai passé mon temps dans la lecture et les plaisirs champêtres, sans avoir jamais regretté ou la cour ou cette fortune riante dont mon ambition s'était flattée. » Il est probable cependant que ces deux années d'études ne furent pas perdues pour le plaisir et pour l'intrigue. Saint-John n'était pas homme à négliger l'un ni l'autre. Harley, son maître et encore son ami, devait le tenir quelque peu au courant des menées secrètes qu'il n'avait pas interrompues.

La reine était vaincue, mais non résignée. Son amour-propre et sa conscience, ses affections et ses préjugés, tout souffrait en elle. Par son nouveau ministère, l'Église lui paraissait livrée aux esprits forts et l'État aux républicains. Les exploits de Marlborough commençaient à l'embarrasser au lieu de l'enorgueillir, et à lui faire désirer davantage une paix qu'ils lui rendaient plus facile. Elle n'osait encore, dans sa pensée, secouer le joug d'un défenseur si illustre et si populaire; mais elle trouvait chaque jour plus gênante la présence de celle qui négligeait également de lui plaire et de la conduire. Devant lady Marlborough, elle était contrainte et n'était plus dominée. Capricieuse dans ses affections, vive et dissimulée dans ses antipathies,

c'est pour les satisfaire, c'est pour se délivrer de serviteurs importuns, beaucoup plus que pour changer de politique, qu'elle entra enfin dans une conspiration contre ses ministres. On a parlé d'une paire de gants que la duchesse de Marlborough lui avait refusée, d'une porte fermée avec fracas en signe de colère, du fameux verre d'eau qu'elle répandit sur la robe de mistress Masham. Ce qui est sûr, c'est que la docilité insinuante de cette seconde favorite devint à la fois la consolation et la ressource de la reine. C'est la discrète Abigaïl qui, raccommodée sous main avec Harley, transmettait ses condoléances, ses conseils, ses promesses. Quoique le parlement fût unanime, c'est-à-dire qu'aucune opposition n'osât le diviser, Harley ne désespérait pas. Il voyait naître peu à peu dans la nation un retour vers les idées pacifiques; il suivait, il encourageait au besoin les efforts constants de la haute Église pour propager dans les cœurs ses ressentiments et ses alarmes, et il savait que ces prédications trouvaient accès dans la multitude, et ranimaient le feu caché du fanatisme orthodoxe. Le prince de Danemark avait cessé de vivre. Quoiqu'il partageât les sentiments de la reine, il les tempérait, et surtout il lui recommandait le bon accord avec Marlborough, qu'il traitait comme un ami. Livrée à elle-même, aigrie encore par sa tristesse, Anne devint plus violente dans ses ressentiments et plus hardie dans ses espérances. Cependant elle ne trahissait que par une froideur morne le secret de ses émotions et de ses menées. Elle se prêtait de mauvaise grâce aux exigences de ses ministres, résistait quelquefois, n'éclatait jamais. Il devenait impossible de la regagner ou de la subjuguer assez pour supprimer ce travail souterrain de dissolution qu'elle poursuivait silencieuse-

ment dans sa chambre à coucher et dans son cabinet de toilette. Les ministres étaient forcés de souffrir ce qu'ils ne pouvaient empêcher et ne voulaient pas craindre. Confiants dans leur union, dans leurs succès, dans leur influence parlementaire, ils pensaient que l'État serait plus fort que la Cour, ou plutôt, comme l'État, la Cour leur semblait avec eux; la Cour, c'était eux. Que pouvait faire une camarilla obscure, un complot de femmes de chambre contre la politique des pairs du royaume, contre le concert des chefs de l'aristocratie du pays, défendue dans le sénat par de grands orateurs, dans les camps par un grand capitaine?

Cette confiance portait ses fruits ordinaires. Les ministres se laissaient aller chacun à leurs défauts. Godolphin avait plus de jugement que d'esprit. Il était peu actif, il négligeait les hommes pour les affaires. Ses collègues, supérieurs en talent, commençaient à se plaindre. Marlborough, plus propre que personne, par le charme et l'adresse de ses manières, à maintenir l'union et à diriger les esprits, était chaque année longtemps absent, et durant ses campagnes, c'était sa femme seule qui le représentait, avec plus de dévouement que d'habileté. On trouvait d'ailleurs qu'il ne pensait qu'à lui et faisait du parti whig le marchepied de sa puissance. Lady Marlborough, en revanche, se disait mécontente de la froideur de Somers, de l'ambition de Halifax, de l'ingratitude de Sunderland. Par son caractère, elle était incapable de diriger son parti; par sa position, elle l'était devenue de le servir. Ses rapports avec la reine avaient changé de nature depuis la promotion de lord Sunderland au poste de secrétaire d'État. La duchesse avait abusé de son pouvoir pour arracher cette nomination que son mari absent ne

désirait pas. Anne, avant d'être reine, avait, dans sa facile générosité pour ses favorites, donné de ses deniers une dot de dix mille livres sterling à lady Anne Churchill pour épouser Sunderland, ce qui n'avait pas empêché celui-ci de s'opposer vivement, dans la chambre haute, à l'établissement d'une dotation viagère pour le prince de Danemark. La reine d'Angleterre ne l'oubliait pas, et elle n'avait pu pardonner à lady Marlborough de l'oublier pour elle. Pendant quelque temps, une vieille familiarité donna aux relations de ces deux femmes un caractère d'odieuse fausseté. Sous le feu roi, aux jours de leur intimité et de leurs communes disgrâces, elles s'étaient, pour s'affranchir de la gêne de l'étiquette, donné par convention mutuelle des noms bourgeois dont elles continuaient d'user dans leurs entretiens et leurs correspondances; les curieux mémoires de lady Marlborough sont remplis de lettres aigres-douces où mistress Freeman rappelle ses vingt-cinq ans de dévouement et de services à mistress Morley, qui supplie *sa chère Freeman* d'épargner ses plaintes *à sa pauvre, à son infortunée Morley.* Cette lecture est fort piquante; mais il survient une lettre où la Freeman dit à la Morley *Votre Majesté,* et l'on sent alors que l'orage est près d'éclater.

Dès le mois de mars 1708, la duchesse écrivit à la reine qu'elle jugeait convenable de se retirer à la campagne, et, lui rappelant une certaine promesse de donner à ses deux filles ses divers emplois, elle lui offrit d'en faire l'abandon. La reine ne répondit point, et les deux amies ne se virent plus qu'aux jours de cérémonie. Une fois seulement (avril 1710), la duchesse demanda une audience qui devint une scène de rupture et précipita les événements.

Le ministère avait fait une faute. Au commencement de la session de 1709, au moment où le duc de Marlborough, félicité de nouveau par les deux chambres, semblait encore tout-puissant, une motion fut dirigée dans celle des communes contre le docteur Henry Sacheverell. C'était un déclamateur chagrin, turbulent et de mauvais goût, au dire de Saint-John lui-même, et qui, dans un sermon prononcé récemment à Saint-Paul, commentant les paroles de l'apôtre sur le danger des faux frères, avait attaqué les dissidents et leurs patrons, lancé de vives allusions contre leur influence, et, en opposant la reine à son gouvernement, préconisé l'absolutisme de la prérogative et anathématisé toutes les doctrines de liberté. C'était évidemment prêcher contre la révolution et la constitution. Mais, quoique l'orateur eût été complimenté par le lord-maire, l'incident en lui-même avait peu de gravité : le discours était médiocre, et ce n'était pas la première fois que des sectateurs de la haute Église avaient apitoyé les fidèles sur la triste condition de la royauté, en condamnant comme autant de sacriléges les limitations légales de son pouvoir. Cependant l'impunité de ces attaques commençait à lasser la patience des ministres, et surtout de Godolphin. Ils craignaient sans doute qu'elles ne parvinssent à tourner l'opinion, et ils conçurent l'idée malheureuse de la retenir et de la fixer par un procès. Contre l'avis de Somers et de Marlborough, ils donnèrent les mains au projet d'accusation présenté dans la chambre des communes, et, après un vif débat, Sacheverell fut traduit devant la cour des pairs. Des ministres, Boyle et Smith, Walpole, alors trésorier de la marine, le général Stanhope, un des hommes considérables du parti, figurèrent dans le comité d'*impeach-*

ment. Cette affaire, qui ne méritait pas une si imposante intervention, porta le trouble dans le public. La chaire et la presse s'en emparèrent. Londres n'eut plus d'autre entretien. Toute la passion était du côté de l'accusé. La faction des *high flyers* se déploya dans toute sa violence, et le ministère fut peu appuyé.

Ce procès impolitique fut cependant l'occasion d'une belle et mémorable discussion, soutenue avec une liberté, une habileté, une éloquence qui la rendent encore un instructif et intéressant sujet d'étude. Le débat roulait sur ces questions : Quels sont les principes du gouvernement civil? Quel contrat unit la royauté et le peuple ? L'obéissance est-elle sans limite? Existe-t-il un droit de résistance? On le voit, ce n'est pas moins que la révolution de 1688 qui était en débat; c'est la vraie théorie de la révolution, de la constitution anglaise, que les accusateurs revendiquaient contre un prédicateur d'absolutisme, contre ces doctrines serviles auxquelles croyaient Charles Ier et Louis XIV, les Stuarts et les Bourbons, Laud et Bossuet, un bonne part des clergés anglican et gallican. Sous ce procès, où l'on semblait ne discuter qu'une question de l'histoire d'Angleterre, le vrai sens d'un événement, le vrai sens de la loi établie, s'agitait la plus grande question philosophique que la politique ait posée aux nations modernes : il s'agissait des droits du genre humain. Burke a eu raison de rechercher dans une analyse du procès de Sacheverell l'esprit de la constitution de son pays, et peut-être aurait-il pu en concevoir après cet examen une idée plus haute et plus grande encore qu'il ne l'a fait. Les hommes de cette époque n'étaient pas au-dessous de leur cause; ils voyaient plus profondément qu'on ne l'a dit ce que renfermaient leurs principes. Seulement

ils avaient le bonheur de les trouver écrits de la main du temps dans leur histoire et dans leur loi. Aussi la discussion fut-elle digne de son objet. On cite encore les discours des jurisconsultes Lechmere et Parker. Quand on les relit aujourd'hui, quand on étudie ce débat où une révolution était expliquée et défendue, au nom d'un gouvernement, par des hommes de gouvernement tels que Stanhope et Walpole, on ne peut s'étonner que le pays qui donnait, il y a cent quarante ans, de pareils spectacles au monde, témoin alors si peu attentif de pareils spectacles, soit aujourd'hui ce qu'il est en Europe, la leçon vivante des nations : *En populus sapiens et intelligens.*

Mais le procès avait un mauvais côté. On demandait un jour à Guillaume III l'autorisation de poursuivre un ecclésiastique si ardent qu'il se réjouirait du martyre. « S'il est ainsi, dit le roi, je l'attraperai bien. » La persécution pouvait seule faire un personnage du docteur Sacheverell. Sa cause fut habilement soutenue par ses conseils, à la tête desquels se présenta Simon Harcourt. L'accusé lui même se défendit avec art et avec succès dans un discours qu'on attribua à la coopération de Harcourt et d'Atterbury. On le trouva mesuré et touchant, ce qu'on n'attendait pas du pétulant prédicateur. Beaucoup de gens sensés disaient qu'on aurait mieux fait de le dédaigner. Si d'ailleurs il avait enseigné de faux principes, il avait, par voie d'allusion, fait la satire du ministère. Godolphin, sous le nom de *Volpone*, le renard de la comédie de Ben Jonson, jouait un rôle dans son sermon, et le reproche d'avoir calomnié l'administration figurait parmi les quatre chefs d'accusation. La poursuite ressemblait donc à une vengeance ministérielle. La liberté de la presse en était presque

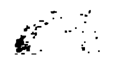
menacée. Un accusé qui appartient au clergé a d'ailleurs beau jeu à invoquer sa conscience. Ce n'est jamais lui, c'est l'Église qui a parlé par sa bouche, qui est persécutée dans sa personne. L'opinion publique prit Sacheverell sous sa protection. La multitude se souleva bruyamment pour lui. Londres paraissait en feu. La cour des pairs était ennuyée d'avoir sur les bras une telle affaire. Les ministres regrettaient de l'avoir entamée. « Ce fatal procès prend tout mon temps et me rend malade, écrivait Godolphin ; une vie de galérien serait un paradis pour moi. »

Cependant les commissaires de l'*impeachment* réussirent à faire admettre leurs quatre articles d'accusation. La cour des pairs déclara Sacheverell coupable ; mais elle ne prononça ni amende, ni prison, et se contenta de lui interdire la chaire pour trois ans et d'ordonner que ses sermons fussent brûlés en présence du lord-maire et des shériffs de Londres. Cette sentence modérée fut accueillie comme un acquittement. C'est le procès qui parut condamné. Sacheverell eut tout ensemble l'attitude d'un vainqueur et celle d'un confesseur de la foi. Il fut promené en pompe dans les rues de Londres, alla solennellement rendre des actions de grâces dans toutes les églises, reçut les hommages de la Cité, un cadeau de 3,000 guinées d'un prosélyte anonyme, et après avoir vu sa gloire célébrée par les feux de joie, par les cris de la populace, il partit, *martyr sans martyre, héros sans héroïsme*, pour une tournée triomphale dans les comtés, où il fut accueilli par des cavalcades, des harangues, des salves d'artillerie et de cloches, des banquets et des illuminations. « Les ministres avaient un curé à rôtir, a dit Bolingbroke, et ils l'ont rôti à un feu si violent, qu'ils s'y sont brûlés eux-mêmes. »

« La partie est gagnée, » s'était écrié Harley en apprenant à la campagne, où il dînait avec des amis, l'affaire de Sacheverell; et faisant sur-le-champ atteler ses chevaux, il était retourné à Londres. Là il n'avait rien négligé pour attiser le feu de la passion publique en faveur d'un homme qu'il ne voulut pourtant défendre à la chambre qu'en se moquant de ses sermons. Il savait que la reine, après les avoir blâmés devant Burnet, les prenait fort à gré. Elle ne déguisait plus son intérêt pour ce nouvel apôtre de sa prérogative. Cachée dans une tribune particulière, elle avait assisté au procès; elle s'était refusée à donner des ordres sévères lorsque des émeutes avaient menacé les maisons de quelques-uns des accusateurs et des juges. Sunderland l'avait blessée en prenant comme secrétaire d'État quelques mesures de répression contre les perturbateurs. Enfin elle était tellement outrée contre ses ministres qu'elle voulut voir Harley. Par les soins de mistress Masham, de secrets entretiens leur furent ménagés. Harley était méfiant; il se tint sur ses gardes. Anne s'inquiétait de sa réserve; elle n'osait le lui dire, elle le lui écrivit. Un soir, il reçut une lettre toute salie des mains d'un commissionnaire qui lui dit la tenir d'un jardinier de Kensington. Cette lettre faisait connaître les embarras de la reine, l'exhortait à s'expliquer librement, lui demandait prompte assistance. Mistress Masham ouvrit de nouveau son escalier dérobé. Harley, avec sa prudence ordinaire, ne parla pas à la reine d'un changement total d'administration; il dit seulement qu'il serait bon de revenir à un système moins exclusif, à une politique de modération; que la reine ne pouvait être esclave d'un parti, qu'il fallait qu'elle fût maîtresse d'accorder ses bonnes grâces à qui les méritait, à des partisans de

la haute comme de la basse Église, et qu'elle devait peu à peu réduire le pouvoir exorbitant de Godolphin et de Marlborough, en reprenant la libre disposition des emplois. On convint qu'elle saisirait la première occasion de faire une nomination sans consulter ses ministres. La lieutenance de la Tour de Londres était vacante. On décida qu'elle serait donnée à lord Rivers, qui seulement, afin de ne rien brusquer, irait solliciter l'agrément de Marlborough pour la demander à la reine. Le duc ne refusa pas, disant avec sa manière courtoise que la place était trop peu de chose pour lord Rivers; mais, convaincu que la reine ne ferait rien sans le consulter, il lui proposa pour l'emploi vacant le duc de Northumberland, dont le régiment eût été donné au comte de Hertford, que la reine ne pouvait souffrir. Elle lui répondit qu'il venait trop tard, et qu'elle avait nommé lord Rivers. Marlborough surpris ne cacha pas son dépit; mais la chose était faite.

Vers le même temps, on commençait à redire que la France faisait des propositions de paix, et quoique les conférences de La Haye n'eussent rien produit, le bruit se répandait en Europe qu'un changement dans l'opinion et dans le gouvernement de l'Angleterre allait bientôt faciliter un accommodement. Enhardie par ces circonstances ou docile aux obsessions de sa chère confidente, la reine, qui cherchait désormais les occasions de rupture, demanda au duc de Marlborough un régiment vacant par la mort du comte d'Essex pour un frère d'Abigaïl Masham. C'était un mauvais officier et un ennemi politique. Marlborough, blessé, quitta Londres et se retira à Windsor. L'affaire fit du bruit; la chambre des communes s'en émut; on prétendit qu'elle voterait une adresse contre les conseils et l'influence



des favorites. Anne, qui avait résisté aux représentations de Godolphin, prit peur et retira sa recommandation. Elle se contenta de donner à James Hill une pension de 1000 livres sterling, et à lui, ainsi qu'à son beau-frère Masham, le grade d'officiers généraux. Non découragée cependant par cette tentative avortée, elle écrivit à Godolphin, qui était à Newmarket, qu'elle voulait faire duc le marquis de Kent et nommer à sa place lord chambellan le duc de Shrewsbury. C'était un homme considérable, très-éclairé, très-aimé, mais d'un caractère inquiet, et qui ne savait ni dominer ni se soumettre. Il avait épousé une Italienne, longtemps sa maîtresse, et lady Marlborough avait traité la nouvelle duchesse avec sa hauteur accoutumée, tandis que la reine, malgré sa pruderie, lui avait témoigné beaucoup de bienveillance et offert un rang à la cour. Offensé par l'une, encouragé par l'autre, Shrewsbury avait voté pour l'acquittement de Sacheverell. C'est à lui que Harley avait prié la reine de soumettre ses propositions. Consulté sur les dangers possibles d'un changement de cabinet, il avait fait les réponses les plus rassurantes, et comme il passait pour timide, sa résolution avait affermi les courages. Le choix d'un tel nom était pour Godolphin un coup imprévu. Il le sentit et ne put l'éviter. Malgré une lettre forte et sensée, qu'il écrivit de Newmarket, la clef et la baguette de lord chambellan furent données à Shrewsbury. Cette hardiesse en annonçait une plus grande. Tout à coup, en effet, Marlborough, qui était retourné à son quartier général en Flandre, apprit que Sunderland allait être remplacé comme secrétaire d'État. Écarter son gendre du conseil, sans motif apparent, c'était s'attaquer à lui. Il s'empressa d'écrire à la reine une lettre où il la suppliait au moins

d'attendre son retour. Sa femme, qui ne voyait plus Anne seule, lui demanda une audience et la trouva inébranlable. Lord Dartmouth fut nommé secrétaire d'État. Aux cris de joie des torys répondit la baisse des fonds publics. Des deux côtés du détroit, on s'alarma, comme si Marlborough avait déjà perdu ou quitté son commandement. Les huit ministres lui adressèrent une lettre commune pour le conjurer, au nom de sa gloire et de son pays, de ne point abandonner son armée : il fallait tout faire, lui disaient-ils, pour éviter la dissolution du Parlement. Des députés de la banque d'Angleterre vinrent, introduits par le duc de Newcastle, exposer à la reine les inquiétudes de la Cité. Anne assura qu'elle ne projetait pas d'autres changements; mais elle reçut avec un vif déplaisir les représentations de l'empereur et des États-Généraux qui avaient pris l'alarme, tandis que le gouvernement français annonçait avec empressement dans la gazette officielle le renvoi de lord Sunderland. Marlborough résolut de patienter jusqu'à ce qu'il pût juger de l'état des affaires. Les stériles conférences de Gertruydenberg venaient de se rompre (25 juillet 1710). Il prenait des villes, tandis que lord Townshend à La Haye soutenait diplomatiquement la politique de la guerre. Rien au dehors n'était donc encore compromis; mais au dedans la position du cabinet ne pouvait se prolonger.

La reine avait sans doute compté sur des démissions spontanées, que l'opinion publique, moins imbue qu'aujourd'hui du principe de l'unité du ministère, ne commandait pas. Cependant lord Godolphin se rendit auprès d'elle et la pressa d'expliquer enfin ses intentions. Elle répondit en le priant de lui continuer ses services, et le jour même (8 août 1710), un groom des écuries en

habit de livrée apporta au premier ministre une lettre où elle lui demandait de briser sa baguette de lord trésorier, ce qui serait pour tous deux moins désagréable qu'une entrevue. Il rompit aussitôt la précieuse baguette blanche, *white staff*, et en jeta les morceaux dans la cheminée en présence de Smith, qui fut chargé de porter sa réponse au palais. Smith profita de l'entrevue pour offrir sa démission de chancelier de l'Échiquier. Harley le remplaça dès le lendemain, et la trésorerie ayant été mise en commission, il fut un des commissaires. A la manière successive dont s'opéra le renouvellement du cabinet, on supposa que Harley en aurait voulu garder quelques membres. On dit qu'il fit des efforts pour retenir Cowper et des offres à Walpole lui-même, en le menaçant s'il les refusait; mais Walpole avait de bonne heure conseillé à ses amis une retraite en masse, pensant qu'une rupture moins tardive et plus éclatante aurait peut-être intimidé la reine et son conseiller. Celui-ci trouvait déjà que les choses allaient trop loin : il répugnait aux changements complets et aux systèmes exclusifs; mais toute transaction devenait impossible, ni les whigs ni les torys n'en voulaient, et la reine tenait à se délivrer d'une *junte oppressive.* Au mois de septembre, elle réunit le conseil, et fit lire une proclamation portant dissolution du parlement et préparée par Simon Harcourt, qu'elle venait de nommer tout exprès attorney général. Le chancelier Cowper voulut prendre la parole ; elle lui imposa silence. Les jours suivants, elle annonça la formation d'un nouveau cabinet. Rochester en était le chef avec le titre de président du conseil, Harcourt avait le grand sceau, et Saint-John était secrétaire d'État. Le duc d'Ormond remplaçait le comte de Wharton dans le gouvernement

de l'Irlande. Le renouvellement fut complet. Toutes les places passèrent aux torys. De tous ses anciens serviteurs, Anne ne garda que le duc et la duchesse de Somerset, pour laquelle elle avait un goût particulier. Lady Marlborough ne fut pas d'abord congédiée; mais elle avait cessé d'être reçue par sa maîtresse. Une révolution ministérielle déterminée tout entière par un acte de bon plaisir est une chose rare dans les annales politiques de la Grande-Bretagne. On rencontrerait peu d'exemples analogues dans toute la durée du XVIIIe siècle. Il faut descendre jusqu'au règne du triste George III, jusqu'au ministère de lord Bute, en 1762, ou au renvoi de M. Fox, en 1784, pour retrouver un de ces capricieux coups de tête de la prérogative royale.

VIII

ÉTAT DE LA PRESSE.—DEFOE.—STEELE.—ADDISON.—SWIFT.

(1710-1711.)

Voici donc Saint-John enfin ministre. L'histoire commence véritablement pour lui, et nous allons le mieux connaître. Jusqu'ici nous n'avons vu qu'à peine sa figure apparaître sur la scène, on sait de lui peu de chose encore, et nous avons prolongé un récit qui ressemblait peu à une biographie; mais peut-être la sienne, sans ce récit, eût-elle été moins bien comprise, et fallait-il montrer avec un peu de détail dans quel monde il devait se mouvoir, pour donner de la clarté et de l'intérêt au drame où il figurera désormais en principal acteur.

On raconte qu'il prétendait à quelque ressemblance avec Alcibiade, et des écrivains ministériels, le servant selon son goût, ont essayé par occasion de faire de Harley un Périclès. Le parallèle était encore plus hasardé, et Saint-John surtout n'aurait pas souscrit à

celui-là. Lui-même, peut-on se le figurer, quand il buvait avec Swift et Prior, semblable au jeune homme *couronné de violettes* qui vient avec tant de grâce et de passion troubler le banquet de Socrate, et la fameuse Gumley représente-t-elle à l'imagination l'éloquente Diotime? Swift a raison de dire que de ses deux modèles, Alcibiade et Pétrone, c'est au second que Saint-John aimait encore le mieux ressembler. C'est dans les *Mémoires de Grammont* qu'il faudrait chercher des caractères et des exemples propres à nous donner une juste idée de ce côté de notre personnage. On ne sait plus aujourd'hui comment redire dans une histoire ce qu'expriment parfois avec une vivacité naïve les mémoires du XVII[e] siècle. Bornons-nous à quelques citations, sans oser y comprendre des vers qu'on lit dans Swift et qui caractérisent les goûts de celui que Swift appelle lui-même un *roué achevé, a thorough rake.* « Quand milord Bolingbroke fut fait secrétaire d'État, dit Voltaire, les filles de Londres qui faisaient alors la bonne compagnie se disaient l'une à l'autre : « Betty, Bolingbroke est ministre. Huit mille guinées de rente, tout pour nous! » Dans ses lettres diplomatiques à Matthew Prior, Bolingbroke lui-même parle d'un agent secret de la France, *le gros abbé* Gaultier, qui lui avait promis son portrait : « Assurez-le bien, ajoute-t-il, que je le placerai parmi les Jenny et les Molly, et que je le préférerai à elles toutes. » Mais c'en est assez sur une partie de son histoire que l'histoire doit oublier. Ce n'est pas que ses goûts ardents et frivoles, ce n'est pas que quelques souvenirs des temps et des idées de Hamilton et de Saint-Évremond n'aient pu influer sur sa politique comme sur sa philosophie. Ce que les Anglais recherchaient tant alors, l'esprit, *wit,* était

regardé comme incompatible avec le puritanisme, et une certaine licence d'imagination et de pensée était requise pour n'être pas un sot, quand on était du bel air, suivît-on le parti de la haute Église. La littérature, peu sévère jusque-là, commençait à peine à s'épurer; mais elle était très-goûtée et ne déparait ni un courtisan ni un homme d'État. Harley savait bien le grec, et Saint-John, à défaut de grec, se piquait d'être bon latiniste. Tous deux s'entourèrent de poëtes et d'écrivains, et leur demandèrent plus que de les divertir et de les louer : ils leur demandèrent de les servir, se laissant conseiller par eux en même temps que par eux ils se faisaient défendre. Saint-John surtout eut fort à cœur de faire coopérer la presse et le gouvernement, et il entendit à merveille l'art d'employer l'une à l'avantage de l'autre.

Dans les pays libres, les affaires, en même temps qu'elles se font sur leur véritable terrain, dans les conseils, les assemblées, les camps, les congrès, sont comme répétées sur un autre théâtre, celui que la presse dresse devant le public. La pièce se joue deux fois, ou plutôt il y a la réalité et puis la représentation; mais celle-ci à son tour réagit sur celle-là par les idées et les passions qu'elle donne au public, et elle devient quelquefois ainsi la première des affaires de l'État. Saint-John ne l'ignorait pas plus que Harley. Le mouvement d'opinion qui avait facilité leur retour au pouvoir était l'ouvrage de la chaire et de la presse beaucoup plus que de la tribune. Quoique justement confiant dans sa puissance oratoire, Saint-John ne négligea donc pas d'autres secours. Il arma sa politique de pamphlets et de journaux, et nul ministère peut-être n'avait encore été plus discuté et mieux défendu. Rien qu'en

analysant les innombrables publications qui parurent de la fin de 1710 à l'avénement de George Ier, on retrouverait toute la série des événements, toute la suite des affaires, et ce morceau d'histoire littéraire serait un fragment tout fait de l'histoire du gouvernement; ce serait le drame écrit, doublure du drame joué.

Au commencement du XVIIe siècle, la liberté de la presse existait effectivement en Angleterre, non pas cette liberté complète, légalement garantie, que nous y voyons régner aujourd'hui et qui étonne encore ceux-là même qui s'y croient les plus accoutumés, mais une liberté de fait, suffisante pour la discussion des affaires publiques. Depuis 1693, toute nécessité d'une autorisation préalable pour imprimer, toute censure avait cessé d'exister. Les juges s'obstinaient bien à prétendre qu'une critique dirigée contre le ministère l'était contre le gouvernement, conséquemment contre la reine, et constituait un libelle dans le sens de la loi, et c'étaient les juges qui en décidaient, non les jurés, réduits au droit de constater le fait de publication ou l'exactitude des extraits; mais cette jurisprudence redoutable était rarement appliquée, parce que les poursuites étaient peu fréquentes, les formes de l'instruction criminelle et l'absence d'un ministère public ayant de tout temps rendu difficiles en Angleterre certaines oppressions par la voie judiciaire. Ce qui était bien plus à craindre, c'est l'intervention des chambres de parlement. Elles s'arrogeaient le droit non-seulement, ce qui se fût compris, de condamner et de punir les écrivains qui attaquaient leurs priviléges ou l'honneur de leurs membres, mais de flétrir et d'expulser ceux de ces membres qui avaient abusé de la presse, de déclarer séditieuses les publications qui leur semblaient telles,

d'ordonner qu'elles fussent brûlées, et d'en mettre les auteurs à la disposition du pouvoir royal. Toutefois ces coups d'autorité ne revenaient que de loin en loin. D'ailleurs, au temps passé, un fait général dont nous n'avons plus l'idée était singulièrement favorable à la liberté réelle : c'était l'imperfection de la police. Rien n'était plus facile alors, et particulièrement à Londres, que de dissimuler le nom d'un auteur et souvent d'un imprimeur. Les écrits politiques étaient pour la plupart anonymes ou pseudonymes, et la découverte de leur véritable origine n'était point facile à la justice. Tous les partis ayant besoin, chacun à son tour, de la protection du secret, respectaient le voile dont se couvraient leurs adversaires. D'autres moyens de dissimulation propres à rendre vaine l'action judiciaire étaient communément employés. On ne désignait point par leurs noms ceux que l'on attaquait ; les blancs, les initiales, les trois étoiles, les noms altérés ou contrefaits, les sobriquets épigrammatiques, les fictions, qui transportaient dans ún cadre imaginaire les personnages et les actes du monde réel, toutes les ressources de l'allégorie satirique, toutes les rubriques de l'art des Aristophanes, servaient à garantir la licence et l'impunité. Les journaux proprement dits, les gazettes, se livraient à peine à la discussion politique; mais des pamphlets sérieux et quelquefois d'un vrai mérite paraissaient en grand nombre. On commençait à créer des recueils périodiques; enfin des multitudes de pièces détachées en prose et en vers, familières, mordantes, bouffonnes, injurieuses, cyniques, se vendaient sur la voie publique, et du nom de la rue où elles étaient imprimées on les appelait des *Grub-streets*. On menaça plus d'une fois ces sortes de publications de mesures répressives ou

fiscales; mais ce ne fut qu'au mois d'avril 1712 qu'un acte qui frappa d'une taxe d'un *penny* par demi-feuille tous les journaux et pamphlets, vint restreindre, sans les supprimer, les publications à bon marché. On peut donc dire que la liberté politique de la presse existait de fait sous la reine Anne, sauf une seule restriction importante et qui paraît étrange aujourd'hui, quoique en droit elle subsiste encore : il était défendu de rendre compte des débats des deux chambres, et la défense était observée.

Les Anglais appellent encore le temps de la reine Anne leur âge d'Auguste. Nous serions assez de l'avis de lord Brougham, qui place un peu plus tôt leur véritable âge d'Auguste, *true Augustan age*. Cependant, à quelque époque que ce nom soit donné, il paraît bien ambitieux quand on pense à Horace et à Virgile, et qu'il faut les comparer à Pope, à Prior, à Gay, à Congreve ; mais on devient plus tolérant au souvenir des prosateurs excellents qui ont alors fixé la forme de la langue anglaise, Shaftesbury, Swift, Addison, Bolingbroke. Quel que soit au reste leur mérite, la plupart, sortant du paisible monde des lettres, consacrèrent leur plume à la politique. On pourrait presque dire que les plus éminents se firent journalistes ; c'est du moins en relisant leurs œuvres qu'on verrait retracée avec le plus de relief et de vérité l'orageuse administration de Harley et de Saint-John. Ce serait un tableau littéraire et politique très-intéressant à reproduire dans son ensemble ; nous ne pouvons ici que l'esquisser légèrement.

Lord Somers était souvent intervenu, sans se nommer, dans les controverses des vingt dernières années, et les ouvrages qu'on lui attribue se reconnaissent à la droiture de sens et à la fermeté d'esprit ; il écrit du

ton de l'homme d'État. Mais les infirmités précédaient pour lui la vieillesse, et il allait peu à peu se retirer de la scène. Parmi les écrivains qui se partageaient l'attention publique, nous distinguerons Defoe, Steele, Addison et Swift.

On connaît Daniel Defoe par *Robinson Crusoe*, comme Swift par *Gulliver*; en France du moins, on n'en sait guère plus. Ni l'un ni l'autre en 1710 n'avait acquis encore son principal titre à la renommée littéraire, et cependant le premier était déjà en possession d'une célébrité que le second allait atteindre bientôt et dépasser. Defoe est l'auteur de nombreux récits où, comme dans *Robinson*, la fiction est merveilleusement revêtue des apparences de la réalité : son talent, c'est le naturel. Mais Defoe est aussi un écrivain politique, et c'est comme tel qu'il a publié plus des neuf dixièmes des deux cent dix ouvrages qu'on met sur son compte. Né presbytérien, fils d'un boucher de Londres, élevé dans le petit commerce de cette ville, malheureux et ruiné par les divers trafics qu'il avait essayés, soldat volontaire dans l'armée de Monmouth, whig bourgeois, libéral de boutique, il commença à écrire à vingt ans contre Jacques II. La révolution le transporta de joie; mais il resta obscur et misérable avec tous ses pamphlets, feuilles légères, vers de circonstance, jusqu'au jour où il publia son *Véritable Anglais* (*True born Englishman*, 1701), dont on vendit quatre-vingt mille exemplaires. C'était une défense de Guillaume III, qui en fut touché, voulut voir l'auteur, le prit en gré, lui fit espérer sa protection et l'oublia. Defoe redoubla d'ardeur et de fécondité. Il écrivit sur toutes les questions, sur tous les événements, et il écrivit avec force, avec clarté, avec bon sens, d'un style bien anglais, mais peu élégant, peu élevé, et qui

n'est pas toujours correct. Il n'affecte ni la délicatesse ni la profondeur; il n'a ni grande politique ni grande littérature, mais une verve intarissable, de la logique, de la franchise et du courage. Dévoué au roi et aux principes de la révolution, il les défend avec opiniâtreté, et il y croit assez pour ne pas soupçonner aisément que l'esprit de l'un et de l'autre puisse cesser d'animer le pouvoir; aussi se méprend-il parfois et défend-il le gouvernement en lui prêtant ses opinions, parce que le gouvernement devrait les avoir. La grande et irritante question de la conformité occasionnelle le passionna plus qu'aucune autre. Dissident lui-même et zélé, il la traite en vingt écrits du point de vue de la tolérance, et la *haute volée* ecclésiastique n'a pas d'ennemi plus acharné. Un de ses pamphlets, *le Moyen le plus court pour en finir avec les dissidents* (1703), émut vivement le public. C'était une exposition des doctrines d'absolutisme ecclésiastique d'après Sacheverell et ses patrons, où poussant avec ironie leurs principes à l'extrême, il trompa d'abord ses lecteurs, et même un peu l'université d'Oxford. Cependant, comme tout le monde n'était pas dupe, on rechercha l'auteur, car l'ouvrage était anonyme, et quand on découvrit son nom, il y eut clameur contre lui. La chambre des communes ordonna que l'ouvrage fût brûlé, et Defoe, activement poursuivi par les soins de lord Nottingham, fut saisi, traduit aux assises d'Old Bailey, condamné au pilori et à la prison pour le temps qu'il plairait à la reine. Il composa une hymne au pilori, ode ou satire piquante, fière, indignée. Enfermé à Newgate, il ne cessa pas d'occuper le public. C'est là qu'il conçut l'idée de *la Revue*, recueil périodique qu'il composait à lui seul et qui parut pendant neuf ans sans que l'auteur interrompît pour cela le

cours de ses publications détachées. La seconde année de sa détention, il reçut un message de Harley; celui-ci, qui avait remplacé lord Nottingham, demandait au prisonnier ce qu'il pouvait faire pour lui. Comme on sait, il ne pratiquait pas pour son compte l'intolérance religieuse, et laissant son parti poursuivre les dissidents en masse, il les protégeait en détail. Le ministère d'ailleurs était modéré. La reine cependant ne se laissa pas d'abord attendrir; elle refusa à Defoe sa grâce en envoyant un secours à sa femme; mais Godolphin s'étant joint à Harley, tous deux obtinrent la liberté de l'écrivain vers la fin de 1704. Celui-ci fut même, quelque temps après, employé par le gouvernement. Il ne cessa pas d'imprimer; seulement ses obligations nouvelles mirent un peu de gêne dans sa polémique. Fidèle à sa reconnaissance pour la reine dont il voulait ignorer les préjugés, pour Harley dont il palliait les torts, il continua de soutenir les mêmes principes, de combattre les mêmes ennemis, en ayant soin d'épargner le gouvernement. Il ne déserta ni la cause de la tolérance, ni celle de la révolution, ni la gloire de Marlborough; mais, avec des principes whigs, il ne s'enrôla pas dans le parti whig, et grâce à quelques distinctions, à quelques réticences, il écrivit à sa mode et fit la guerre pour son compte. Son talent se soutint sans s'élever. Il y a beaucoup de remplissage dans ses œuvres, une facilité remarquable, de la fécondité sans éclat, de la chaleur sans éloquence, rien de supérieur, rien d'exquis, mais une certaine égalité d'intelligence, de raisonnement et d'entrain, qui se retrouve en toutes circonstances et sur tous les sujets.

Au moment de la formation du second ministère de Harley, le rédacteur de *la Revue* se trouvait engagé

dans la lutte la plus vive contre la haute Église. Le procès de Sacheverell avait exalté les passions; la multitude insultait ses adversaires. Defoe, menacé de toutes les manières, avait fait tête à l'orage et dénoncé comme un complot factieux les desseins des torys. Or, l'artisan du complot était son protecteur, peut-être son corrupteur, Harley. L'embarras dut être grand pour Defoe. En attaquant ce qu'il n'aimait pas, l'Église, le torysme, les Stuarts, les catholiques, il était habitué à avoir pour soi le gouvernement, et même comme on disait alors, la cour. Il aimait cette position, et le moment de la quitter n'était pas celui où il voyait le gouvernement et la cour représentés par l'homme qui l'avait tiré de prison. Après tout, le pouvoir n'est jamais tout à fait une faction; il a des intérêts permanents, identiques à ceux de l'État, et le prudent Harley en particulier ne demandait pas mieux que de se poser en arbitre entre son parti et ses adversaires. Cette tactique allait à l'esprit et sans doute aux intérêts de notre écrivain. On le devina, car il parut avec un grand succès un pamphlet, intitulé *Fautes de deux parts*, qu'on attribua d'abord à Harley, puis à Defoe. Il n'était ni de l'un ni de l'autre; mais il pouvait à tous deux leur servir de programme. Defoe, avant de se prononcer sur la politique, chercha un terrain neutre. Les fonds avaient baissé; le monde financier était pour le ministère whig. Soutenir le crédit public est toujours œuvre de bon citoyen. Defoe écrivit pour dissiper les alarmes qui le déprimaient, et trouva moyen de seconder ainsi les nouveaux ministres sans dire aucun mal de leurs prédécesseurs. Ses deux écrits sur ce sujet étaient faits avec assez d'intelligence pour qu'on les ait crus de Harley lui-même et qu'ils aient été imprimés sous son nom. Ainsi commença la nouvelle

phase de la vie de Defoe comme pamphlétaire. Nous le verrons suivre avec sa verve accoutumée le cours de cette incohérente polémique, se ménager, se compromettre, attaquer dans ses doctrines le parti des ministres, en exceptant les ministres, s'obstiner à ne voir qu'un côté de la politique de Harley, tory pour les whigs, whig pour les torys, et sans abandonner ses opinions ni même ses passions, déserter ou combattre ceux qui les partagent, pour aider ou justifier leurs adversaires. On n'oserait affirmer que l'intérêt privé, la lassitude d'une position précaire, la crainte de nouveaux dangers personnels n'aient été pour rien dans un manége si compliqué; mais pourquoi n'y pas voir aussi un besoin de bon citoyen, d'honnête bourgeois, qui répugne à donner tort au gouvernement de la révolution, et cède à la séduction naturelle d'un certain rôle d'impartialité? On aime aisément à signaler toutes les fautes, à éviter tous les excès, et on finit par encourir toutes les inimitiés. Defoe eut dans la presse le sort de Harley dans le gouvernement. C'est dire qu'il ne fut jamais le journaliste de Bolingbroke.

Avec *la Revue,* deux recueils périodiques se partageaient l'attention générale; *l'Observateur,* par Tutchin, écrit en dialogues, où ne manque pas l'injure personnelle, et *le Babillard* (*the Tattler*), par Richard Steele, plus modéré, mais dont l'esprit est le même. Tous deux étaient inspirés par la politique whig, et Steele avait la fidélité et la violence de l'homme de parti. Sous le ministère de Godolphin, il avait été choisi pour diriger *la Gazette de la cour,* le journal officiel du temps, et on l'avait en même temps pourvu d'une place de commissaire du timbre. A la chute de ses patrons, il renonça à *la Gazette* et garda sa place; il donna tous ses soins au

Tattler, fondé depuis un an, et qui paraissait tous les deux jours. Ce recueil, premier essai d'un genre nouveau, eut le plus grand succès, et il est resté dans la littérature anglaise. J'ignore si on le lit, mais on le cite encore. C'est bien plutôt un journal de mœurs qu'un pamphlet politique, une de ces sortes d'ouvrages que Johnson place entre la comédie et les *Caractères*, entre Molière et La Bruyère. La politique ne s'y rencontre guère que par voie d'allusion et plutôt sous la forme de la satire générale. Steele commença le *Tattler* sous le nom d'Isaac Bickerstaff, pseudonyme déjà mis à la mode par Swift dans ses *Prédictions pour l'année* 1708, et qui devint tout à fait populaire. Des portraits crayonnés avec gaieté, avec malice, de l'esprit, non du plus fin, non du moins piquant, un style de bonne qualité, une certaine fermeté de manière qui n'évite pas toujours la lourdeur, caractérisent Steele et son œuvre. Il la soutint avec beaucoup de fécondité, quelquefois aidé par Swift lui-même, plus souvent par l'habile écrivain dont l'amitié illustre sa vie. Addison enrichit le *Tattler* de plusieurs articles remarquables, et se découvrit ainsi le talent dont il devait laisser un impérissable monument. Addison n'avait encore rien publié d'éminent, si ce n'est peut-être son poëme sur Blenheim, modèle du *Poëme de Fontenoy*. Cependant la dignité et la modération de son caractère, la solidité de ses principes, la supériorité de sa conversation l'avaient, du rang le plus modeste, élevé à une position respectée et placé fort au-dessus de ses égaux. C'était un whig décidé et sage; il avait rempli en Irlande les fonctions de principal secrétaire auprès de lord Wharton, il avait quitté les affaires avec son parti, et dans les prochaines élections si fort disputées, il fut sans conteste envoyé à ce parle-

ment où il ne parlait pas. Il imposait à Swift, qui le ménageait. Il soutenait et contenait Steele, dont il estimait la constance et l'énergie. Addison est plus qu'un journaliste. *Le Spectateur*, qu'il fonda quand *le Babillard* eut cessé de paraître, durera autant que la langue anglaise. Il écrivit rarement sur la politique; mais, quand il le fit, on reconnut la main d'un maître : c'est du moins l'avis de Johnson, qui n'aimait pas ses principes. Sous la direction d'Addison, Steele se jeta bientôt dans la mêlée, en vrai soldat. Supérieur à Defoe pour la culture intellectuelle, pour l'élévation des habitudes de l'esprit, il ne l'égale pas peut-être pour le naturel et le raisonnement; mais son talent est plus littéraire et n'est pas moins passionné. Sa haine était puissante, et elle appelait la haine; celle d'une majorité appuyée d'une cour et d'un clergé ne lui fit pas défaut, et elle le poursuivit à outrance. Au temps où nous sommes cependant, il conservait encore une certaine retenue. C'était la condition tacite à laquelle, par la médiation d'Addison et de Swift, il avait gardé sa place. Mais attendons-nous à le voir bientôt briser son dernier lien avec le gouvernement.

Tandis que le *Tattler* en effet se tenait encore sur la réserve, Arthur Maynwayring publiait *le Mélange* (*the Medley*), recueil auquel contribua Steele, et plus tard Oldmixon et Ridpath. L'esprit d'opposition s'y montrait dans une polémique plus ouverte, et le gouvernement, comme on le voit, avait besoin d'être défendu. Il avait bien pour gazette le *Post-Boy* (*le Postillon*), auquel répondait le *Flying Post* (*le Courrier*), mais on y trouvait plus de faits que d'idées. *La Répétition* (*the Rehearsal*), fondée par Charles Leslie, n'était qu'un recueil de dialogues injurieux, dans le genre de l'*Ob-*

servateur, et plaidait violemment la cause de l'intolérance religieuse. C'eût été un défenseur compromettant pour un ministère, et d'ailleurs ce journal ne s'était pas soutenu. On songea donc à en créer un nouveau, et le 3 août 1710, l'*Examiner* parut. C'est Saint-John qui en eut la pensée. On assure que c'est la première fois qu'un journal de discussion politique se publia sous les auspices du gouvernement, et les libertés que celui-ci prit dès son début contribuèrent à la liberté de tous. La discussion devint plus franche, plus directe; beaucoup de détours et de ménagements en usage furent abandonnés. Saint-John, qui contribua à la rédaction des premiers numéros, plaça tout de suite l'*Examiner* sur un pied de vive polémique. Une lettre à l'éditeur, où il attaque rudement la duchesse de Marlborough pour avoir travaillé contre la formation du ministère, provoqua les réponses d'Addison et de lord Cowper. Ce dernier écrivit à Isaac Bickerstaff, le rédacteur du *Tattler*, une lettre que nous pouvons lire encore, et il est curieux de voir comment, sous le masque de l'anonyme, un chancelier sortant de charge et un secrétaire d'État en exercice dirigent l'un contre l'autre l'arme de la presse. Saint-John abandonna bientôt la plume aux rédacteurs ordinaires, Matthew Prior, le poëte, secrétaire d'ambassade à Ryswick, et le docteur Atterbury, théologien absolutiste, écrivain remarquable, prédicateur habile, destiné à l'épiscopat. Tous deux étaient dans l'intimité de Saint-John, mais il est douteux que l'*Examiner* eût produit une sensation durable, si un combattant beaucoup plus redoutable n'en eût fait son instrument de guerre.

Jonathan Swift avait alors quarante-trois ans. D'une famille anglaise, il était né en Irlande, où il tenait le

modeste vicariat de Larascore, dans le diocèse de Meath. Sa réputation n'était pas encore très-étendue, quoique ses talents fussent fort appréciés des connaisseurs. Le fameux *Conte du Tonneau*, qu'il n'avoua jamais, avait paru sans nom d'auteur. Une sorte de plaisanterie sérieuse, le mélange d'ironie, de critique et de fantaisie qui plaît tant aux Anglais, la vivacité des traits, la vigueur et la rapidité du style avaient recommandé à tous les bons juges cette singulière production, si profondément empreinte du goût national. Comme Rabelais, l'auteur attaque, avec une liberté qui tourne à la bouffonnerie et effleure le cynisme, toutes les querelles théologiques, même toutes les dissidences religieuses; à travers les sectes, ses traits atteignent les croyances, et Voltaire a pu le prendre pour un des siens. Le vrai paraît être que Swift, grand partisan de l'épiscopat, entendait conclure en faveur d'une foi légale, d'une Église établie, liée étroitement à l'État, qui lui emprunte et lui prête de la puissance. Cette pensée ne fut pas clairement aperçue; la liberté du ton parut de la licence et scandalisa les âmes scrupuleuses, notamment la reine Anne, qui, malgré tant de sympathies politiques, ne voulut jamais faire de Swift un évêque, et se laissa longtemps prier pour lui donner un bon bénéfice.

Or Swift arrivait d'Irlande chargé de suivre à Londres quelques réclamations du clergé de ce pays, lorsque le ministère de Harley se forma. Jusque-là, sa politique avait été assez incertaine. Élevé parmi les whigs, lié avec Somers, à qui le *Conte du Tonneau* est dédié, avec Halifax, surtout avec Addison, il s'était, dans ses divers voyages à Londres, montré disposé à leur confier l'avenir de sa fortune. Il avait dans leur commerce conçu des espérances qui ne s'étaient pas réalisées.

Leur gouverneur en Irlande, lord Wharton, l'avait mal accueilli. A Londres, lord Godolphin, encore ministre, le reçut avec sa froideur accoutumée, et Swift dévoua Godolphin et Wharton aux dieux infernaux, c'est-à-dire à la vengeance dont le talent dispose. Ulcéré et vain, il alla trouver le nouveau ministre et se présenta comme une victime de la dernière administration. Harley était accueillant et le plus grand prometteur du monde. Il recherchait les gens de lettres, non moins que Saint-John, leur pair en même temps que leur patron. Le cabinet annonçait pour l'Église une politique qui allait à Swift, fort ecclésiastique s'il n'était fort chrétien. Swift prit son parti et se donna aux torys.

Il est aisé de savoir comment. Nous avons les éphémérides de cette partie de sa vie dans le *Journal à Stella.* On sait que cet homme singulier nourrissait un sentiment indéfinissable, et sur la nature duquel les doctes disputent encore, pour une jeune personne, Hester Johnson, qu'il avait emmenée avec une de ses compagnes en Irlande, et elles habitaient son presbytère en son absence seulement. Par parenthèse, il contracta également, en séjournant à Londres, un goût non moins énigmatique pour Esther Vanhomrigh, qui se prit de passion pour son génie[1]. Partagé entre ces deux femmes, il les rendit toutes deux assez malheureuses. Pendant un temps, elles s'ignorèrent l'une l'autre; mais enfin il épousa la première, et la seconde en mourut de chagrin, suivie bientôt de sa rivale au tombeau. C'est bien le roman le plus étrange, si rien

[1] J'écris les deux noms suivant l'orthographe adoptée par M. Thackeray, dans l'article sur Swift de ses *English humourists*, Lond., 1853.

devait étonner de la part des hommes qui prennent leur imagination pour leur sensibilité. Quoi qu'il en soit, il nommait poétiquement l'une Stella, l'autre Vanessa, et pendant deux années il raconta les moindres incidents de sa vie de Londres à Stella, dans une correspondance presque quotidienne où il n'économisait pas les détails, sans compter deux relations par lui rédigées, l'une de la formation du cabinet de 1710, l'autre de son administration et de sa fin, plus un jugement sur sa conduite, sans compter enfin de nombreux écrits où tantôt il expose, tantôt il discute, tantôt il se moque. On pourrait chercher la chronique secrète du gouvernement de 1710 à 1714 dans le *Journal à Stella*, qui n'offre pas cependant un intérêt continu; on y trouve bien du bavardage et d'innombrables petits faits de la vie usuelle, qu'une excessive personnalité pouvait seule redire à une excessive affection. Les révélations curieuses, les anecdotes instructives, les traits de mœurs et de caractères sont assez clair-semés dans ces singuliers mémoires, et la lecture n'en est pas constamment amusante : c'est pourtant un précieux document historique.

Là, nous apprendrons que dès ses premiers numéros l'*Examiner* prit contre le parti du ministère tombé une vigoureuse offensive. La vivacité provocante de la rédaction fit du bruit, elle dépassait la mesure ordinaire de l'apologie officielle; mais, dans l'état des esprits, elle réussit. Cependant alors, pas plus qu'aujourd'hui, un ministre ne pouvait se faire journaliste. Après deux mois d'expérience, il fallut chercher un principal rédacteur. Swift commençait à se faire distinguer de Harley. Quoiqu'il vécût encore dans l'intimité des écrivains whigs, d'Addison, de Steele, de Rowe, il

voyait sans cesse le ministre; il s'était lié intimement avec Érasme Lewis, son secrétaire. Déjà depuis deux mois, il avait publié deux satires, — deux vengeances : c'était un portrait du comte de Wharton, sanglant spécimen de la hardiesse injurieuse de son talent; puis une pièce de vers énigmatique, *la Verge de Sid Hamet*, c'est-à-dire la baguette de Sidney Godolphin, baguette magique dont il vantait ironiquement les miracles. Les premiers coups étaient portés. Le 31 octobre et le 1er novembre, Swift dînait avec Addison, et le 2 parut le quatorzième numéro de l'*Examiner;* l'article était de Swift. Il y exposait en termes encore modérés la situation et les chances du ministère, et commençait sa polémique contre le parti de la guerre, *multis utile bellum*[1]. C'était un jeudi; il était invité à dîner pour le lendemain chez Harley, qui l'engagea de nouveau pour le dimanche. Dans l'intervalle, le samedi, il dîna encore avec Addison et Steele à Kensington; mais il fut invité pour le 11 chez Saint-John. Les attentions de ce nouveau protecteur le charmèrent : « Ne voilà-t-il pas qui est bizarre? dit-il dans son journal; le père est un homme de plaisir qui court le mail[2], fréquente le café de Saint-James et les *maisons à chocolat*, et le jeune fils est principal secrétaire d'État; il m'a dit que M. Harley ne pouvait rien me cacher, tant j'avais l'art de le captiver. J'ai bien vu que c'était un compliment; je le lui ai dit, et c'était vrai. Pourtant c'est un peu fort de voir ces grands hommes me traiter comme un de leurs maîtres, et vos pantins en Irlande me regardaient à peine! » C'est que Swift était devenu le

[1] Lucain.

[2] C'était l'emplacement d'un ancien jeu de mail, *Mall*, et une promenade qui longe le parc de Saint-James.

rédacteur en chef de l'*Examiner*, et il continua pendant sept ou huit mois à l'écrire presque tout entier. Ce recueil hebdomadaire prit dans ses mains une véritable importance. Un style excellent y relevait une forte discussion. On y trouvait avant lui plus de l'esprit que les Anglais appellent *wit;* on y trouva sous lui plus de l'esprit que les Anglais appellent *humour*. C'est la différence des traits piquants aux idées originales. Le docteur fit une franche guerre à ceux qui avaient été un peu ses amis, à Steele surtout qu'il finit par accabler. Le seul qu'il ménagea, Addison, répondit par quelques feuilles d'un *Examiner whig* que le docteur Johnson proclame supérieur, mais qui ne parut que cinq fois. « Swift se félicita, dit Johnson, de voir mourir celui qu'il n'aurait pu tuer. » Mais Addison se plaisait peu dans le combat, et l'irascible Jonathan resta à peu près maître du champ de bataille. « Le présent ministère a une difficile tâche, écrivait-il à Stella (20 novembre), et il a besoin de moi. Autant que j'en puis juger, ils ont en vue le véritable intérêt du public; ainsi je suis content de les seconder de tout mon pouvoir. » Ce pouvoir était réel. Son talent véhément et sarcastique, qui se permettait tout, animé par une vanité colère, se déploya avec une licence et un succès qui le rendirent indispensable à sa cause et au cabinet. Tantôt grave, tantôt comique, mais prenant fort au sérieux son rôle et son influence, il devint le commensal habituel et le confident des ministres directeurs; il se crut leur directeur à son tour. Sa conversation originale leur fut aussi agréable que sa plume leur était utile; il dînait chez eux deux ou trois fois par semaine, mais surtout le samedi en petit comité chez Harley, avec Saint-John, Harcourt et lord Rivers : il les soignait,

il les défendait, il les amusait; mais, indépendant d'esprit, il se tenait pour fier et pour exigeant; il leur parlait parfois avec rudesse et les querellait sur de petites choses, quand surtout elles touchaient à sa vanité ou à ses manies. Il est un des exemples les plus remarquables du caractère et de la position de l'homme de lettres dans les États libres, lorsqu'il se jette dans la politique, en restant exclusivement écrivain. Il devient très-important aux yeux de son parti, plus encore auprès du gouvernement qu'il sert; mais cette importance, il en abuse, parce qu'il l'exagère; il la défend, parce qu'on la conteste; il obtient des ménagements, même des caresses, sans être toujours considéré de ceux qui le flattent; il régente plus qu'il n'influe, gourmande sans persuader, sert en grondant, pense dominer en causant, agir en écrivant, se plaint de n'être pas assez écouté, et menace incessamment d'abandonner ceux qui se perdraient, dit-il, s'il ne les sauvait tous les jours.

« Le docteur n'est pas seulement notre favori, disait le garde du grand sceau Harcourt, il est notre gouverneur. » Il était surtout le lien entre les deux principaux ministres, et dès lors ce lien n'était pas inutile. On voit dans ses lettres que Swift aimait au fond le chancelier de l'Échiquier plus que le secrétaire d'État; l'un avait plus de douceur et de liant dans le commerce, l'autre plus de verve et de piquant; là plus d'égalité, ici plus de vivacité; l'un blessa quelquefois Swift en lui offrant trop naïvement de l'argent et trop facilement des espérances qu'il ne réalisait jamais; l'autre, à la fois plus grand seigneur et plus homme de lettres, ne le contrariait qu'en le forçant à boire trop de vin de Champagne, et en l'obligeant à des séances de table au-dessus de sa

santé et de sa condition. Swift, qui trouvait Harley un peu trop whig et Saint-John un peu trop tory, les tempérait l'un par l'autre et leur faisait à tous deux du bien. Il finit par soupçonner que l'un avait plus de sagesse et l'autre plus de génie, puis il s'aperçut que leur différence de nature tournait à l'incompatibilité d'humeur, et il désespéra enfin de les unir et de les sauver : mais dans les premiers mois il ne trouvait que profit et plaisir dans leur commerce. On ne pouvait se passer de lui. Il devait à ses rapports avec le gouvernement l'agrément de vivre dans une société charmante. « Les ministres, écrivait-il, sont de bons et braves enfants pleins de cœur : je les traite comme des chiens, parce que je m'attends à en être traité de même. Ils ne m'appellent que Jonathan, et j'ai dit que je croyais qu'ils me laisseraient Jonathan comme ils m'avaient trouvé, n'ayant jamais vu un ministre faire quelque chose pour ceux dont il fait les compagnons de ses plaisirs; mais je m'en moque. » « Le diable soit du secrétaire (d'État)! dit-il une autre fois : quand je suis venu le voir ce matin (31 octobre 1711), il avait du monde; mais il m'a dit de venir dîner chez Prior aujourd'hui, et que nous ferions toutes nos affaires dans l'après-dîner. A deux heures, Prior me prévient par un mot qu'il a un autre engagement. Le secrétaire et moi, nous allons dîner chez le brigadier Britton; nous restons à table jusqu'à huit heures, nous devenons gais; adieu les affaires. Nous nous quittons sans fixer un moment pour nous retrouver. C'est le défaut de tous les ministres actuels : ils me tourmentent à mort pour avoir mon assistance, font reposer là-dessus tout le poids de leurs affaires, et puis ils laissent échapper toutes les bonnes occasions. »

IX

SITUATION ET POLITIQUE DU MINISTÈRE.—TENTATIVE D'ASSASSINAT SUR HARLEY.—MORT DE ROCHESTER : HARLEY PREMIER MINISTRE ET COMTE D'OXFORD. — CLUB DES FRÈRES. — REFROIDISSEMENT ENTRE OXFORD ET SAINT-JOHN.

(1710-1711)

La situation des choses n'était pourtant pas des plus simples. Il fallait satisfaire et contenir à la fois tout un parti. « Harley, disait Swift, est comme un isthme entre les whigs et les torys violents. » En écrasant de puissants adversaires, on devait éviter de s'en faire de nouveaux; défendre la monarchie de 1688, ménager ses ennemis; servir la maison de Hanovre en s'appuyant sur des jacobites; exciter et contenter la passion de la paix, en poussant la guerre avec une vigueur suffisante; essayer enfin d'anéantir les amis de Marlborough, sans attaquer Marlborough, et de lui laisser son commandement en annulant son influence. Et toute cette tâche si compliquée devait être menée à bien par un ministère dont le chef apparent était un homme d'un esprit étroit, de formes rudes, sans pénétration, sans dextérité, car tel était Rochester.

Mais Harley avait éminemment tout ce qui lui manquait, et cependant on doute que Harley eût réussi, même pour un temps, si Bolingbroke n'avait été ministre des affaires étrangères.

Saint-John, tombé du pouvoir, écrivait avec une certaine ingénuité : « J'ai bien peur que nous ne soyons arrivés à la cour (au ministère) avec les dispositions qui animent tous les partis, que le principal ressort de nos actions n'ait été le désir d'avoir dans nos mains le gouvernement de l'État, que nos principales vues n'aient eu pour objet la conservation de ce pouvoir, de grands emplois pour nous, de grands moyens de récompenser ceux qui avaient servi à notre élévation et de frapper ceux qui s'y étaient opposés. » Mais il ajoute : « Il est vrai cependant qu'à ces considérations d'intérêt privé et d'intérêt de parti, il s'en mêlait d'autres qui avaient pour objet le bien public, ou du moins ce que nous regardions comme le bien public. »

Nous dirons, d'après lui, comment on pourrait concevoir la politique générale dont il devint le principal instrument.

Celle de Guillaume III avait été une politique personnelle. Elle subordonnait le roi d'Angleterre au stathouder des Provinces-Unies ; ou plutôt la grande pensée d'une nouvelle union d'États réformés, Angleterre, Hollande, Écosse, Irlande, union dont il aurait été le fondateur et le chef, d'une sorte de république protestante, rivale de la monarchie absolue et catholique de Louis XIV, dominait cet ambitieux esprit ; et les forces, les partis, les institutions de son nouveau royaume, n'étaient pour lui que des moyens plus ou moins efficaces ou pliables dans ses mains pour

réaliser ses grands desseins. Cette politique personnelle était guerrière. Les opinions et les passions des whigs s'y étaient accommodées, et le mouvement imprimé aux affaires par l'extension de la dette et la circulation des effets publics, par cette sorte d'activité commerciale que la guerre développe, avait rattaché à ce système tout ce qui spécule dans les grandes villes, tout le monde financier, *moneyed interest,* lié dès longtemps aux opinions des whigs. Tel n'était pas le monde foncier, l'intérêt territorial, *landed interest,* c'est-à-dire le fond permanent de la nationalité anglaise. Par leurs idées, leurs goûts et leurs calculs, les propriétaires des champs, surtout la classe moyenne des provinces, ne cherchaient ni les nouveautés ni les aventures. Une politique conservatrice et pacifique était leur politique naturelle. Ils avaient pu accidentellement, par entraînement ou par nécessité, consentir à la révolution, acquiescer à la guerre; mais pousser l'une ou l'autre à outrance n'était pas de leur goût. Une réaction contraire s'était dès longtemps manifestée parmi eux. Or là était, aux yeux de Saint-John, l'intérêt continu et général de la société, le véritable esprit anglais, fidèle aux traditions de la monarchie et de l'Église. C'est dans ce milieu qu'il fallait replacer le gouvernement, c'est sur ce point d'appui qu'il fallait le poser. Suivre ou plutôt conduire le mouvement qui ramenait ainsi l'Angleterre à elle-même, telle devait être la politique du cabinet de 1710; et si dans cette direction il se rencontrait, chose inévitable, avec le parti des rois exilés, si, comme on devait s'y attendre, les intérêts et les principes jacobites servaient cette politique ainsi qu'ils en étaient servis, il ne fallait pas repousser cette sorte

d'auxiliaires, il ne fallait ni s'effrayer, ni rougir puérilement de leur secours. Tout au contraire, le moyen devait être accepté en faveur du but ; le mouvement donné devait être suivi à tous risques ; rien ne devait être exclu de ce qui pouvait rasseoir sur ses véritables bases le gouvernement national.

C'est quelques années plus tard que Saint-John donnait de sa conduite une explication systématique qui ressemble à ce qu'on vient de lire. Au moment de l'action, il pouvait bien appeler en aide à ses combinaisons de parti et d'ambition quelques idées générales, c'est un besoin de tous les temps pour les esprits distingués ; on aime à trouver la maxime de ses actions ; mais il est probable que les circonstances, les engagements parlementaires, l'état de la cour, les caractères, les goûts, les antipathies, les doutes qui planaient encore sur la succession au trône, la possibilité d'une contre-révolution entrevue ou cherchée, l'intérêt de la défense, le besoin du succès, le désir d'une revanche, mille causes particulières enfin contribuèrent encore plus puissamment à déterminer et le langage et la marche du cabinet, dont Rochester, Harley et Saint-John pouvaient, à divers titres, être regardés comme les chefs.

Tous les yeux étaient fixés sur les élections. Elles furent moins défavorables aux whigs qu'on ne devait s'y attendre. Les deux partis revinrent en force à peu près égale. C'était, dit-on, le vœu secret de Harley. Il n'aimait pas les majorités qu'il faut suivre sans regarder derrière soi. La servitude des partis compromet ceux qui la subissent, et il cherchait à s'y soustraire en les opposant les uns aux autres. Plus habile à les jouer qu'à les maîtriser, il aurait voulu contenir les

animosités des vainqueurs, et surtout contre Marlborough. Du moins désirait-il rester étranger à tout ce qui serait tenté contre lui. « Pour ce qui regarde le grand homme, écrivait Saint-John, sa position future dépendra de lui-même. Les choses avaient été portées si loin, que nous ne reviendrons jamais à un pareil esclavage. Il faut qu'il abandonne ceux qui l'ont fait agir jusqu'à présent. Il est sage sans doute, et j'ose dire que c'est en dépit de son propre jugement qu'il s'est laissé entraîner aux mesures violentes de cette faction ; mais je ne répondrais pas qu'il ne se laissât entraîner encore. » En lui annonçant la formation du ministère, la reine avait prévenu le général en chef qu'il ne devait pas compter sur les remerciements accoutumés du parlement. Du premier coup d'œil, l'homme d'État avait jugé sa situation. Dans une lettre très-remarquable qu'il écrit à la duchesse, il annonce une patience à toute épreuve tant qu'il pourra servir, et il compte sur ses services pour prévenir ou grandir sa retraite. « Je sais bien, dit-il, qu'il faudra souffrir deux ou trois mois. » Contrarié même dans son commandement, il se résigna, ne voulant pas être accusé de quitter son armée par dépit politique et de préférer le pouvoir à la gloire. Fort du cordial appui du prince Eugène et de la confiance des Hollandais, il espérait encore s'imposer au nom de la grande alliance et du droit de la victoire. A son retour en Angleterre, il dissimula tout ressentiment ; il évita les hommages du public, reçut les ministres avec courtoisie, et quand on le sondait pour l'attirer aux torys, quand on essayait de le placer entre une rupture avec les whigs et le danger d'une accusation parlementaire, il répondait avec un calme im-

pénétrable qu'il n'était d'aucun parti et ne servait que la reine et l'État. Anne entendit de lui le même langage. Dans une audience qu'il eut d'elle le 17 janvier 1711, il lui porta une lettre où la duchesse exprimait sa douleur d'être séparée de sa maîtresse. Il essaya d'obtenir que le moment où elle quitterait la cour fût ajourné. La reine ne répondit qu'en demandant qu'elle lui renvoyât la clef d'or. Lady Marlborough la lui renvoya le lendemain avec sa démission de tous ses emplois, hors le gouvernement du parc de Windsor qu'elle avait pour un certain nombre d'années. La duchesse de Somerset lui succéda comme maîtresse de la garde-robe (*groom of the stole*), et la garde de la cassette privée fut confiée à la fidèle Abigaïl.

Docile aux passions de son parti, Saint-John mit sous les yeux de la chambre des communes l'état des affaires d'Espagne et les mesures ordonnées par la reine pour y relever l'honneur de ses armes. Après une campagne assez brillante, Stanhope avait été surpris par Vendôme à Brihuega et forcé de capituler avec son corps d'armée. La victoire de Villaviciosa, remportée deux jours après sur les troupes impériales, était venue réveillér le souvenir de la bataille d'Almanza, gagnée sur lord Galway par le maréchal de Berwick. Galway ou plutôt le comte de Ruvigny, Français réfugié, et Stanhope étaient whigs. On eut l'idée de s'enquérir du système de guerre suivi en Espagne; on trouva qu'il avait été prescrit ou accepté par le dernier ministère, et comme il n'avait pas réussi, le parlement décida, contre l'autorité de Marlborough, que ce système était mauvais, remercia publiquement le comte de Peterborough, qui l'avait combattu, et blâma lord Galway, qui l'a-

vait proposé, lord Sunderland, qui l'avait approuvé.

La réaction marchait à grands pas sous les auspices d'un parti vindicatif. Déjà le ministère ne la contenait plus. Harley était accusé de faiblesse ou d'arrière-pensée. Dans la majorité parlementaire, ces propriétaires de campagne, *squires*, hobereaux, gentillâtres, qui ont de l'indépendance et de la probité, mais nul discernement, nulle modération, et qui, s'ils tiennent aux conditions de la tranquillité publique, comprennent peu celles de la grandeur de l'État, toléraient impatiemment les ménagements du cabinet pour lord Marlborough. Celui-ci, dont la souplesse égalait l'orgueil, renouvelait ses professions de désintéressement, désavouant tout, consentant à tout, fatiguant les whigs par son impartialité affectée, et parmi ses ennemis désarmant les sages, tandis qu'il enhardissait les violents. La reine avait grande envie d'être avec les derniers. Quand il lui disait qu'il était sans ambition, elle regrettait, disait-elle, de ne pouvoir le mettre à la porte en lui riant au nez. Les réunions parlementaires songeaient à chercher dans la gestion du général quelque motif d'accusation; mais les ministres, peu sûrs encore de la paix, ne croyaient prudent ni pour l'Angleterre ni pour eux de disgrâcier un chef toujours victorieux. Un gouvernement sensé ne se sépare pas volontiers d'une pareille gloire. On craignait au contraire que Marlborough dégoûté ne quittât son commandement, et Saint-John, qui avait avec lui de bons rapports, cherchait dans de secrets pourparlers les moyens de le séparer des whigs. Swift lui-même, si prompt à ressentir toutes les animosités de parti, ne croyait pas le moment venu d'éclater contre Marlborough. Dans l'*Examiner*, dont il ne

s'avouait pas l'auteur, il relevait bien en toute occasion ce que coûtaient à l'État et les triomphes et le triomphateur. Il opposait le compte de la reconnaissance romaine envers un général vainqueur au compte de l'ingratitude britannique, et il calculait que les frais de la première s'élevaient à 994 livres sterling, tandis qu'à la fin de 1710 Marlborough avait coûté à la seconde la modeste somme de 540,000. Dans le numéro 28, du 8 février 1711 v. s., il donna comme traduite du latin une prétendue lettre à Crassus après la conquête de la Mésopotamie, satire sanglante où chaque mot déchire celui dont elle proclame l'habileté et la gloire. Cependant Swift nous raconte que lord Rivers se plaignait devant lui que l'*Examiner* traitât trop poliment Marlborough, et il épuisait son éloquence pour persuader aux extrêmes torys d'être plus modérés ou plus patients. Saint-John, qui les caressait beaucoup, ne pouvait non plus en cela se résoudre à leur complaire; mais leur mécontentement ne retombait pas sur lui : c'est Harley qu'ils accusaient, et la reine, qui ne voyait guère dans la politique que les questions de personnes, commençait à se défier d'un zèle qui n'épousait pas ses antipathies. Avec l'autorité du ministère, celle de Harley aurait fini peut-être par s'ébranler, si un incident imprévu n'était venu la raffermir.

Un Français du pays des Cévennes, l'abbé de la Bourlie, frère du comte de Guiscard, lieutenant-général, avait compromis son nom et son état dans tous les déréglements de jeunesse qui commencent la vie des aventuriers. On disait même qu'il avait enlevé des religieuses, extorqué de l'argent par la torture, empoisonné une maîtresse qui le gênait, mérité enfin d'être pendu

en effigie dans la capitale du Rouergue. Puis, reprenant son épée de gentilhomme, il s'était jeté parmi les révoltés du haut Languedoc, les appelant à la liberté civile et religieuse par des harangues imitées du Catilina de Salluste ; c'est du moins ce qu'on lit dans ses mémoires. Cette entreprise ayant échoué, il s'était fait, sous le nom de marquis Antoine de Guiscard, accueillir à la cour de Savoie, encourager par le prince Eugène, et vers 1706 il était venu en Angleterre. Là il s'était adressé à Saint-John, alors secrétaire de la guerre, qui aimait les Français et ne haïssait pas les aventuriers, quand ils étaient hommes de plaisir. Une sorte d'intimité s'établit entre eux, et la vertu n'en fut pas le lien. Guiscard avait des besoins et des projets. Il pressa les ministres, et on lui donna à commander des régiments de protestants réfugiés, réunis à Torbay pour tenter une expédition sur notre littoral. Au moment de partir, on reconnut un peu tard que ses plans ne reposaient sur rien de sérieux, et comme lord Galway, qui guerroyait en Espagne, demandait du renfort, une partie du corps expéditionnaire fut dirigée sur le Portugal. A la bataille d'Almanza (25 avril 1707), Guiscard commandait un régiment de dragons qui fut taillé en pièces ; puis il revint en Angleterre sans emploi et sans solde. Il commençait à être estimé ce qu'il valait. Il sollicitait une pension ; c'était sous le précédent ministère, et, peu recommandé par sa liaison avec Saint-John, sa demande était restée sans effet. Quand il vit au pouvoir son ancien ami, il conçut plus d'espérance ; mais tous deux s'étaient, dit-on, récemment querellés pour une femme. Faiblement appuyé, Guiscard obtint cependant une pension de 500 livres sterling, réduite aussitôt à 400, et mal assurée faute d'affectation sur

aucun fonds déterminé. Dans son mécontentement, il songea à faire sa paix avec la France, ce qui n'était guère possible qu'en trahissant l'Angleterre. Il adressa à Paris, en les dirigeant par le Portugal, des lettres qui revinrent dans les mains du gouvernement. On n'a jamais bien su ce qu'elles contenaient, probablement des avis en l'air et de fausses révélations. On le fit surveiller, entourer par des gens qui, en jouant avec lui, en buvant avec lui, pénétrèrent dans sa confidence. On sut qu'il avait voulu faire passer une lettre dans la correspondance commerciale d'un marchand de la Cité. Elle fut saisie; elle contenait des preuves de trahison flagrante, et le lendemain d'un jour où il avait vu la reine pour lui demander l'augmentation et le payement exact de sa pension, il fut, en vertu d'un mandat signé, selon l'usage, par le secrétaire d'État, qui n'était autre que Saint-John lui-même, arrêté dans le parc de Saint-James sous prévention de haute trahison. Les messagers de la reine le conduisirent à Cockpit[1], donnant les signes d'un violent désespoir (19 mars 1711). Dans la chambre où il fut retenu, il trouva moyen de se saisir d'un canif sans être vu de ses gardiens. Conduit bientôt devant un comité du conseil privé où siégeaient les principaux ministres, il montra d'abord une assurance effrontée; mais lorsqu'il vit qu'on lui représentait sa lettre, il demanda à parler en particulier au secrétaire d'État qui l'interrogeait. Saint-John lui répondit que cela était impossible; que, prévenu d'un crime, il devait s'expliquer devant tout le monde. Comme il s'obstinait, on sonna pour le faire emmener. « Voilà qui est dur, dit-il. Quoi! pas un mot? » Saint-

[1] Près de White-Hall; c'était l'office du conseil privé.

John était assez loin de lui et hors de sa portée. Guiscard s'approcha de la table, et, se précipitant sur Harley, il s'écria : « Alors voilà pour toi! » Et il le frappa avec une grande force de deux coups de canif. La lame se brisa contre les os de la poitrine. Cependant Harley tomba. « Le misérable l'a tué! » s'écria Saint-John, et il tira son épée. Le duc de Newcastle en fit autant, et tous deux se jetèrent sur le meurtrier. Les gardes accoururent et le frappèrent à leur tour pour s'emparer de lui, car il se débattait vigoureusement. Enfin on parvint à le dompter. Il poussait des cris de fureur et disait au duc d'Ormond, toujours en français : « Mylord, que ne m'expédiez-vous tout de suite?—Ce n'est pas l'affaire des honnêtes gens, lui répondit Ormond dans la même langue; c'est l'affaire d'un autre. »

Guiscard était grièvement atteint; il languit quelques jours, et après avoir vu plusieurs fois les ministres, à qui il ne dit rien que de vague et d'obscur, il mourut, mais, à ce qu'on prétendit, d'une blessure reçue par derrière dans sa lutte contre les officiers de police. Une loi fut rendue pour les exempter de toute poursuite, et l'on eut soin de bien établir que ce n'était pas le coup d'épée de Saint-John qui avait donné la mort. Le mystère de cette aventure occupa beaucoup le vulgaire, qui croit toujours avec peine aux crimes fortuits et extravagants, et l'on essaya de découvrir quelque manœuvre de gouvernement dans les complots désespérés et le brusque attentat d'un forcené qui manquait de sens. Cependant ce qui domina dans le monde, ce fut un vif intérêt pour Harley. Au premier moment de sa blessure, qui pouvait être mortelle, il avait montré beaucoup de calme et de générosité. On reconnut bientôt qu'elle n'était pas dangereuse; mais il s'en était fallu de bien peu que

le cœur ne fût percé. Harley resta malade quelque temps; toute la ville s'occupa de lui; on dit même qu'il prolongea les soins que son état réclamait, pour ajouter à l'effet de l'événement. Après sa guérison, il fut complimenté par les deux chambres, qui profitèrent de la circonstance pour recommander à la reine de se préserver des attentats des papistes, précaution très-opportune après le crime d'un abbé défroqué, camisard d'occasion, mécréant par principe, renégat de toutes les croyances.

Le chancelier de l'Échiquier n'était pas tout à fait rétabli, lorsqu'un second événement vint élever sa fortune au niveau de sa popularité, renouvelée par un péril récent. Rochester mourut à l'improviste (mai 1711). Délivré d'un chef inhabile et importun, Harley fut nommé lord trésorier et élevé à la pairie avec le titre de comte d'Oxford et Mortimer. Le duc de Buckingham, cher à la haute Église, malgré son libertinage d'esprit, fut président du conseil, et l'on donna peu après la charge de lord du sceau privé, vacante par la mort du modéré duc de Newcastle, à Robinson, évêque de Bristol; nomination singulière, qui devait, disait-on, rattacher à jamais le clergé au chef du cabinet. L'exemple ne s'est pas reproduit : il n'est pas d'usage que des évêques soient ministres. « Il est impossible, écrivait dans les premiers moments le secrétaire d'État à lord Raby, qui avait remplacé lord Townshend à La Haye, il est impossible de vous exprimer la fermeté et la magnanimité que M. Harley a montrées dans cette étrange circonstance. Moi qui l'ai toujours admiré, jamais je ne l'ai admiré autant; un coup si soudain, une blessure si aiguë, la confusion qui s'ensuivit, ne purent changer sa contenance ni altérer sa voix. Vous serez

étonné si je vous dis que les whigs de la chambre des communes, dans une occasion faite pour exciter l'indignation de tout homme qui prétend aux sentiments ordinaires d'humanité, ont eu l'air indifférent. Et quand l'affaire est venue à la chambre des lords, ils ont quitté leurs siéges, et ne pouvant pendre M. Harley, ils ont résolu de ne montrer aucun ressentiment contre Guiscard pour l'avoir poignardé. »

C'est cependant de ce moment que les nuances qui distinguaient les deux ministres devinrent des ombrages, et les ombrages des ressentiments. Au moment de cette blessure, Harley était en perte d'influence. Or cette blessure, elle pouvait être destinée à Saint-John, ses amis du moins affectaient de le dire. Pourquoi avait-elle profité à la fortune de Harley ? On avait parlé un moment d'une triple promotion à la pairie, dans laquelle tous deux auraient été compris avec Harcourt. Pourquoi une seule avait-elle eu lieu ? En restant à la chambre des communes, Saint-John plus mécontent qu'affaibli, plus maître de son action, demeurait seul en contact journalier avec le gros du parti : il était le ministre parlementaire ; mais Harley attirait à lui cette sorte de suprématie attachée au gouvernement des finances et à la distribution des faveurs et des emplois. Or Saint-John était jaloux : c'est un trait constant de son caractère. « M. Harley depuis son rétablissement, écrivit-il au comte d'Orrery, n'a pas du tout paru au conseil, ni à la trésorerie, et très-rarement à la chambre des communes. Nous qui passons pour être de son intimité, nous avons peu d'occasion de le voir et aucune de causer librement avec lui. Comme il est l'unique canal par lequel passe le bon plaisir de la reine, tout reste et tout doit rester dans une stagnation complète,

jusqu'à ce qu'il lui plaise de se montrer et de rendre aux eaux leur courant. » Oxford aurait pu répondre que, s'il se réservait tous les priviléges de sa place, Saint-John cherchait à lui dérober tantôt le mérite de ses actes, tantôt la réalité de la direction. Par exemple, il avait soutenu ou insinué, contre les aveux de Guiscard mourant, que le coup de canif lui était destiné ; n'était-ce pas pour s'attirer une popularité à laquelle il n'avait aucun droit? Quant au pouvoir effectif, que devait penser le lord trésorier, lorsque le 4 juin, trois jours après avoir prêté serment en sa nouvelle qualité, il avait la surprise de recevoir la demande de 28,000 livres sterling pour envoi d'armes et de marchandises au Canada? Cette dépense se rattachait à une expédition projetée sur cette partie du nord de l'Amérique, et Oxford a écrit que sa résistance à faire les fonds demandés irrita vivement Saint-John, qui lui apporta pour la vaincre un ordre exprès de la reine. Il céda, mais à l'en croire, il y avait là quelque opération illicite dans laquelle mistress Masham était intéressée. L'expédition avait été concertée avec elle et conseillée à la reine par Saint-John, pour donner un commandement au brigadier Hill, frère de la favorite. Le secrétaire d'État s'était occupé avec un zèle tout particulier de ce projet, qu'il regardait comme son œuvre et qui eut l'issue la plus malheureuse (octobre 1711). Le revers fut très-sensible au cabinet dont c'était la première entreprise, et qui, affrontant les reproches qu'il adressait aux précédents ministres, l'avait ordonnée, sans l'aveu du parlement. Saint-John, d'abord très-mortifié, s'en consola dans l'intérêt de la paix. Quant à la spéculation qui lui est reprochée, on n'en sait rien que l'affirmation d'Oxford, qui impute au chancelier Harcourt d'avoir dit qu'un

gouvernement ne vaudrait pas la peine d'être servi, s'il ne permettait de tels profits à ses serviteurs.

Comme Saint-John ne négligait aucun moyen de se créer une clientèle propre et même un parti, il forma vers ce temps un club choisi, qui, sous l'apparence d'une réunion inspirée par le goût de l'esprit et des lettres, pouvait devenir une coterie dévouée.

Les clubs étaient déjà fort à la mode. Le *Beefsteak-Club*, qui existe encore, avait été fondé en l'honneur du vin et de la bonne chère. *Kit-cat-Club*, quoiqu'il portât le nom d'un pâtissier célèbre par ses pâtés de mouton, était devenu, depuis 1699 que lord Somers l'avait fondé avec Prior et Congreve, une association politique animée de l'esprit des whigs. Le club du Cellier (*the Cellar*) appartenait à la même opinion. Bolingbroke se moque quelque part *des beaux esprits du Kit-cat et des sages du Cellar*. On parlait avec scandale d'une société mystérieuse qui, sous le nom odieusement équivoque de *Club de la Tête de veau* (*Calve's head Club*), passait pour célébrer d'une manière peu monarchique le jour de la décapitation de Charles Ier. Enfin un véritable club politique, ou plutôt une réunion parlementaire où siégeait un tiers de la chambre des communes, s'était formé sous le nom de *Club d'Octobre*, pour représenter et soutenir les principes les plus purs de la haute Église. Dans cette société d'ultra-torys, qui se réunissait à la taverne de la Cloche, près de Westminster, abondaient ces *squires* si souvent décrits dans les romans anglais, ces gentilshommes de campagne (*country gentlemen*), grands amateurs de la bière nouvelle brassée *en octobre*, défenseurs de l'intérêt territorial, des doctrines de loyauté et presque d'absolutisme, sectateurs intolérants de l'orthodoxie anglicane.

Là le ministère trouvait un appui, un aiguillon, un embarras. La prudence de lord Oxford y était souvent taxée de lâcheté ou de perfidie, et Saint-John, accueilli comme un jeune homme qui n'aurait demandé qu'à bien faire, allait y dîner quelquefois avec William Bromley, et s'y ménageait une faveur bienveillante qui ne fit que s'accroître avec le temps. Son ardeur convenait au tempérament de l'assemblée.

Les tavernes principales étaient chacune le lieu de réunion habituelle de quelque société particulière formée par une communauté d'opinion ou de goût. Londres était en outre rempli, à cette époque, de maisons à café et à chocolat (*coffee houses, chocolate houses*), très-fréquentées du monde politique et littéraire. Ces cafés, qu'on imita bientôt sur le continent, étaient des salles de conversation et de jeu, où les hommes connus, influents, vivaient pour ainsi dire en public. On y donnait les nouvelles, on y discutait les questions, on y écrivait des lettres et des articles; les orateurs et les auteurs s'y rencontraient avec les journalistes et les critiques. Là se traitaient des affaires de toute sorte. Voltaire, qui, seize ans après, visita ces établissements, en a décrit un semblable dans sa comédie de l'*Écossaise*, et tels furent les antécédents des clubs si nombreux qui aujourd'hui sont à Londres une des conditions de la vie sociale.

Le club que fonda Saint-John était plus choisi (juin 1711). Il devait éviter *l'extravagance du Kit-cat, l'ivrognerie du Beefsteak*, et prendre le titre de Club des Frères (*Brothers' Club*). C'est le nom que les membres se donnèrent entre eux, et leurs femmes mêmes, parmi lesquelles il y avait des duchesses, furent quelquefois appelées *sœurs*. La réunion, très-

recherchée, très-élégante, au moins pour l'esprit, n'était que de douze en commençant, et ne devait jamais beaucoup s'étendre. « Elle a pour objet, dit Swift, la conversation et l'amitié, et l'on n'y admettra que des hommes d'esprit et d'influence. » C'est là qu'auprès des ducs d'Ormond et de Shrewsbury, de Masham à cause de sa femme, et de Hill à cause de sa sœur, siégeaient, avec Swift et Prior, Arbuthnot, l'ami de Pope et le médecin de la reine, et sir William Wyndham, l'ami de Saint-John et son émule pour la grâce des manières, le goût du plaisir et le talent de la parole. Cette société intime, qui se réunissait tous les jeudis, qui faisait le fonds du salon de Saint-John et de celui de mistress Masham, ne fut pas sans action sur les affaires, et servit pendant un temps à tenir unis autour d'un centre commun des hommes qui auraient pu se partager entre les deux chefs du cabinet. Oxford y fut, dès l'origine, représenté par son fils, lord Harley; mais l'esprit de Saint-John y dominait. Toutefois, à côté de la politique, il y avait dans cette réunion, au moins pour certains membres, quelque arrière-pensée d'une fondation qui aurait pu ressembler à l'Académie française, et de là sortit le *Scriblerus' Club*, que Swift, Pope, Gay, Arbuthnot, ont rendu célèbre dans l'histoire de la littérature de leur pays.

Une rupture était impossible entre les ministres tant que la question de la guerre ou de la paix n'était pas résolue. Il y avait entre eux un secret qui les unissait plus que ne les divisaient leurs caractères, c'était leur participation commune aux menées d'une diplomatie occulte qui sera bientôt expliquée. L'un ne pouvait éclater contre l'autre, qu'il ne sût à quoi s'en tenir sur le succès de leur périlleuse entreprise, et, sans mu-

tuelle confiance, ils marchaient avec un accord apparent qui ne trompait pas la malveillance clairvoyante de l'opposition, mais qui suffisait pour rendre vains tous ses efforts. Swift, qui avait les confidences de tous deux, s'appliquait à éclaircir les malentendus, à prévenir les dissentiments. Tous deux se disputaient sa conversation et son amitié. C'était à qui, lorsqu'on allait à Windsor, le mènerait avec lui; il trouvait ces voyages charmants, quoiqu'il y constatât d'ordinaire que la reine ne le connaissait pas, et que leur protection avait peu avancé ses affaires auprès d'elle. Il se lia dans ce temps davantage avec Saint-John, qui, plus inquiet et plus irritable, avait besoin de paroles calmantes et de sages conseils. Oxford comptait sur le temps pour tout arranger. Il ne s'alarmait pas aisément, et lorsque Swift cherchait à éveiller sa sollicitude pour quelque affaire, même pour les siennes, il lui fermait la bouche avec ces paroles françaises : « Laissez faire à don Antoine. » Saint-John ne dissimulait pas qu'il eût autrement conduit les choses, s'il avait été le maître : mais il ne l'était point : la reine ne le trouvait pas assez animé contre les Marlborough. Mistress Masham n'avait de vraies conférences politiques qu'avec Oxford, au point qu'on se croyait obligé, pour détourner la médisance, de faire remarquer qu'elle n'était pas jolie. Saint-John cherchait à s'assurer de plus en plus le zèle de ceux que négligeait son chef. Il emmenait Swift à Buckleberry, terre en Berkshire, qu'il tenait de sa femme, et s'y faisait admirer du docteur pour son aisance avec les gens de province et sa transformation en propriétaire rural. Swift prenait goût à voir se développer devant lui cette nature riche et flexible d'un gentilhomme propre à tout, et on lit, à quelques pages de distance, dans son journal, les

lignes suivantes : « Lord Radnor et moi, nous nous promenions dans le mail ce soir, et M. le secrétaire (d'État) nous rencontra, fit un tour ou deux, puis il s'échappa, et nous avons cru tous les deux que c'était pour aller ramasser quelque femme. » — « Je suis allé de bonne heure aujourd'hui chez le secrétaire, mais il était sorti pour faire ses dévotions et recevoir le sacrement. Bien des roués en font autant. Ce n'est point affaire de piété, mais de fonctions, pour se conformer à l'acte du parlement. » — « Je regarde Saint-John comme le plus grand jeune homme que j'aie connu. Esprit, capacité, beauté, promptitude à saisir, beaucoup d'instruction et un goût excellent ; le meilleur orateur de la chambre des communes, une conversation admirable, un bon naturel, de bonnes manières ; généreux et méprisant l'argent. Son unique défaut est de prendre avec ses amis un ton plaintif, comme s'il était accablé du fardeau des affaires, ce qui a certain air d'affectation, et il tâche trop de mêler l'élégant gentilhomme et l'homme de plaisir avec l'homme d'affaires. Que peut-il y avoir en lui de vérité et de sincérité ? Je ne sais. Il n'a que trente-deux ans, et voilà plus d'un an qu'il est secrétaire d'État. »

Nous accorderons à Swift que, par le talent de l'orateur et la sagacité du diplomate, Saint-John était à la hauteur de ses fonctions. Ce n'est pas l'habileté qui manquait à sa politique, c'est plutôt sa politique qui aurait compromis son habileté. Rien pour les affaires ne vaut un bon jugement dans une âme honnête. Il y avait dans la conduite d'un ministre, tory par calcul et par goût plus que par principes, homme de parti par ses passions plus que par ses doctrines, obligé par position de défendre un établissement révolutionnaire en s'aidant des ennemis de la révolution, engagé d'honneur à

la cause de la succession protestante, sans la résolution de rompre à jamais avec la succession opposée, appelé à faire la guerre en désirant la paix, à rechercher la paix sans faiblir devant l'ennemi, sans trahir des alliés, condamné à se garder de la majorité qui le soutenait, du général qui servait sa diplomatie, du chef même du ministère qui l'avait adoptée; il y avait, dis-je, dans une telle situation une fausseté et une complication qui défiait toute la dextérité du plus adroit, toute la prudence du plus sage, tout le courage du plus intrépide.

X

NÉGOCIATIONS SECRÈTES POUR LA PAIX.—CONVENTION PRÉLIMINAIRE.

(1711)

Cependant Saint-John avait eu le mérite et le bonheur de s'attacher, dans toute cette confusion, à une idée simple, celle de la paix. Il croyait sincèrement que la paix était un grand bien, et que la paix était possible. Consciencieux sur ce point, lui qui ne l'était guère dans le reste, il se soutint par là, et crut que ce seul succès répondrait à tout. Si l'on écarte et ses motifs et ses moyens, on reconnaîtra que là étaient toute la moralité et toute la puissance de sa politique.

Dès l'année 1706, la France avait désiré la paix. Elle avait essayé de plusieurs médiateurs. Encore saignante du coup reçu à Ramillies, elle offrait des conditions modestes, l'abandon pour le duc d'Anjou des royaumes d'Espagne et des Indes, ou de toutes possessions en Italie, la concession à la Hollande d'une frontière protégée par cette ligne de places fortes qu'on appelait la

Barrière ; mais l'Angleterre et la Hollande suspectaient ou calomniaient la sincérité de la France. Ses offres ou plutôt ses prières furent repoussées. « Le succès de leurs armes, dit Torcy, les avait aveuglés au point de rejeter la paix que Louis XIV demandait aux conditions même les plus dures. »

Lorsqu'on négocie les armes à la main, on ne renonce pas en traitant à combattre ses ennemis, à leur nuire du moins et à les diviser si l'on peut. On est donc toujours exposé au reproche de mauvaise foi, surtout si l'adversaire est fier et jaloux. Lorsqu'en 1709 Louis XIV demanda à traiter, qu'il envoya presqu'à tout risque Torcy, son ministre, à La Haye, il était réduit à la dernière extrémité ; une paix glorieuse, trop glorieuse pour la grande alliance, semblait facile. Le vieux roi consentait à abandonner son petit-fils, à traiter sans lui, il ne refusait que de lui faire la guerre. On voulut l'y réduire. C'était un affront gratuit, qui révolta tout ce qu'il y avait de grand dans son âme. Il résista noblement, et, pour la première fois de sa vie, il en appela aux sentiments de son peuple. Ce beau mouvement devait avoir sa récompense. Le grand pensionnaire Heinsius, tout rempli de l'esprit de Guillaume III, son maître et son ami ; Marlborough, avide de gloire, de richesse et de puissance ; Townshend, whig hardi et décidé, qui négociait en homme de parti peut-être plus qu'en homme d'État, avaient découragé, trompé le plénipotentiaire français pour humilier son maître. Ils haïssaient assez Louis XIV pour le soupçonner de perfidie contre l'évidence. Ils avaient assez éprouvé la fortune pour compter sur elle et s'assurer qu'ils en pouvaient abuser. Ces passions du patriotisme leur permettaient de céder à des passions moins désintéressées, et de s'obstiner dans une

guerre qui faisait leur puissance et le désespoir de leurs adversaires. Il arrive souvent que, par entêtement d'amour-propre ou par routine de l'esprit, on persiste dans la politique où l'on est engagé, sans regarder si l'on est suivi et si elle n'a pas cessé d'être conforme à l'intérêt de ceux-mêmes dont elle a d'abord servi la fortune.

Tout en faisant d'énergiques efforts pour se défendre, Louis XIV ne s'arrêta pas dans la voie des concessions. Il les poussait jusqu'aux dernières limites, vers la fin de 1709, lorsque Townshend, voulant fixer aux négociations une limite qu'on ne pût franchir, prit sur lui de conclure avec les États-Généraux le fameux traité de la Barrière. La Grande-Bretagne et la Hollande y prenaient sous leur commune et mutuelle garantie la succession protestante dans la maison de Hanovre et le maintien dans les Pays-Bas d'une ligne de forteresses qui cessaient ainsi de pouvoir être l'objet d'aucune transaction. Ce traité, qui créait un nouvelle obstacle à la paix, devint en Angleterre l'objet des critiques de la presse, et une preuve souvent invoquée qu'il y avait un parti de la guerre pour la guerre. Ce parti ne put cependant empêcher de s'ouvrir les conférences de Gertruydenberg. De La Haye, où tout leur était rapporté, Marlborough et Eugène, toujours unis dans la diplomatie comme dans les batailles, maintinrent inexorablement les conditions odieuses que Louis XIV ne pouvait accepter, et rendirent vaines toutes négociations, nourrissant peut-être l'espoir insolent d'aller dicter la paix dans les murs de Paris; — mais la Providence réservait cette humiliation à un autre orgueil que celui de Louis XIV.

Cependant la cause de la paix avait plus gagné par les événements de Londres que par toutes les négocia-

tions du continent. Un jour du mois de janvier 1711, le marquis de Torcy apprit que l'abbé Gaultier, venant d'Angleterre, descendrait sous peu à la maison de l'Oratoire de la rue Saint-Honoré, et le soir du jour où il arriva, le ministre le vit entrer dans son cabinet à Versailles. « Voulez-vous la paix? » fut le premier mot du nouveau venu. « Interroger alors un ministre de Sa Majesté s'il souhaitait la paix, dit humblement Torcy dans ses mémoires, c'était demander à un malade attaqué d'une longue et dangereuse maladie, s'il en veut guérir. » L'abbé Gaultier, ancien aumônier de l'ambassade de France à Londres, y était resté depuis la guerre, disant la messe chez le ministre d'Autriche, étudiant le pays, écrivant quelquefois au gouvernement français. Il avait des relations de plaisir avec Matthew Prior et de dévotion avec lady Jersey; car elle était catholique et son mari grand ami des ministres. Saint-John, cousin de lord Jersey, avait vu Gaultier en secret, et l'avait autorisé à dire à Torcy que le cabinet de la Grande-Bretagne voulait la paix. Sans instruction écrite, Gaultier ne demandait à rapporter qu'une lettre de compliment pour lord Jersey. Il obtint à peu près ce qu'il voulut, partit, revint et repartit avec un mémoire dressé par ordre du roi, contenant des bases de négociation pour la paix générale.

C'était précisément l'époque de la mort de l'empereur Joseph Ier, qui laissait ses Etats autrichiens à son frère Charles, déjà candidat à la couronne d'Espagne, maintenant candidat à l'Empire. Quelques mois après, l'archiduc était empereur, et l'Europe était exposée, s'il triomphait dans la Péninsule, à voir réunir sous le sceptre d'un seul homme plus d'États qu'elle n'avait craint d'en voir partagés entre les deux branches de la maison de

Bourbon. L'équilibre des puissances et du monde était donc menacé d'un autre côté, et la guerre avait une raison de moins. En faisant connaître au parlement l'intention de la reine de continuer son appui à la maison d'Autriche, les ministres exprimèrent l'espérance de *terminer heureusement la guerre par une sûre et honorable paix*, et il laissèrent entrevoir la pensée que la mort de l'empereur supprimait le grand obstacle à l'avénement de Philippe V comme roi d'Espagne et des Indes. Les deux chambres parurent s'associer à leurs espérances, et ils transmirent à La Haye les propositions encore secrètes du roi de France. Le successeur de Townshend, lord Raby, parut d'abord surpris et défiant. Il croyait, comme les Hollandais, que Louis XIV ne voulait qu'amuser et diviser les alliés. Saint-John lui répondit de manière à lui faire sentir que l'affaire était sérieuse, l'engageant à venir prendre langue à Londres, et l'assurant que la reine ne tarderait pas à lui donner la pairie. Les yeux du diplomate s'ouvrirent alors, et créé bientôt comte de Strafford, il comprit de mieux en mieux la politique de Saint-John; il distingua son rôle confidentiel de son rôle officiel, reconnut qu'il était là pour lutter contre Heinsius et Marlborough, et que ses adversaires n'étaient pas les ennemis. Sur la réponse des Hollandais, on résolut de demander au cabinet de Versailles de nouveaux éclaircissements. On ne se contenta pas cette fois de dépêcher l'abbé Gaultier. On envoya, sous un nom supposé, le fidèle Prior, qui passa plusieurs fois le détroit, et dont les voyages ne purent rester aussi secrets que les négociations dont il était chargé. Pour détourner l'attention du public, Swift imagina d'imprimer une relation supposée du voyage de Prior à Paris. Ce récit était donné comme la

traduction d'une lettre d'un habitant de Boulogne, un certain Du Baudrier, que Prior aurait pris pour valet de chambre secrétaire, en passant dans cette ville, où Torcy serait venu l'attendre sous le nom de M. de La Bastide. Ce serviteur les avait ensuite accompagnés à Paris et à Versailles. Dans cette relation, semée de détails assez bien trouvés pour la rendre vraisemblable, où même Louis XIV et M[me] de Maintenon jouent leur personnage, quelques bribes de conversations saisies au vol par le curieux secrétaire donnent à croire que l'agent anglais s'est montré exigeant, impérieux, que la France a un vif besoin et un désir sincère de la paix, et qu'enfin les affaires de la Grande-Bretagne sont admirablement bien faites. La fiction trompa tout le monde; ce récit fut enlevé par la crédulité publique, et Swift raconte que, le jour même où l'ouvrage parut, Prior, chez qui il dînait, lui dit en le lui montrant d'un air chagrin : « Voilà bien notre liberté anglaise! » Le docteur fit semblant de lire quelques pages, témoigna son approbation, et déclara qu'il était jaloux du coquin qui avait eu cette idée; si elle lui fût venue en tête, il aurait certainement écrit tout cela.—En effet, à quelques bévues près, inévitables quand on imagine un pays étranger, la brochure était spirituelle et assez propre à faire l'illusion de la réalité.

De son côté, Daniel Defoe, tout en repoussant la qualité de ministériel, tout en défendant avec fidélité la mémoire de son maître Guillaume III et le traité de partage, écrivait pour la paix et ne manquait pas de raisons pour expliquer comment, depuis l'avénement de l'archiduc à l'Empire, la question espagnole avait changé de face. Ainsi les esprits étaient préparés à tolérer les négociations et à les supposer sans les connaître. Entamées à

l'insu des alliés, révélées seulement aux Hollandais par une demi-confidence, propres à devenir les préliminaires d'une paix séparée, elles ne pouvaient être avouées par le cabinet, et elles restèrent clandestines plutôt qu'ignorées. Prior n'était venu chercher en France que des explications et des réponses. Il n'avait aucun pouvoir pour traiter. Louis XIV jugea utile de transporter la négociation à Londres, et l'on y vit arriver le 18 août un Français, député de Rouen au conseil de commerce, et qui se nommait Mesnager, plénipotentiaire occulte, accompagné de l'abbé Gaultier, et, dit-on faussement, de l'abbé Dubois, qui aurait ainsi préludé à sa future politique de l'alliance anglaise. On eut grand besoin de cacher leur voyage, et ils entrèrent aussitôt en pourparlers. Les conférences se tenaient en maison tierce; elles n'étaient point officielles. Lord Oxford, le duc de Shrewsbury et les deux secrétaires d'État Dartmouth et Saint-John y assistaient. Prior servait souvent d'intermédiaire. Quand on fut d'accord sur les points principaux, il fallut conclure. Les ministres anglais étaient sans pouvoirs. Saint-John écrivit en hâte à la reine, qui envoya de Windsor un ordre non contre-signé par un ministre, non scellé du grand sceau, et en vertu de cet acte informe les deux secrétaires d'État signèrent les bases préliminaires d'un traité éventuel. Tout cela était irrégulier et hasardeux. Contrairement aux traités, on négociait en dehors et à l'insu des alliés. Contrairement aux lois, on négociait avec un gouvernement qui donnait asile aux Stuarts. On se mettait à la discrétion de Louis XIV, avec lequel on entrait en connivence secrète; car si l'on soutenait que lui seul était engagé, Mesnager déclarait que la France ne l'était par ces préliminaires

que dans le cas de la conclusion d'une paix générale. Elle demeurait donc maîtresse, en divulguant ces transactions, de porter le trouble et la division dans la grande alliance. Saint-John seul avait tout bravé pour atteindre son but. Oxford lui-même s'était ménagé, et Shrewsbury, prévoyant et scrupuleux, n'avait pas caché ses hésitations et sa réserve. On ne pouvait cependant prolonger le mystère. Il fallut donner communication des préliminaires convenus au comte Gallas, ministre de l'Empire, qui les fit aussitôt insérer dans un journal. La reine offensée lui interdit de paraître à la cour. Mais les nouvelles conventions, ainsi rendues publiques, satisfirent peu l'opinion. On y voyait bien que Louis XIV reconnaissait la succession protestante, qu'il garantissait que les deux couronnes de France et d'Espagne ne seraient jamais réunies sur la même tête, qu'il promettait la démolition des ouvrages militaires et maritimes de Dunkerque; mais tout se bornait en faveur des alliés à une assurance générale de leur donner satisfaction. Aucune puissance allemande, la Hollande elle-même, ne trouvait ses intérêts expressément garantis. Le gouvernement s'occupa donc de refroidir, d'indisposer même la nation anglaise contre ses alliés, pour qu'elle fermât l'oreille à leurs plaintes. La presse ministérielle eut fort à faire. C'est alors que Swift composa, sous les yeux du secrétaire d'État, son pamphlet intitulé : *La Conduite des alliés et du dernier ministère* (27 novembre 1711). C'est un de ses meilleurs écrits politiques, et il agit fortement sur l'opinion. Il s'en vendit en peu de temps dix-sept mille exemplaires. Les suites ruineuses d'une longue guerre, la duperie funeste d'en supporter les frais et les dangers pour d'égoïstes alliés, sont des sujets qu'on rend aisément

populaires. Arbuthnot, inspiré par Swift, les traita sous une forme comique, avec beaucoup de verve et de succès, dans son *Histoire de John Bull.* C'est une parodie où la ligue entre l'Angleterre et la Hollande contre les Bourbons est travestie en un procès intenté par *Bull* (taureau) et *Frog* (grenouille), pour disputer l'héritage de lord *Strutt* (lord glorieux) à Louis et Philippe *Baboon* (babouins), et cette plaisanterie, fort accommodée au goût national, conclut à cette moralité familière : « La chicane est un fossé sans fond. »

XI

DIFFICULTÉS PARLEMENTAIRES.—DÉFECTION DES TORYS HANOVRIENS.
INTRIGUES MINISTÉRIELLES.—DESTITUTION DE MARLBOROUGH.

(1711-1712)

Cependant le ministère si bien défendu ne se sentait pas encore vainqueur.

En ouvrant le parlement (6 décembre 1711), la reine fut obligée de faire des déclarations de fidélité à tous ses engagements, et ne put que lancer un trait contre ceux *qui prenaient plaisir à la guerre*. L'adresse des lords donnait de grandes inquiétudes. Dans cette chambre dominait Marlborough. Il n'avait pas caché sa désapprobation à la reine, mais sans l'ébranler le moins du monde. A lui, à ses partisans, s'unissaient dans cette question quelques anciens amis de la haute Église qui ne trouvaient pas qu'on eût préparé à l'Angleterre une paix digne de ses victoires. A leur tête figurait lord Nottingham, esprit inconséquent et disparate, fervent ennemi des dissidents, mais que son zèle religieux attachait à la maison de Hanovre, et qui, en

vrai protestant, tenait les Bourbons pour ennemis. Il se formait un nouveau parti, que les ministres appelaient le parti des capricieux, *whimsicals*, et qu'on désigna sous le nom de torys hanovriens. Cette défection se manifestait toutes les fois qu'elle trouvait compromis les intérêts de la princesse Sophie et de son fils l'électeur. Elle s'appuyait à la cour sur le duc et la duchesse de Somerset. Le duc était grand écuyer. Après avoir, par suite d'une querelle avec Godolphin, contribué à la formation du ministère, il avait désapprouvé toutes ses mesures. On lui savait les opinions d'un whig modéré. Son crédit était grand au palais, parce que sa femme était l'amie de la reine. Quoiqu'il eût cessé depuis longtemps d'assister au conseil, il y voulut reparaître dans l'été de 1711 à Windsor; mais Saint-John refusa d'y siéger avec lui, et le duc fut obligé d'aller à une course de chevaux. On comprend qu'il n'en était pas devenu plus ami du cabinet. On le prétendait réconcilié avec Godolphin. Comme lui, toute la défection s'entendait avec l'opposition, et lord Wharton disait : « C'est pourtant un sinistre (*dismal,* surnom de Nottingham dont la figure était sombre), c'est un sinistre qui au bout du compte sauvera l'Angleterre. » Nottingham, en effet, proposa de représenter à la reine, par un amendement à l'adresse qu'aucune paix ne serait honorable et sûre, si l'Espagne et les Indes étaient laissées à des princes de la maison de Bourbon; c'était un lieu commun répété depuis huit ans dans les discours du trône et les adresses du parlement; l'amendement fut adopté. En recevant l'adresse, la reine répondit qu'elle regrettait de voir qu'on pût penser qu'elle ne fît pas son possible pour reprendre l'Espagne et les Indes à la maison de Bourbon. Le men-

songe était flagrant, car en acceptant les préliminaires signés par la France, on avait, au moins tacitement, renoncé à lui imposer cette condition. La chambre des communes, où dominait Saint-John, et qui entrait d'elle-même dans l'esprit des négociations, rejeta le même amendement à 232 voix contre 106.

Peu après, la nouvelle coalition se manifesta par une mesure qui ne fut pas à l'honneur des whigs. Jaloux de montrer qu'il n'avait point abandonné sa foi et de se conserver la faveur de l'Église, lord Nottingham reprit le bill contre la conformité occasionnelle, en le mitigeant dans le fond et dans les termes ; et, pour récompenser sans doute son opposition nouvelle, les whigs, sacrifiant les principes, ne firent aucune résistance. Lord Oxford demeura sourd aux réclamations plaintives de ses anciens coreligionnaires, et le bill, à travers les sarcasmes et les récriminations de Daniel Defoe, fut, par l'accord calculé des deux chambres, inscrit au nombre des lois de l'État. Il n'en devait être effacé que la cinquième année du prochain règne (1719).

Une nouvelle adresse sur la paix, où le concert avec la Hollande et les alliés était expressément recommandé, passa sur une motion de lord Nottingham. Les agents de l'électeur de Hanovre, qui se croyait trahi, cherchaient à exciter la défiance du public. Les États-Généraux ajournaient par tous les moyens l'ouverture des conférences. Marlborough, s'il retournait sur le continent, pouvait, par quelque opération hardie, par quelque succès décisif, changer l'aspect des affaires, et bouleverser les négociations. Une malencontreuse victoire rendait impossibles ou nulles toutes les concessions faites ou promises à la France. On hésitait pourtant à attaquer un général dont la popularité altérée n'était

pas détruite. Retranché dans la chambre des lords, il s'y croyait inviolable. Le ministère, entamé par Nottingham près de la haute Église, à la cour par Somerset, se sentait ébranlé. Une rupture avait éclaté entre la duchesse de Somerset et mistress Masham, et la reine n'avait pas abandonné sa grande maîtresse. En vain Swift multipliait-il les écrits en prose et en vers, et s'épuisait-il en moqueries sur les cheveux rouges de la duchesse. Les feuilles à deux sous, connues sous le nom de papiers de *Grub-street*, renaissaient incessamment sous la plume du caustique docteur; mais, si elles divertissaient le public, elles ne le convertissaient pas. Les épigrammes et les pointes contre *Dismal*, qui n'était whig que parce qu'il était *not-in-game* (parce qu'il n'était pas de la partie), contre *Carrots* (*les carottes*), qui sont *in summer set* (plantées en été), contre *Avaro*, *Harpy*, *Hocus*, *le général Crassus* et tous les surnoms de Marlborough, amusaient plus l'écrivain qu'elles ne servaient la cause. La situation devenait inquiétante. « Les ministres, dit Swift, ont autrefois tant prêché à la reine le danger de se laisser gouverner comme elle faisait sous l'ancien ministère, qu'aujourd'hui elle ne suit que trop leurs maximes; elle est jalouse de ceux qui l'ont délivrée du joug. » Saint-John était en froid avec elle, il croyait lui avoir déplu en faisant attaquer les Somerset. Il ne se trouvait pas suffisamment soutenu. Le faible Dartmouth commençait à dire que la reine pouvait bien avoir pris son parti et donné parole aux whigs. Des amis conseillaient aux ministres d'offrir leur démission. Aux avertissements, aux présages, lord Oxford répondait : « Tout ira bien; » mais on l'accusait d'imprévoyance. Il n'avait pas assez pris soin, disait-on, de prévenir les scissions, de garder

ou de raffermir les amitiés chancelantes. Que faisait-il de tout ce *patronage* (la distribution des emplois et des faveurs), dont il ne laissait aucune part à ses collègues? Il s'était occupé de sa santé, altérée pendant assez longtemps, surtout du mariage projeté de son fils avec l'héritière des ducs de Newcastle, et Saint-John lui a reproché plus tard de n'avoir eu d'autre rêve que de faire entrer ce duché vacant dans sa famille. Mais tandis qu'on se plaignait de sa négligence, c'était d'hésitation involontaire ou calculée, c'était de ménagements secrets qu'on aurait dû peut-être l'accuser. Hors du pouvoir, il aurait certainement marché avec les torys hanovriens. C'était là sa véritable opinion. Le jour de l'amendement de lord Nottingham, il n'avait pas même paru à la chambre. On juge quelle devait être l'agitation intérieure du monde ministériel. Les mémoires seuls font connaître ces scènes cachées de la vie politique; l'histoire dédaignerait de les peindre. On aimera sans doute à les voir esquissées de la main de Swift. Voici ce qu'on lit dans le *Journal à Stella.*

« 8 décembre 1711 (v. s.). — J'ai vu ce matin le secrétaire (Saint-John), nous avons causé à fond des affaires. Il espérait qu'aujourd'hui, lorsqu'on ferait le rapport sur l'amendement, la chambre des lords contredirait son comité, et qu'ainsi l'affaire aurait bonne issue, sauf un petit accroc à la réputation du lord trésorier. J'ai dîné avec le docteur Cockburn, et il est venu après dîner un membre écossais qui nous a dit que l'amendement avait passé contre la cour à près de 2 voix contre 1. J'ai couru immédiatement chez M[me] Masham, et, rencontrant le docteur Arbuthnot, le médecin favori de la reine, nous sommes entrés ensemble. Elle ne faisait que d'arriver, elle avait assisté au dîner de la reine,

et venait prendre le sien. Elle n'avait rien entendu dire de notre échec. Il paraît que le lord trésorier a poussé la négligence jusqu'à rester avec la reine pendant que la question se décidait à la chambre. J'ai dit aussitôt à Mme Masham qu'elle et le lord trésorier s'unissaient à la reine pour nous trahir, ou que tous deux ils étaient trahis par elle. Elle m'a protesté solennellement que la première supposition était fausse, et je l'ai cru ; mais elle m'a donné quelques indices du changement de la reine ; car hier, quand la reine est sortie de la chambre, où elle était venue entendre le débat, le duc de Shrewsbury, lord chambellan, lui a demandé si c'était lui ou le grand-chambellan Lindsay[1] qui devait l'accompagner. « Aucun de vous deux, » a-t-elle répondu brièvement, et elle a donné la main au duc de Somerset, lequel a été plus violent que personne dans la chambre pour la clause contre la paix. Elle m'a cité encore un ou deux exemples du même genre, qui me donnent la conviction que la reine est de mauvaise foi ou du moins fort incertaine. M. Masham nous a priés de rester, parce que le lord trésorier devait venir, et nous avons pris la résolution de tomber sur lui, pour sa négligence à s'assurer la majorité. Il est arrivé, et a pris un air de bonne humeur, suivant son usage ; mais j'ai trouvé sa mine fort abattue. Tout en me moquant de lui, je lui ai demandé sa baguette ; il me l'a donnée, et je lui ai dit que, s'il voulait me la laisser une semaine, je remettrais tout en ordre. Il a voulu savoir comment. « — Je chasserais immé-
« diatement lord Marlborough, ai-je dit, ses deux filles, le duc
« et la duchesse de Somerset, et lord Cholmondeley[2]. » J'ai ajouté qu'il n'avait pas, je crois, un ami qui ne fût de mon

[1] On sait que les titres de grand chambellan et de lord chambellan désignent des offices différents. Le premier est héréditaire, le second est politique.

[2] Lord Cholmondeley était trésorier de la maison de la reine.

opinion. Arbuthnot lui a demandé comment il en était venu à n'avoir plus de majorité assurée; il n'a rien pu répondre, si ce n'est qu'il ne pouvait empêcher les gens de lui mentir et de manquer de parole. Pauvre réponse pour un grand ministre. Puis il a laissé échapper ce mot de l'Écriture : « Les cœurs « des rois sont impénétrables. » Voilà précisément ce que je craignais, lui ai-je dit, et la plus mauvaise nouvelle qu'il me pût donner. J'ai pourtant voulu connaître en quoi il plaçait sa confiance. Il a hésité un peu, puis il m'a dit de n'avoir pas peur, et que tout irait bien. Nous voulions lui faire manger quelque chose sur place, mais il a tenu à rentrer, il était six heures passées. Il m'a emmené avec lui, et nous avons trouvé chez lui son fils et M. le secrétaire (Saint-John). Il a fait faire à son fils une liste de tous ceux de la chambre des communes qui ont des places et qui n'en ont pas moins voté contre la cour; on aurait dit qu'ils devaient être destitués; mais j'ai grand doute qu'il soit capable d'en venir à bout. Le lord garde du sceau est arrivé au bout d'une heure, et ils sont allés à leurs affaires. Je suis sorti et retourné chez Mme Masham; mais elle avait du monde, et je n'ai pas voulu rester.

« Voilà une longue gazette, et d'un jour qui peut produire de grands changements et exposer l'Angleterre à sa ruine. Les whigs sont tout triomphants. Ils prédisaient l'événement, mais nous pensions que c'était une vanterie. Bien plus, ils annoncent que le parlement sera dissous avant Noël, et cela pourrait bien être. Tout est l'ouvrage de votre d..... duchesse de Somerset. Je les ai avertis il y a neuf mois, et cent fois depuis. Le secrétaire s'en est toujours méfié. J'ai dit au lord trésorier que j'aurais sur lui un avantage, car il y perdrait sa tête, et je ne serais que pendu; du moins mon corps serait tout entier dans son tombeau.

« Le 9.—J'étais ce matin avec le secrétaire : nous sommes

tous les deux d'avis que la reine est de mauvaise foi. Je lui ai dit ce que j'avais appris, et il l'a confirmé par d'autres circonstances. Je suis ensuite allé chez mon ami Lewis, qui avait envoyé chez moi. Il ne parle que de se retirer dans son bien du pays de Galles; il m'a donné ses raisons de croire que tout est arrangé entre la reine et les whigs; il entend dire que lord Somers sera trésorier, et croit que, plutôt que de renvoyer la duchesse de Somerset, elle dissoudra le parlement, et en aura un whig; il suffira de manœuvrer les élections. Les affaires sont maintenant dans la crise, un jour ou deux en décideront. Je l'ai prié de demander au lord trésorier, aussitôt qu'il croira le changement résolu, de m'envoyer à l'étranger comme secrétaire de légation, ici ou là, quelque part où je puisse rester, jusqu'à ce que les nouveaux ministres me révoquent, et alors je serai malade cinq ou six mois, jusqu'à ce que la bourrasque soit passée. J'espère qu'il me l'accordera, car je ne me soucierais pas de rester à la discrétion de mes ennemis tout le temps que leur colère sera encore fraîche. J'ai dîné aujourd'hui avec le secrétaire. Il affecte la gaieté, et semble espérer que tout marchera comme il faut. Je l'ai pris à part après le dîner, je lui ai rappelé comment je l'avais servi, que je n'avais pas réclamé de récompense, mais que je croyais pouvoir lui demander sûreté pour ma personne; je lui ai dit alors mon désir d'être envoyé à l'étranger avant le changement. Il m'a embrassé et m'a juré qu'il prendrait soin de moi autant que de lui-même, etc.; mais il m'a dit d'avoir bon courage, car, dans deux ou trois jours, la sagesse de mylord trésorier apparaîtrait plus grande que jamais; il avait à dessein souffert tout ce qui est arrivé, et pris ses mesures pour faire tourner le tout à notre avantage. J'ai répondu : « Dieu le veuille ! » Mais je n'en ai pas cru une syllabe; autant que j'en puis juger, la partie est perdue....

« 11 décembre. — Je suis allé entre deux et trois voir Mme Masham. Pendant que j'étais là, elle a passé dans sa chambre à coucher pour essayer un jupon. Le lord trésorier est venu pour la voir, et me trouvant dans la première pièce, il s'est mis à railler et à me dire : « Vous auriez bien fait de me tenir compagnie plutôt qu'à un pauvre garçon comme Lewis, qui n'a pas l'âme d'un poulet ni le cœur d'une mouche. » Puis il est entré chez Mme Masham, et en revenant, il lui a demandé de me permettre de le suivre pour aller dîner chez lui. Mais, m'a-t-il demandé, n'aurez-vous pas peur d'être vu avec moi ? Je lui ai répondu que de ma vie le lord trésorier n'avait eu de valeur pour moi, et qu'ainsi je ferais toujours le même cas de M. Harley ou de lord Oxford. Il parlait d'un ton de confiance, comme un homme assuré que tout doit tourner à notre avantage. Je n'ai pu m'empêcher de lui insinuer qu'il n'était pas sûr de la reine, et que ces affamés coquins de lords n'auraient jamais osé voter contre la cour, si Somerset ne leur avait garanti que cela ferait plaisir à la reine. Il est convenu que c'était vrai, et que Somerset avait tenu ce langage.

« 13. — J'ai vu ce matin le secrétaire. Nécessairement sa prétention est de parler comme si tout devait aller bien. « Le croirez-vous, m'a-t-il dit, si tout ce monde-là est renvoyé ? — Oui, ai-je répondu, si je vois expulsés le duc et la duchesse de Somerset. » Il m'a juré de renoncer à sa place, s'ils ne l'étaient pas...

« 15. — Je suis allé aux informations à la secrétairerie d'État auprès de M. Lewis. J'ai trouvé là M. Prior, qui m'a dit qu'il croyait tout perdu; son opinion est que le ministère entier quittera la semaine prochaine. Lewis pense qu'il ne partira pas avant le printemps, époque de la fin de la session. Tous deux désespèrent tout à fait... A quatre heures, je suis allé chez Masham. Il est venu et m'a glissé à l'oreille qu'il

tenait de bonne source que tout irait bien, et je les ai trouvés fort satisfaits. La compagnie est partie pour l'Opéra, en me demandant de venir souper. Je suis revenu à dix heures; le lord trésorier était là, il est resté avec nous jusqu'après minuit, et il était plus content que je ne l'ai vu depuis dix jours. Mme Masham m'a dit qu'il avait été fort abattu il y a quelques jours, et il n'a pu effectivement me le dissimuler. Arbuthnot espère fort que la reine ne nous a pas trahis, mais qu'elle a été seulement effrayée et flattée; je ne puis être de cette opinion...

« 16. — J'ai pris courage aujourd'hui, et je suis allé à la cour avec une contenance de satisfaction. Il y avait grande foule, les deux partis étant venus pour s'observer l'un l'autre. J'ai évité le salut de lord Halifax jusqu'à ce qu'il m'y ait forcé; mais nous ne nous sommes point parlé. Je n'ai pu faire moins de quatre-vingts saluts, dont vingt environ peuvent avoir été pour des whigs. Le duc de Somerset est parti pour Petworth, et j'apprends que la duchesse est partie aussi, ce qui me donne une grande joie. Le prince Eugène, qui était attendu ici il y a quelques jours, ne viendra pas du tout, nous dit-on maintenant. Les whigs avaient le projet d'aller au-devant de lui avec quarante mille cavaliers.

« 17. — Nous sommes encore en suspens, et je crois qu'il nous reste peu d'espérance. La duchesse de Somerset n'est pas allée à Petworth, mais seulement le duc; le sacrifice est mince. Je crois que la reine a le dessein arrêté de changer son ministère.

« 18. — On a imprimé en *grub-street* (en parodie populaire) un discours de lord Nottingham, et il a été assez oison pour s'en plaindre à la chambre des lords, qui a fait saisir l'imprimeur en conséquence. J'ai entendu dire à la cour que Walpole, un grand membre whig, avait dit que *moi et mon absurde club* nous avions écrit cela à une de nos réunions, et

que c'était moi qui le payerais. Il apprendra qu'il en a menti, et je lui ferai connaître par une main tierce mon opinion sur son compte. Il doit être secrétaire d'État, si le ministère change; mais il a eu dernièrement un fait de corruption prouvé contre lui au parlement, du temps qu'il était secrétaire de la guerre. C'est un des principaux orateurs whigs. »

La situation est exprimée avec beaucoup de force dans ce fragment de lettre de Saint-John à lord Strafford :

« 15 décembre 1711. — Vous avez raison, nous sommes les plus mauvais hommes politiques et les meilleurs hommes de parti qu'il y ait sous le soleil. Ceux qui s'opposent aux mesures de la reine savent aussi bien que nous, qui les soutenons, que la guerre est devenue impraticable, que le but auquel ils prétendent viser est chimérique, et qu'ils ruinent leur pays en poursuivant le plan vain et fastueux qui nous a éblouis tant d'années; mais ils en courent le risque, et ils sacrifieraient bien davantage, si plus grand sacrifice est possible, pour regagner un pouvoir que la détresse nationale peut seule ramener ou du moins assurer dans leurs mains. La vraie, la réelle, la naturelle force de la Bretagne appartient à d'autres. Leur puissance à eux est fondée sur une force accidentelle que la nécessité publique a créée, et qu'entretiennent les avantages gagnés par des gens adroits condamnés à n'en plus recueillir de pareils, si la guerre finit. Maintenant que j'ai la plume à la main, je ne puis m'empêcher de vous dire que, dans ma sincère conviction, c'est ici la plus grave conjoncture où prince se soit vu, depuis le temps où l'aïeul de Votre Excellence fut attaqué par la faction qui commença par lui la tragédie qu'elle ne devait pas finir, même en frappant son maître. Ce roi scella l'ordre de sa propre exécution lorsqu'il livra son serviteur, et votre maîtresse n'a aucun moyen de se

sauver que de déployer son pouvoir pour protéger les ministres qui l'ont délivrée d'un esclavage domestique, et qui vont l'affranchir d'une oppression étrangère. Je ne vous tromperai jamais, mon cher lord ; je ne le voudrais pas, fût-ce de la plus pardonnable, de la plus agréable manière, en vous célant des dangers réels et en vous donnant de fausses espérances. Vous pouvez donc vous fier à moi, quand je vous dis que je crois tout en sûreté et la reine décidée. La seule difficulté qui la tourmente, c'est, outre un peu de lenteur naturelle, l'habitude qu'elle a prise de la duchesse de Somerset, et la crainte de ne pas trouver quelqu'un qui lui plaise pour remplir une place si rapprochée de sa personne. »

Ceux qui ont vécu dans l'intérieur du gouvernement jugeront de la vérité de ces divers tableaux. Craintes, soupçons, découragements, forfanterie, crédulité, défiance, ressentiments, pronostics, précautions, enfin faussetés ou exagérations de toute sorte, tel est le monde politique. La situation était critique et le pas difficile à franchir; mais le mal n'était pas si avancé que se le représentait l'imagination inquiète du docteur, et tout n'était pas non plus si bien prévu ni si sagement préparé que le lui promettait le confiant ministre. Swift eut encore à subir des confidences désespérantes de lord Dartmouth, de Lewis, à qui Oxford disait toujours : *Bah! bah! tout ira bien;* mais il reprit courage, quand Abigaïl Masham lui annonça qu'il y aurait une promotion de pairs dans laquelle son mari serait compris; on lui donna même un moment l'espoir que les Somerset quitteraient la cour, ce qui ne fut vrai qu'à moitié; la duchesse resta. Le 30, le docteur alla au palais pour les visites de nouvelle année. « J'étais dans la chambre à coucher, cau-

sant avec lord Rochester, lorsqu'il se trouva face à face avec lady Burlington, qui lui demanda qui j'étais; elle se mit à chuchoter à mon sujet avec lady Sunderland. Je priai lord Rochester de dire à lady Sunderland que je la soupçonnais de n'avoir pas plus d'amour pour moi que je n'en avais pour elle; mais il ne voulut pas se charger du message. La duchesse de Shrewsbury vint à moi en courant; elle étendit son éventail pour nous cacher à la compagnie, et nous nous communiquâmes notre joie du changement des affaires; mais nous soupirâmes en pensant que la famille Somerset n'était pas dehors... Le duc de Marlborough était là; mais presque personne n'a fait attention à lui. »

En effet, le jour même, en conseil, la reine avait destitué le duc de Marlborough de tous ses emplois. Il avait été plus facile d'obtenir d'elle ce coup d'autorité que la disgrâce de lady Somerset. Elle le détestait, et, toute politique à part, elle aimait le ministère qui la délivrait des importuns. On avait longtemps hésité malgré les murmures des impatients. Nous avons dit ce qu'étaient les membres du *Club d'Octobre*, la fleur du torysme, les *ultra* du parti: intolérants, vindicatifs, persécuteurs, ils appuyaient le ministère en se défiant de lui, en se plaignant de sa mollesse, en réclamant des destitutions, en gourmandant surtout la suspecte modération de lord Oxford. A des gens qui ne voyaient jamais chez leurs adversaires que rébellion, trahison, concussion, il suffisait de lâcher la bride. Dès ses débuts, le parlement avait été sur le point de s'attaquer à la mémoire de Guillaume III. Il fut question de rechercher et de reprendre toutes les libéralités qu'il avait accordées. La haine ne s'était pas même arrêtée devant la réputation d'intégrité de lord Godolphin.

Naturellement les partisans de la paix n'avaient à la bouche que le mot d'économie. L'excès des dépenses sous le dernier trésorier fut un thème exploité même par Saint-John, qui, en provoquant un examen financier, savait bien qu'il servait les haines des chercheurs de malversations. A son discours vif et menaçant, Walpole avait répondu avec force, avec indignation, mais sans pouvoir empêcher la formation d'un hostile comité d'enquête. Les rapports de ce comité furent remplis de ces conclusions vagues et sévères qui, en matière de deniers publics, ont un effet certain sur l'opinion. Rien ne porta plus de préjudice aux whigs. Godolphin, sans être directement accusé, fut laissé sous le coup d'une inculpation générale de profusion et de désordre. La vérification de ses comptes lui avait été favorable, on n'en parla pas; mais on insista sur trois irrégularités relevées dans la gestion de Marlborough, moins bien défendu que Godolphin par sa réputation. Il établit, dans une lettre rendue publique, que les gratifications qu'il avait prélevées sur les fonds destinés à l'approvisionnement des troupes ou à la solde des auxiliaires étaient accordées à ses devanciers ou autorisées par la reine. C'est alors que, sans même attendre la décision parlementaire, cette princesse en son conseil déclara qu'une information étant commencée contre lui, elle jugeait à propos de lui retirer tous ses emplois. Pour soutenir un coup si hardi, il fallait briser la majorité de la chambre haute; on créa douze nouveaux pairs. Je ne crois pas que cet exercice inusité de la prérogative se soit jamais renouvelé. La chambre ainsi frappée ne se soumit qu'en murmurant. La mesure ne fut approuvée de personne. On ne la défendit que par l'absolue nécessité, et comme pour en donner une preuve,

on fit voter la chambre par manière d'essai sur un ajournement qui passa juste à douze voix de majorité. En apprenant ce résultat, Saint-John dit insolemment dans une des salles de Westminster : « Si les douze ne suffisent pas, on leur en donnera une autre douzaine. » Cependant il a grand soin, dans son mémoire apologétique, de présenter cette mesure, *que la nécessité ne saurait qu'à peine excuser*, comme un expédient tout personnel dont lord Oxford avait eu besoin pour remédier à son discrédit dans la chambre des pairs.

XII

VOYAGE DU PRINCE EUGÈNE A LONDRES. — MESURES DE VENGEANCE CONTRE ROBERT WALPOLE ET LORD TOWNSHEND. — LA GUERRE EST CONTINUÉE SANS VIGUEUR ; BATAILLE DE DENAIN. — NÉGOCIATIONS SECRÈTES ET SUSPENSION D'ARMES. — SAINT-JOHN CRÉÉ VICOMTE DE BOLINGBROKE. — CONDITIONS DE LA PAIX PROJETÉE.

(1712)

A la nouvelle de la disgrâce de Marlborough, tout s'émut sur le continent : les alliés se sentirent abandonnés ; le prince Eugène accourut en Angleterre pour défendre les intérêts de l'Allemagne et ceux de son compagnon d'armes. L'inaltérable union de ces deux capitaines, cette union qui nous fut si fatale, est un fait bien rare dans l'histoire des hommes de guerre. Eugène fut reçu avec de grands honneurs, mais espionné avec vigilance, et la reine lui accorda une audience en présence de Saint-John, à qui, prétextant sa santé, elle le renvoya pour la conversation. Tous les conseils d'Eugène furent éludés ; fêté par les whigs, ménagé par les torys, insulté par les jacobites, il partit sans avoir pu se faire écouter. On prétendit même, dans le monde ministériel, et l'on insinua à la reine qu'il avait avec Marlborough comploté un coup de main pour s'emparer

du gouvernement, et la presse répandit cette absurde imputation, par voie d'allusion, dans le public. On cita de lui, avec plus de vérité, quelques mots heureux. La reine lui disait qu'il était le plus grand homme qui commandât les armées. « Si cela est, répondit-il, c'est à Votre Majesté que je le dois. » On lui montrait un libelle contre Marlborough, où il était dit que ce général avait peut-être une fois eu du bonheur. « C'est le plus grand éloge qu'on puisse faire de lui, observa le prince, puisqu'il a réussi toujours. »

Le déchaînement n'en était pas moindre contre Marlborough. L'envie profitait de ses vices contre sa gloire; ses amis, ses lieutenants, étaient chassés de leurs emplois, ses deux filles quittaient la cour; quant à lui, il fut censuré par la chambre des communes pour perceptions illégales; l'Orateur porta cette résolution à la reine, qui ordonna au procureur général de poursuivre la répétition des sommes indûment perçues. La vengeance s'étendit jusqu'à Robert Walpole, secrétaire de la guerre pendant les campagnes de 1708 et de 1709. Sous un prétexte de malversation, il fut envoyé à la Tour, expulsé du parlement, et comme le bourg de Lyme-Regis le réélut, son élection fut cassée. Quoi que l'histoire ait dit de la cupidité de Marlborough, il ne paraît pas qu'il eût rien fait de plus que profiter d'abus consacrés ou tolérés par les mœurs administratives de l'époque; et quant à Walpole, sa condamnation a communément été regardée comme une vengeance de parti. Il avait fait donner sur une fourniture de fourrage cinq cents livres à trois personnes, dont l'une était Robert Mann, son agent, le père du correspondant de son fils Horace. Cette pratique assurément peu louable était commune, et rien n'indique que celui qui passe pour

avoir acheté tant de monde se soit jamais vendu.

Après Marlborough, après Walpole, le nom qui venait des premiers dans la haine du *Club d'Octobre* était celui de Townshend. Le traité de la Barrière, regardé comme un obstacle à la paix, fut blâmé par délibération de la chambre, et lord Townshend déclaré, pour l'avoir signé sans autorisation, ennemi de la reine et du royaume.

Cependant on paraissait encore agir en commun avec la Hollande. Le duc d'Ormond, nommé capitaine-général en remplacement de Marlborough, était allé prendre le commandement de l'armée de Flandre, et du consentement des États-Généraux, inquiets et malveillants, les conférences d'Utrecht s'étaient ouvertes au milieu de janvier 1712. On y devait traiter de la paix générale. Saint-John avait donc atteint son but. L'effort avait été laborieux, les moyens dangereux et violents; mais enfin le parti de la guerre avait perdu beaucoup de terrain, et c'est à l'active volonté, à l'infatigable application du secrétaire d'État qu'en revenait tout l'honneur. Ses dépêches sont encore citées comme de bons modèles de correspondance diplomatique.

Les représentants de l'Angleterre, de la France et de la Hollande parurent seuls à Utrecht. Ceux de la première étaient l'évêque de Bristol, lord du sceau privé, et le comte de Strafford. Ceux de la seconde, le maréchal d'Huxelles, l'abbé de Polignac et Mesnager, commencèrent par faire leurs propositions. Elles parurent insuffisantes, et cependant ils les présentaient comme les conditions auxquelles la reine Anne serait reconnue. La maladresse, pour ne pas dire plus, était insigne. Elle embarrassa les négociations, blessa l'Angleterre, compromit son gouvernement. On répandit qu'un

accord secret entre les deux cours avait pu seul encourager une si insolente prétention. Sur la motion de lord Halifax, la chambre des pairs vota une adresse très-vive, et le ministère fut obligé de ne point contredire *la juste indignation* qu'elle éprouvait pour l'honneur de la reine. Celle-ci ne put se dispenser d'en faire ses remercîments. Ce début avait glacé le courage des plénipotentiaires. Il fallut que le secrétaire d'État le réchauffât du sien. Ce fut souvent son rôle dans tout le cours de cette affaire. En la commençant, il savait que l'intrépidité et l'opiniâtreté étaient les conditions du succès. Sans cesse obligé de ranimer l'énergie de lord Oxford ou de se passer de lui, il marcha résolument jusqu'au terme, bravant le danger, surmontant les obstacles, et les scrupules comme des obstacles. Il reconnut bientôt qu'en satisfaisant aux convenances diplomatiques par son concert apparent avec les alliés, il devait ouvrir ou plutôt continuer avec la France une négociation séparée. Tandis qu'à Utrecht des difficultés s'élevaient, qui arrêtaient même les représentants anglais, Saint-John s'en expliquait avec Torcy, tantôt l'engageant à céder, tantôt lui promettant de tout aplanir, imputant tous les retards aux efforts de la faction expirante de la guerre, se faisant fort de la réduire ou de la jouer. Ainsi, pendant qu'on négociait sans conclure en Hollande, Londres et Paris traitaient par correspondance, et les plénipotentiaires français ne produisaient à Utrecht aucun plan qui n'eût été préalablement communiqué à l'Angleterre. La duplicité de cette conduite allait être singulièrement aggravée par les hostilités qui reprenaient au printemps. Il était difficile et périlleux de s'entendre en se faisant la guerre, genre de débat qu'on ne peut soutenir par arguments

communiqués. Le prince Eugène, à la tête des troupes allemandes et hollandaises, s'apprêtait à rentrer en campagne, et le duc d'Ormond ne pouvait se dispenser de l'y suivre avec l'armée anglaise et les auxiliaires à sa solde. Les traités obligeaient tous les contractants à une active coopération. Qu'arriverait-il cependant de la négociation, si la fortune des armes venait à changer la position respective des parties belligérantes, et surtout empirer la condition de la France? Comment l'Angleterre retirerait-elle les concessions déjà promises, ou y amènerait-elle ses alliés? Le parti de la paix était condamné à craindre la victoire.

Un jour, à la chambre des communes, un membre du nom de Hampden se récria sur la mollesse avec laquelle la guerre était conduite: « Elle est aussi vaine que les négociations, dit-il; nous sommes amusés au dedans par les ministres, joués au dehors par les ennemis. » Saint-John ne put se contenir, et il avoua avec émotion qu'il se sentait blessé par des insinuations qui portaient jusqu'à Sa Majesté. Pour de moindres offenses, des membres avaient été envoyés à la Tour; mais il espérait, si l'orateur avait cherché cet honneur, que la chambre serait d'un autre avis. Saint-John dut être éloquent sur ce thème, et nous n'avons de son discours que ces paroles de procès-verbal, auxquelles sir Richard Onslow fit une réponse célèbre. Il qualifia cet emploi du nom de la reine de violation des priviléges du parlement (22 mai 1712).

Il n'était que trop vrai cependant que la reine était personnellement engagée dans le double jeu auquel se condamnait son gouvernement. L'Angleterre ne faisait plus la guerre qu'en apparence. Ce fut la reine elle-même qui, sans en avoir prévenu Saint-John (il le ra-

conte ainsi), proposa en conseil de donner au duc d'Ormond l'ordre de rester inactif les armes à la main. Au premier moment, le secrétaire d'État, inquiet, voulut hasarder un doute; mais elle fit un certain mouvement d'éventail qu'il connaissait pour le signe d'une résolution prise, et il se soumit. Les instructions générales données au duc lui prescrivaient de poursuivre la guerre avec vigueur, et l'instruction particulière que Saint-John écrivit, par le commandement de la reine, lui interdit d'entreprendre aucun siége ou de risquer aucune bataille sans une expresse autorisation. Le même jour, cette résolution, secrète pour les alliés, était communiquée à la France, et par suite à Villars, qui commandait notre armée. Ormond était un homme léger, mais brave, et qui prétendait au caractère chevaleresque. Son gouvernement le mettait, il faut en convenir, dans une situation peu digne de sa loyauté. Pressé d'agir par Eugène, qui voulait attaquer Le Quesnoy, Ormond refusa sous divers prétextes. Villars, qui avait les mêmes instructions, croyant à une suspension d'armes de fait, se gardait négligemment. Eugène apercevait des occasions favorables; il les voulait saisir, et il en était toujours empêché par les objections ou les lenteurs du général anglais. Les alliés soupçonnaient qu'ils étaient trahis. Ormond colorait comme il pouvait sa conduite. Il avoue dans ses lettres à Saint-John qu'il est souvent bien embarrassé, et que ce jeu ne pourra durer longtemps. Il parvint ainsi à entraver quelques opérations importantes; mais il ne put refuser aux alliés des détachements d'auxiliaires. Villars se plaignit : Ormond s'excusa, alléguant la fausseté de sa position et promettant de ne s'associer comme partie principale à aucune offensive. C'était déjà trop pour le prince Eugène et pour

les États-Généraux, et quand leurs plaintes furent portées à Utrecht, l'évêque de Bristol, sans donner aucune explication, déclara que la reine d'Angleterre, lasse de voir la Hollande n'entrer de concert avec elle dans aucun plan de pacification, se croyait en droit prendre séparément ses mesures et libre de tout engagement (2 juin 1712).

Pendant ce temps, on avait eu connaissance à Londres des instructions données au duc d'Ormond. Halifax à la chambre des lords, Pulteney à celle des communes, crièrent à la trahison. «J'espère, dit Saint-John, n'être jamais taxé de trahison pour avoir agi dans le plus grand intérêt de la Grande-Bretagne. Je me glorifie de ma faible part dans cette négociation, et à quelque censure que je puisse m'exposer pour cette cause, la pure satisfaction d'avoir agi dans cette vue serait une récompense et une consolation suffisante pour tout le reste de ma vie.» L'esprit pacifique avait fait d'assez grands progrès pour que ce mot de paix fût une réponse à tout, et un vote de confiance dans les deux chambres vint donner au gouvernement tout pouvoir d'aller de l'avant. La première chose à faire était maintenant d'arriver à une suspension d'armes, que Saint-John n'aurait osé consentir, si quelques points fondamentaux n'avaient été préalablement réglés. Le premier de ces points était la renonciation du roi d'Espagne à la couronne de France pour lui et ses descendants, car on ne songeait plus à le détrôner. La question, même ainsi réduite, était d'une grande difficulté. « L'aîné de la race est l'héritier nécessaire de la royauté, disait Torcy, c'est la loi de la monarchie, et nous sommes persuadés en France que Dieu seul peut l'abolir. » — « Nous voulons bien croire, répondait en français Saint-John, que vous êtes persuadés en France

que Dieu peut seul abolir la loi sur laquelle le droit de votre succession est fondé ; mais vous nous permettrez d'être persuadés dans la Grande-Bretagne qu'un prince peut se départir de son droit par une cession volontaire, et que celui en faveur de qui cette renonciation se fait peut être justement soutenu dans ses prétentions par les puissances qui deviennent les garantes du traité. » Cette renonciation, péremptoirement exigée, avait enfin été obtenue de Philippe V, et cette épineuse question semblait à peu près aussi bien réglée qu'elle peut l'être là où l'on ne consulte pas ceux qui ont seuls caractère pour la régler définitivement, c'est-à-dire les peuples.

C'est de ce moment que la reine s'était déclarée affranchie de toute obligation envers ses alliés. Elle n'avait plus pour conclure l'armistice qu'à obtenir une garantie des engagements pris avec elle. Elle l'obtint par la promesse d'ouvrir à ses troupes les portes de Dunkerque, et, une fois maîtresse de ce point, elle vint en personne communiquer au parlement les conditions générales auxquelles elle espérait la paix (6 juin 1712). C'était le fruit des efforts persévérants de son ministre ; il n'avait pas été moins actif à se préparer une majorité qui osât braver le mécontentement public, car les fonds baissèrent, chose étrange, à l'annonce d'une paix. Il est vrai que bien des espérances populaires étaient déçues, et l'orgueil national mal satisfait. L'adresse de remercîments n'en fut pas moins aux communes votée par acclamation, et, malgré l'opposition de Godolphin et de Cowper, les pairs ne purent résister à l'exemple. Seulement une protestation très-forte contre le rejet d'un amendement de Cowper ne fut rayée des registres qu'à la majorité de 90 voix contre 64. Ce fut là le vote décisif. Le 31 juin, la reine prorogea le parlement par un discours

habilement fait, où elle l'engageait au delà des termes des adresses qu'il avait votées. On crut reconnaître dans ce discours la touche de Saint-John. Pendant tout le temps qu'il fut ministre, les harangues royales, auxquelles il employait la plume même de Swift à défaut de la sienne, se firent remarquer par une rédaction supérieure.

L'impulsion était donnée et désormais irrésistible. Quelle que fût la paix, elle serait accueillie, et l'on souscrirait aux stipulations jugées inacceptables peu de mois auparavant. Dès lors on marcha d'un pas rapide au dénoûment. Une suspension d'armes fut consentie entre la France et l'Angleterre; le duc d'Ormond signifia aux confédérés qu'il cessait toute coopération, et le brigadier Hill entra dans Dunkerque. Le prince Eugène, qui avait pris Le Quesnoy, tenait la campagne; mais Villars gagnait sur le comte d'Albemarle la bataille de Denain, et Saint-John était créé pair, baron Saint-John de Lidyard-Tregoze dans le Wiltshire et vicomte Bolingbroke. C'est le nom qui a passé à la postérité. Par ces titres, il réunissait les honneurs des deux branches de sa famille, l'une royaliste, l'autre parlementaire au temps de Charles Ier, et sa prétention était de concilier ces deux esprits dans sa personne et dans sa conduite. Comme il n'avait pas d'enfants, il fut décrété que ses honneurs seraient reversibles à son décès sur la tête de son père, qui vivait encore, et sur celle des enfants de son père.

Ce père, sir Henry Saint-John, était un personnage original, d'une réputation équivoque, et qui dans sa jeunesse avoit eu besoin de lettres d'abolition pour avoir tué dans un souper un des convives. Quand son fils fut nommé vicomte: « Ah! lui dit-il, Harry, j'ai toujours

dit que vous seriez pendu; mais à présent je crois que vous serez décapité. » Cette pairie, à laquelle se joignit la lieutenance du comté d'Essex, semblait cependant élever selon ses vœux la fortune de Saint-John; mais à son ancien dévouement pour le comte d'Oxford avait succédé la défiance, puis le mépris, puis l'aversion. Il le trouvait incapable, irrésolu et inactif, si ce n'est pour l'intrigue, et d'une fausseté qui rendait avec lui les rapports insupportables. Il se croyait envié de son supérieur officiel, et persuadé qu'à lui seul était dû le succès de leur commune administration, puisqu'il était le véritable auteur de la paix, il songeait à lui disputer le premier rang. Du sein de l'assemblée, où son éloquence était sans rivale, il se jugeait déjà aussi puissant et certainement plus redoutable qu'un premier ministre cantonné dans l'autre chambre, où ne prévalait pas son esprit. «Il siérait mal à l'amitié que je professe pour vous, écrivait-il le 23 juillet à lord Strafford, de ne pas vous confier naturellement ce qui se passe dans mon cœur, et de ne pas vous avouer ce que je n'avouerais à nul autre : c'est que ma promotion a été pour moi une mortification. Dans la chambre des communes, je puis dire que j'étais à la tête des affaires, et j'aurais continué à m'y maintenir avec ou sans la cour. Il n'y avait donc rien qui pût flatter mon ambition à me faire sortir de là, si l'on ne me donnait le titre qui a été pendant beaucoup d'années dans ma famille, et qui n'a fait retour à la couronne qu'il y a un an, par la mort du dernier aîné de ma maison.... Me créer pair n'était pas une faveur, quand on a été forcé d'en créer tant d'autres pour avoir la majorité, et comme *Elle* a eu besoin de mes services dans la chambre des communes pendant la session, elle ne pouvait moins faire que de me créer vi-

comte. Sans cela, j'aurais été précédé par des gens que je n'étais pas né pour suivre... Je vous avoue que de ma vie je n'ai été aussi indigné, et le seul motif qui m'ait empêché de me porter à des extrémités est ce qui aurait dû engager quelqu'un à en mieux user avec moi. Je savais que la moindre rupture entre moi et le lord trésorier rendrait le courage à nos ennemis communs. » Ici perce le regret de n'avoir pas au moins obtenu un titre égal à celui d'Oxford, d'autant que Powlet Saint-John était mort au mois d'octobre précédent comte de Bolingbroke. On semblait donc avoir eu l'intention de mettre entre le trésorier et le secrétaire d'État une inégalité que la reine marqua davantage encore en donnant au premier seul l'ordre de la Jarretière. A partir de cette époque, il y eut rupture entre les deux chefs du même parti, les deux membres du même cabinet, et telle fut leur mutuelle inimitié, qu'ils y sacrifièrent désormais l'un et l'autre non-seulement le bien de l'État, mais le succès de leurs propres opérations, et jusqu'à l'intérêt de leur fortune et de leur sûreté. Cette division commença la ruine de leur parti, qui n'a pas mis moins de cinquante ans à s'en relever.

Il fallait cependant conclure la paix générale ; elle n'existait encore qu'en projet. L'Angleterre en avait posé les bases, et par la suspension d'armes, elle avait de son chef pris le rôle de médiatrice. Le procédé n'était ni courtois ni loyal. Abandonner en pleine guerre ses alliés, c'était porter à la fois le trouble dans les négociations et dans les opérations de la campagne. Les pièces de l'échiquier étaient déplacées. On avait vu, par ce revirement subit, Ormond se concerter avec Villars et gêner ou desservir Eugène ; on avait vu les auxiliaires à la solde des Anglais les déserter pour

suivre le drapeau de la coalition. La médiation dont l'Angleterre s'emparait de vive force n'était acceptée de personne, et les conditions annoncées semblaient peu propres à la rendre désirable. La France devait reconnaître formellement la succession protestante dans la maison de Hanovre et forcer le prétendant à quitter son territoire. Philippe V était accepté pour roi des Espagnes et des Indes, moyennant renonciation solennelle de sa part à tous droits à la couronne de France, et de la part des ducs de Berry et d'Orléans à tous droits à la couronne d'Espagne. L'Angleterre garderait Gibraltar et le Port-Mahon. Dunkerque devait être démoli. Un traité de commerce serait conclu. La Hollande aurait les frontières et les agrandissements convenables. Le duc de Savoie prendrait la Sicile, et ses États deviendraient un royaume. Les Pays-Bas, Naples, la Sardaigne, une partie de la Toscane et de la Lombardie passeraient à l'empereur. Des accroissements de territoire étaient indiqués pour les électeurs de Bavière et de Cologne. En soi, ces conditions étaient assez équitables : de la part de l'Angleterre, elles pouvaient passer pour modérées. Jamais, je crois, en de telles circonstances Guillaume III n'eût consenti à laisser un Bourbon à Madrid. Après Oudenarde et Malplaquet, on pouvait croire que l'ascendant de Marlborough, et en tout cas, une victoire nouvelle réduirait la France à de bien autres sacrifices. L'orgueil britannique avait pu espérer et Louis XIV redouter bien davantage. Il sortait de la lutte vaincu, médiocrement affaibli, point humilié. C'était peu pour la haine trop passionnée d'une nation rivale, trop légitime d'une nation protestante, contre un roi conquérant et persécuteur. Cependant la paix ainsi faite était encore avantageuse, et une poli-

tique généreuse pouvait s'en contenter ; mais l'électeur de Hanovre professait qu'il ne se séparerait pas de l'empereur, mais l'empereur se disait lésé dans le partage, mais la probité des Hollandais déclarait qu'elle n'accepterait pas un traité refusé de leurs alliés. N'importe, toute résistance venait trop tard. Le cabinet anglais ne pouvait plus s'arrêter; la trêve allait expirer. Il ne restait plus qu'à en finir séparément avec la France, l'Espagne et la Savoie, et Bolingbroke partit pour Paris.

XIII

VOYAGE DE BOLINGBROKE A PARIS. — SIGNATURE DE LA PAIX D'UTRECHT. — PREMIÈRE REPRÉSENTATION DU *Caton* D'ADDISON.

(1712-1713)

Bolingbroke arriva le 17 août 1712 à Paris, accompagné de Prior et de l'abbé Gaultier, et descendit chez Mme de Croissy, mère du marquis de Torcy, qui vint en poste le soir même de Fontainebleau où était le roi. On tomba bientôt d'accord sur les points importants, et l'on décida que la convention définitive serait précédée d'une nouvelle suspension d'armes par mer et par terre. Deux jours après, Bolingbroke fut conduit à Fontainebleau. Il y logea dans un appartement disposé pour le maréchal de Boufflers, et dès le lendemain, le dimanche 21, à neuf heures du matin, il eut une audience du roi. On remarqua la bonne grâce de son maintien. La facilité de son élocution dans notre langue fut admirée, et tout confirma la haute opinion que la réputation de ses talents et son obstination pour la paix avaient donnée de lui à la cour de France. Louis XIV s'exprima, comme

il savait le faire, avec naturel, avec dignité, mais, au dire de Bolingbroke, en *parlant extrêmement vite*. Il témoigna pour la reine d'Angleterre les sentiments de bienveillance et d'affection que la France assurément lui devait; puis il entendit la lecture des articles qu'il approuva et la convention pour une suspension d'armes de quatre mois, laquelle fut signée dans la soirée. Les courtisans s'empressèrent de faire fête à l'homme qui fixait tous les yeux. Il soupa chez le duc de Noailles, neveu de Mme de Maintenon, avec tout ce qu'il y avait de plus considérable, et le 24 août, il prit congé du roi, qui lui fit présent d'un diamant d'une valeur de cent mille francs.

Dans le cabinet du roi, il fut convenu que l'Angleterre payerait, à titre de douaire, la somme énorme de soixante mille livres sterling par an à la veuve de Jacques II, et que son fils, désigné désormais sous le nom de chevalier de Saint-George, sortirait de France. Dès le mois de juin, on avait annoncé qu'il se rendrait en Lorraine. Cependant il était encore venu au mois d'août à Fontainebleau, et n'en partit qu'à la nouvelle du débarquement de Bolingbroke à Calais. Il dut alors quitter la petite cour de Saint-Germain et se retirer incognito au château de Livry, ce qui ne l'empêcha point d'aller à l'Opéra, dans une loge du roi destinée à Bolingbroke. Quand celui-ci parut au théâtre, l'embarras fut grand; mais le duc de Trèmes, premier gentilhomme de la chambre, le fit conduire dans une autre loge, et en le voyant, tous les spectateurs se levèrent pour lui faire honneur. Il laissa aux comédiens des marques de sa générosité, surtout au Cid et à Chimène. Dans le monde, il ne manqua pas à sa réputation de galanterie. On remarqua qu'il parut touché des charmes de Mme de Parabère, et

qu'il s'occupa de Mme de Tencin; il fit connaissance et resta en commerce de lettres avec sa sœur, Mme de Ferriol, la mère du comte d'Argental. Là probablement est l'origine de ses relations avec Voltaire. En attendant qu'il le connût, il rapporta de France ce jugement, qu'on appréciera comme on le voudra et qu'il jette en passant dans une lettre à Prior : « Nos compatriotes ne sont pas beaucoup meilleurs politiques que les Français ne sont poëtes. »

Quoique satisfaite de la paix, la reine trouva mauvais que Bolingbroke n'eût pas quitté le spectacle dès que le prétendant assistait à la représentation. En tout, on jugea que Bolingbroke avait eu en France plutôt l'attitude d'un allié que d'un négociateur. Il paraît que sur sa route les populations l'avaient accueilli avec trop de sympathie. On raconta qu'il avait vu secrètement la reine douairière, et que le prétendant, prenant le titre de duc de Gloucester, ne s'éloignait de Paris que jusqu'à Reims. Les gazettes de Hollande ne négligèrent rien de tout ce qui pouvait rendre la paix suspecte aux yeux des Anglais; mais la suspension d'armes avait été publiée dans les deux royaumes, et toute paix est dans les premiers moments populaire. Bolingbroke, à son retour, fut donc passablement reçu. Quoique la guerre ne fût terminée que de fait, on envoya un ambassadeur en France, et ce fut le duc de Shrewsbury. La mort de Godolphin vint porter un dernier coup à la position de Marlborough, qui passa la mer pour se retirer à Aix-la-Chapelle. Cependant les difficultés ne tardèrent pas à naître. Aux villes cédées en compensation de la démolition du port de Dunkerque, Louis XIV voulait qu'on ajoutât Tournai, et cette demande semblait exorbitante. L'électeur du Hanovre refusait d'adhérer aux stipula-

tions qui le concernaient, prétextant que la reine était jeune, que sa mère était vivante, qu'il ne pouvait ni prendre la qualité d'héritier de la couronne d'Angleterre, ni comme prince allemand se séparer de l'empereur et des Hollandais. On pouvait se passer de l'un, et Saint-John prit à cœur de le lui faire sentir; quant aux autres, leur concours était indispensable. Ils se firent prier et obtinrent presque tout ce qu'ils voulurent, même un nouveau traité de Barrière. Les questions de commerce furent très-longues à résoudre. Il y eut de grandes contestations pour Terre-Neuve et la pêche de la morue. Dans les premiers mois de 1713, Bolingbroke crut plus d'une fois que tout allait se rompre. « Nous sommes en ce moment, écrivait-il à Prior le 22 janvier, dans la crise de notre maladie. Nous mourrons tout d'un coup, ou tout d'un coup nous serons guéris. » Mais il ne se découragea pas ; il résista, il céda ; il mêlait les arguments aux supplications et quelquefois les menaces. Il dit à Prior, qu'il avait laissé à Paris, et son négociateur de prédilection : « Que M. de Torcy se rappelle son voyage à La Haye, et qu'il compare les plans de 1709 et de 1712. » Et une autre fois : « Dites-lui que s'il ne s'accorde pas avec la reine, je cours risque d'être un réfugié... Par le ciel ! les Français en usent comme des colporteurs, et ce qui est encore pis, comme des procureurs. » Enfin, quand tout fut terminé : « La paix est conclue, et je remercie votre amitié du compliment qu'elle m'en fait. J'ai acquis quelque expérience, et c'est tout ce que j'en attends, outre le bien public. J'ai appris qu'on ne doit jamais désespérer, et que la persévérance compense beaucoup de défauts dans les mesures et dans la conduite. J'ai appris aussi qu'en Angleterre du moins, faire peu vaut mieux que faire beaucoup, et que ne rien

faire vaut mieux que l'un et l'autre. » Ceci était à l'adresse du comte d'Oxford.

Le vendredi saint, 3 avril, v. s., Bolingbroke vit enfin arriver d'Utrecht son frère, George Saint-John, annonçant que les traités avaient été signés le mardi précédent par les ministres de toutes les puissances, excepté l'empereur, et le secrétaire d'État s'empressa de porter à Whitehall cette grande nouvelle; puis il rentra chez lui, car il avait du monde à dîner, et il entretint ses convives de l'événement de la journée. Nous savons exactement qui dînait chez lui ce jour-là. Ce n'était pas moins que Joseph Addison. Swift, qui malgré des refroidissements passagers, voyait sans cesse l'homme dont il préférait la conversation à toute autre, avait demandé à Bolingbroke de l'inviter. On ne refusait rien, quand il s'agissait d'Addison. Swift s'attendait cependant à un dîner très-guindé; de part et d'autre, on se piqua de politesse, mais enfin on s'anima (il le fallait bien, on resta jusqu'à minuit à table), et alors on se tint amicalement un langage de parti. Addison présenta ses objections contre la paix, et Bolingbroke y répondit avec complaisance; puis le fidèle whig proposa la santé de lord Somers, et l'adhésion fut unanime. Swift le pria seulement de ne pas prononcer le nom de lord Wharton, parce qu'il ne pourrait le suivre jusque-là. C'était, comme on sait, l'objet de son aversion particulière : il avait, dans l'*Examiner*, comparé Wharton en Irlande à Verrès en Sicile. Il dit même tout nettement à Bolingbroke qu'Addison n'aimait pas lord Wharton plus que lui. Il y eut encore probablement un autre sujet d'entretien qui, après la paix, devait occuper l'esprit d'une compagnie aussi lettrée. On annonçait pour le vendredi suivant la représentation

à Drury-Lane de la tragédie de *Caton*, qui était fort attendue, et Swift, à qui autrefois Addison en avait montré des fragments, alla trois jours après entendre une répétition. L'évêque de Clogher, qui l'accompagnait, resta caché dans la galerie, tandis que le docteur se tint sur le théâtre, non loin de la célèbre Oldfield, qui jouait la fille de Caton. La tragédie réussit de manière éclatante. Elle était dans un genre nouveau, tout entière consacrée à peindre l'amour de la patrie et de la liberté. Les whigs voulurent tirer de là un succès politique. On fait quelquefois une épigramme du nom d'une vertu, et le mot de patriotisme peut, selon les temps, devenir une leçon ou un reproche. Pope, qui n'était pourtant pas de l'opposition, présenta dans un prologue la nouvelle tragédie comme seule digne, par les sentiments qu'elle exprimait, d'être entendue par des Anglais, et Steele, dans le *Guardian*, en parla comme d'une grande leçon de vertu publique. Lord Wharton lui-même, qui ne brillait point par l'austérité des mœurs, applaudit bruyamment aux plus beaux traits de morale dont la pièce est remplie, et sir Gilbert Leathcote, gouverneur de la banque d'Angleterre, était venu à la tête de ses commis, les politiques les plus résolus des tavernes de la Cité, pour assurer à la force des mains la gloire du poëte de leur opinion. Tant d'effort n'était pas nécessaire; l'*Examiner*, comme le *Guardian*, constata un grand succès. Personne n'eut la gaucherie de protester. Les torys applaudirent sans hésiter, et Bolingbroke, donnant l'exemple, battait des mains au milieu des amis qu'il avait amenés avec lui. Toutefois, pour tempérer un peu l'enthousiasme politique de l'assemblée, il fit venir dans un entr'acte Booth, qui s'était distingué dans le rôle de Caton, et il

lui donna publiquement une bourse de cinquante guinées, pour s'être montré si bon défenseur de la cause de la liberté contre un dictateur perpétuel. Tout le monde alors se rappela que Marlborough avait osé briguer le commandement général à vie, et que cette ambition incroyable passait pour n'avoir échoué que par la fermeté de lord Cowper. Quant à l'aimable, à l'heureux Addison, quelques mois après, il était réélu au parlement avec la facilité qu'il rencontrait en tout. « Je crois, disait Swift, que s'il avait l'idée d'être élu roi, il serait bien difficile de le refuser. »

XIV

POLÉMIQUE AU SUJET DE LA PAIX.—REJET DU TRAITÉ DE COMMERCE. —NOUVELLES ÉLECTIONS.—SITUATION MINISTÉRIELLE.—PAMPHLET DE SWIFT.—PAMPHLET DE STEELE.—STEELE, ÉLU AU PARLEMENT, EST EXPULSÉ.—EMBARRAS ET VARIATIONS DU CABINET. — ESPÉRANCES DES JACOBITES ; INQUIÉTUDES DU PUBLIC.

(1713-1714)

Quatre jours après qu'on eut appris que la paix d'Utrecht était signée, la reine tint un conseil où elle déclara Simon Harcourt pair et lord chancelier de la Grande-Bretagne, et proposa de ratifier les traités. Lord Cholmondeley et sir Richard Temple demandèrent seuls qu'on prît un peu de temps pour les examiner. Ils y perdirent, l'un sa place de trésorier de la maison royale, l'autre le commandement d'un régiment de dragons, et deux jours après, la reine ouvrit en personne le parlement. Elle annonça la paix, et les deux chambres votèrent des adresses de félicitation, où cependant l'approbation des traités était réservée. En effet, lorsque le traité de commerce fut soumis à la chambre, les critiques commencèrent. Cette convention, universellement condamnée à l'époque où elle fut faite, honorerait aujourd'hui ses auteurs. Elle était conçue

[illegible] commerce international devait [illegible] celui [illegible] l'Angleterre. Les [illegible] en pleine [illegible] Charles II avait décidé [illegible] épuisaient [illegible] Bolingbroke [illegible] de telles [illegible] conseils d'un ancien [illegible] commissaires [illegible] commerce, Arthur Moore, qui était [illegible] confiance, comme [illegible] correspondance [illegible] d'ailleurs une [illegible] des questions [illegible] pas là. Il [illegible] qui était lui-même [illegible] sur les [illegible] commerce, soutint [illegible] brochure spéciale; [illegible] *Mercator ou le* [illegible] et auquel les [illegible] *Marchand anglais*. Addison [illegible] son petit écrit pro[illegible] parlement, elle [illegible] On croit même que, pour faire [illegible] Oxford désirait qu'elle ne fût pas [illegible]

[illegible] que, dans les deux mois, [illegible] à la France le traitement des [illegible] les plus favorisées. Cette clause, contraire aux engagements de l'Angleterre avec le Portugal, choquait les intérêts ou les préjugés du commerce. La clameur de la Cité vint retentir jusque dans le parlement. Le bill pour l'exécution du traité fut rejeté le 18 juin 1713 à neuf voix de majorité.

Cet avertissement aurait dû faire réfléchir les ministres ; il présageait un mouvement grave dans l'opinion; ce n'était qu'un symptôme de la défiance qui planait sur leur tête. La nation avait pu sacrifier aux avantages de la paix l'arrogant espoir d'en dicter arbitrairement les conditions; mais l'intérêt de la succession protestante lui tenait au cœur. La santé de la reine déclinait, et la question pouvait se poser d'un jour à l'autre. Les relations du torisme avec le jacobitisme et des ministres avec l'un et l'autre, le caractère d'Oxford et de Bolingbroke, dont l'un passait pour le plus faux des hommes et l'autre pour le plus audacieux, la faveur marquée qu'avait montrée au second le grand monarque ennemi de Guillaume III et des huguenots, la faiblesse et les penchants connus de la reine, le bruit accrédité de quelques intrigues occultes, de quelques rapprochements suspects, enfin et surtout je ne sais quelle couleur générale répandue sur tous les actes du cabinet, et qui n'était pas celle du patriotisme, tout excitait, tout envenimait les soupçons du public. Si le prétendant avait fait imprimer une protestation assez peu connue contre le traité d'Utrecht, l'électeur de Hanovre ne l'avait pas approuvé davantage, et protestait par son abstention même. Des adresses où l'esprit jacobite se montrait ouvertement avaient été présentées à la reine par des Écossais et insérées dans les journaux du gouvernement. Les deux chambres y répondaient bien, en demandant que l'on pressât le duc de Lorraine et toutes les puissances amies d'interdire leurs États au prétendant; mais ces manifestations de loyauté étaient reçues froidement, la reine semblait n'y voir que des signes de défiance, et quand elle prorogea le parlement avant de le dissoudre, elle eut soin de recommander l'union,

ce qui, dans la langue du pouvoir, veut dire la complaisance. Elle se plaignit qu'il y eût des gens qui n'étaient jamais contents du gouvernement, et que le parlement n'entendît pas bien les matières de commerce. On a observé que c'est à partir seulement du règne de George Ier qu'une sorte de mauvaise humeur a disparu des discours de la couronne. La sévérité de Guillaume III laissait percer dans son ferme langage le ressentiment de ce qu'il regardait comme les injustices ou les préjugés de son parti. Le ton aigre ou plaintif de la reine Anne avait tous les inconvénients de l'indiscrétion sans le mérite de la franchise.

On arrivait ainsi aux élections générales (août 1713), après l'année du triomphe de la politique ministérielle. C'est souvent un moment critique pour un cabinet. Une grande affaire à conduire, un grand but à atteindre peut donner de la force au gouvernement. Sa tâche alors le soutient, dès qu'elle ne l'accable pas. Il est plus actif, plus uni, mieux servi; son parti se discipline et se subordonne à ses vues. Tout cela change quand la cause est gagnée. C'est alors que les mécontentements amassés pendant le travail éclatent; les vanités et les ambitions se mettent à l'aise; les partis deviennent exigeants et ingrats. Si surtout un des ministres s'attribue tout le mérite du succès qui profite au premier ministre, la division n'est pas loin, et celle du parti devance celle de ses chefs. Telle était la situation où touchait le gouvernement. Le public, sans bien connaître l'état intérieur du cabinet, sentait cependant qu'une crise approchait. Il régnait beaucoup d'obscurité dans tous les esprits. La santé de la reine était incertaine comme ses résolutions, les intentions de lord Oxford aussi douteuses que son caractère, jusque-là qu'un de ses apologistes

convient qu'il courait sur son compte onze opinions différentes. L'ambition de Bolingbroke était chose moins mystérieuse, mais tendait-elle à un changement de ministère ou de dynastie? On l'ignorait. Les nominations n'étaient pas rassurantes. Bromley, sir William Wyndham, qui passaient pour jacobites, étaient devenus, l'un secrétaire d'État à la place de lord Dartmouth, l'autre chancelier de l'Échiquier. Dartmouth prenait le sceau privé, et lord Lansdowne [1] était nommé trésorier de la maison de la reine. Sacheverell, dont l'interdiction expirait, obtenait, après avoir prêché devant la chambre des communes, le rectorat de Saint-André dans Holborn; Atterbury, bon prédicateur et pamphlétaire meilleur, gagnait l'évêché de Rochester. Le pauvre Swift n'avait pu devenir évêque, ni même doyen de Windsor : les préventions de la reine étaient invincibles. Elle objectait toujours qu'il passait pour l'auteur du *Conte du Tonneau*, qu'elle n'était pas sûre qu'il fût chrétien, et quand elle paraissait s'adoucir, lady Somerset intervenait et lui demandait à genoux de ne point faire un prélat de celui qui, dans la *Prophétie de Windsor*, l'avait appelée *carotte*. Enfin le duc d'Ormond, avant de céder au duc de Shrewsbury la lieutenance de l'Irlande, fit nommer Swift doyen de Saint-Patrick à Dublin, bénéfice estimé à 700 livres sterling de revenu.

Dans ces circonstances, l'opinion publique ne pouvait être pleinement rassurée sur un point, le danger de la succession protestante. Quiconque paraissait croire à ce danger était de l'opposition, et le ministère le traitait

[1] George Granville, créé pair sous ce titre dans la promotion des douze, et grand ami de Bolingbroke.

en ennemi, ce qui augmentait les craintes au lieu de les calmer. Plus d'un grand seigneur tory n'était tombé en disgrâce que pour avoir exprimé des inquiétudes que le gouvernement justifiait en le disgrâciant. Il propageait la défiance en la tenant pour hostile, et ses meilleurs amis étaient ceux qui ne croyaient point aux dangers de la succession protestante. Or qui était moins touché de ces dangers que les jacobites? Rien donc de plus équivoque que la situation du ministère, et ce qui semble montrer qu'il n'était pas innocent de certaines arrière-pensées, c'est qu'il acceptait cette situation et ne faisait rien pour en conjurer les périls. Les élections durent cependant les lui révéler. Les whigs revinrent plus forts qu'ils ne l'espéraient; mais une opinion surtout, celle des torys hanovriens, parut en grand progrès.

Avec de la sincérité et de l'accord entre eux, les ministres auraient pu traverser la crise; malheureusement la sincérité leur était impossible, soit qu'ils fussent engagés dans un véritable complot en faveur des Stuarts, soit que la complication de leurs intrigues les condamnât à des évasions et à des réticences aussi dangereuses que la trahison, soit enfin qu'incertains dans leurs prévisions, prêts pour toutes les hypothèses, ils voulussent ne se fermer aucun issue et se ranger du côté des événements. Il faudra bien tout à l'heure nous expliquer sur cette question encore controversée; mais ce qui n'est pas une question, c'est que la vérité n'était ni dans leur caractère, ni dans leur politique, ni dans leur position. Quant à la désunion, elle était arrivée à l'inimitié. Bolingbroke ne pouvait plus supporter l'empire, encore que mollement exercé, de son rival. Ses lettres à lord Strafford, à lord Anglesea, au chancelier

d'Irlande, à Prior enfin, sont remplies de ses plaintes. Il se représente comme abandonné, comme trahi, comme entouré de piéges. Les whigs relèvent la tête, la reine est insultée; avec une majorité immense, le gouvernement succombe, parce qu'il est déserté par ses amis, parce qu'il se déserte lui-même. Personnellement, il n'est attaqué et menacé que pour avoir supplié de changer de conduite celui qui a laissé les choses en venir là. Il paraît qu'en effet les défauts du comte d'Oxford s'étaient, selon l'usage, accrus et divulgués dans le pouvoir. Il fatiguait ses collègues, son parti, la reine elle-même. Indécis, menteur, indolent, il n'avait plus que l'activité nécessaire pour dissimuler ses négligences, ses perfidies et ses fautes. Plus brillant, plus décidé, plus entraînant, Bolingbroke portait plus de loyauté dans les détails, et ne trompait que dans de plus grandes choses. Il disait qu'il faut un peu de ruse dans les affaires, comme il faut un peu d'alliage dans les monnaies d'or ou d'argent, mais que la monnaie devient fausse, si l'on dépasse la dose. Son succès dans l'importante affaire de la paix l'avait confirmé dans son imprudence naturelle. Il entreprit donc résolument de supplanter le premier ministre. Celui-ci, quoi que l'on racontât de ses relations avec le prétendant, jugeait la situation avec plus de vérité. Par timidité ou par sagesse, il se compromettait moins, c'est son caractère plutôt que sa conduite qui inspirait les soupçons. Essentiellement propre à louvoyer entre tous les vents, il apercevait l'écueil. Il n'avait entièrement rompu aucun de ses liens avec les diverses opinions, et attestant par moments ses souvenirs de famille ou d'éducation, il n'était regardé par personne, et surtout par les non-conformistes, comme un irréconciliable

et les délivrerait de la peine d'élire des parlements.

Un débat plus sérieux par ses conséquences s'était élevé entre Steele et Swift. Il n'y avait plus trace entre eux de leur ancienne liaison. Ces deux esprits de genres fort différents, mais âcres et violents, se combattaient à outrance. Steele, qui au *Tattler* avait fait succéder un recueil analogue *The Guardian* (12 mars 1713, v. s.), se plaignait dans le numéro 128 des retards apportés à la démolition de Dunkerque (7 août), et pour servir sa candidature à l'élection de Stockbridge, comme ce sujet était de ceux qui excitaient le plus les ombrages populaires, il soutint son journal par une brochure intitulée : *Considérations sur l'importance de Dunkerque.* Swift répondit par des *Considérations sur l'importance du Guardian.* Déjà attaqué dans le *Guardian,* il avait des ressentiments à satisfaire. Absent depuis quelques mois par lassitude des divisions ministérielles, rappelé par les deux rivaux qu'il s'efforçait de réunir et de sauver, inquiet et irrité, il épancha toute sa bile dans deux ou trois publications, et en blessant Steele, qui répliqua rudement, il attaqua tout le parti qui le soutenait. Élu membre du parlement, Steele avait renoncé à cet emploi dans l'administration du timbre que Swift prétendait lui avoir fait conserver, et publié, sous l'inspiration de ses amis, un pamphlet intitulé *La Crise.* C'étaient des réflexions sur la vacance éventuelle du trône. L'ouvrage avait été revu par Addison. Une réponse très-vive avait paru, écrite par Swift sous les yeux de Bolingbroke : *L'Esprit public des Whigs.* Comme elle contenait quelque passage offensant pour des pairs écossais, lord Wharton, si souvent victime des traits envenimés de l'implacable écrivain, lord Wharton, toujours prompt et hardi aux motions provo-

cantes, dénonça au début de la session le pamphlet de Swift. Le lord trésorier répondit sans hésiter qu'il détestait l'ouvrage et en ignorait l'auteur; puis il écrivit à Swift un billet d'une écriture contrefaite pour le charger de remettre à l'auteur ou à l'éditeur menacé de poursuites cent livres sterling; après quoi, par un artifice de procédure, il s'arrangea pour rendre non recevables en justice les témoins qui auraient pu trahir l'anonyme, et promit, par proclamation royale, à qui ferait connaître le coupable, trois cents livres sterling de récompense. Cette comédie amusait Oxford et Swift, et ne trompait personne. La contre-partie fut jouée dans la chambre des communes. Dès le premier jour, Steele, ayant pris la parole, fut accueilli par ce cri : *Tattler! tattler!* (babillard! babillard!) Chacune de ses phrases suscitait ces murmures blessants, ces interruptions moqueuses que les majorités n'épargnent pas aux écrivains de l'opposition, « Ce n'est pas si aisé de parler à la chambre, » lui criait-on de toutes parts. Comme la reine avait dans son discours recommandé au parlement la suppression des libelles séditieux, on appliqua cette qualification à l'écrit de Steele, et l'on demanda son expulsion. Forcé de se défendre comme un accusé, il quitta sa place, comparut devant la chambre assisté par Addison, et il parla avec force et avec talent. Une discussion très-animée suivit, où Walpole, rétorquant l'accusation contre les écrivains jacobites que protégeait le ministère et caressait la cour, déploya cette violence éloquente qui ne lui manqua jamais dans l'opposition; mais 245 voix contre 152 ordonnèrent l'expulsion de Steele. Son crime était d'avoir dit que la succession protestante était en péril sous la présente administration. La motion fut donc faite dans les deux

chambres de déclarer que la succession protestante n'était pas en danger sous le gouvernement de Sa Majesté. Quelquefois les assemblées répugnent à affirmer ce dont elles ne souffrent pas la négation. La motion eut peine à passer. Elle passa cependant; mais à la chambre des lords, là où Bolingbroke se défendait lui-même avec ce talent dont on parle encore, la majorité ne fut que de 12 voix, juste autant que le ministère avait nommé de nouveaux pairs. C'était une majorité apostée. C'est dans cette discussion que lord Anglesea, qui jusque-là avait appuyé les ministres, dit qu'après avoir, sur leur parole, cru à une paix avantageuse et glorieuse, maintenant qu'il avait entendu leurs réponses, il demandait pardon à Dieu, à son pays, à sa conscience, ajoutant que s'il reconnaissait qu'il y eût eu perfidie, il poursuivrait un mauvais ministre du cabinet de la reine à la Tour, et de la Tour à l'échafaud.

La chambre des lords, qui n'osait, en termes généraux, déclarer sa défiance, la témoignait par mille résolutions particulières. Ainsi elle s'interposa avec instance en faveur des Catalans, victimes de la paix d'Utrecht. Dès l'année 1705, l'Angleterre avait engagé ces populations à se soulever en faveur de l'archiduc Charles, avec promesse d'assurer, à la paix, la reconnaissance de leurs libertés. Ces hommes si jaloux de leurs priviléges avaient pris les armes, et l'honneur de l'Angleterre était engagé dans leur cause. Cependant, malgré un article du traité, Philippe V ne leur avait pas donné satisfaction. La race de Louis XIV ne pouvait être ni reconnaissante de leur conduite, ni touchée de leurs droits, et Bolingbroke, qui, dans ses dépêches officielles, les appelait *une petite nation turbulente*, avait réduit à quelques vaines réclamations la protec-

tion que leur devait la reine. C'était un des points les plus vulnérables de la conduite ministérielle. La foi britannique avait souffert une triste atteinte, et la question ne pouvait s'élever sans émouvoir la chambre et embarrasser le cabinet. Saisissant les dispositions de l'assemblée, lord Halifax fit voter une adresse à la reine, pour demander que le prétendant fût expulsé de Lorraine, et qu'une récompense fût promise à qui le livrerait à la justice, s'il débarquait dans l'un des trois royaumes. Mais diverses mesures dans le même sens ayant divisé la chambre en nombre égal, le ministère un peu raffermi obtint du parlement entier une adresse portant approbation générale des traités de paix. Les lords de l'opposition, d'accord avec l'envoyé du Hanovre, songèrent alors à réclamer la présence du prince électoral comme duc de Cambridge. La reine y répugnait avec une opiniâtreté suspecte, son conseil se partagea sur la question. La majorité, guidée par Bolingbroke, fut pour elle; le lord trésorier se trouva en minorité, lui quatrième. Anne écrivit aussitôt à sa tante, l'électrice douairière Sophie, et à son cousin, pour motiver son refus, avec une aigreur tempérée par des paroles favorables à la succession hanovrienne, et Oxford, prenant ses sûretés, adressa pour son compte à l'électeur une lettre remplie d'habiles conseils et d'un dévouement calculé. Sans doute il savait dès lors, il entrevoyait du moins, qu'un plan d'administration conçu par Bolingbroke avait été soumis en haut lieu, et que son rival, secondé par lady Masham, pressé par la crainte de voir s'aggraver jusqu'au péril les infirmités de la reine, n'attendrait pas longtemps pour agir. La mort de la princesse Sophie, qui survint, ne fit

que rendre la situation plus critique (28 mai 1714).

Pour hâter le dénouement, on posait des questions décisives. Sir William Wyndham, qui maintenant dirigeait les débats de la chambre des communes, se concerta avec Bolingbroke et l'évêque de Rochester pour proposer le bill qui fut appelé l'acte du schisme. Cette loi interdisait de tenir école ou de remplir les fonctions de précepteur à quiconque n'aurait pas souscrit une déclaration de conformité à la foi épiscopale et obtenu une permission de l'évêque diocésain, en prouvant qu'il avait reçu le sacrement dans l'année. Cet acte odieux, qu'un plus odieux machiavélisme pouvait seul arracher à l'indifférence philosophique de Bolingbroke, avait pour but d'abattre ces dissidents, mortels ennemis d'une seconde restauration, et d'embarrasser Oxford, qui passait encore pour les protéger. Celui-ci se tira d'affaire en n'ayant pas d'avis. Tantôt il n'avait pas assez étudié la mesure, tantôt il s'absentait à l'heure où elle était discutée. Pour Bolingbroke, il osa dire que le bill était de la dernière importance, puisqu'il intéressait la sécurité de l'Église, le meilleur et le plus ferme appui de la monarchie, et qu'il devait être soutenu par les honnêtes gens. « La vérité nous appartient ! s'écria en parlant du culte anglican le déiste sceptique que devait invoquer Voltaire, et tout doit tendre à la vérité. » C'est la pure formule de la persécution religieuse. Il s'attira les justes railleries de lord Wharton, qui se dit agréablement surpris de voir les hommes de plaisir devenus les patrons de l'Église. Après quelques amendements singulièrement aristocratiques qui l'adoucirent, en faveur surtout des précepteurs des fils de lords, le bill passa pour n'être jamais exécuté.

En attendant, la confiance des jacobites s'exalta ;

leur imprudence n'eut plus de borne. Des allusions furent faites en pleine chambre à la possibilité d'une restauration. Des deux côtés, on semblait s'attendre à un conflit entre les prétendants. Le parlement, dont la majorité malgré ses divisions n'hésitait pas entre la maison de Brunswick et les Stuarts, vota des adresses et des lois pour prévenir et punir toute tentative de rébellion en faveur de la royauté déchue; le gouvernement ne put se dispenser d'agir; la reine consentit à la proclamation demandée par la chambre haute, et promit 5,000 livres sterling de récompense à quiconque s'emparerait de la personne du prétendant, s'il paraissait sur le territoire. On s'apprêtait à voter une adresse de remercîments, quand Bolingbroke entra dans la chambre. Pris au dépourvu par une de ces motions qui embarrassaient toujours le ministère, il dit un peu à l'aventure que la meilleure mesure de défense pour la succession protestante serait une loi qui qualifierait de haute trahison tout enrôlement au service du prétendant. On le prit au mot; un bill en ce sens fut proposé. On nomma le ministre lui-même président du comité de la chambre où la rédaction fut discutée, et il donna sans préméditation ce nouveau gage à la cause hanovrienne.

C'étaient là des nécessités de situation qu'il fallait longuement expliquer aux amis du continent. La proclamation contre le prétendant fut une de ces mesures dont chacun des deux principaux ministres eut à se disculper auprès du cabinet de Versailles, en se l'imputant réciproquement comme un piége que l'un avait tendu à l'autre pour le forcer à se trahir. Chacun prétendit qu'il n'aurait pu s'y opposer sans se perdre, du moins l'abbé Gaultier l'écrivit-il à Torcy le 27 juin, le

tenant du comte d'Oxford; le 8 juillet, le tenant de lord Bolingbroke. « La proclamation ne changera rien, » répéta ce dernier à l'envoyé de France, d'Iberville, et le plus probable, c'est qu'il espérait qu'elle brouillerait Oxford avec les jacobites, tandis qu'Oxford comptait qu'elle le racommoderait avec les Hanovriens. Il y eut dans cette affaire un assaut de ruses digne du théâtre.

La reine, qui jouait de mauvaise humeur la part de cette comédie, eut encore la force de venir elle-même au parlement annoncer la prorogation, mais sans un mot rassurant et positif sur l'avenir de la royauté; elle ne sut encore que reprocher aux chambres leurs divisions et les engager à imiter, dans leur respect pour sa prérogative, son respect pour les droits de son peuple.

XV

MALADIE DE LA REINE ANNE. — RUPTURE D'OXFORD ET DE BOLINGBROKE. — LE PREMIER CESSE D'ÊTRE MINISTRE. — MORT DE LA REINE. — RÉGENCE. — CHUTE DE BOLINGBROKE.

(1714)

Anne était malade; la goutte et d'autres accidents lui laissaient peu de forces et de repos; une étrange habitude avait contribué à altérer sa santé. Lors de la signature des conventions de Fontainebleau, Louis XIV lui envoya, avec six magnifiques habillements, deux mille cinq cents bouteilles de vin de Champagne, et ce présent était malheureusement trop bien adressé. On sait quel goût grossier déparait alors les mœurs anglaises. Les orgies de Bolingbroke ont été célèbres, et Oxford, dont on loue la vie régulière, passe pour l'avoir abrégée par l'usage immodéré du vin. Le prince de Danemark, homme du Nord, adonné aux habitudes analogues de son pays, les avait communiquées à sa femme, qui même, assure-t-on, n'excluait pas les liqueurs spiritueuses. Un écrivain de notre temps l'excuse par un besoin trop légitime d'échapper aux ennuis

attachés à la royauté [1]. Toujours est-il que dans les dernières années de sa vie elle était souffrante et abattue, et sa mélancolie semblait l'avoir ramenée à d'anciens regrets, ou plutôt à d'anciens repentirs. Avant de régner, peu ménagée par Guillaume III, elle s'était reproché son adhésion à la révolution de 1688. Elle avait renoué quelques relations avec son père exilé. Du moins, aussitôt que le roi Jacques eut fermé les yeux, la reine Marie de Modène écrivit à sa belle-fille qu'il était mort en lui pardonnant, et en priant Dieu de la convertir *et de la confirmer dans la résolution de réparer envers son fils le tort qui lui avait été fait à lui-même*. Cette lettre se rapporte même à des protestations antérieures qui avaient été d'abord oubliées sur le trône, mais que l'âge et le chagrin purent rappeler à la mémoire d'une veuve sans enfants, sans famille, combattue entre ses préjugés politiques et ses préjugés réligieux. Quoiqu'une lettre assez pressante écrite en 1711 par le chevalier de Saint-George à sa sœur fût restée sans réponse, les historiens s'accordent à croire que, dans ses derniers jours, Anne nourrissait quelque projet arrivé à maturité, et s'excitait, par la pensée de sa faiblesse même, à l'accomplir; mais ils s'entendent peu sur la portée de ce projet. Méditait-elle un changement de dynastie ou de cabinet? Ne voulait-elle que se débarrasser d'un ministre qu'elle ne pouvait plus souffrir, ou abordait-elle l'idée d'ouvrir l'accès du trône à son frère, sans toutefois le prendre par la main pour l'y faire monter? On discute encore ces questions.

En ce moment, l'avenir de l'Angleterre était incer-

[1] Leigh Hunt, *Men, Women and Books*, t. I[er], 1847.

tain pour tout le monde, il n'était mystérieux pour personne. On voyait clairement que le règne touchait à son terme, et que la succession de la reine Anne s'ouvrait pour les Stuarts ou pour les Brunswicks. Le dilemme était nettement posé; mais laquelle des deux maisons l'emporterait? Là était l'incertitude. Les chances semblaient presque égales pour l'une et pour l'autre; non-seulement la sagacité des plus prévoyants pouvait s'y tromper, mais d'assez bons esprits pouvaient hésiter dans leur préférence. Cette situation ambiguë et compliquée fait seule comprendre la conduite équivoque, tantôt déloyale, tantôt versatile, de la plupart des politiques du temps. Sans doute les whigs étaient unanimes pour désirer, et même avec passion, l'avénement de l'électeur de Hanovre; mais comme, après tout, le succès de son rival était possible, beaucoup parmi eux, les uns par calcul personnel, les autres dans l'intérêt de leur cause, trouvaient utile de former ou de conserver des liens avec la cour de Bar-le-Duc et de s'assurer les moyens de sauver en tout cas quelque chose de leur position ou de leurs principes. D'un autre côté, en dehors des purs jacobites, les défenseurs du torisme répugnaient à s'engager sans restriction, sans condition, sans retour possible, au drapeau du fils de Jacques II, et tout protestant, si ennemi qu'il fût des principes et des conséquences de la révolution, balançait à sacrifier aux Stuarts l'honneur de son Église. L'abjuration religieuse du prétendant était pour la plupart la condition tacite de leur dévouement à sa cause; mais il leur suffisait d'espérer sa conversion pour aller à lui, avec l'arrière-pensée de s'arrêter au dernier pas. Personne, en un mot, parmi ceux qui comptaient dans les affaires, ne marchait les yeux fermés vers un seul but.

A cette incertitude motivée et presque raisonnable, il faut ajouter tout ce qu'engendre de tergiversations, d'inconséquences et de perfidies, l'égoïsme dont l'habitude des révolutions développe la prévoyance, aguerrit l'impudeur et consacre la duplicité.

Ainsi Oxford, qui avait par l'abbé Gaultier des intelligences secrètes avec le maréchal de Berwick, le seul des jacobites de France à qui un homme sensé pût s'ouvrir, se présentait aux agents de l'électeur de Hanovre en Angleterre, comme le seul ministre qui songeât sérieusement à lui, et qui travaillât à dissiper en sa faveur les préventions ombrageuses de la reine. Marlborough, qui, des bords du Rhin ou du littoral hollandais, tenait les yeux attentivement fixés sur son pays, faisait parvenir en Lorraine des lettres remplies des assurances d'un dévouement éventuel pour le prétendant, tandis qu'il expédiait en Hanovre un agent sûr et habile pour assurer l'électeur de son concours et le presser même d'envoyer son fils siéger à Londres dans le parlement. Un de ses lieutenants, lord Cadogan, venait en Angleterre s'entendre sur les intérêts de la succession protestante avec le comte d'Oxford, qui faisait dire à Marlborough de se tenir à Ostende, prêt à passer la mer et à profiter des événements. Mais lorsque Berwick proposait d'envoyer en secret et à l'improviste le prétendant au delà du détroit, pour que la reine le présentât tout à coup aux deux chambres étonnées, et le fît déclarer par surprise son légitime successeur, Oxford reculait, ajournait tout, rompait tout, et, par mille raisonnements obscurs, lassait la patience et décourageait la témérité. Quand, par le conseil des whigs les plus écoutés, on avait demandé au chancelier, de la part du prince électoral, un writ de convocation pour

la chambre, où l'appelait son titre de duc de Cambridge, Oxford s'était récrié sur la maladresse de la démarche, sur le mauvais choix de l'intermédiaire, prétendant qu'on manquait à sa souveraine, qu'on aurait dû laisser à lui seul le soin de ménager ses susceptibilités, et qu'il fallait se garder de l'aliéner à jamais en brusquant ses répugnances et ses irrésolutions : ce qui ne l'empêchait pas de faire partir pour Hanovre son cousin Harley, chargé d'y porter l'expression de ses sentiments personnels et de contre-balancer la présence d'un ambassadeur, interprète officiel du mécontentement de la reine. Rien, si ce n'est ses discours, n'était plus embrouillé que la conduite du premier ministre. Quoique pressé par les événements, il perdait son temps à tout empêcher. « Dès que la reine est malade, disait Swift, on abandonne tout. Est-elle rétablie, on fait comme si elle était immortelle. »

Au milieu des nuages dont s'enveloppaient toutes les intentions, les whigs avaient pour se guider deux faits significatifs : la résistance obstinée d'Anne et de son gouvernement soit à exiger que le prétendant quittât la Lorraine pour le midi de l'Europe, soit à permettre que le fils de l'héritier du trône vînt en Angleterre. Ces deux mesures, ou l'une des deux seulement, auraient décidé la question : il était clair qu'on voulait la laisser indécise. La crainte de tout perdre par une démarche précipitée, et d'offenser la reine en l'embarrassant, retenait sur le continent les deux compétiteurs, qui n'étaient guère plus entreprenants l'un que l'autre. Il fallait qu'à l'intérieur leurs partis respectifs suppléassent à leur présence, à leur action personnelle, par des dispositions bien prises, et qu'une vigilance constante ne laissât échapper aucune occasion d'assurer l'avenir. Les jaco-

bites comptaient sur la Providence et sur la reine; les whigs ne comptaient que sur eux-mêmes. Unis à tout ce qu'il y avait d'important et de résolu parmi les torys hanovriens, ils s'organisèrent pour la défense de la loi de l'État, en se préparant, s'il le fallait, à mettre la main sur le gouvernement.

Oxford, qui avait perdu la confiance de la reine, qui ne devinait plus ses pensées, qui la jugeait trop affaiblie pour la craindre, n'était retenu que par son hésitation naturelle, l'empire de son passé, ses habitudes d'ajournement et son goût pour les conduites douteuses. Dans sa tendance à se porter du côté de la cause protestante et constitutionnelle, il en était arrivé à se passer de confidents, d'auxiliaires, de parti, et se croyait de force à marcher seul et à tout emporter par lui-même quand le jour viendrait; mais jamais il n'aurait trouvé que le jour fût venu. Bolingbroke, plus pressé, sans être beaucoup plus actif, avait mieux pénétré les sentiments de la reine. Sans la forcer à s'ouvrir, sans s'ouvrir lui-même peut-être sur la question des Stuarts, il avait soigneusement entretenu ses ombrages contre la maison de Hanovre, ses préventions contre tout ce qui n'était pas haute Église ou torisme complaisant, les mécontentements que lui causaient les négligences et les dissimulations du lord trésorier. Profondément vindicatif, il était plus passionné contre son ennemi que pour sa cause; le succès de sa haine le touchait plus que le succès même de son ambition. Oxford inclinait vers le Hanovre; c'était assez pour que Bolingbroke penchât du côté des Stuarts, et que ralliant autour de lui tout ce qui partageait ses aversions, tout ce qui pouvait plaire à la reine et la flatter dans ses rancunes, il adoptât à tout risque, et au besoin jusqu'à ses dernières

extrémités, la politique la plus propre à tenir ensemble la plus forte coalition contre son rival. Cette politique allait-elle jusqu'à la restauration? Oui, jusqu'à la restauration, si l'appui de l'autorité royale était à ce prix; car il ne paraît pas qu'absorbé par une seule idée, il ait porté ses regards au delà des limites de la cour.

Au commencement de l'été de 1714, les ministériels les plus optimistes reconnurent qu'il était impossible de conserver dans le même cabinet Oxford et Bolingbroke. Swift, qui avait été le lien de leur ancienne amitié, désespéra de les réconcilier, après l'avoir tenté plusieurs fois. Il ne voulait pas convenir, et il n'est jamais convenu depuis, que la succession protestante fût une des questions qui les divisaient. Fort soucieux de sa sûreté personnelle, il les réunit une dernière fois chez lord Masham, leur parla très-vivement, et finit en annonçant qu'il allait s'éloigner puisqu'il voyait tout perdu. Bolingbroke lui dit tout bas qu'il avait raison, Harley protesta que tout irait bien, et l'on se sépara. Le docteur partit pour Oxford, et de là pour la maison de campagne d'un de ses amis, en Berkshire, déclarant qu'il ne donnerait pas trois sous des nouvelles qu'on lui écrirait de Londres. Nous avons cependant les nombreuses lettres qu'il reçut alors de ses amis, et qui retracent avec un détail frappant de vérité les incertitudes, les douleurs, les querelles des serviteurs intimes d'un gouvernement en péril, au moment où se déchirent les derniers liens qui le tenaient uni.

Oxford avait si bien fait que tout le monde le quittait. Ormond, Harcourt, Bromley, Atterbury passaient à Bolingbroke, ou plutôt restaient du côté de la reine. Le duc de Shrewsbury, sans prendre d'engagement pour l'avenir, sans s'expliquer sur aucune chose,

tenait aussi pour elle. Quoique rien en lui ne fût d'un jacobite, il s'était séparé hostilement des whigs et gardé de toute opposition, montrant un attachement exclusif à la reine, à laquelle il avait autrefois inspiré, dit-on, des sentiments plus tendres que la bienveillance. Wyndham, en restant étroitement lié à Bolingbroke, lui gagnait l'appui ou tout au moins la neutralité de sa belle-mère, la duchesse de Somerset. Tout cependant n'eût pas été perdu pour Oxford, s'il avait conservé lady Masham. Mais elle aussi, il l'avait refroidie, fatiguée, irritée enfin par son défaut de soins, par la fausseté de ses promesses, peut-être aussi par les résistances inévitables d'un ministre des finances aux exigences d'une favorite toute-puissante et subalterne. Avant même le départ de Swift (juin 1714), elle avait signifié au *Dragon*[1] qu'il ne devait plus compter sur elle et qu'elle ne se chargerait plus de ses commissions pour la reine.

Le contrôle financier des chambres était alors mal garanti ; elles n'avaient pour armes que le vote du subside, et l'enquête ou la poursuite, quand des malversations ou de criants abus parvenaient à leur connaissance. On avait arrangé chez lady Masham que la part de la reine ou plutôt de l'État dans certains profits du commerce de la mer du Sud serait divisée en seizièmes, dont cinq pour le premier ministre, cinq pour le secrétaire d'État, quatre pour la favorite et deux pour Arthur Moore. Mais, au grand scandale des intéressés, Oxford refusa la part qu'on lui destinait. Ce

[1] Sobriquet ironique donné dans la société de Swift à lord Oxford, parce qu'il était à la fois très-doux de caractère et chargé de la garde du trésor.

refus parut suspect, ou plutôt on le prit pour une déclaration de guerre. On ne douta pas que le mystère de cette opération ne fût bientôt révélé à l'opposition. Oxford, s'armant des rigueurs du régime constitutionnel, parlait souvent d'en appeler aux chambres; il devenait menaçant, et le bruit se répandait que Bolingbroke était la victime désignée de la prochaine session. Le danger était visible, la nécessité d'agir impérieuse. Un jour, lady Masham, dont la colère ne se contenait plus, dit en face à lord Oxford qu'il n'avait jamais rendu aucun service à la reine, et qu'il n'était capable de lui en rendre aucun. Le ministre ne répondit pas; il ne faisait point de scènes et supportait tout sans rien oublier. On voit par les correspondants de Swift, par les lettres surtout de Lewis et d'Arbuthnot, que tout ce petit monde agité de discordes intimes ne se quittait pas, et qu'en se jouant les tours les plus noirs, en se querellant quelquefois, ministres et favorite dînaient et soupaient ensemble. La familiarité survivait à l'amitié. Aussi les confidents, les serviteurs, les commensaux passaient-ils par d'étranges variations d'espérance et de crainte. Tout était rompu, puis tout réparé; Oxford restait premier ministre; il se retirait avec un duché et quatre mille livres sterling de pension. Bolingbroke allait être le chef du cabinet sans changer de titre, et la trésorerie serait mise en commission sous la direction de Wyndham; enfin le duc de Shrewsbury arrangerait tout, soit en réconciliant les deux rivaux, soit en les éconduisant tous deux. Il courait les bruits les plus contradictoires, et l'inquiétude du public croissait de jour en jour. Car au milieu de tant de doutes sur le ministère, deux choses subsistaient: c'est que la reine ne vivrait pas

longtemps et qu'on ne savait encore qui serait roi.

L'anxiété des hommes d'État dépassait celle du public. Bolingbroke qui n'avait au fond rien de prêt, qui pour conserver sa liberté d'action et ne pas prendre d'engagement qu'il ne pût tenir, avait mis tout son enjeu dans une intrigue de cour, et placé son avenir sur le crédit de la coiffeuse d'une reine mourante, avait beau payer d'insolence, de bonne grâce et d'enjouement; il écrivait à Swift: « Si mes grooms n'avaient pas vécu d'une vie plus heureuse que je n'ai fait pendant ces longs derniers temps, je suis sûr qu'ils planteraient là mon service (13 juillet). » Cependant il commençait à entrevoir le dénouement. Après de cruelles journées d'angoisses, la reine avait annoncé le 20 juillet qu'elle irait à Windsor le mardi 27, et qu'elle ne partirait pas sans avoir fait connaître sa volonté. Bolingbroke rappela par un exprès le chancelier Harcourt, qui était à la campagne pour quinze jours. On allait avoir besoin du grand sceau de l'État. L'autorité royale allait se déployer dans sa grandeur.

Depuis près d'un mois, lord Oxford avait adressé à la reine un compte rendu de son administration. Dans ce mémoire curieux par la simplicité, et qui n'est point le testament d'un grand ministre, il rappelle les travaux et les succès de sa gestion financière et revendique une forte part dans la conclusion de la paix. Suivant lui, Bolingbroke aurait voulu, dès le mois de février 1711, se faire un parti séparé dans la chambre, et l'aurait à la même époque invité à dîner pour la dernière fois. La pairie n'aurait été pour cet esprit orgueilleux qu'un sujet d'irritation et de plainte. Pendant la maladie du trésorier, il aurait négligé des mesures essentielles, et c'est de ces fautes ou de ces

manquements qu'on voudrait rendre le trésorier responsable. Enfin lady Masham est indirectement accusée, et l'on sent qu'au fond Harley ne la ménage plus. Il venait de mettre opposition à une gratification annuelle de 1,500 livres sterling qu'elle avait obtenue.

A ce mémoire, la reine n'avait fait aucune réponse. Elle était souffrante; elle ne tenait point de conseil. Elle délibérait lentement; elle écoutait les plaintes de ses intimes confidents sans y faire droit, et permettait, suivant toute apparence, que l'escalier dérobé d'Abigaïl s'ouvrît pour Bolingbroke. Mais enfin, le 20 juillet, elle avait ordonné de mander le chancelier, pris jour pour la décision finale; et le 27 au soir, elle fit venir Oxford qui la trouva entourée de ses ennemis, Bolingbroke, Harcourt, lady Masham. Il y eut une scène très-vive qui dura jusqu'à deux heures du matin. Oxford n'épargna personne. Il montra le ridicule et le péril des plans de ses adversaires, prédit qu'il serait vengé et qu'il verrait certaines gens retomber aussi bas qu'il les avait trouvés. Il les menaça enfin de la justice nationale. La reine affaiblie ne pouvait ni marcher ni se tenir debout. Elle parut fort troublée, nullement touchée, et finit l'entretien en lui redemandant la baguette blanche. C'était lui ôter son titre et son pouvoir.

« Si je disais à mon cher ami, écrivait le jour même au docteur Swift le ministre en disgrâce, quel prix j'attache à son amitié si peu méritée, j'aurais l'air de me défier de lui et de moi-même. Quoique je n'aie plus d'autorité depuis le 25 juillet 1713[1], je crois pouvoir, comme simple particulier, me permettre de renouveler

[1] Ce jour-là Oxford, malade, avait, disait-il, adressé à Bolingbroke un plan de conduite qui était resté sans exécution.

votre temps, à la condition que votre [illegible] me rendra votre présence. Car demain matin je ne serai qu'un homme particulier. Dès que j'aurai réglé mes affaires domestiques, j'irai à Wimpole; de là seul dans le Herefordshire. Si nos tête-à-tête ne vous ont pas ennuyé, réservez pour moi ce temps vers quelqu'un qui vous aime; je crois que dans la masse des âmes, les nôtres ont été faites l'une pour l'autre. Je vous envoie une imitation de Lucien qui m'est venue en me rendant à Kensington: « Servir avec amour et répandre son sang est approuvé là-haut; mais, ici-bas, les exemples prouvent qu'être honnête homme porte malheur[1]. »

Bolingbroke triomphait. La reine accablait de reproches son ancien ministre; elle disait aux courtisans qu'Oxford négligeait toutes ses affaires, qu'il était rarement compréhensible, qu'elle ne pouvait se fier à aucune de ses paroles, que souvent il s'était présenté ivre devant elle, et que dans les dernières circonstances ses manières avaient été indignes. On ne doutait pas que la puissance ne passât à Bolingbroke. Par adresse, modestie ou nécessité, il devait rester secrétaire d'État, et ses ennemis disaient qu'on le trouvait trop peu considéré pour en faire un premier ministre; mais il espérait en avoir toute l'influence et gouverner de compte à demi *avec les deux ladies* (Somerset et Masham). Ormond serait commandant en chef, Atterbury lord du sceau privé, Buckingham président du conseil, le comte de Mar secrétaire d'État pour l'Écosse. Les autres ministres gardaient leurs postes. C'était arborer assez haut le drapeau jacobite. Cependant, voici ce qu'on

[1] C'était une des manies de lord Oxford d'envoyer presque tous les jours de petits vers à ses amis.

raconte. Lord Lansdowne, se trouvant seul en carrosse avec Wyndham, lui voulut dire qu'à présent qu'ils avaient tout pouvoir, il devenait facile de ménager une restauration. « Chassez cette idée de votre tête, répondit sir William, cela ne se fera jamais. Jacques est un homme impraticable; jamais on ne le pourra réduire. » Entendait-il que tant que Jacques s'obstinait à rester catholique, il n'y avait rien à faire, ou bien imitait-il Bolingbroke qui ne s'engageait jamais, et se tenait jusqu'au bout libre de désavouer ses actions mêmes? Ce dernier affectait en effet d'être sans parti pris. Fidèle à l'usage de tous ceux qui arrivent au pouvoir par une opinion extrême, il recherchait déjà les chefs de l'opinion contraire. Il réunissait à dîner dans sa maison de Golden-square les principaux whigs, le général Stanhope, Walpole, Pulteney, Craggs, Cadogan, et tàchait par ses caresses de capter leur bienveillance, de perdre Oxford auprès d'eux, ou tout au moins de détourner leurs soupçons. Rien ne tire moins à conséquence que ces rapprochements-là. Le même jour, il voyait l'abbé Gaultier et l'entretenait des intérêts du roi Jacques, en ajoutant qu'il fallait que ce prince fît quelque chose pour son peuple. Puis il laissait le lendemain courir le bruit d'un ministère de coalition, ébauché au dîner de la veille; un négociant qui possédait sa confiance, John Drummond, avait ordre de se tenir prêt à partir pour le Hanovre. On dit que le samedi 31 juillet, ce Drummond vint attendre à Kensington le ministre pour recevoir ses dernières instructions; mais Bolingbroke ne vint pas. Son plan quel qu'il fût, ou plutôt ses plans divers allaient s'évanouir dans la région fantastique où s'envolent les rêves des ambitieux.

La scène de la rupture avait profondément ébranlé la reine. Trois jours après, lady Masham écrivait à Swift : « Mon bon ami, cela n'a pas, je l'avoue, l'air très-aimable à moi de passer tout ce temps sans vous remercier de votre lettre; mais j'attendais le moment où je pourrais vous dire que la reine avait assez pris l'avantage sur le Dragon (Oxford) pour lui retirer des mains son pouvoir. Il s'est montré pour elle, pour tous ses amis, le plus grand ingrat du monde. Je ne puis avoir en ce moment tout le loisir de vous écrire; car ma chère maîtresse n'est pas bien, et je me crois en droit de mettre son mal sur le compte du trésorier, qui depuis trois semaines l'a tourmentée, vexée sans interruption..... Nous abandonnerez-vous et irez-vous en Irlande? Non, c'est impossible, vous avez toujours la même bonté; votre charité et votre compassion pour cette pauvre lady, si barbarement traitée, ne vous permettent pas de vous éloigner. Je vous sais secourable aux malheureux, et il ne peut y avoir un plus grand objet de pitié que cette excellente lady. Je vous en prie, cher ami, restez avec nous.....» Le jour même où cette lettre fut écrite, la reine s'était trouvée mal, et son état parut aussitôt désespéré. Le surlendemain 31 juillet, elle n'avait plus que quelques heures à vivre.

Dans ce moment critique, tous les partis furent sur pied. Les whigs avaient pris leurs mesures; ils étaient organisés, prêts à soutenir la loi par la force, si la force attentait à la loi. On attendait à toute heure le duc de Marlborough; des vents contraires le retinrent à Ostende; mais le général Stanhope devait s'emparer de la Tour de Londres. Les jacobites s'échauffaient dans leurs espérances; mais bercés d'illusions, ils avaient

compté sur la reine, sur une conspiration de cour, et la cour était éperdue, la reine mourante, le ministère dissous. Le gouvernement était pris au dépourvu en pleine crise ministérielle. Oxford n'était plus chef du cabinet, mais Bolingbroke ne l'était pas encore. Il espérait dans le duc de Shrewsbury, mais Shrewsbury était un esprit élevé et clairvoyant; il avait pu manquer de franchise et de constance, mais il aimait le bien public et savait le discerner dans les circonstances décisives. Ni sa timidité ni sa conscience ne s'accommodaient d'une politique aventureuse. Réservé, dissimulé même, il sut prendre son parti sans le dire, et n'oublia pas qu'il avait participé à la révolution de 1688. Il prévint donc secrètement les ducs d'Argyll et de Somerset, et au moment où un conseil privé, composé des grands officiers et des ministres, s'assemblait à Kensington, les deux lords whigs y parurent sans avoir été convoqués; Shrewsbury les remercia et les invita à prendre séance. Sur les déclarations des médecins que le danger de la reine était pressant, c'est eux qui proposèrent de pourvoir aux fonctions de lord trésorier, et de prononcer à la reine le nom de Shrewsbury. Le coup fut terrible; Bolingbroke pâlit, mais ni lui ni personne n'osa faire d'objection, et il ne put refuser d'aller avec les deux autres secrétaires d'État, Bromley et lord Mar, auprès du lit de la reine lui proposer la nomination du duc de Shrewsbury pour lord trésorier. Elle répondit d'une voix faible qu'on ne pouvait lui recommander personne qui lui convînt mieux, et, en lui remettant la baguette, elle lui dit : « Usez-en pour le bien de mon peuple; » puis elle retomba épuisée, si même elle ne l'était trop déjà pour avoir prononcé ces paroles.

Le conseil privé se compose, comme on sait, des

hommes les plus considérables des deux chambres, de ceux qui remplissent ou qui ont rempli de grandes charges ; mais ceux-là seuls y assistent qui sont spécialement appelés. Sur la proposition d'Argyll et de Somerset, Shrewsbury le convoqua tout entier. Non-seulement lord Oxford, mais lord Somers et tous les chefs du parti whig y reparurent, et la puissante coalition qui avait fait la révolution fut en un instant reconstituée. A peine la reine eut-elle expiré (1er août 1714) en prononçant, dit-on, quelque plainte au souvenir de son frère, la régence était établie, l'électeur de Hanovre était appelé, une escadre allait à sa rencontre, toutes les troupes avaient des ordres, toutes les mesures étaient prises, et George Ier proclamé au milieu de la joie publique. L'acte de proclamation portait la signature de tous les ministres. Bolingbroke avait donné la sienne, quoique Atterbury lui offrît de proclamer Jacques III à Charing-Cross, demandant à ouvrir lui-même la marche en costume épiscopal ; mais Bolingbroke n'osa, et le prélat dit avec une exclamation peu orthodoxe : « Voilà la meilleure cause qu'il y ait en Europe perdue faute de hardiesse. » Cette hardiesse eût été une folle témérité. Tout ceci fut une surprise, mais une surprise écrasante. « Le comte d'Oxford a été congédié mardi, écrivait Bolingbroke à Swift, la reine est morte dimanche. Qu'est-ce que ce monde ? et comme la fortune se moque de nous ! » — « Milord Bolingbroke est pénétré de douleur, écrivait d'Iberville, le chargé d'affaires de France ; il m'a assuré que ses mesures étaient si bien prises, qu'en six semaines de temps on aurait mis les choses en tel état qu'il n'y aurait eu rien à craindre de ce qui vient d'arriver. » C'est ce jour-là que Bolingbroke eut besoin de se confirmer dans sa devise : *Nil admirari.*

S'il faut en croire Defoe, qui peut être récusé comme l'historiographe dévoué du comte d'Oxford, dans son *Histoire secrète de la Baguette blanche*, Bolingbroke s'écarta beaucoup du sang-froid stoïque que lui commandait sa devise. En voyant le duc de Shrewsbury lui enlever la première place, il aurait jeté son sac[1] sur le plancher et se serait écrié : « Que le souffle de l'enfer et la rage d'un million de diables soient sur la maudite baguette ! C'est lui (Oxford) qui nous a déçus et qui a rompu toutes nos mesures. — Nous enlever la baguette ! aurait dit l'évêque de Rochester. Par Lucifer ! je ne croyais pas qu'elle l'osât. Que pouvons-nous faire sans cela ? Nous n'avons plus qu'une ressource, la France et l'héritier légitime. Voilà ce qu'il faut et ce qui sera, par Dieu ! » On ne sait ce qu'a pu dire Atterbury ; mais, quoique frappé par l'événement, Bolingbroke ne mesura pas d'abord toute la profondeur de sa chute. Il adressa une lettre assez convenable au nouveau roi, et le même jour, 3 août, il écrivait à Swift : « Comme la prospérité divise, peut-être l'adversité pourra-t-elle nous unir à un certain degré. Les torys semblent résolus à n'être pas écrasés, et cela suffit pour empêcher qu'on ne le soit... J'ai tout perdu par la mort de la reine, excepté mon énergie d'esprit, et je vous proteste que je la sens s'accroître en moi. Les whigs sont un tas de jacobites, voilà quel sera le cri dans un mois, si vous voulez. » On voit par la réponse sérieuse et réfléchie du docteur qu'il ne partageait pas ces espérances et ne lui laissait d'autre rôle que celui de chef du parti de l'Église. « Nous avons certainement plus de têtes et de bras que nos adver-

1 Le sac tenait alors lieu de portefeuille. Voyez les sacs de procès dans *les Plaideurs*. Ils sont encore en usage au barreau anglais.

saires, mais il faut reconnaître qu'ils ont de plus fortes épaules et de plus fermes cœurs. Je soupçonne seulement que nos amis, j'entends le vulgaire du parti, sont devenus *trimmers* pour le moins, et que le cri *commerce et laine* [1], opposé au cri *Sacheverell et l'Église*, a fort refroidi leur zèle. » Sans aucun doute, au premier moment, une partie des torys comptèrent trouver place dans le nouvel établissement, et beaucoup durent se prévaloir de ne l'avoir pas directement attaqué. Mais Bolingbroke vit bientôt qu'il n'était qu'au début de ses épreuves.

Ce ne fut pas la moins dure assurément que l'obligation de remplir son office de secrétaire d'État auprès du conseil de régence. Conformément à l'acte de 1705, ce conseil se composait de dix-huit lords de justice désignés d'avance par l'électeur de Hanovre dans un instrument secret confié en triple expédition aux mains de trois dépositaires, et la plupart de ces membres se trouvèrent être pris parmi les plus grands adversaires de Bolingbroke. Addison était secrétaire du conseil; mais comme Bolingbroke conservait, jusqu'à ce que le roi se fût prononcé, le titre et les sceaux de secrétaire d'État, il en remplit les fonctions apparentes pendant un mois sous les ordres d'un conseil qui agissait, disait-il, comme aurait pu faire le saint-office. On lui infligeait l'humiliation d'attendre chaque jour à la porte de la salle où délibérait la régence, sans être admis aux délibérations, et pour donner ensuite à quelques actes la forme officielle qu'il pouvait seul leur

[1] Les préjugés économiques froissés par les stipulations commerciales de la paix d'Utrecht avaient modifié les dispositions des torys.

donner. Il était obligé de remettre dans les mains d'Addison toutes les dépêches qui lui étaient adressées. Enfin, au bout d'un mois, un ordre vint de Hanovre, qui le remplaçait par lord Townshend, et l'ordre fut exécuté sans ménagement (31 août v. s.). « La manière dont j'ai été congédié, écrivait-il, m'a bien affecté au moins deux minutes. » Il partit pour la campagne. Là, il reçut avis de revenir à Londres pour assister à la remise des sceaux de son office. Comme ses papiers les plus importants avaient été mis en sûreté par son secrétaire, il s'excusa, mais demanda l'honneur de baiser la main du roi. Il fut dédaigneusement refusé.

XVI

AVÉNEMENT DE GEORGE Ier. — CARACTÈRE POLITIQUE DE SON GOUVERNEMENT. — NOUVELLES ÉLECTIONS. — POURSUITES CONTRE LES AUTEURS DE LA PAIX D'UTRECHT. — FUITE DE BOLINGBROKE EN FRANCE. — ARRESTATION DE LORD OXFORD. — *Attainder* CONTRE ORMOND ET BOLINGBROKE. — PROCÈS ET ACQUITTEMENT D'OXFORD.

(1715)

Bientôt des pensées plus sérieuses encore que des ressentiments ou des regrets durent agiter l'esprit de Bolingbroke. Le pouvoir passait aux mains de ses ennemis. L'accusation de trahison avait été le thème habituel de l'opposition. N'eût-il nourri aucun dessein contre les lois et ses serments, il ne pouvait ignorer quelles apparences suspectes s'élevaient contre lui, et l'usage des partis n'était pas alors de dédaigner les simples apparences ni d'épargner les vaincus. Il avait vu Oxford, fier de sa récente disgrâce, s'empresser d'aller avec une sérénité affectée à la rencontre du nouveau roi; lui-même il avait cru de sa prudence ou de son devoir d'assister au couronnement. Mais la presse commençait à gronder; celle qui le défendait, qui du moins attaquait ses adversaires, n'était pas la moins violente. Elle irritait la haine et provoquait les vengeances; elle appe-

lait le péril, au lieu de le conjurer. Un libelle, du moins le gouvernement le qualifiait ainsi, avait été publié sous le titre d'*Avis anglais aux francs tenanciers de l'Angleterre.* On l'attribuait à la plume de l'ami de Bolingbroke, l'évêque de Rochester, et cet écrit semblait dicté par la haine contre le nouveau roi et sa maison.

Bolingbroke assure dans son mémoire apologétique qu'au premier moment il n'y avait pas de jacobites, que du moins il ne s'en montrait pas; mais il convient que bientôt la masse des torys tourna les yeux vers le prétendant, et que même, au commencement de l'année suivante, quelques signes annoncèrent l'existence d'un projet d'entreprise en faveur de sa cause. Seulement il impute ce retour d'une opinion d'abord découragée aux mesures violentes du gouvernement, et il accuse les whigs d'avoir créé le complot en le supposant, d'avoir suscité des jacobites en traitant comme tels tous leurs ennemis. Cependant, de son aveu même, quelques-uns de ses amis se jetèrent dès l'abord dans une vive opposition, et l'on peut douter qu'une partie des torys ne fût pas un peu dès la veille ce que, selon lui, ils devinrent le lendemain. Il est vrai que, bien que George I[er] eût annoncé l'intention de ne point se montrer exclusif dans le choix de ses serviteurs, une fois en Angleterre (18 septembre 1714), la force du courant l'emporta, et son avénement fut le triomphe du parti whig, destiné à gouverner au moins pendant deux règnes. Le parti opposé n'avait que trop préparé cette réaction; ses fautes et ses revers le condamnaient à la subir. Il avait montré à ses adversaires comment on abuse de la victoire. On devine d'avance quels furent les nouveaux ministres : les noms de Cowper, Somers, Sunderland, Wharton, Nottingham, Townshend, Stan-

hope, se présentent sur-le-champ à l'esprit. Il n'y eut point de lord trésorier; la trésorerie fut mise en commission sous la présidence de lord Halifax, qui s'étonna de n'être pas premier ministre. Marlborough reprit son titre de commandant général, et reçut toute sorte d'honneurs; mais soit par la défiance des whigs, soit par le conseil de sa femme, il ne rentra point dans le gouvernement. C'est Townshend, premier secrétaire d'État, qui passait pour le chef de l'administration. Walpole, son beau-frère, payeur général, et Pulteney, secrétaire de la guerre, n'étaient pas dans le cabinet; cependant avec Stanhope ils conduisaient les affaires dans la chambre des communes. Bolingbroke dit que c'est Walpole qui ne répondit de la nouvelle chambre qu'autant qu'on laissserait aux whigs leur pleine liberté d'action, c'est-à-dire les droits d'un parti triomphant. En effet, les nouvelles élections leur donnaient la majorité (janvier 1715). Avant même que le parlement ne se réunît, des recherches menaçantes avaient commencé; les scellés avaient été mis sur les papiers de Strafford, et Prior était rappelé de Paris. Dès le début de la session (17 mars), l'adresse des pairs exprima l'espoir que le règne nouveau rétablirait (*recover*) la réputation du royaume dans les contrées étrangères, à peu près comme à l'avénement de la reine Anne l'adresse des communes parlait de réparer (*retrieve*) l'honneur de la nation. Ces représailles sont inévitables; elles n'arrêtent ni n'éclairent personne. A cette proposition d'une sentence générale contre la diplomatie de tout un règne, Bolingbroke demanda que le mot *maintiendrait* remplaçât le mot *rétablirait*. Il défendit la mémoire de la feue reine, et son discours fut digne de lui. C'est le dernier qu'il ait prononcé; malheureusement, pas plus

que les autres il n'a été conservé. Le duc de Shrewsbury appuya en vain l'amendement. Le chancelier Cowper insista pour que l'adresse contînt une censure de la paix d'Utrecht et de ceux qui l'avaient conseillée, et le chancelier, soutenu par Nottingham et Wharton, fut écouté. Aux Communes, Walpole proposa une adresse plus explicitement sévère, la commenta en termes plus sévères encore, et malgré Wyndham, Bromley, Shippen, combattus par Stanhope et Pulteney, le vote de censure obtint 244 voix contre 138.

C'étaient là de sombres présages. On savait que des recherches s'opéraient dans les dépôts des correspondances officielles. L'opposition, dans ses débats antérieurs, avait qualifié la conduite du dernier ministère en termes violents qu'elle pouvait avoir à cœur de justifier. Au mois d'avril précédent, lord Anglesea, qui n'était pourtant qu'un tory hanovrien, avait prononcé le mot sinistre d'échafaud, et l'on chantait dans les rues des couplets qui se lisent dans l'histoire et dont voici le sens : « Oh ! les coquins de faiseurs de paix, Bob (Oxford), Harry (Bolingbroke), Arthur (Moore), Matt (Prior), qui ont perdu notre commerce, trahi nos amis, et tout cela pour servir une fille de chambre (lady Masham) ! — Marlborough le Grand a défait nos ennemis ; puissent-ils être encore assommés par lui ! Puissent le laquais être écorché (Moore, fils d'un valet de pied) et le garçon de cabaret fouetté (Prior, fils d'un maître de taverne), mais Bob et Harry pendus ! »

Enfin, de quelque manière que l'on juge leur conduite, difficilement *Bob* et *Harry* pouvaient se croire irréprochables et attendre l'épreuve d'une enquête en parfaite sécurité de conscience. C'était payer un peu cher les santés que, dans un autre temps, la marquise

de Croissy, ayant Prior à sa droite dans un souper, portait gaiement « à Harry et à Robin ! au sorcier et à son démon familier ! » Dans ce commun péril, la conduite des deux anciens ministres ne fut pas la même. Oxford témoigna une grande indifférence. Nulle affectation dans sa manière de vivre. Il allait à la campagne, il revenait à la ville, sans paraître ni rien fuir ni rien braver, attentif seulement à rappeler ce qu'il avait fait pour la succession protestante. Bolingbroke manifesta d'abord beaucoup d'assurance. Au-dessus de la crainte comme des regrets, il disait que, pour lui, l'adversité n'était pas le malheur. Il se montrait partout. Son langage au parlement avait été vif et hardi; il semblait défier l'accusation. A ses amis alarmés, il disait que tant qu'elle n'était pas votée, tant qu'il n'y avait pas d'*impeachment* décrété, sa liberté ne courait aucun risque. Mais tout à coup il apprend que Prior, débarqué à Douvres, a promis de tout révéler, et il se décide à fuir. C'est du moins le jour où cet ancien confident, après avoir été reçu par le roi, dîna chez lord Townshend avec Stanhope et ses amis, que Bolingbroke quitta Londres secrètement. Le vendredi 25 mars, il s'était montré au spectacle à Drury-Lane; il avait, suivant un usage du temps, demandé une autre pièce pour le lendemain, et souscrit pour un opéra nouveau dont on annonçait la représentation : le soir même, sous le déguisement d'un domestique de Lavigne, courrier du cabinet français, il gagna Douvres, où le mauvais temps le retint toute une journée. Enfin, après avoir excité plus d'un soupçon, malgré sa perruque noire, sa redingote boutonnée jusqu'au menton et les portemanteaux dont il chargeait ses épaules, il s'embarqua le dimanche 27, et atteignit Calais à six heures du soir.

Le gouverneur de la ville vint à sa rencontre et voulut qu'il fût son hôte. Le même jour, il courut à Londres une lettre de lui que les journaux répétèrent, et dans laquelle il écrivait à lord Lansdowne qu'il avait décidé son prompt départ sur l'avis de personnes initiées au secret des affaires, et qu'un dessein était formé de le poursuivre jusqu'à l'échafaud. S'il eût pu attendre un loyal examen des deux chambres, qui l'avaient préjudiciellement condamné sans l'entendre, il n'aurait reculé, disait-il, devant aucune épreuve, car il pouvait défier ses plus cruels ennemis de produire contre lui le moindre indice de correspondance criminelle. Il n'était coupable que d'avoir servi trop fidèlement sa royale maîtresse; mais il savait que son sang devait être le ciment d'une nouvelle alliance.

On a prétendu que l'avis de s'éloigner lui avait été secrètement donné par le duc de Marlborough. Il a depuis allégué, pour motiver sa fuite, l'impossibilité où la manière de procéder contre lui le mettait de se défendre, sa répugnance à chercher son salut dans la protection des torys hanovriens, qui commençaient à revenir sur leurs pas (il dit qu'il aurait mieux aimé le tenir des whigs eux-mêmes); enfin l'horreur qu'il éprouvait à voir sa situation assimilée à celle de lord Oxford. « Rien peut-être ne contribua tant à me déterminer que ce sentiment. Un principe d'honneur ne m'aurait pas permis de séparer sa cause de la mienne : extrémité pire que la mort même. »

La haine de Bolingbroke pour Oxford ne s'est en effet jamais démentie. Il écrivait à Swift : « Je ne me pardonnerai jamais d'avoir été si longtemps la dupe d'un orgueil si réel et d'une humilité si gauche, d'une telle apparence d'amitié familière avec un cœur si vide de

toute affection, d'un tel penchant naturel à s'emparer des affaires et du pouvoir, et d'une incapacité si parfaite pour conduire les unes, avec une disposition de tyran à abuser de l'autre. Mais assez sur lui : je ne peux l'accuser d'être un coquin sans me convaincre moi-même d'être un sot. »

La haine donne de mauvais conseils, si elle détermina le départ de Bolingbroke. Cette fuite fit scandale. Le danger était réel pourtant; mais le public aime à voir les hommes d'État persécutés poser devant lui dans une attitude intrépide. La retraite de celui-ci parut une faiblesse et un aveu : elle pèse encore sur sa mémoire, et elle a en partie décidé l'histoire à le déclarer coupable.

Douze jours après qu'il avait disparu, le secrétaire d'État Stanhope mit sous les yeux de la chambre des communes les nombreuses pièces relatives aux négociations de la paix d'Utrecht et de la suspension d'armes qui l'avait précédée. Un comité secret de vingt et un membres fut nommé au scrutin pour en prendre connaissance; véritable commission d'accusation dont Walpole était président, et qui procéda avec une activité passionnée. Prior fut un des principaux témoins ; mais, s'il avait promis de tout dire, il ne fit pas de révélations graves, soit qu'il n'eût en effet rien à révéler, soit qu'il n'eût promis de parler que pour acquérir une faveur utile à la défense de son protecteur et de son ami. Il se compromit même au point de se faire arrêter. Néanmoins Walpole, le 9 juin, présenta le rapport du comité. C'était une œuvre habile et passablement concluante. On demanda sans succès l'ajournement de l'examen à douze jours, et Walpole, en son nom, proposa l'accusation de Bolingbroke pour haute trahison. Sa fuite avait découragé tous ses amis. Deux voix s'élevèrent à peine

en sa faveur. Hungerford dit qu'il y avait doute sur la qualification de haute trahison, et le général Ross, ayant voulu le défendre sur le fond, se troubla et se rassit; puis il se releva, prononça quelques mots, encouragé par la chambre, et se rassit encore en disant : « C'est étrange que je ne puisse parler pour lui, moi qui, de si grand cœur me battrais pour lui [1]. » La motion passa sans division. « Vous avez accusé l'écolier, j'accuse le maître, » dit lord Coningsby, et l'*impeachment* fut également prononcé contre le comte d'Oxford. Toutefois il sembla que le comité avait fait une différence entre les deux ministres, et les hommes les plus considérables, Walpole, Stanhope, laissèrent à d'autres l'initiative de cette seconde accusation. Oxford parut le lendemain à la chambre des pairs; mais il vit que tout le monde l'évitait, et il se retira. Il reparut le jour où les vingt-deux articles d'accusation y furent portés. Il se défendit en alléguant, en insinuant du moins que plusieurs des actes incriminés n'avaient été que l'exécution d'exprès commandements de la reine. Il parla avec simplicité et modération, et il inspira de l'intérêt. Le reproche de mauvaise foi envers les alliés, envers les chambres, envers le public, ne pouvait être écarté; mais l'accusé rendit au moins douteux que la mauvaise foi fût arrivée jusqu'à la trahison. Il usa largement de la faculté de nier qu'il eût connu ou conseillé certains actes de la volonté royale, et sa défense montre qu'une assez grande incertitude régnait encore dans les esprits sur

[1] On conte la même anecdote de lord Finch, fils de lord Nottingham, lorsqu'il voulut, dans la chambre des communes, en 1714, prendre la parole pour Steele, qui avait, dans le *Guardian*, défendu sa sœur, la duchesse de Somerset.

la juste étendue de la responsabilité ministérielle. Walpole dit spirituellement que cette défense pouvait s'écrire en deux lignes : « La reine a tout fait, et c'était une pieuse et sage princesse. » Comme l'assemblée avait paru touchée, une minorité assez forte essaya de détourner ou d'ajourner le coup, mais en vain : Oxford fut envoyé à la Tour de Londres.

L'accusation contre le duc d'Ormond souffrit plus de difficulté; elle fut demandée le 21 juin par Stanhope. Le duc avait beaucoup d'amis; si sa conduite à la tête de l'armée de Flandre était peu conforme aux vertus militaires, il n'avait fait qu'obéir à son gouvernement. Son caractère aimable et généreux le rendait populaire; mais après qu'il eut étalé beaucoup de confiance et de faste, bravé ses ennemis par des rapports publics avec l'opposition jacobite, l'emprisonnement d'Oxford l'intimida, il songea aussi à la retraite, et étant allé voir le captif à la Tour de Londres, il lui conseilla de chercher un moyen d'évasion. Oxford refusa avec ce calme sans éclat qui ne l'abandonna jamais, et tous deux, en souvenir des célèbres adieux du prince d'Orange et du comte d'Egmont, se dirent en se quittant : « Adieu, comte sans tête ! — Adieu, duc sans duché ! » Et Ormond passa en France. Aussi la motion contre lui fut-elle adoptée, mais à 234 voix contre 187. Comme il était fugitif ainsi que Bolingbroke, l'*impeachment* contre tous deux fut changé en *attainder;* c'est-à-dire qu'au lieu d'une accusation portée par la chambre des communes devant celle des lords, un bill, passé par les deux chambres presque sans opposition, les déclara *attaint* ou hors la loi : peine de mort, mort civile, amende, confiscation, perte de titres, déchéance de la race, ou, comme on dit, *corruption du sang,* telles

étaient les conséquences de ces sortes de lois de proscription.

Lord Oxford ne parut pas d'abord gagner beaucoup à s'être montré plus confiant dans la justice de son pays. On l'oublia deux ans à la Tour de Londres. Lui-même ne réclama pas, soit qu'il cédât à son indolence naturelle, soit qu'il comptât sur le temps pour calmer les passions, médiocrement animées contre lui. Enfin le 22 mai 1717, il adressa une pétition pour demander jugement. Le 24 juin, la chambre des pairs siégeait dans Westminster-Hall, et les débats allaient s'ouvrir sur le premier chef d'accusation, quand lord Harcourt, l'ancien chancelier, fit remarquer que la poursuite supposait à la fois la haute trahison et de simples délits, et qu'au lieu d'examiner un à un tous les articles, ce qui serait infini, il vaudrait mieux vider immédiatement la question de haute trahison, puisque la condamnation sur ce point finirait tout; en cas d'acquittement, il resterait à juger un procès plus simple qui devait faire cesser la détention préventive d'un pair du royaume. Or le crime de haute trahison ne pouvant être prouvé, cette motion était toute dans l'intérêt de l'accusé. A cette époque, Townshend et Walpole étaient sortis des affaires. Dans leur opposition nouvelle, ils se croyaient obligés de ménager les torys. Walpole, qui s'était toujours montré moins acharné contre Oxford, avait cessé de paraître au comité d'accusation. La motion de Harcourt passa malgré la résistance de Sunderland, alors chef du ministère. Cette nouvelle manière de procéder déplut à la chambre basse : elle vit dans cette prétention de régler l'ordre de l'accusation une violation de ses priviléges; et comme elle était assez refroidie sur le fond de l'affaire, elle s'échauffa sur la forme, au

point de faire défaut le jour indiqué pour rouvrir le débat. La cour des pairs attendit un quart d'heure, et, ne voyant point d'accusateur paraître, elle rendit une sentence d'acquittement qui fut accueillie par les applaudissements de la multitude. Dans un temps calme, toute absolution prononcée contre le gré du pouvoir est populaire. Oxford d'ailleurs s'était fait honneur par sa patience et sa modération. On ignorait que du fond de sa prison il eût écrit au prétendant pour lui offrir ses services. Lui-même peut-être n'attachait pas grande importance à cette démarche, qui rentrait dans ses habitudes de négociation universelle. Quand il fut libre, le roi lui interdit de venir à la cour; mais il avait de nombreux amis, son commerce était plein d'agrément : il vécut encore six ans dans une heureuse tranquillité, jouissant des plaisirs de la société et des trésors d'une magnifique bibliothèque. Elle contenait, dit-on, plus de cent mille volumes; elle fut dispersée après sa mort, mais sa précieuse collection de plus de sept mille manuscrits (*Harleian library*) est encore une des richesses les plus renommées du Musée britanique. Cette fin de vie, sa modestie, sa douceur, son courage sans faste dans de grandes épreuves, lui méritèrent un retour de faveur publique, et ont en partie effacé les taches que la flexibilité sans conscience et l'égoïsme versatile de son caractère politique auraient pu laisser sur sa mémoire. D'Oxford et de Bolingbroke, c'est Oxford après tout qui a choisi la meilleure part.

XVII

RÉFLEXIONS SUR LA PAIX D'UTRECHT ET LA CONDUITE DE BOLINGBROKE.

(1715)

Bolingbroke, une fois en France, ne tarda pas à former de publiques relations avec le prétendant, et bientôt à devenir le ministre de ce roi sans royaume. Rien n'a contribué davantage à convaincre les contemporains et les historiens que, du temps même où il participait au gouvernement de son pays, il préparait ou souhaitait le retour des Stuarts, conspirait avec eux au moins par la pensée, et méritait moralement la condamnation qui a détruit sa fortune, châtié son ambition, flétri son nom. Sous ce rapport, la notoriété historique s'élève encore contre lui ; des écrivains très-éclairés, parmi lesquels il suffit de citer lord Brougham, lord Mahon, sir James Mackintosh, M. Hallam, n'hésitent pas en jurés à prononcer : coupable. Cependant ils ne sont d'accord ni sur l'étendue de la culpabilité ni sur la nature des preuves, et ils laissent encore

percer des doutes dans le cours de leurs recherches, tout en se montrant assez affirmatifs dans leur jugement général. Il est impossible de se taire sur cette question difficile et controversée; il est impossible de la traiter dans tous ses détails, ce serait le sujet d'un ouvrage. Les quatre dernières années du règne de la reine Anne sont regardées comme un problème historique, et ce problème comprend l'examen de la paix d'Utrecht, laquelle se lie à la politique générale de l'Europe depuis plus d'un siècle. Enfin le rôle biographique, anecdotique, si l'on veut, de chaque personnage connu dans tous les événements de cette époque constitue pour chacun d'eux un problème particulier, qu'il est souvent impossible de résoudre et toujours difficile d'éclaircir. Sans pouvoir éviter de toucher à ces divers sujets, nous ne dirons que l'indispensable pour mettre dans son jour la conduite du seul Bolingbroke.

Il a lui-même et plus d'une fois essayé de l'expliquer. Dans sa *Lettre à sir William Wyndham*, écrite en 1717 et publiée après sa mort; dans une *Dissertation sur l'État des partis à l'avénement du roi George Ier*, composée en 1738 pour Frédéric, prince de Galles; enfin dans la huitième de ses *Lettres sur l'étude et l'usage de l'Histoire*, et qui est une défense habilement élaborée du traité d'Utrecht, il s'est attaché à prouver ce qu'il affirme positivement : c'est que, malgré toutes anecdotes contraires, il n'y a jamais eu ni dessein formé d'écarter la succession protestante pendant les quatre dernières années de la reine Anne, ni parti organisé pour accomplir ce dessein à l'époque de la mort de cette princesse. Swift, dans tous ses écrits, dans toutes ses lettres, longtemps même après les événements, répète

cent fois la même chose, et nie d'une manière si absolue l'existence d'un pareil dessein parmi toutes les personnes attachées au gouvernement, qu'il a fini par inspirer à M. Hallam des doutes sur sa propre innocence. La preuve en effet qu'il donne avec le plus de confiance du néant d'un pareil complot, c'est qu'il n'en a rien su. La naïveté est grande assurément. Un historien judicieux, très-attaché et plus que Swift aux principes de la révolution de 1688, Somerville, suivi en cela par le seul biographe de Bolingbroke, M. Cooke, a établi avec soin, non qu'il n'y avait point de parti jacobite, non que les vœux secrets de la reine n'étaient point pour ce parti, mais que le gouvernement n'a jamais donné les mains aux projets ni de la reine, ni des Stuarts, ni de leurs adhérents, et que la succession protestante n'a jamais été sérieusement en danger. Un écrivain français, qui connaît à merveille toute cette époque de l'histoire d'Angleterre[1], a tâché de démontrer par des documents nouveaux que lord Bolingbroke et même la reine n'avaient jamais songé sérieusement à une restauration, et à de très-précieuses preuves, très-ingénieusement discutées, il ne craint pas d'en ajouter une, c'est le *caractère ouvert et généreux* de Bolingbroke. Nous croyons malheureusement que le seul moyen de disculper les hommes d'État de cette époque de l'accusation de trahison, c'est d'insister sur la fausseté de leur caractère. Pour qu'ils n'aient pas trahi la maison de Hanovre, il faut qu'ils aient trompé les Stuarts, et leur fidélité n'est justifiée que s'ils démontrent leur duplicité.

On dit en effet pour leur défense que telles étaient la

[1] M. Grimblot, *Revue nouvelle*.

force et l'unité du parti whig, que le ministère de 1710 ne pouvait se soutenir, s'il ne réunissait toutes les fractions du parti tory. Or, si les torys n'étaient pas tous jacobites, les jacobites étaient torys, et comment rallier ceux-ci, à moins de leur donner des espérances? Pense-t-on que, pour avoir reconnu une certaine analogie entre les vues du cabinet et leurs théories de gouvernement, ils se seraient empressés de lui prêter un gratuit appui? Se donnaient-ils à si bon marché? Est-ce l'usage des amis d'une famille détrônée que de soutenir une monarchie nouvelle, parce qu'elle est encore une monarchie, et de l'aider surtout à faire triompher une politique qui, en rentrant dans leurs idées, doit leur paraître plus propre à la sauver, par conséquent à perdre sans retour la dynastie qu'ils préfèrent? Leur penchant au contraire ne les porterait-il pas à s'allier au parti de l'autre extrémité, et à devenir républicains pour toute monarchie qui n'est pas la leur? En arrivant au pouvoir, il fallait donc qu'Oxford et Bolingbroke tentassent l'une de ces deux choses, diviser le parti whig ou gagner le parti jacobite. Sans aucun doute, la première était plus dans le génie de Harley; il aurait aimé à s'entendre avec Somerset, avec Newcastle, avec lord Cowper et même avec lord Somers, et vers la fin de son ministère, c'est à cette politique qu'il s'efforça de revenir pour lutter contre lady Masham et Bolingbroke. Cependant, s'il ne l'abandonna jamais au fond du cœur, il ne réussit jamais à la pratiquer, et, surtout au début, il dut apercevoir qu'essayée seulement, elle le conduirait rapidement à sa perte. Un seul parti lui restait donc à prendre : tromper les jacobites pour les avoir, et il s'y employa avec cette hardiesse de fausseté qui le caractérise. Quand l'abbé Gaultier fut pour la

première fois envoyé en France, il vit de sa part le maréchal de Berwick, le frère naturel du prétendant et l'homme le plus considérable et le plus éclairé du parti des Stuarts. Il lui proposa un véritable complot entre la cour de Saint-Germain et la cour de Saint-James, et un des premiers fruits de cette proposition fut un ordre envoyé de France aux jacobites de l'Angleterre d'appuyer le ministère au parlement et aux élections. Berwick raconte dans ses *Mémoires* toute la négociation. Il dit qu'elle dura trois ans au moins, qu'Oxford se borna toujours à des assurances de dévouement et à de vagues promesses, et il conclut que l'artificieux ministre ne voulut jamais qu'acheter leur appui au prix d'une espérance. Berwick avait raison.

Voilà donc le système de défense. Il fallait l'appui des jacobites; on ne pouvait l'obtenir qu'en les trompant, les tromper que par des promesses, leur promettre qu'une restauration. De là tous les préliminaires, toutes les apparences d'une conspiration. Or, cette conspiration, le parti contraire, qui avait intérêt à y croire, qui l'aurait supposée s'il ne l'avait soupçonnée, devait la dénoncer au premier signe, l'exagérer et l'envenimer encore, et par là en persuader de plus en plus la réalité à ceux qui n'espéraient qu'en elle. C'est ainsi qu'on explique les illusions des jacobites, les préjugés des whigs, l'erreur du public, du parlement, du roi George et des historiens.

Ce plaidoyer peut faire acquitter Oxford. Il serait impossible de soutenir qu'à aucun moment de sa vie, sous l'empire des nécessités changeantes d'une politique de mensonge, il n'ait fait entrer dans ses plans l'hypothèse d'une restauration : il a pu s'y résigner, s'y préparer par moments; mais ce ne fut jamais son

hypothèse de choix, jamais son projet habituel, s'il eut d'autres projets que de se maintenir et de gagner le pouvoir comme les ouvriers gagnent leur pain de chaque jour. Sa vraie pensée, sa vraie cause, c'était la succession protestante.

Bolingbroke, au moins pendant longtemps, obtint pour lui-même la bienveillance des jacobites par des services plutôt que par des promesses. Plus jacobite que Harley dans sa conduite publique, il le fut moins peut-être dans ses relations secrètes, ou il les tint mieux cachées. Il avait plus de respect pour ses paroles; il ne savait pas mentir à tout venant, à tout risque, ni se jeter et se démener dans ces dédales de contradictions et d'artifices où certains esprits vivent à l'aise. Il aimait mieux, sans rien promettre, se populariser parmi les membres du *Club d'octobre* en les délivrant ou en les vengeant de leurs ennemis, en demandant la destitution des whigs les plus modérés, en persécutant les non-conformistes, en s'exposant à tout pour hâter la paix avec le roi protecteur des Stuarts. Cette politique, nous en convenons volontiers, était plus digne, elle était même plus prudente, car souvent les actions engagent moins que les paroles; mais elle ne pouvait avoir qu'un temps : un jour, elle devait obliger de tout abandonner ou de franchir le pas qui la séparait du crime d'État.

Il faut remarquer que les idées de fidélité, de loyauté politique, n'étaient pas alors placées aussi haut ni aussi solidement établies qu'elles le sont aujourd'hui : je parle de l'Angleterre. Le principe de l'obligation envers l'État et sa constitution actuelle peut se rattacher sans doute à des principes de morale universelle; mais il tient aussi à des conventions sociales qui sont de leur nature variables. Aux époques où les événements expo-

sent tout à des variations fréquentes, où toutes ces choses, loi, constitution, dynastie, sont sujettes au changement, dans les temps révolutionnaires en un mot, le devoir politique, moins distinct, est moins stable et moins inflexible. Il faut plus de lumières pour discerner où est le droit, où est le bien public, où est le possible et le juste, et la conscience n'est engagée que dans la mesure de l'intelligence. Une certaine indulgence est donc naturelle à de pareilles époques et même légitime dans l'appréciation morale des actions politiques; il faut oser le reconnaître, quoique nos yeux soient blessés des conséquences dégradantes où ce relâchement peut conduire. Ce n'est pas avec le rigorisme aveugle des temps où l'autorité est tenue pour sacrée, parce qu'elle semble immuable, qu'il faut juger l'Angleterre après 1640 ou même après 1688. De nobles intérêts, de justes causes, la religion, la liberté, la royauté, l'hérédité, la loi, les droits des peuples, ceux des rois, le bonheur public, la grandeur nationale, tout avait été à la fois mis en jeu, tout avait été divisé, et entre toutes ces choses graves ou sacrées, il avait fallu souvent faire un choix. Quand la mort avait enlevé à Guillaume III la fille des Stuarts qui partageait sa couronne, il était devenu roi pour son compte, et aux yeux des casuistes de l'hérédité monarchique, aucun mélange de droit de succession n'avait plus tempéré ce qu'ils appelaient usurpation. Lorsqu'il avait à son tour disparu, le retour du sceptre dans les mains d'Anne Stuart avait semblé une quasi-restauration. Jacques II n'était plus roi pour personne, et son fils était assez jeune pour qu'on pût regarder Anne comme une régente légitime. A l'aide de cette fiction, les jacobites avaient décidé que le gouvernement de cette princesse était de ceux qu'on pouvait servir, mais

à une condition, c'est que son règne fût l'heureuse transition qui ramenât la branche proscrite de la maison royale. Même sans être jacobite, on pouvait préférer cette manière de pourvoir à la vacance inévitable du trône. Autrement, il fallait aller chercher dans une famille étrangère une vieille femme inconnue ou plutôt un prince allemand qui ne parlait pas même anglais. Une seule chose recommandait ce prince : il était protestant. Ainsi du côté de Jacques la nationalité, du côté de George la religion ; on pouvait hésiter dans le choix. Quand l'acte dit d'établissement eut été rendu, la question fut décidée, et, je n'en doute pas, décidée dans le vrai sens de l'opinion nationale, dans le véritable intérêt de la liberté britannique ; mais enfin, même après l'acte d'établissement, qu'est-ce donc qui séparait l'Angleterre des Stuarts? Une seule loi, fondée sur un seul motif, la religion. Que le prétendant embrassât la réforme, le motif disparaissait ; que la loi fût rapportée, l'obstacle était levé. On conçoit donc que, sans une perversité bien audacieuse, des esprits livrés aux passions et aux doutes qu'engendrent les temps de parti accueillissent l'idée de ramener les Stuarts au protestantisme et au pouvoir, ou même de préparer l'abrogation d'une loi qui dépendait du parlement, en obtenant des garanties raisonnables pour la religion nationale. On conçoit mieux encore qu'une princesse d'un esprit faible et inquiet, qui croyait avoir perdu tous ses enfants pour s'être réunie aux vainqueurs du roi son père, préférât sa famille à des collatéraux éloignés, et, sans songer à céder son trône, rêvât d'y faire monter son frère après elle. Sans sa dévotion protestante, Anne n'aurait pas hésité. Avec sa dévotion protestante, elle était combattue, incertaine ; mais ses désirs n'étaient

pas équivoques, et sa foi même pouvait lui faire espérer la conversion de l'héritier qu'aurait choisi son cœur. Charles Leslie, ministre anglican, écrivain passionné, avait même été envoyé à Bar pour convertir le chevalier de Saint-George, et dans l'été de 1714, il annonçait au moins en lui de grandes dispositions à la tolérance religieuse, et il s'en montrait satisfait.

Si vous ajoutez à tous ces motifs l'empire moins innocent des intérêts et des passions, l'ardeur du combat, le ressentiment, la crainte, le désir de passer du côté des événements, et puis enfin cette impudence de déloyauté que produit l'expérience des révolutions, étonnez-vous qu'Oxford et Bolingbroke aient intrigué avec les Stuarts, lorsqu'il y a des indices historiques que Marlborough, que même Godolphin, n'ont pas négligé de faire parvenir à la cour du prétendant les protestations d'un dévouement éventuel. Bolingbroke avoue avec une certaine sincérité que les deux partis, whig et tory, étaient devenus des factions. L'ambition, la peur, la nécessité, la vengeance, les conduisaient chacun à tout sacrifier à leur victoire. Les whigs, selon lui, condamnaient leur pays à une guerre éternelle dans l'intérêt de leur domination. N'a-t-il pu dans son parti se trouver des hommes prêts à négliger l'honneur de leur pays pour obtenir une paix qui assurât leur pouvoir, et si ce pouvoir devait tomber par l'avénement de la maison de Hanovre, ces hommes n'ont-ils pu méditer de lui fermer les avenues du trône ? De part et d'autre, n'en était-on pas arrivé à considérer comme solidaires, comme identiques, le bien public et le bien du parti ?

Ces réflexions enlèveraient à l'acte pour lequel fut condamné Bolingbroke les proportions du crime. Je manquerais pourtant à mes convictions, si je le présen-

tais comme un de ces actes indifférents que les partis seuls incriminent, et qui ne sont jugés que par le succès. A mon avis, Bolingbroke, comme ministre, était coupable.

Il faut distinguer deux questions : y a-t-il eu trahison dans les négociations pour la paix? et, la paix faite, y a-t-il eu trahison envers la succession protestante?

Pour innocenter Bolingbroke négociateur, on cite une anecdote. Un jour il vit, au temps de leurs conférences, l'abbé Gaultier laisser sur sa table, en sortant de chez lui, une lettre à son adresse, cachetée aux armes d'Angleterre. Il en devina sur-le-champ l'origine, rappela l'abbé Gaultier, l'interrogea sévèrement, obtint un aveu, et lui signifia que, s'il était reconnu pour l'intermédiaire d'une telle correspondance, il quitterait le royaume dans les vingt-quatre heures. Nous admettons le fait; si Bolingbroke eût, à cette époque, servi les Stuarts, il l'eût fait d'une manière tacite, par une sorte de sous-entendu entre les Français et lui; jamais il ne se serait compromis par une infraction matérielle à la loi de l'État. Il était trop avisé pour correspondre avec les Stuarts. Nous ajouterons que rien ne prouve d'ailleurs qu'en négociant la paix, leur intérêt l'ait conduit. C'était les servir indirectement que de ménager Louis XIV et de mettre un terme à une guerre qui grandissait le nouveau gouvernement de l'Angleterre; mais les ministres avaient pour faire la paix des motifs plus généraux et des motifs plus personnels. Le temps de la politique pacifique vient naturellement après la victoire, et leur tort n'est pas de l'avoir adoptée, mais de l'avoir suivie sans réserve, en cherchant la paix pour elle-même, quelle qu'elle fût, quoi qu'elle coûtât. Aussi, dès le premier pas, ils renoncent à toute loyauté. Ils déclarent aux Hollandais que la paix n'est acceptable

que demandée par l'ennemi, et au même moment ils font à la France une offre clandestine. Depuis au moins l'année 1703, il était admis en principe que le premier objet de la guerre était l'exclusion des Bourbons du gouvernement de l'Espagne et des Indes. Le parlement en avait renouvelé la déclaration à la fin de 1711. On pouvait revenir là-dessus ouvertement, en montrant, par exemple, aux alliés qu'à la manière dont tournait la guerre dans la Péninsule, il y avait des raisons pour ne pas rester inflexible sur ce point. Au lieu de donner ces raisons et de changer franchement cette base de la politique, on a l'air de la maintenir, on continue le même langage avec le parlement, avec la Hollande, avec l'Autriche; mais on n'en fait pas moins signer à la France des préliminaires de paix où le titre de Philippe V est accordé. Puis, sous prétexte que cette signature n'engage que la France, qui, de son côté, pense avoir obtenu une concession définitive, on donne pour instruction aux plénipotentiaires de tenir à l'expulsion des Bourbons d'Espagne, et l'on trompe ainsi les alliés par l'apparence d'une fermeté qu'on n'a pas, on les maintient dans une voie où l'on ne peut plus les appuyer. La même duplicité préside à toute la diplomatie et bientôt à la conduite des opérations militaires. On feint la guerre et l'on pratique la paix; on élude, on évite la victoire; on se cache de ses alliés et l'on se concerte avec ses ennemis; on décourage les premiers dans leur insistance, on encourage les seconds dans leur résistance.

Cette attitude, cette tactique est à peu près sans exemple dans l'histoire de la diplomatie. Mais, que faut-il penser du traité en lui-même, tel qu'il sortit de cette longue et singulière élaboration? On ne saurait complètement répondre à cette question sans considé-

rer l'état entier de l'Europe. Bornons-nous à une appréciation très-générale. Il nous en coûterait de reprocher, même par hypothèse, au ministère anglais de 1710 de n'avoir pas réalisé le vœu qu'il prête à Marlborough d'aller dicter la paix dans les murs de Paris, ou le désir attribué au prince Eugène d'entrer la torche en main dans le palais de Versailles. Nous sommes dispensé de nous associer à ces rêves insolents de la victoire ; mais nous concevons cependant la question qu'en 1715, dans un souper de Paris, les ducs de La Feuillade et de Mortemart adressaient à lord Bolingbroke : « Vous auriez pu nous écraser dans ce temps-là (1709) ; pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? » Il répondit, c'est lui qui le raconte : « Parce que, dans ce temps-là, nous avons cessé de craindre votre puissance. » Cette réponse, à la fois équivoque et impertinente, n'a au fond nul sens dans la bouche d'un ministre qui a cru la cessation de la guerre si nécessaire à son pays. Bolingbroke, qui ne défend pas absolument les conditions du traité d'Utrecht, s'attache, dans ses écrits, à prouver que, soit en 1706, soit en 1709, il eût été facile à l'Angleterre de conclure une paix beaucoup plus avantageuse, et il établit cette opinion avec beaucoup d'art et de très-heureux développements. Quand cette sorte d'apologie parut avec les *Lettres sur l'Histoire* dans les œuvres complètes de Bolingbroke, en 1754, le vieux lord Walpole de Wolterton, le frère du ministre, *l'oncle Horace*, tant moqué par le neveu Horace dans ses piquantes lettres, diplomate capable, qui avait été attaché à l'ambassade de lord Townshend à La Haye, entra dans une grande indignation, et il entreprit de réfuter méthodiquement Bolingbroke, de *démasquer*, ce sont ces termes, *ce pervers imposteur*. Il écrivit onze

lettres, qui ne parurent qu'après sa mort. Le style est médiocrement littéraire, mais les raisonnements sont clairs et les faits précis. Il prouve très-bien qu'il y avait d'assez bonnes raisons pour ne pas faire la paix de 1706 à 1709. Cependant on peut tenir pour accordé que, soit une politique systématiquement guerrière, soit une défiance aveugle de la sincérité de la France, nous ont épargné la terrible paix que l'Angleterre pouvait exiger alors. Mais indépendamment de l'argument *ad hominem* de lord Walpole, qui fait observer qu'en 1706 Harley, alors l'ami inséparable de Bolingbroke, était secrétaire d'État, pourquoi si la paix, à de meilleures conditions, était faisable en 1706 ou 1709, ne l'était-elle plus en 1710? Les dernières victoires de Marlborough avaient-elles empiré la condition de l'Angleterre? Le traité d'Utrecht n'est assurément pas un traité désavantageux pour elle. A la distance des événements, on peut, avec M. Macaulay, l'approuver encore dans son ensemble [1]. Cependant voici comment il a été jugé par deux autorités irrécusables : l'une est Bolingbroke, l'autre Torcy. Le premier dit dans sa huitième lettre : « Je ne serais pas surpris si vous pensiez que la paix d'Utrecht ne répondait pas aux succès de la guerre et aux efforts qu'elle nous avait coûtés. Je le trouve moi-même, et j'ai toujours avoué, même quand elle se faisait ou qu'elle était faite, que tel était mon avis. Ayant fait une folie heureuse, nous devions en tirer un parti plus avantageux. » Le second, dans ses mémoires, parlant le langage d'un bon Français et d'un bon ministre, dit que la paix d'Utrecht fut « une paix heureuse et solide, avantageuse à

[1] *Critical and historical Essays, The succession in Spain* ; Ed. Tauchnitz, tom. II, p. 114.

la France par la restitution des principales places qu'elle avait perdues pendant le cours de la guerre, par la conservation de celles que le roi offrait trois ans auparavant; glorieuse par le maintien d'un prince de la famille royale sur le trône d'Espagne; nécessaire par la perte fatale que le royaume fit, deux ans après, du plus grand des rois qui jusqu'alors eût porté la couronne. » Assurément tel n'était pas le dénouement que devait nous faire craindre le long et sanglant drame de la guerre de la succession. Pour justifier d'une manière relative ce qu'il ne défend pas en soi, Bolingbroke donne pour raisons qu'il fallait bien conclure la paix d'une façon quelconque, et que la résistance de la Hollande et de l'Empire, en divisant dans les négociations la grande alliance, forçait chaque puissance à se contenter de conditions inférieures à celles que, toutes réunies, elles auraient pu obtenir. C'est là répondre à la question par la question; cette division même était son ouvrage; c'est la paix absolument voulue et cherchée séparément par l'Angleterre, qui avait d'avance affaibli et désarmé les négociateurs, et ce que Bolingbroke accuse, c'est ce qu'il a fait. Nous sommes donc forcé de conclure que, dans cette grande affaire, ni l'intérêt, ni la dignité, ni la loyauté de l'Angleterre n'ont été assez pris à cœur par son gouvernement, et que le ministère auteur de la paix d'Utrecht méritait du parlement une censure qui pouvait aller jusqu'à l'accusation politique.

Mais que cette accusation dût donner lieu à un procès et ce procès à une condamnation, on en peut douter. Sans contredit, l'article 8 de la grande alliance avait été outrageusement violé[1] : on avait traité sans les

[1] Texte de cet article : *Neutri partium fas sit, bello semel*

alliés, contre les alliés, et de cette première violation avaient découlé tous les artifices employés pour forcer ou dérober leur consentement, pour éluder ou paralyser leur résistance, toutes les omissions et toutes les faiblesses qui laissèrent sans garanties suffisantes les grands intérêts pour lesquels on avait pris les armes. Mais ces griefs incriminaient une politique encouragée par une opinion publique puissante, par la majorité des communes, et que deux parlements avaient formellement approuvée dans ses actes et dans ses résultats. Il n'y a rien d'assuré, rien de définitivement jugé dans le régime constitutionnel, si l'approbation explicite des chambres ne met pas la politique qu'elles sanctionnent à l'abri, non des revirements de l'opinion et des appréciations d'une majorité nouvelle, mais des poursuites, ou tout au moins des rigueurs judiciaires. Cet argument de Wyndham nous paraît très-fort, et il aurait pu suffire pour préserver les ministres de la reine Anne, non du blâme, mais de la peine. Pour qu'il cessât d'être valable, il aurait fallu qu'il fût infirmé par la découverte postérieure aux votes parlementaires d'un cas formel de trahison. Or, c'est ce que n'alléguèrent point les accusateurs. Dans les articles portés devant la cour des pairs, il n'est question que de forfaiture politique.

Cependant une arrière-pensée était dans tous les esprits, celle d'une conspiration au moins tacite du ministère avec les Stuarts. Si la paix n'en contenait aucune preuve, pouvait-on dire la même chose de la conduite de Bolingbroke après la paix? C'est la seconde question.

Que non-seulement ses accusateurs, mais ses amis du

incepto, de pace cum hoste tractare, nisi conjunctim et communicatis consiliis cum altera parte.

continent, ceux qu'on pourrait appeler ses complices, n'hésitent pas à lui prêter l'intention de trahir la cause de la succession protestante, c'est un fait historique. Lord Chesterfield, qui avait alors vingt ans, et qui se trouvait sur le continent à la mort de la reine Anne, écrivait à un Français de ses amis : « Quand je vois combien les choses étaient déjà avancées en faveur du prétendant et du papisme, et que nous étions à deux doigts de l'esclavage, je compte absolument pour le plus grand bonheur qui soit jamais arrivé à l'Angleterre la mort de cette femme, qui, si elle eût vécu encore trois mois, allait sans doute établir sa religion et par conséquent la tyrannie, et nous aurait laissé, après sa mort, pour roi, un bâtard, tout aussi sot qu'elle, et qui, comme elle, aurait été mené par le nez par une bande de scélérats. La déclaration du prétendant et mille autres choses sont des preuves convaincantes du dessein qu'avaient ces conjurés du ministère de le faire entrer[1]. » Dans sa proclamation du 29 août 1714, le prétendant avait en effet parlé des *bonnes intentions de sa sœur envers lui*. C'était, disait-il, la confiance qu'elle lui inspirait qui avait motivé son inaction. Le prétendant se trompait-il ou voulait-il tromper? Chesterfield calomniait-il la reine et ses ministres? Il faut pour le savoir se bien représenter la situation et la conduite de Bolingbroke.

Si la paix d'Utrecht ne réussissait pas pleinement dans l'opinion publique, si, comme il est arrivé, elle devenait un sujet de reproche, elle le forçait à se jeter avec plus d'abandon dans les bras du parti qui en approuvait la conclusion. Or ce parti, c'était

[1] Lettre (en français) à M. Jouneau, de Paris, 7 décembre 1714.

l'église absolutiste, les torys passionnés, les jacobites, les catholiques, enfin le parti français : il fallait au moins, soit par les actes parlementaires, soit par le choix des hommes, s'éloigner de plus en plus de la révolution de 1688, de la succession protestante, de la maison de Hanovre. C'était nécessairement se rapprocher de la restauration et des Stuarts. Oxford hésita, puis recula. Bolingbroke, conduit, je le veux, par l'instinct de la conservation et par sa haine contre lord Oxford, continua à marcher résolûment dans cette voie. On n'a point la preuve qu'il ait jamais avoué ou promis en termes formels son entier concours à un projet actuel de restauration. Parmi les agents des Stuarts, si l'un, Lockart, l'affirme, un autre, Carte, le nie. Bolingbroke se défiait de la famille exilée, et il laissait entre elle et lui subsister la barrière du protestantisme. Tant que cet obstacle était debout, il ne prenait pas, à ce qu'il semble, d'engagement définitif. Ou il espérait que l'exemple de Henri IV payant le trône d'une abjuration déciderait ses arrière-petit-fils, ou il se ménageait jusqu'au dernier moment une objection insurmontable, un moyen de tout rompre au besoin. Mais s'il ne voulait pas positivement la restauration, que faisait-il? Sa politique ne marchait-elle pas vers un point où elle ne pourrait plus avoir d'autre issue? Il n'est pas douteux que la reine ne fût de plus en plus amenée par ses scrupules, ses regrets et ses antipathies, à désirer, pour son frère, la couronne après elle. Lui-même, lorsqu'elle mourut, l'affirma dans sa proclamation. L'héritier protestant avait été journellement repoussé plus avant dans le sein du parti whig. Chaque jour, Bolingbroke s'était éloigné de lui davantage, à mesure qu'Oxford s'en rapprochait. Tout le monde

savait que les jours de la reine étaient comptés, et Bolingbroke travaillait à se rendre, comme on dit, impossible avec la royauté hanovrienne. Lorsque enfin Oxford aurait rompu avec lui, qu'avec toute sa clientèle il serait allé grossir l'opposition, que sa retraite serait venue donner contre le ministère un nouvel aliment aux défiances nationales, quel asile serait resté à Bolingbroke? Faut-il le supposer absolument sans prévoyance, livré aux fantaisies imprudentes d'une mauvaise humeur aveugle et puérile? On sait qu'il prétendait avoir un plan; la mort soudaine de la reine a déconcerté, dit-il, toutes ses mesures. Or la première de ces mesures était la réorganisation de l'armée, une réorganisation telle que l'armée échappât à l'influence de Marlborough pour passer sous l'autorité du duc d'Ormond, jacobite déclaré, et qui le prouva les armes à la main. Qu'allait donc devenir Bolingbroke, entouré de jacobites tels qu'Ormond, Wyndham, Bromley, Mar, Atterbury, brouillé sans retour avec les whigs, avec les hanovriens, avec les amis d'Oxford, incompatible avec le nouveau souverain, avec son parti, avec le mouvement d'opinion qui suivrait son avénement, s'il ne méditait pas, s'il ne se réservait pas l'appel d'un autre candidat à la couronne et une révolution dans le gouvernement? Bolingbroke était, dans certaines hypothèses, décidé à servir les Stuarts, ou il n'était qu'un étourdi. Ce ne sont pas ses ennemis seulement, intéressés, comme Defoe, à le calomnier, ce sont ses amis, Gaultier, d'Iberville, Torcy, les confidents des Stuarts, qui l'ont ainsi jugé en le voyant agir. Qu'il les trompât dans une certaine mesure, qu'il se tînt libre de tout engagement irrévocable, qu'il voulût rester jusqu'au dernier moment maître de se décider suivant les cir-

constances, je le crois volontiers; mais je ne doute pas que la trahison envers la succession hanovrienne n'entrât au besoin dans ses calculs et ne fût au nombre des expédients qu'il avait en main. J'ajoute qu'il se conduisait absolument comme si cet expédient eût été son but.

A l'entendre, nul homme sérieux avant la mort de la reine n'y pensait sérieusement; c'est le gouvernement de George Ier qui aurait provoqué les complots jacobites en se plaçant dans un parti exclusif; s'il eût été plus conciliant, tout le monde s'y serait rallié : sa politique est responsable des ennemis qu'elle lui a faits. Lui-même, Bolingbroke, n'est devenu le conseiller des Stuarts que pour avoir été persécuté. On laisse à penser si le jacobite du lendemain était bien loin de l'être la veille, et si les hommes qui s'étaient retranchés dans les positions les plus hostiles au parti hanovrien ont bonne grâce à se plaindre de ce que ce parti ne leur ait pas tendu les bras. C'est, il est vrai, une grave question que celle de savoir si George Ier devait se faire exclusivement whig. Elle fut ouvertement discutée dans le temps même et décidée en connaissance de cause. Nous avons encore des pamphlets, écrits avec beaucoup de sens politique, où les deux opinions sont exposées. Il en est un où le système de transaction, de coalition, suivi, autant que possible, par Guillaume III, est accusé de toutes les difficultés du règne de George Ier (*The first Steps of the Ministry after the Revolution,* 1714). Dans un autre, Robert Walpole, qu'on en dit l'auteur et à qui Bolingbroke impute le système de partialité qui prévalut, établit que la conduite du nouveau roi n'a été ni violente ni tyrannique, et défend le système en le représentant suivant l'esprit de sa politique propre, qui

fut en général intolérante en principe, exclusive pour les personnes et modérée dans les actes (*A secret History of one year*, 1714). Mais, quoi qu'on pense des premiers ministères de George Ier, et bien que la conciliation semble la règle naturelle d'une dynastie qui s'établit, ce qui arriva était à peu près inévitable. Les haines étaient trop vives, les griefs trop récents, les défiances trop profondes, les séparations trop absolues, pour qu'un rapprochement des partis fût praticable au début d'un règne, et Bolingbroke surtout, après avoir poussé les choses à l'extrême dans un sens, n'avait nul droit de s'indigner qu'on se jetât dans l'extrémité opposée. Sur ce point encore, il se plaint du résultat de ses fautes. Enfin ces fautes mêmes se sont-elles élevées jusqu'au crime d'État? Selon nous, il a abordé la pensée du crime d'État, si le crime d'État était nécessaire à sa fortune. Plus certainement encore, sa conduite a été telle qu'elle devenait absurde, s'il ne conspirait pas contre l'ordre établi. Ainsi condamné par les plus fortes apparences, il a fui à la première accusation, et, après sa fuite, un de ses premiers actes a été de commettre publiquement le crime dont il était soupçonné. Nous pouvons trouver trop rigoureux, nous ne pouvons trouver injuste le jugement porté contre Bolingbroke par l'Angleterre et confirmé par l'histoire.

Enfin, sous un dernier point de vue, le procès d'Oxford et de Bolingbroke est un acte mémorable, et qui marque une date dans l'histoire constitutionnelle de la Grande-Bretagne. Auparavant, sans doute, l'idée de la responsabilité ministérielle était connue. Des ministres ne peuvent siéger dans les assemblées sans qu'une certaine approbation de leurs collègues, une certaine influence sur les délibérations, leur soit nécessaire

pour exercer l'autorité d'une manière facile et durable, et de là l'obligation d'être toujours prêts à justifier leur politique et leurs actes. En cela consiste la vraie responsabilité, la plus usuelle, la plus pratique responsabilité. Cependant le principe n'en est définitivement établi que par ses applications juridiques. Or, antérieurement à 1715, on avait bien mis des ministres en accusation. Mais c'était sous prétexte de malversation, ou pour violation de formes légales, manquement ou forfaiture personnelle; on poursuivait leur participation aux volontés royales qu'on n'osait ou ne pouvait attaquer. On incriminait leur personne plutôt que leur gouvernement. Il fallait une fiction pour les atteindre. La volonté du prince, son ordre exprès, demeurait une excuse qu'on pouvait alléguer, ou du moins une circonstance atténuante; surtout en ce qui touche la guerre et la paix, il restait une certaine obscurité sur l'étendue et le caractère de la prérogative royale. Aucun précédent n'avait encore décidé positivement que les limites de la prérogative et de la responsabilité étaient les mêmes, et que tout ce que le roi voulait, les ministres l'avaient conseillé. Les accusations, assez mal inspirées d'ailleurs, que la paix de Ryswick avait attirées aux ministres de Guillaume III, supposaient bien ce principe admis, si elles ne le consacraient pas formellement, mais elles avaient échoué. Les poursuites dirigées contre les auteurs du traité d'Utrecht ont établi d'une manière irrrévocable que le droit de paix et de guerre, selon qu'il en est bien ou mal usé, tombe sous le contrôle, tant moral que juridique, du parlement. Et ainsi se trouve confirmé et réglé ce que disait Torcy avec un certain étonnement : « La vue de l'avenir doit toujours être présente dans un pays sujet aux révo-

lutions. La nation anglaise se persuade qu'elle ne doit point imputer à ses rois ce qu'elle regarde comme fautes essentielles dans le gouvernement, mais qu'elles sont uniquement l'effet des mauvais conseils ; que ceux qui les ont donnés sont les seuls coupables ; qu'ils doivent par conséquent porter la peine due à leur malversation. »

XVIII

ARRIVÉE DE BOLINGBROKE A PARIS.—SA RETRAITE EN DAUPHINÉ.—APPELÉ PAR LE PRÉTENDANT, IL LE VOIT A COMMERCY ET REÇOIT LE TITRE DE SECRÉTAIRE D'ÉTAT.—RETOUR A PARIS.—INTRIGUES AUPRÈS DU RÉGENT. — EXPÉDITIONS EN ANGLETERRE ET GUERRE CIVILE.—LE PRÉTENDANT EN ÉCOSSE; IL REVIENT EN FRANCE. — — DISGRACE DE BOLINGBROKE ET SA RUPTURE AVEC LE PARTI JACOBITE.

(1715-1716)

Bolingbroke, dont le père vivait, n'était riche que de la fortune de sa femme. Atteinte d'abord dans ses revenus par la confiscation, celle-ci obtint bientôt une provision convenable. Elle paraît avoir ressenti noblement les malheurs d'un mari qui la regrettait peu, et rien ne prouve qu'elle méritât ses dédains. Swift parle d'elle avec estime, avec goût, et deux lettres d'elle qu'il nous a laissées ne sont pas d'une femme sans esprit. Il était tout simple d'ailleurs qu'elle restât en Angleterre, et s'occupât plutôt des intérêts que du bonheur de son mari. Quant à lui, il n'emporta dans son exil qu'une somme de 13,000 livres sterling; mais ce ne sont ni les pertes d'argent, ni les liens de famille, encore moins les peines de cœur, qui lui rendaient la proscription cruelle. Le sentiment de sa chute était sa vraie douleur, qui l'irritait pourtant et ne l'abattait pas.

Son esprit n'était pas fait pour languir dans le découragement. Ce n'est pas au lendemain d'un revers qu'on en mesure la grandeur : ce qui est tout nouveau paraît rarement durable, et dans les premiers moments, le triomphe d'un adversaire frappe comme un accident passager. Bolingbroke a écrit plusieurs fois qu'il avait de bonne heure regardé l'avénement de George I[er] comme un fait irrévocable, qu'en quittant l'Angleterre il ne formait ni dessein ni espérance du côté des Stuarts, et que les premières propositions qui lui vinrent de leur part n'avaient obtenu aucune réponse. S'il faut l'en croire, ce n'est que trois mois plus tard qu'il consentit à s'engager. Admettons, en effet, qu'il n'arrivât pas avec l'idée que l'Angleterre fût prête à se révolter; il trouva cette idée en France. Une émigration d'outre-mer l'accréditait à Bar-le-Duc, où résidait alors le prétendant, dont les agents venaient à leur tour la propager à Versailles. C'était le sujet des correspondances du duc d'Ormond et du maréchal de Berwick. Louis XIV se ranimait à l'espoir de renverser, avant de mourir, l'ouvrage de Guillaume III, et trouvait digne de sa grandeur de préparer, au mépris de la foi jurée, un armement pour la cause d'une dynastie fugitive. Torcy entrait dans ce projet, l'arrière-pensée de sa politique depuis longues années. Bolingbroke jugea sans doute qu'on était trop confiant ou trop pressé. Toute imprudence de sa part pouvait aggraver en Angleterre son sort et celui de ses amis, car le parlement n'avait pas encore statué. Il résolut donc de quitter Paris ; mais auparavant il vit lord Stair, qui représentait en France son gouvernement, et voici ce qu'il dit en propres termes de cette entrevue dans sa lettre à sir William Wyndham : « Je lui promis de n'entrer dans aucun engagement jacobite, et je lui

ai tenu parole. J'écrivis à M. le secrétaire Stanhope une lettre propre à écarter toute imputation de négliger le gouvernement, et puis me retirai en Dauphiné, pour parer à toute objection prise de ma résidence près la cour de France. » Voilà qui est positif ; cependant le maréchal de Berwick ne l'est pas moins, quand il dit dans ses *Mémoires :* « Au commencement de l'année 1715, milord Bolingbroke.... se sauva en France. A son arrivée à Paris, je le vis en secret, et il me confirma la bonne disposition des affaires en Angleterre; mais, ne croyant pas qu'il convînt encore qu'il se mêlât publiquement des affaires du jeune roi, il se retira à Lyon, d'où, après quelques mois, nos amis lui mandèrent qu'il eût à revenir à Paris, ce qu'il fit, et alors nous agîmes de concert en toutes choses. »

Tout s'explique. A l'époque du passage de Bolingbroke à Paris, le bill d'*attainder* n'était pas rendu. Ce n'est que dans les premiers jours d'août que Walpole vint, au nom du comité d'enquête, porter devant la chambre des lords ses redoutables accusations. On conçoit alors la prudence de Bolingbroke et pourquoi il se retira à Saint-Clair, près de Vienne, sur la rive gauche du Rhône. Peut-être le choix de cette retraite fut-il déterminé par d'anciennes relations avec Mme de Tencin, qu'il avait revue, et qu'il appelait la reine des cœurs. Lord Stair croyait même qu'il l'avait rencontrée sur sa route de Calais à Paris, et qu'elle avait dès lors surpris ses secrets politiques dans l'intérêt du gouvernement français [1]. Retiré dans la province où elle était née, il

[1] Des écrivains placent cette entrevue à l'époque du premier voyage de Bolingbroke à Paris; mais il est peu probable que Torcy eût ainsi aposté Mme de Tencin à tout événement sur la route d'un ambassadeur anglais de qui elle était inconnue.

reçut à la campagne son frère, depuis évêque et cardinal, et Pont-de-Veyle, fils de sa sœur, Mme de Ferriol. Mais cette solitude avait pour lui peu de charme. De là il tournait vers Paris et Londres des yeux inquiets. Il n'attendait de nouvelles heureuses que celles qui le rappelleraient vers le nord, et au commencement de juillet il vit arriver un messager qui lui fit de l'Angleterre la peinture la plus encourageante, et finit par lui remettre une pressante lettre du prétendant, qu'il avait vu en passant à Commercy. Bolingbroke était au lit avec la fièvre. Il délibéra quelques instants. On lui assurait que tous ses amis étaient engagés. Il dit que le point d'honneur, le ressentiment, la curiosité le décidèrent, et il partit sans délai pour Commercy.

Il se croyait de l'expérience, il ne se savait pas d'illusions. Jamais il n'avait attendu des merveilles de la cour exilée. Il la vit.... « Mes premières conversations avec le chevalier, écrit-il à Wyndham, ne répondirent nullement à mon attente, et je vous assure en toute vérité que je commençai dès lors, sinon à me repentir de mon imprudence, du moins à être convaincu de la vôtre et de la mienne. » Que lui dit le petit-fils de Charles Ier? « Il me parla comme un homme qui n'attendait que le moment de partir pour l'Angleterre ou l'Écosse, mais qui ne savait pas très-bien ce qu'il y allait faire. » Le besoin de tenter quelque chose et la crainte de paraître timide suffisent parfois pour conduire un homme sage à des imprudences. Le duc d'Ormond, encore en Angleterre, où il tenait fièrement maison ouverte, s'était mis à la tête du parti jacobite, et prétendait avoir un plan. Ce plan comprenait une insurrection dans le nord de l'Écosse, promise à grand bruit, mais sur laquelle on pouvait compter, un mou-

vement beaucoup plus douteux dans le sud de l'île, et enfin un débarquement du prétendant, aidé par la France en navires, en hommes, en armes, en argent. Tout cela devait être simultané : c'est du moins l'opinion très-juste que fit prévaloir Bolingbroke ; mais rien n'était prêt ni assuré, et moins qu'aucune chose, la plus importante, le secours de l'étranger. Bolingbroke se chargea de l'obtenir en négociant avec la cour de France ; il accepta en conséquence les sceaux de secrétaire d'État du roi Jacques III, et il partit comme son plénipotentiaire pour Paris. Singulière façon de convaincre d'imposture l'*attainder* qui n'était pas encore rendu, l'accusation qui n'était pas encore portée ! Quelle explication d'une telle conduite serait compatible avec l'innocence et l'honneur ? Dans ses apologies, il n'en essaye aucune. Il affirme seulement qu'il n'a jamais trahi, et raconte comme la chose la plus simple du monde que, défenseur officiel, dix mois avant, de la royauté protestante, il l'ait, dix mois plus tard, menacée de guerre civile. Il semble ne s'absoudre d'avoir conspiré qu'en montrant complaisamment à quel point la conspiration était ridicule.

Dans les premiers temps de son séjour à Paris, il prit un ton de confiance et de colère. Il saurait faire repentir le gouvernement qui l'avait proscrit : il était plus puissant en France qu'en Angleterre, il n'avait rien à ménager ; c'était aux whigs de trembler. Cependant de nombreux mécomptes l'attendaient. Le roi de France se mourait. Un appui public n'avait jamais pu être espéré. Même en secret, on ne voulait point donner de troupes régulières. On avait avancé un peu d'argent, on en promettait encore ainsi que des munitions ; mais l'affaire demeurait en suspens, comme toutes les affaires. Il

était probable que le futur régent changerait la politique du cabinet. Tout le trésor de Saint-Germain, où la veuve de Jacques II continuait de tenir sa cour, avait été épuisé pour préparer au Havre un petit armement. Cela n'empêchait pas que des fanatiques, des aventuriers et des intrigants ne formassent mille projets, en annonçant des prodiges. Tout ce monde parlait, remuait, dirigeait; c'était une cohue de ministres (*mob ministry*). Bolingbroke, qui l'appelle ainsi, eut beaucoup de peine à prendre un peu d'autorité. Il ne doutait pas que lord Stair, dont il connaissait la vigilance et la pénétration, ne fût parfaitement au courant de ces menées et de ces préparatifs. Lord Stair effectivement savait tout cela et autre chose; car nous avons des fragments de son journal, et voici ce qu'il y écrit : « Mercredi 24 juillet. J'aposte un homme pour observer lord Bolingbroke.—Samedi 27. Saladin, un Génevois, m'a dit l'histoire de l'amour de Bolingbroke avec Mme de Tencin, et sa rencontre avec le prétendant sur la route. » On lit dans la correspondance d'un successeur de lord Stair, que cette femme intrigante livrait à Torcy les secrets de son amant; mais cet amant n'était pas aisé à tromper. « J'ai eu des relations, il y a quelque temps, écrivait-il au roi Jacques, avec une femme qui a autant d'ambition et de ruse qu'aucune femme, peut-être qu'aucun homme que j'aie connu. Depuis mon retour à Paris, sous prétexte d'intérêt pour ma personne, elle a souvent tâché de découvrir à quel point j'étais engagé à votre service, et si quelque entreprise se préparait.... Ces jours derniers, elle est revenue à la charge avec toute la dextérité possible, et elle a usé de tous les avantages que son sexe lui donne. J'ai feint de lui ouvrir mon cœur, et, suivant ce que j'ai écrit à Votre Majesté

de mes conventions avec *Talon* (Torcy), je lui ai fait entrevoir l'impossibilité de rien tenter pour votre service. Là-dessus elle est entrée dans une peinture qui m'a paru préparée de l'état présent des affaires ; elle est convenue qu'avec l'âge et la santé de *Harry* (Louis XIV), on ne pouvait compter sur aucune résolution vigoureuse ; mais elle a ajouté que le neveu de *Harry*, lorsqu'une fois sa 29 (régence) serait consolidée, serait indubitablement disposé à concourir à une si grande entreprise, et qu'elle ne voyait pas pourquoi votre mariage avec une de ses filles ne pourrait pas devenir pour lui un motif additionnel de détermination et un lien d'union entre vous deux. J'ai pris la chose en plaisantant et comme une saillie de son imagination ; mais il doit y avoir quelque chose de plus, à raison de son caractère, de son intimité avec... (des chiffres), et du commerce particulier, mais étroit, que je sais qu'elle conserve avec un de ses confidents[1], et de son influence sur cet homme. » Bolingbroke termine sa lettre en conseillant de ne pas repousser cette ouverture, quoiqu'il avoue qu'une telle union pourrait déplaire en France et en Angleterre.

Il fallait en effet ménager l'Angleterre, qui commençait à s'agiter. Des réunions de non-conformistes avaient été troublées par le peuple. Quand Oxford s'était défendu dans la chambre haute, des rassemblements avaient proféré le cri : « Haute Église, Oxford et Ormond pour toujours ! » On n'avait pas conduit l'accusé à la Tour sans émouvoir la Cité. Des désordres éclataient dans divers comtés ; c'en était assez pour exalter les jacobites, et ils envoyèrent en France le

[1] Un des confidents du duc d'Orléans, l'abbé Dubois.

plan tant annoncé par le duc d'Ormond : ils demandaient un corps de troupes réglées, ou tout au moins des armes pour vingt mille hommes, de l'artillerie, cinq cents officiers et de l'argent. Par les soins de Bolingbroke, le projet fut aussitôt mis sous les yeux du roi. Il ne pouvait être question de fournir des troupes, mais on fit espérer le reste. Un bâtiment fut aux frais de l'État disposé par un armateur pour le prétendant. Bolingbroke pensait que ces premiers secours en amèneraient d'autres, qu'ils suffiraient pour compromettre la France, que la défiance et l'irritabilité d'un gouvernement whig feraient le reste, et il accueillait une vague espérance de voir la paix d'Utrecht foulée aux pieds et une révolution opérée dans sa patrie par la main de l'étranger. Mais deux événements dissipèrent ces belles illusions. Un moine, qui se disait envoyé par Ormond, vint de sa part réclamer un débarquement immédiat en Angleterre. Accueilli avec empressement à Bar, il parut à Paris suspect à Bolingbroke, qui le força de confesser qu'il était sans mission, et tout à coup on apprit qu'Ormond venait d'arriver. Nous nous rappelons qu'après avoir fait une assez grande figure, il vit Oxford en prison et prit la fuite. Tous les projets reposaient sur lui; il était le chef désigné du mouvement. On avait vanté à Versailles sa valeur et son ascendant, et il débarquait en fugitif, comme un homme qui n'a plus d'asile dans les trois royaumes. On le vit alors de près; on reconnut un seigneur brave et loyal, mais faible, vain, léger, à qui Berwick trouva *fort peu de connaissance du métier de la guerre*. Bolingbroke avait du malheur. Si la reine Anne eût vécu, il aurait rappelé peut-être les Stuarts ; il espérait les ramener avec lui, si Louis XIV vivait. Louis XIV mourut le

1er septembre. «Mes espérances, dit-il, baissaient à mesure qu'il déclinait, et elles périrent quand il expira.»

Il se trouva un peu dépaysé dans la nouvelle cour. Des ministres de la régence ou de ceux qui tenaient la place des ministres, il ne connaissait que le duc de Noailles, qui ne le reconnut plus, et le maréchal d'Huxelles, qui remplaça Torcy dans la direction des affaires étrangères, et qui du moins agit loyalement, ne lui promettant rien qui excédât la politique d'un cabinet au fond défavorable au prétendant. Le régent était naturellement porté à l'entente, même à l'alliance avec le gouvernement anglais, non-seulement parce que le penchant inévitable du nouveau régime était de se séparer en tout de l'ancien, non-seulement parce qu'un obscur instinct de réforme après soixante ans de monarchie absolue portait les esprits à quelque intelligence des principes de la révolution anglaise, mais encore et surtout parce que, séparé du trône par la vie d'un enfant, le duc d'Orléans avait un grand et légitime intérêt à s'appuyer sur un gouvernement gardien jaloux de la validité des renonciations de Philippe V à la couronne de France. Si Bolingbroke et les Stuarts obtinrent quelques promesses rarement réalisées et des secours toujours désavoués et bientôt retirés, c'est par suite de cette détestable habitude des gouvernements d'entrer dans tous les systèmes à la fois et d'intriguer contre leur propre politique. Avant même que le roi rendît le dernier soupir, lord Stair avait vu le duc d'Orléans et promis à la régence l'appui de l'Angleterre, moyennant l'expulsion du prétendant, d'Ormond et de Bolingbroke. On n'alla pas jusque-là : on n'était pas assez sûr de la solidité de la royauté hanovrienne; mais on ne servit pas ses ennemis. Bolingbroke, ha-

bitué aux formes de la politique régulière, voulait traiter les affaires directement et sérieusement. Il s'entendait parfaitement avec le maréchal de Berwick, donné comme le vrai chef du parti et de l'armée du prétendant, et qui l'eût été en effet s'il s'était agi d'une diplomatie et d'une guerre véritables. Alors aussi Bolingbroke aurait été vraiment secrétaire d'État; mais il n'y eut jamais que des menées d'intrigants et des coups de main d'aventuriers. Avant de compromettre la personne du prétendant, son ministre aurait voulu des assurances formelles de la part de la France et des renseignements positifs sur les moyens de succès dans la Grande-Bretagne ; mais, à la première sommation de l'ambassade anglaise, le régent faisait désarmer les bâtiments préparés dans le port du Havre, et l'on n'écrivait rien d'Angleterre, sinon qu'il fallait que l'héritier des Stuarts se pressât d'agir et de paraître. Dénués de ressources et pleins d'espérances, les jacobites prenaient sa présence pour une force magique, et comptaient sur elle pour accomplir ce qu'ils ne savaient comment entreprendre.

Cependant le comte de Mar, plus résolu et mieux assuré de l'appui des fidèles Écossais, était parti pour les hautes terres le lendemain d'un jour où il avait assisté au lever de George Ier, et il commençait à tenir la campagne, quand le ministère, qui se défendait avec énergie et qui avait fait suspendre l'*habeas corpus*, demanda à la chambre des communes d'autoriser, avant sa prorogation, l'arrestation de six membres, parmi lesquels on comptait sir William Wyndham. C'était l'ami de Bolingbroke, et après lord Lansdowne, également arrêté, le correspondant peut-être sur lequel il eût le plus compté. Ainsi donc, en

Écosse, une tentative avant le temps ; en Angleterre, rien de prêt ; cette situation n'était pas encourageante. Bolingbroke soupçonnait que le plus sage eût été de tout ajourner ; mais cette sagesse n'allait nullement à son parti : on faisait au prétendant un point d'honneur de s'engager dans l'action. L'humeur du duc d'Ormond était d'entreprendre. Il avait de la bravoure sans fermeté ni constance, et du mouvement d'esprit sans solidité ni coup d'œil. Quoiqu'il logeât avec Bolingbroke, il se concertait peu avec lui ; il se défiait des procédés diplomatiques, et peut-être des intentions de l'ancien ministre ; il voyait, et rien n'était plus visible, que le régent avait plus de goût pour les plaisirs que pour les affaires, et il concluait avec moins de vérité que l'on pouvait par les plaisirs influer sur les affaires, et que la plus puissante des négociations serait celle que dirigerait une main de femme. Dans cette multitude empressée qui se mêlait des affaires des Stuarts, les femmes avaient toujours joué un rôle. On citait comme une autorité une maîtresse d'Ormond, Fanny Oglethorp. Une certaine Olive Trant, qui, se destinant à être carmélite, cherchait à se détacher par la satiété des soins et des joies du monde, avait, du vivant de la reine Anne, passé en Angleterre, chargée d'une mission du prétendant, s'y était liée avec le duc d'Ormond et en avait ramené une personne dont la beauté répondait apparemment à ses projets. Elle parvint à la faire connaître au régent, et entra ainsi en correspondance et même dans une certaine familiarité avec lui. Il la logea à Madrid, dans le bois de Boulogne, chez une demoiselle La Chausseraye, qui avait été fille d'honneur chez Madame, et qui, jusque dans sa retraite, vivait d'intrigues. L'abbé de Thésut, secrétaire du prince, visitait les deux asso-

ciées, et c'est avec elles qu'Ormond négociait, trahi par l'une d'elles, peut-être par toutes deux, persuadé qu'il avait le secret du régent, à qui sans doute il livrait ainsi le sien. Encouragé par de faux avis, pressé par les jacobites d'Angleterre, lui-même prit les devants et s'embarqua dans un port de Normandie, tandis que le prétendant se rendait en Bretagne. Ormond descendit en Devonshire avec une quarantaine d'hommes, et n'y trouva ni un combattant ni un asile. Quelques arrestations avaient suffi pour réduire à l'impuissance tout son parti. Il fut obligé de se rembarquer précipitamment et vint rejoindre le prétendant à Saint-Malo. Une tempête fit échouer une seconde tentative; mais quoique les nouvelles de l'Écosse même fussent peu encourageantes, on jugeait qu'il était de l'honneur du prince d'entreprendre quelque chose.

Olive Trant, qui avait accompagné Ormond jusqu'à la mer, était revenue à Paris, et elle fit alors prier Bolingbroke de se rendre à la maison de Madrid. Il l'y trouva avec Mlle de La Chausseraye, apprit une partie de leurs secrets, et fatigué de ne rien obtenir par les voies officielles, il résolut d'user de la voie détournée qui s'offrait à lui. Il obtint dès l'abord de meilleures paroles, et même un billet signé du régent, en apparence écrit pour une femme, et qui, moyennant interprétation, pouvait être envoyé au comte de Mar. Le prince consentit même à une entrevue avec un gentilhomme venu d'Angleterre, à qui l'on promit des armes et qui n'emporta rien qu'un peu d'argent fourni par l'Espagne; car l'Espagne, fidèle à la politique de Louis XIV, paraît seule avoir prêté aux Stuarts une assistance sincère, mais plus sincère qu'efficace. Aux plaintes de Bolingbroke, on répondait à Paris qu'on le

soupçonnait de voir secrètement lord Stair. Il voulut savoir à quoi s'en tenir, et il pria Berwick de s'en expliquer avec le duc d'Orléans. Le maréchal pensait comme lui, il jugeait Ormond comme lui, il avait même allégué sa qualité de sujet de roi de France pour décliner obéissance à l'ordre reçu du prétendant de se rendre en Écosse. Il vit le régent, qui convint que Bolingbroke lui avait été dénoncé, ajoutant qu'il ne croyait point aux délations, mais qu'il lui en voulait de choisir pour arriver à lui l'intermédiaire de certaines intrigantes qu'il qualifia avec sa liberté ordinaire de langage. Peu après, il consentit à voir Bolingbroke, lui parla du même ton, ne laissa rien percer de ses intentions à l'égard des Stuarts, et lui défendit d'avoir aucun rapport avec les dames du bois de Boulogne. Ormond cependant affirma plus tard à Bolingbroke qu'il ne lui avait caché toute cette intrigue que par l'ordre du régent. C'est probablement aussi par ordre que les deux négociatrices s'étaient mises en rapport avec lui, et, en fin de compte, le régent sut mauvais gré à Bolingbroke de les avoir connues et employées. Ces contradictions n'ont rien que de conforme à la manière de gouverner de l'ancien régime. Le duc d'Orléans ne voulut jamais au fond rien faire pour les Stuarts ; mais il voulait tout savoir et pratiquait la grande maxime d'avoir des intelligences avec tout le monde. Plus réservé à l'égard de Bolingbroke, d'un ancien ministre avec lequel tout engagement était sérieux, il se tint toujours sur un pied de défiance, tout en lui faisant proposer par le maréchal d'Huxelles et par le marquis d'Effiat de s'attacher à sa personne, d'accepter ses bienfaits, de s'en remettre à lui pour faire sa paix avec l'Angleterre. Bolingbroke dit qu'on lui offrit jusqu'à 500,000 francs, mais qu'il

n'eut pas l'air d'entendre, et qu'on n'y revint plus ; seulement il resta en froideur avec le prince.

Cette froideur s'accrut lorsqu'on apprit le mauvais succès de l'insurrection écossaise. Le 12 novembre, un corps de jacobites du nord de l'Angleterre fut battu à Preston, et le lendemain le duc d'Argyll arrêtait dans le Perth, à la bataille de Sheriffmuir, l'armée jusque-là victorieuse du comte de Mar. On avait cru quelques jours à Paris que Jacques III était roi de la Grande-Bretagne. « Personne, dit lord Stair, ne mettait plus le pied chez moi. » A dater de ces nouvelles, Jacques III ne fut plus qu'un prétendant ; l'insurrection de l'Écosse ne fit que décliner, et tout était désespéré à la fin de décembre. C'est le moment que Jacques choisit pour s'embarquer à Dunkerque, et le 22 décembre il était à Peterhead. Bolingbroke convient que cette entreprise était devenue nécessaire à la réputation du prince, mais il ne dit pas qu'elle fût le moins du monde utile à ses affaires.

Resté en France pour y veiller, il remplit son office avec zèle. Il obtint de l'Espagne un nouvel à-compte sur les quatre cent mille écus qu'elle avait promis. Il enrôla quelques-uns des officiers irlandais qu'elle avait à son service ; il reprit des négociations un peu romanesques pour décider le roi de Suède Charles XII, ennemi de l'électeur de Hanovre, à opérer une descente en Écosse. Il essaya d'embaucher des corsaires français ; mais pour tout cela il avait besoin de l'appui de la France, et il n'obtenait d'elle que les vagues témoignages d'une stérile bienveillance. Avec lui, avec lord Stair, on tenait les langages les plus divers. Évidemment on attendait les événements pour se décider ; on voulait savoir quel serait l'effet de la présence d'un Stuart dans un pays

que l'on connaissait, dit-il, comme le Japon. Las de ses efforts inutiles, il eut une conférence définitive avec le maréchal d'Huxelles, qui lui parla franchement, et ses derniers doutes étant dissipés, il résolut d'avertir le prétendant qu'il ne devait plus espérer qu'en lui-même, et il expédia un des rares navires qu'il eût à sa disposition pour le ramener en France avec le comte de Mar et ses compagnons; mais quand son messager toucha l'Écosse, Jacques l'avait déjà quittée après une oisive et déplorable campagne, et il débarquait à Gravelines.

A la fin de février, il était à Saint-Germain. Dès le matin de son arrivée, il vit Bolingbroke qu'il reçut à bras ouverts. En apprenant son retour, ce dernier avait prévenu la cour de France, qui demanda que le chevalier de Saint-George se retirât sur-le-champ à Bar ou à Commercy. Il avait intérêt à s'y rendre avant que le duc de Lorraine n'eût le temps de s'engager à ne pas le recevoir. On parlait de l'envoyer en Italie, ou du moins à Avignon, en terre papale, le pire des refuges pour un candidat à la couronne d'Angleterre. Bolingbroke porta donc le conseil d'un prompt départ à son prince, qui le renvoya demander à Paris la permission de rester à Saint-Germain et une entrevue avec le régent. Le maréchal d'Huxelles eut ordre de répondre par un refus. Bolingbroke revint auprès du prince, demeura avec lui jusqu'à deux heures du matin, et Jacques, dont les malles étaient faites et qui devait partir à cinq heures, le chargea, en le quittant, d'aller annoncer aux ministres son départ; il lui donna plusieurs ordres, lui demanda quand il pourrait le rejoindre, et lui dit adieu avec mille marques d'affection et de confiance.

Jacques partit en effet, mais pour la maison du bois

de Boulogne. Il y resta caché quelques jours, y vit les ministres d'Espagne et de Suède, peut-être le duc d'Orléans, puis de là il envoya Ormond à Bolingbroke avec deux billets antidatés, pour qu'ils parussent écrits de la route. Ormond commença par jeter dans la conversation tout ce qui pouvait persuader du départ du prétendant un homme parfaitement informé du contraire, et lui remit les deux écrits, tous deux de la main royale. L'un, adressé à Bolingbroke, lui signifiait laconiquement qu'on n'avait plus besoin de ses services; l'autre, au duc d'Ormond, le chargeait de recevoir tous les papiers de la prétendue secrétairerie d'État. Bolingbroke les lui livra sur-le-champ en lui rendant les sceaux, et déclara qu'il ne voulait plus avoir rien à démêler avec le prétendant ni avec sa cause. Il tint parole cette fois, car peu après, la reine douairière l'ayant prié de ne pas se retirer, il refusa, disant qu'il était libre maintenant et qu'il aimerait mieux se brûler la main que de prendre la plume ou l'épée à leur service. Il ne les revit plus en effet, et peu de jours après leur dernière séparation, le chevalier de Saint-George était sur la route d'Avignon, c'est-à-dire qu'il abandonnait la partie. Le régent ne tardait pas à envoyer Dubois à Stanhope pour négocier un rapprochement entre les deux royaumes, et au commencement de 1717 le traité de la triple alliance entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande apprenait à l'Europe qu'une nouvelle politique commençait.

Dans les premiers jours de sa disgrâce, Bolingbroke évita de se montrer. Il fit connaître à quelques amis ce qui s'était passé et resta renfermé chez lui. Le maréchal de Berwick le vint bientôt trouver et lui parla des bruits qui couraient. Il n'y avait dans toute l'émi-

gration anglaise qu'un cri contre lui. Ormond et Mar ne le ménageaient pas; les moins malveillants disaient qu'il lui était échappé dans l'ivresse des paroles moqueuses ou blessantes pour le prétendant, et l'on ne saurait ici objecter l'invraisemblance. Quant au reproche de négligence ou d'incapacité, qui donna lieu plus tard à des correspondances rendues publiques, et auquel il fallut que Bolingbroke répondît ou fît répondre par son secrétaire, nous n'y insisterons pas, et l'analyse des griefs serait fastidieuse[1]. Ce sont récriminations de conspirateurs malheureux ou d'intrigants désappointés. Ce qu'on voit clairement dans les pièces de cette controverse, c'est que les chefs de l'expédition d'Écosse voulaient rejeter sur Bolingbroke le mauvais succès de leur tentative, et que Bolingbroke imputait leur prompte retraite à l'incapacité, à l'imprévoyance, et se justifiait de n'avoir pu les seconder, par le défaut d'argent, la mauvaise volonté de la cour de France, et l'ineptie brouillonne de la cour de Saint-Germain. Son mépris éclate à chaque mot pour les préjugés du prétendant, la stupidité de son entourage, et l'activité des jésuites. Il n'avait pas trahi le parti en le servant; mais en le quittant il faisait plus que de le trahir, il le décrivait. C'était la plus cruelle des vengeances. On aurait pu de part et d'autre s'épargner les récriminations; mais le désaccord est inévitable entre des exilés ardents, crédules, impatients et un homme d'État éclairé, sans empressement inutile, sans charlatanisme de parti, qui voit les choses comme elles

[1] Lettres de James Murray, Écossais au service du prétendant, de Bolingbroke et de son secrétaire Brinsden.

(Tindal, *Hist. of England*, liv. XXX, chap. III.)

sont, ne parle et n'écrit qu'à bon escient, et n'agit qu'autant qu'il aperçoit chance de réussir. La malveillance ou plutôt la calomnie osa même accuser Bolingbroke d'avoir détourné quelque partie des faibles ressources du trésor du prétendant et traîtreusement livré ses secrets à l'ambassadeur d'Angleterre. Lord Stair raconte en effet que des questions pressantes lui furent adressées, et qu'on voulait à toute force qu'il eût tout su par cette voie; « mais, écrit-il à Walpole, je crois que tout le crime du pauvre Harry a été de ne pouvoir jouer son rôle avec un visage assez sérieux, ni s'empêcher de rire par-ci par-là de pareils rois et de pareils reines. Il avait une maîtresse ici à Paris, s'enivrait de temps en temps, et dépensait pour elle l'argent avec lequel il aurait dû acheter de la poudre. » Bolingbroke se présente devant l'histoire mieux justifié par un imposant témoignage, celui du maréchal de Berwick, qui a tout vu, tout suivi, qui lui donne raison en tout, juge comme lui Jacques, Ormond, Mar et tout le parti. Pour la droiture du cœur et de l'esprit, le maréchal ne le cédait à personne. Bolingbroke pensait de Berwick tout le bien qu'en a écrit Montesquieu, et c'est de lui qu'il a dit ce joli mot, que c'était le meilleur grand homme qu'il eût connu.

Quelle apparence d'ailleurs que Bolingbroke se fût engagé par ressentiment et par vengeance dans le parti de la restauration, pour le trahir ensuite et le perdre? Ce n'est pas sa faute s'il le servait autrement que ne l'entendaient les Irlandais, les courtisans, les jésuites, les femmes, tous les insensés qui composaient la coterie jacobite de France; ce n'est pas sa faute s'il ne partageait pas toutes les illusions, s'il ne suivait pas toutes les fantaisies d'un parti bigot et frivole, condamné à

une éternelle adversité. Sa faute est d'avoir crû possible de le servir raisonnablement. Sincère dans ses intentions, il avait dû de bonne heure cesser de l'être dans ses espérances. Peu de moments avaient suffi pour lui révéler la vanité de l'entreprise. Il était embarrassé, peut-être honteux de son rôle, et se sentait déplacé et comme abaissé dans de telles affaires. Il convient qu'il lui tardait d'en sortir, et que son projet était, après que le prétendant serait rentré dans le repos, d'aller lui redemander sa liberté. Avec de telles dispositions, il ne pouvait éviter de montrer par ses discours, et même par sa conduite, une froideur suspecte. Il ne faut pas y voir trop clair pour conspirer. Embrasser sans enthousiasme une cause perdue est insensé, et celui qui sait discerner l'impossible du possible doit se garder de servir un parti qui n'a que du zèle.

Bolingbroke dit que, dès son premier entretien avec le prétendant, il comprit son imprudence; mais qui le forçait d'être imprudent? Il ajoute qu'un malentendu perpétuel séparait les jacobites d'Angleterre de ceux de France. Les premiers ne voulaient qu'opposer à un roi whig un roi tory, en lui faisant leurs conditions; les seconds avaient respiré l'air de Versailles, et ne songeaient qu'à restaurer un roi sans conditions. Comment Bolingbroke, que cette contradiction choquait, l'acceptait-il sans mot dire? Ainsi qu'il arrive souvent, il s'engageait contre sa raison, comptant sur le hasard, espérant l'imprévu, confiant dans son esprit, voulant enfin satisfaire sa passion et occuper son temps.

Pouvait-il ignorer d'ailleurs qu'il y avait entre le descendant des Stuarts et lui une dissidence fondamentale qui devait tôt ou tard éclater? Le prince était le fils de ce Jacques II dont un archevêque de Reims disait en le

voyant sortir de sa chapelle à Saint-Germain : « Voilà un fort bon homme; il a quitté trois royaumes pour une messe. » Et Bolingbroke, qui aux opinions des libertins du siècle joignait un protestantisme tout politique, avait au fond toujours regardé l'abjuration de la religion catholique comme une condition de la restauration. L'entraînement des affaires et l'envie de se venger le lui faisaient oublier quelquefois, ou lui fermaient les yeux sur l'invincible opiniâtreté d'une foi supérieure à la tentation même d'une couronne. Il ne pouvait lui échapper que ce pauvre prince unissait à cette foi digne de respect tous les préjugés qui ne le sont pas, et que de puérils scrupules ne lui permettraient jamais le langage et la conduite nécessaires pour rendre au moins sa présence supportable au peuple anglais. Les jacobites protestants essayaient de se faire des illusions à cet égard. On racontait qu'il avait permis au docteur Leslie de l'entretenir de religion, et de célébrer l'office anglican dans sa maison. Bolingbroke, pour excuser la légèreté avec laquelle il négligea d'approfondir la question, prétend qu'il supposa que ses amis d'Angleterre, dont il connaissait les sentiments et qui se montraient si pressés d'entreprendre, avaient obtenu satisfaction préalable sur l'article de la religion. Peut-être aussi se jugeait-il lui-même, comme on le lui fit sentir, peu propre à traiter un tel sujet. Il avait beau avoir sans cesse à la pensée l'exemple de Henri IV; on aurait pu le défier, avec toute son éloquence, de le faire comprendre à celui qui aurait dû l'imiter. Quand il fallut que Jacques se fît précéder en Angleterre de déclarations où l'Église nationale trouvât des garanties, il fit mille difficultés; il garda les projets qu'on lui présenta pour les corriger, les envoya de Bar à Saint-Germain pour les

soumettre à la reine et à son conseil de conscience; puis, après les avoir retouchés à sa guise, il les fit imprimer avec le contre-seing de Bolingbroke, qui n'avait signé que la première rédaction. Bolingbroke réclama, et on en tira de nouveaux exemplaires sans sa signature. Les corrections royales étaient de ces subtilités qui présagent la mauvaise foi. Ainsi, dans une phrase où Jacques devait exprimer sa sollicitude pour la prospérité de l'Eglise anglaise, il avait rayé le mot *prospérité*. Il refusait de *protéger cette Église*, et n'entendait s'engager qu'à en *protéger tous les membres*. Il ne voulait pas conserver à Charles Ier l'épithète de *martyr*, et quand on lui proposait de parler de sa sœur, de *glorieuse et heureuse mémoire*, il n'admettait pas que cette mémoire fût *heureuse*, et ne consentait à louer en elle, au lieu de *sa justice éminente* et de *sa piété exemplaire*, que *son inclination pour la justice*. La portée de ces niaiseries n'était que trop évidente, et je ne m'étonne pas que Bolingbroke ait vu partir son nouveau maître pour l'Écosse sans la moindre espérance et sans beaucoup de sympathie. C'était assez pour qu'il fût un traître aux yeux du parti.

XIX

PUBLICATIONS APOLOGÉTIQUES DE BOLINGBROKE. — SES RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ DE PARIS ET AVEC M[me] DE VILLETTE. — SÉJOUR A LA SOURCE. — VOLTAIRE. — INCOMPLET RETOUR EN GRACE DE BOLINGBROKE AUPRÈS DE SON GOUVERNEMENT. — VOYAGE EN ANGLETERRE.—WALPOLE PREMIER MINISTRE.—TRAVAUX PHILOSOPHIQUES ET HISTORIQUES DE BOLINGBROKE.—IL A LA PERMISSION DE RENTRER DANS SON PAYS.

(1717-1725)

On peut en croire Bolingbroke, lorsqu'il dit que sa disgrâce lui rendit service en facilitant une rupture dont il aurait bientôt pris l'initiative. Mais il eut à répondre aux calomnies qu'elle lui valut, et il le fit sans ménagement. Il était piquant d'encourir, après moins d'une année, une nouvelle et contraire accusation de trahison intentée, en sept articles, au nom du prince pour lequel il venait d'être poursuivi comme traître à son pays, et l'on conçoit quels sentiments durent s'élever dans cette âme orgueilleuse et vindicative. Non content de dire un éternel adieu au parti qu'il n'aurait jamais dû suivre, il ne se fit point scrupule de dévoiler dans ses écrits et ses discours le néant de ce parti et de son chef, et la mémoire des Stuarts n'a pas eu de plus dangereux ennemi. Son carac-

tère avait peu de nuances, et certaines délicatesses lui étaient inconnues. Comme on le jugeait à Londres encore plus sévèrement qu'il ne le méritait, on avait, du temps même qu'il était ministre de la cour de Saint-Germain, autorisé lord Stair à traiter avec lui. Ce dernier, qui le connaissait mieux, attendit sa disgrâce pour lui envoyer Saladin de Genève. Il s'ensuivit une entrevue où Bolingbroke déclara à l'ambassadeur qu'il se croyait obligé en honneur et en conscience de désabuser ses amis d'Angleterre sur la conduite du parti jacobite à l'étranger, et sur la valeur de tous ceux qui le composaient; que, dût-il demeurer à jamais en exil, il n'aurait plus rien de commun avec le prétendant; que si sa position dans sa patrie lui était rendue, il pourrait, en expliquant sa conduite, porter à la cause des Stuarts un coup mortel, et contribuer ainsi à mieux affermir l'autorité du roi et à lui rallier tous ses sujets. Il ajouta qu'il était prêt à rendre à son gouvernement tous les services, excepté ceux d'un délateur, et qu'il espérait que l'on croirait ses protestations sincères, sans exiger des gages indignes de lui, ni risquer, en lui demandant trop, d'empêcher l'effet de ses promesses. Ces offres, dont lord Stair admit pleinement la sincérité, furent transmises à Londres, et même renouvelées au secrétaire d'État Craggs, qui vint peu après en France; et pour préparer le retour du fils dans son pays, le roi créa le père, qui vivait encore, vicomte Saint-John et baron de Battersea.

En même temps Bolingbroke constata sa situation nouvelle par une longue lettre à sir William Wyndham, qu'il data du 13 septembre 1716, et qu'il envoya non cachetée au maître général des postes, pour qu'elle passât sous les yeux du gouvernement. Cette

lettre, que M. Hallam regarde comme son ouvrage le plus achevé, est une apologie générale de sa conduite, qu'il faut lire avec défiance, mais d'où nous avons tiré bien des détails de notre récit. Quand elle parut, en 1753, et que Favier la traduisit sous le titre de *Mémoires secrets de milord Bolingbroke*, Voltaire trouva l'ouvrage peu digne de l'auteur, qui n'était plus, et se plaignit de n'y rien apprendre. C'est qu'il savait assez bien cette partie de l'histoire contemporaine. L'ouvrage, en tout cas, offrait une peinture sérieusement satirique et malheureusement vraisemblable du prétendant et de son parti. Quoiqu'il ne dût pas être imprimé, il était fait pour être lu, et bien calculé pour nuire aux Stuarts et rendre Bolingbroke agréable au roi régnant. George le fit assurer de sa bienveillance, et le proscrit, plus confiant dans l'avenir, s'occupa de se créer une philosophie de l'exil au moment où il croyait entrevoir le terme du sien. L'ouvrage qu'il a intitulé *Réflexions sur l'exil* est une consolation philosophique, où il emprunte beaucoup à Sénèque et aux anciens. Ce lieu commun de morale stoïcienne est d'un esprit élevé, médiocrement riche en idées, qui s'est fait un bon style académique, correct et soutenu, orné, élégant, mais sans aucunes qualités supérieures. Ainsi que beaucoup d'esprits cultivés de son temps, presque toutes ses pensées lui viennent de l'antiquité. Dès qu'il écrit, il raisonne et paraît sentir comme un Romain; mais quand il agit, c'est autre chose. Lord Mahon a dit avec sévérité qu'en parlant comme Cicéron, il se conduisait comme Clodius. On pourrait ajouter qu'aux pensées de Sénèque il unissait la vie de Pétrone. On entrevoit dans ses lettres que, s'il se consolait de l'exil par le stoïcisme, il ne négligeait pas de s'en distraire par le plaisir.

Les mémoires du temps parlent à peine de son séjour en France. On sait seulement qu'il avait des relations intimes avec les Tencin et leur société. La plupart de ses lettres françaises sont adressées à Mme de Ferriol. On n'a aucune de celles qu'il dut écrire à son intrigante sœur, Mme de Tencin. Il connut cette aimable Aïssé qu'une fantaisie tout orientale d'un frère de M. de Ferriol avait élevée pour une étrange destination. On ne voit pas qu'avant 1722 il eût connu Voltaire, lié dès le collége avec d'Argental, et dans une lettre écrite peu après le succès d'*OEdipe* (1719), il en parle comme un indifférent : « Je vous serai très-obligé, ma chère Madame (de Ferriol), de la lecture que vous voulez bien me procurer de la tragédie de M. Arouet. Si je n'avais pas entendu parler avec éloge de cette pièce, je ne laisserais pas d'avoir une grande impatience de la lire. Celui qui débute, en chaussant le cothurne, par jouter contre un tel original que M. Corneille fait une entreprise fort hardie, et peut-être plus sensée qu'on ne le pense communément. Je ne doute pas qu'on n'ait appliqué à M. Arouet ce que M. Corneille met dans la bouche du Cid. » A défaut de Voltaire, il fit connaissance avec l'abbé Alary, homme instruit, d'une conversation agréable, qui, après avoir été attaché à l'éducation de Louis XV, entra à l'Académie française (1723), et n'en forma pas moins, un an après, une autre sorte d'académie, plus politique que littéraire, connue sous le nom de l'*Entresol*. Celle-ci tenait ses séances chez lui, dans un entresol de la place Vendôme. C'était à la fois un club où l'on trouvait des rafraîchissements et des journaux, et une société de droit public dont les membres composaient des mémoires, faisaient des lectures, discutaient des questions. Il s'y rencontrait des écrivains, des ma-

gistrats, jusqu'à des grands seigneurs, le marquis d'Argenson, qui a été ministre, l'abbé de Saint-Pierre, dont le nom est si connu. Cette réunion dura jusqu'en 1731, quoiqu'elle donnât un peu d'ombrage au cardinal de Fleury. Bolingbroke, qui y était admis sans en être membre, avait été pour quelque chose dans la fondation d'un établissement conçu, disait-on, d'après les idées anglaises. On ajoute qu'il composa en français, pour cette société, un essai qu'elle fit imprimer : ce sont des réflexions d'après Locke sur les idées innées; mais l'authenticité de cet écrit est contestée, et aucun des éditeurs de Bolingbroke ne l'a compris dans ses œuvres complètes.

Un de ses meilleurs amis, un des fondateurs du club de l'Entresol, le marquis de Matignon, était, comme l'abbé Alary, de la société de la marquise de Villette, avec laquelle Bolingbroke se lia en 1717. Marie-Claire Deschamps de Marsilly [1], d'une famille noble, avait été élevée à Saint-Cyr, et c'est elle qui jouait Zarès sous les yeux de Racine, quand *Esther* fut représentée devant Louis XIV. Elle était entrée chez les filles de Sainte-Geneviève, dirigées par Mme de Miramion, lorsqu'elle plut au chevalier de Villette de Mursay, petit-fils d'une fille d'Agrippa d'Aubigné et frère de Mme de Caylus, que Mme de Maintenon appelait sa nièce. Ce jeune homme, voulant épouser Mlle de Marsilly, la fit voir à son père, Philippe Le Valois, marquis de Villette, officier de marine distingué, de qui nous avons des mémoires. C'était un protestant converti par la cour depuis 1687.

[1] On écrit aussi Marcilly. Dans l'épitaphe que fit graver Bolingbroke, on lit Mary Clara des Champs *de Marcelly*. Nous suivons l'orthographe de M. Monmerqué.

Il trouva sa bru future à son gré, et il l'épousa en 1695, quoiqu'il eût quarante-trois ans de plus qu'elle. « Elle est fort jolie, dit Dangeau, et n'a nul bien. M. de Villette a attendu que M. de Mursay, son fils, fût marié, pour conclure cette affaire. » Restée veuve en 1707, avec de la fortune, Mme de Villette avait, dix ans après, conservé sa beauté. On citait son esprit et sa conversation, et à quarante-deux ans elle inspira un goût assez vif à Bolingbroke pour qu'il formât un liaison intime avec elle et ne la quittât presque plus. Jusque-là peu retenu, peu délicat dans ses amours, un attrait bien différent de ceux qui l'avaient séduit le captiva cette fois au point d'enchaîner sa destinée. On dit qu'il continua d'être infidèle, ce qui ne le dispensa pas d'être jaloux, car un jour qu'il dînait chez Mme de Villette avec un Écossais fort beau qui parut lui plaire, il renversa la table et tout ce qui la couvrait. Il fallut que le marquis de Matignon les raccommodât. Il alla faire avec sa nouvelle amie de longs séjours à la terre de Marsilly en Champagne, sous prétexte qu'il se connaissait en bâtiments et qu'elle reconstruisait son château. « *M. York* (Bolingbroke) part avec Mme de Villette, miss... est dans un couvent, » écrit lord Stair à son ministre (1717).

Il ne négligeait pas cependant de plus grandes affaires. Ses amis d'Angleterre, malgré les nouvelles qu'on débitait sur son compte, ne l'oubliaient pas. Swift, dans une de ses lettres, réfute, auprès de l'archevêque de Dublin, le bruit qui courait que Bolingbroke allait revenir en achetant son pardon par des révélations, et dit avec raison qu'il n'en aurait pas à faire. Cependant sa haine persistante pour lord Oxford, et qu'il ne peut contenir même en écrivant à Swift, était loin de le servir, et l'empêchait de profiter de l'acquittement de

son ancien complice et de la popularité relative qui l'entourait. Sa femme luttait pour lui, elle le dit du moins; on a d'elle deux lettres à Swift qui ne sont pas sans grâce, et qui justifient le goût bienveillant du docteur pour elle. « Quant à mon humeur, écrit-elle le 5 mai 1716, je suis, s'il est possible, encore plus insipide et plus ennuyeuse (*dull*) que jamais, excepté dans quelques moments, et alors je suis une petite furie, surtout quand on ose parler de mon cher lord sans respect, ce qui arrive quelquefois. » Elle s'occupait activement de l'affaire de *son cher lord*. Elle trouva faveur auprès du roi, qui lui accorda main-levée de la confiscation des biens mobiliers; mais elle mourut un an après (novembre 1718), et, à en croire son mari, cette restitution partielle devint une perte pour lui. Apparemment, faute de formalités et de précautions, ces valeurs se confondirent avec celles qu'elle possédait à sa mort, et ne purent être retirées de sa succession. Il se dit appauvri d'autant, et il s'en prend, on ne sait trop pourquoi, à la dévotion de lady Bolingbroke. Il vivait sur le capital qu'il avait apporté en exil et augmenté du produit de quelques spéculations heureuses en ce temps où Law inaugurait l'agiotage. On ne voit pas qu'il ait jamais éprouvé la gêne. Des considérations de fortune peuvent toutefois avoir contribué au singulier établissement qu'il forma quand il se vit tout à fait libre. Il vécut auprès de Mme de Villette, et l'emmena aux eaux d'Aix-la-Chapelle, où il paraît l'avoir épousée en mai 1720. On a prétendu qu'elle embrassa la religion protestante, puis on l'a nié et l'on a même contesté le mariage. Il est certain qu'en France Bolingbroke ne lui fit pas changer de nom; mais tous deux voulaient qu'on les tînt pour légitimement unis. Ils le déclarè-

rent même en 1722, et dans le caveau des Saint-John de l'église de Battersea, où la marquise est ensevelie, il a fait graver une épitaphe qui lui donne le titre de vicomtesse Bolingbroke.

Au printemps de 1720, tous deux avaient, en se mariant, quitté Marsilly, qu'ils cessèrent d'habiter. Un an auparavant, Bolingbroke avait fait l'acquisition de la terre de La Source, ainsi nommée parce que le Loiret prend sa source dans le parc et y forme en naissant une vraie rivière, dont les eaux reproduisent un moment le beau phénomène de celles du Rhône à Genève. C'est dans ce lieu que Bolingbroke fixa sa retraite ; il sut l'animer par les plaisirs de la société et de l'étude. Suivant toute apparence, ses longs séjours à la campagne donnèrent naissance à ces recherches historiques où, pratiquant le libre examen à la manière de Bayle, il en vint à poser les fondements de l'incrédulité systématique qu'on devait appeler bientôt philosophie. Vers le même temps, nous rencontrons enfin Voltaire. Il écrit de Blois à Thieriot (2 janvier 1722) : « Il faut que je vous fasse part de l'enchantement où je suis du voyage que j'ai fait à La Source chez milord Bolingbroke et chez Mme de Villette. J'ai trouvé dans cet illustre Anglais toute l'érudition de son pays et toute la politesse du nôtre. Je n'ai jamais entendu parler notre langue avec plus d'énergie et de justesse. Cet homme, qui a passé toute sa vie dans les plaisirs et dans les affaires, a trouvé pourtant le moyen de tout apprendre et de tout retenir. Il sait l'histoire des anciens Égyptiens comme celle d'Angleterre ; il possède Virgile comme Milton ; il aime la poésie anglaise, la française et l'italienne, mais il les aime différemment, parce qu'il discerne parfaitement leurs différents génies. Après ce

portrait que je vous fais de milord Bolingbroke, il me siéra peut-être mal de vous dire que Mme de Villette et lui ont été infiniment satisfaits de mon poëme (*la Henriade*). Dans l'enthousiasme de leur admiration, ils le mettaient au-dessus de tous les ouvrages de poésie qui ont paru en France ; mais je sais ce que je dois rabattre de ces louanges outrées. »

Bolingbroke ne quittait La Source que pour quelques voyages à Paris. Il ornait son nouveau séjour selon le goût de son temps, et de là il envoyait à ses amis d'Angleterre des épîtres empreintes d'une philosophie quelque peu affectée : « Je vis dans un plus petit cercle, écrivait-il à Swift, mais je pense dans un plus grand. » Il traduisait avec assez de facilité en vers anglais un fragment de la première épitre d'Horace; il multipliait les citations de toutes sortes pour démontrer qu'il était ferme et serein, décrivait son habitation, qui tenait le milieu *entre le château et la maison bourgeoise*, les embellissements qu'il projetait d'y faire, et consultait sur les inscriptions latines en son propre honneur qu'il voulait y graver sur le marbre. Cependant, les yeux toujours fixés vers sa patrie, il finit par y envoyer sa femme. Elle y trouva Walpole premier ministre (1723).

A ce moment, les jacobites, habitués à s'exalter pour des motifs frivoles, avaient conçu une telle joie de la naissance d'un fils du prétendant, qui fut appelé Charles-Édouard, qu'un comité de direction s'était formé dans leur sein, et qu'il y fermentait des projets qualifiés de haute trahison par la loi. Le roi George n'avait aucune popularité. Des rassemblements à Londres avaient fait entendre le cri : « Haute Église et Stuarts ! » Le gouvernement s'était vu forcé de dénoncer et de poursuivre la conspiration. Atterbury, l'évêque

de Rochester et l'ancien ami de Bolingbroke, était, avec les autres membres de la junte secrète, traduit devant les deux chambres. Aux premières ouvertures qui lui furent faites en faveur de Bolingbroke, Walpole répondit avec sévérité. Il s'écria même dans le conseil : « Puissent l'*attainder* n'être jamais aboli et les crimes jamais oubliés ! » Tout espoir semblait perdu, si lord Harcourt, qui, plus fidèle à d'anciennes amitiés qu'à son ancienne politique, s'était rapproché du gouvernement, n'eût fait arriver Mme de Villette (elle ne portait pas d'autre nom) jusqu'à la duchesse de Kendal. Erengarde-Mélusine de Schulenberg était une Allemande laide et vénale, maîtresse en titre de George Ier. On dit que ses bontés pour Bolingbroke ne furent pas payées moins de 11,000 livres sterling. Elle obtint une promesse du roi, que Walpole n'osa ou ne put faire rétracter, et il se borna à en réduire l'effet à la remise de la peine capitale. Il fut convenu que Bolingbroke pourrait résider en Angleterre, mais sans recouvrer ni ses droits, ni ses titres, ni sa fortune.

Voltaire venait d'avoir la petite-vérole, et dans une épître assez faible où il remercie son médecin de l'avoir sauvé, heureux à la pensée qu'il reverrait ses amis, il s'écriait :

> Et toi, cher Bolingbroke, héros qui d'Apollon
> As reçu plus d'une couronne,
> Qui réunis en ta personne
> L'éloquence de Cicéron,
> L'intrépidité de Caton,
> L'esprit de Mécénas, l'agrément de Pétrone,
> Enfin donc je respire, et respire pour toi,
> Je pourrai désormais te parler et t'entendre.

[1] Dans une première rédaction de l'épître [illegible]

Mais cette joie, exprimée en vers si singuliers aujourd'hui, ne fut pas de longue durée, et bientôt Voltaire écrivait à son amie la présidente de Bernières : « Une chose qui m'intéresse, c'est le rappel de milord Bolingbroke en Angleterre. Il sera aujourd'hui à Paris, et j'aurai la douleur de lui dire adieu, peut-être pour toujours (avril 1723). » Il partit en effet quelque temps après, et le 11 juin il arrivait à Calais, quand il vit avec surprise débarquer l'évêque Atterbury, qu'un bill d'*attainder* venait de condamner au bannissement. « Je suis donc échangé ! » s'écria le prélat en apprenant que Bolingbroke était là, prêt à passer le détroit.

En Angleterre, Bolingbroke trouva le roi parti pour le Hanovre, et il dut se borner à lui écrire une lettre de remercîments, ainsi qu'à la duchesse de Kendal et à lord Townshend, qui étaient du voyage. Il revit Harcourt et Wyndham, apprit d'eux beaucoup de détails sur l'intérieur de leur parti, et bientôt il eut un entretien avec Walpole. Il lui peignit les chefs des partis tory et jacobite comme découragés et disposés à imiter l'exemple de Harcourt. C'était s'offrir indirectement pour négociateur d'un rapprochement qui semblait désirable ; mais Walpole craignait plus les rivaux que les adversaires. Il fit rarement des sacrifices pour regagner ses ennemis, et, jaloux de son pouvoir, il aimait mieux reléguer les ambitieux dans l'opposition que les introduire dans son parti. Il ne se souciait pas de rendre de l'importance à Bolingbroke. Il l'écouta froidement et lui conseilla, puisque sa réhabilitation dépendait

Bolingbroke *la science de Varron,* Voltaire le remerciait de s'être intéressé à lui pendant sa maladie :

Bolingbroke, à ma gloire, il faut que je publie

d'un parlement whig, de ne pas renouer avec les torys.

Bolingbroke vit bien que, pour cette fois, il n'avait rien à gagner du côté de la politique. Il jouit quelques jours de l'accueil des amis que la littérature lui avait donnés. Il ne vit pourtant pas Swift, qui ne sortait pas de l'Irlande, et Prior était mort; mais Gay lui dédia ses églogues; Pope, qui l'avait connu peu de temps avant son départ, fut heureux de le revoir au moment où il perdait Atterbury, et de le retrouver *devenu philosophe sur les affaires de ce monde.* Le docteur Arbuthnot prononça qu'il avait gagné en instruction, en manières, en toute chose. Peu curieux cependant de rester dans un pays où il ne retrouvait qu'une position précaire et diminuée, Bolingbroke repartit pour aller se guérir de la goutte aux eaux d'Aix-la-Chapelle.

On dit qu'il voulait pousser de là jusqu'en Hanovre. Il en demanda la permission, mais ne l'obtint pas. Il tourna donc ses vues d'un autre côté. La mort du régent amenait au pouvoir M. le Duc, avec le titre de premier ministre, et Mme de Prie était toute-puissante sur cet héritier des Condé. Bolingbroke les connaissait tous les deux et prétendait à quelque crédit. Dans ce moment, une lutte secrète opposait dans le cabinet anglais les deux secrétaires d'État l'un à l'autre, lord Carteret à lord Townshend. Walpole soutenait Townshend, son beau-frère, et, par suite de quelques intrigues dont le détail est sans intérêt, Carteret et Townshend étaient représentés tous deux à la cour de France, l'un par sir Luke Schaub, l'autre par Horace Walpole. Bolingbroke, qui vit bien où était la force, offrit à ce dernier son crédit, ses relations, ses moyens d'intrigue. Il offrit d'entretenir avec le cabinet de Saint-James une correspondance secrète, fit valoir son zèle

et sa dextérité, enfin se rendit utile. Horace, qui ne l'aimait pas, se servit de lui et le servit peu, mais finit par triompher et devint ambassadeur en France, tandis que Carteret allait gouverner l'Irlande et faisait place au duc de Newcastle (1724). Persuadé qu'il devait être mieux en cour, Bolingbroke fit alors repartir pour Londres celle qu'il appelait indifféremment Mme de Bolingbroke et la marquise de Villette. A ce voyage se rattache une anecdote du temps. La marquise demanda à Mme de Ferriol, restée, par la mort de son beau-frère du même nom, la protectrice peu généreuse de Mlle Aïssé, la permission d'emmener avec elle la pauvre affranchie. C'était le temps de la passion du chevalier d'Aydie. On partit en apparence pour l'Angleterre; mais Aïssé fut laissée secrètement dans une maison des faubourgs, et bientôt une petite fille fut transportée en Angleterre, et plus tard au couvent de Notre-Dame de Sens, pour y être élevée, sous le nom de miss Black, comme une nièce de Bolingbroke, près d'une fille de Mme de Villette. C'est l'enfant dont Aïssé parle d'une manière touchante dans ses charmantes lettres, et que le chevalier d'Aydie n'abandonna pas après la mort de sa mère. Lady Bolingbroke poursuivit son voyage, et pour mieux cacher le secret du service que rendait leur amitié, son mari écrivait de La Source à Mme de Ferriol : « Avez-vous eu des nouvelles d'Aïssé? La marquise m'écrit de Douvres. Elle y est arrivée le vendredi au soir après le passage du monde le plus favorable. La mer ne lui a causé qu'un peu de tournement de tête; mais pour sa compagne de voyage, elle a rendu son dîner aux poissons. »

Lady Bolingbroke était amenée à Londres par l'infidélité d'un banquier qui, chargé par elle de placer

50,000 livres sterling dans les fonds publics, lui cherchait querelle sur son état, exigeait qu'elle se fît autoriser par son mari, et menaçait de révéler le fait comme une violation de la loi de confiscation. Lord Townshend, indigné de cet abus de confiance, rendit la dénonciation vaine. La marquise de Villette, qui garda prudemment ce nom, put donner ses soins aux intérêts de son mari; et quoique le roi, dans ses idées allemandes, la trouvât bavarde et peu respectueuse, elle savait si bien les moyens de gagner la duchesse de Kendal, qu'une satisfaction entière lui fut promise. Il fallut cependant attendre encore pendant près d'une année. Bolingbroke prit patience, grâce aux lettres, aux champs, à quelques amis. Il continua de s'intéresser aux travaux de la société de l'Entresol, qu'il se permettait d'égaler à l'Académie française. On voit par une lettre à Pope qu'il traça le plan d'une histoire politique de l'Europe, et de là prit naissance l'ouvrage intitulé : *Lettres sur l'étude de l'histoire*. La physique et la métaphysique occupaient son temps à la campagne, où il retenait Lévêque de Pouilly, homme instruit qui l'avait initié aux mathématiques et aux sciences, et qui devint un des confidents de ses idées sur la religion[1]. En lui écrivant, il le met, avec Swift et lui-même, au nombre des trois seules personnes dignes qu'on leur confie le gouvernement des hommes. On trouve dans ses œuvres une lettre intéressante, rédigée entre 1720 et 1725, où il rappelle à Lévêque de Pouilly comment,

[1] Membre de l'Académie des Inscriptions, auteur d'une exposition du système de Newton, Lévêque de Pouilly publia, en 1730, sous le titre de *Lettre à Bolingbroke*, sa théorie des sentiments agréables, livre qui se recommande par une assez bonne méthode d'observation.

dégagé de toute reconnaissance envers Walpole, et il ne tarda pas beaucoup à lui en donner la preuve. La conduite du puissant ministre paraîtra peu généreuse; il avait longtemps résisté; cependant nous savons par son fils que c'est contre le vœu de son parti, contre les instances de sa famille et de ses amis, qu'il consentit au rappel de Bolingbroke, aimant mieux transiger que rompre avec la duchesse de Kendal. Il n'était ni cruel, ni persécuteur, ni même vindicatif; mais il ne se piquait pas d'une magnanimité chevaleresque, et jamais, pour obtenir des louanges qu'il trouvait frivoles, il ne se serait de gaieté de cœur créé un obstacle de plus dans la carrière du pouvoir. Il eût regardé comme une duperie de retirer ses ennemis du néant.

XX

RETOUR DE BOLINGBROKE EN ANGLETERRE. — IL SE RETIRE A LA CAMPAGNE.—SES RAPPORTS AVEC POPE, GAY, SWIFT.— VOLTAIRE ET MONTESQUIEU EN ANGLETERRE.

(1725-1727)

De retour dans sa patrie, Bolingbroke songea à s'arranger une nouvelle existence dans les conditions qui lui étaient imposées. « Je suis aux deux tiers restauré, » écrivait-il à Swift. Comme son père vivait, il n'avait point de domaine et d'habitation; il acheta de lord Tankerville la terre de Dawley, près d'Uxbridge en Middlesex, et s'y établit. Il renoua toutes ses relations littéraires, se lia plus étroitement avec Pope, et répéta qu'il ne se mêlerait pas des affaires publiques. On rapporte pourtant que peu de jours avant le départ de l'abbé Alary pour la France, il lui confia qu'il ne pouvait refuser ses conseils aux instances des torys. « Adieu donc, Monsieur, lui dit l'abbé, car vous pouvez vous perdre. » Il paraît qu'à dater de cette époque leurs relations languirent et cessèrent bientôt tout à fait, quoique l'abbé ne soit mort qu'en 1770.

Le premier mouvement de Bolingbroke fut de s'ensevelir dans la retraite, il en affecta du moins le projet. Il disposa son nouveau manoir comme une ferme ornée, s'entoura d'animaux domestiques, d'instruments d'agriculture, suivit des chasses à cheval, se refit enfin un parfait *country gentleman*. C'était une tradition de famille. Il ne semblait relever cette vie rustique que par le goût de l'esprit et des lettres. Pope, Gay, Arbuthnot, le venaient voir à Dawley, et au printemps de 1726 le docteur Swift, qui avait passé dix ans sans remettre le pied en Angleterre, reparut au milieu des débris de cette *Société des Frères* qu'il avait tant aimée. Sa réputation s'était encore augmentée en Irlande, grâce à l'heureuse part qu'il avait prise aux débats de la politique locale. Rien n'y était plus populaire que les *Lettres d'un Drapier*. Par ce pamphlet excellent, il avait à tort ou à raison délivré le pays d'une monnaie de billon qu'un spéculateur avait obtenu le singulier privilége de mettre en circulation. En Angleterre, Swift se montra fidèle à ses vieilles amitiés; mais l'expérience l'ayant rendu circonspect, il s'occupa très-peu des affaires. Il fut partout accueilli avec une curiosité bienveillante. La princesse de Galles était une femme distinguée, qui correspondait avec Leibnitz et témoignait pour les lettres un goût légèrement pédantesque. Elle voulut voir Swift et lui promit ses bontés. Sa première dame du palais, Henriette Howard, qui préludait pour le moins au rôle plus important qu'elle devait jouer auprès du prince sous le titre de comtesse de Suffolk, devint l'intermédiaire entre sa maîtresse et Swift, qui entra avec elle en correspondance régulière, et même elle intercepta pour son compte les hommages de la coterie littéraire que dirigeait la politique de Boling-

broke [1]. Le prudent doyen n'en rechercha pas moins les bonnes grâces de Walpole, qui le reçut à Chelsea, lui donna à dîner, le laissa parler sur les affaires d'Irlande et ne l'écouta guère. Cependant Swift trouva son voyage très-agréable. La conversation était pour lui un plaisir passionné. Il se partageait entre Twickenham avec Pope, et Dawley avec Bolingbroke, et se pressait médiocrement d'aller rejoindre Stella, quoiqu'elle fût tombée malade et dans un état de langueur qui ne devait finir qu'avec sa vie (1728). Enfin il repartit pour l'Irlande au mois d'août, laissant à son imprimeur un manuscrit fort secret, et deux mois après Gay lui écrivait : « Il y a environ dix jours qu'il a paru un livre, les voyages d'un certain Gulliver, et ce livre a été depuis lors l'unique conversation de toute la ville. » — « Ouvrage merveilleux, écrit de son côté Pope, qui est à présent *publica trita manu*, et je prophétise qu'il sera un jour l'admiration du monde. » A partir de ce moment, toutes les correspondances de Swift sont remplies d'allusions à ce *Gulliver* que Swift n'avouait pas, et, nous permettra-t-on de le dire? si les lecteurs de ces pages rouvraient en ce moment ce livre célèbre, ils regretteraient moins peut-être, en trouvant qu'ils en ont la clef, le temps qu'ils ont pu perdre à nous lire. On devine quel dut être à Londres le succès d'une composition si originale par celui qu'elle obtint à Paris, où très-certainement on y comprit peu de choses. Les lettres de Mme Howard et de lady Bolingbroke à l'auteur montrent assez que ces fictions étaient devenues le divertisse-

[1] Henriette, fille de sir Henry Hobart, qu'elle fit arriver à la pairie avec le titre de comte de Buckinghamshire, épousa M. Howard, plus tard comte de Suffolk, et en secondes noces un frère de lord Berkeley. Elle fut, dans sa vieillesse, l'amie d'Horace Walpole.

ment de tous les esprits. Dans ce coin du monde où *le fermier* de Dawley réunissait ceux qu'il appelait *professeurs en une divine science, la bagatelle* [1], *Gulliver* devait être le sujet de tous les entretiens; mais un nouveau-venu y dut aussi, vers le même temps, montrer quelquefois un visage étincelant d'un malin génie.

C'est au milieu de l'année 1726 qu'un odieux affront, alors impuni selon les lois et les mœurs de notre France, força Voltaire à chercher un asile dans *un pays où on pensait librement et noblement sans être retenu par aucune crainte servile.* Nous avons vu comment Voltaire appréciait Bolingbroke. Il avait voulu lui dédier *la Henriade*. Or, en Angleterre le temps n'était pas encore passé où un tel hommage eût obligé à une coûteuse protection, et Bolingbroke, qui craignait *le ridicule des louanges,* pria Mme de Ferriol de savoir si l'intention du poëte était sérieuse. Il paraît que celui-ci s'en tira par des compliments dont l'Anglais se montra touché sans en être dupe. Cependant il ne put manquer d'accueillir gracieusement l'hôte inattendu que l'exil lui envoyait. Wandsworth, où résida Voltaire chez M. Falkener, à qui il devait dédier *Zaïre*, est un village du Surrey, entre Londres et Twickenham, où s'étaient établis quelques protestants français. De là Voltaire pouvait aisément se lier avec les amis de Bolingbroke. Ses écrits portent mille traces des souvenirs que lui avaient laissés les lieux et les hommes. Il y fait de nombreuses allusions aux conversations solides ou

[1] Lettre de Bolingbroke à Swift, Gay et Pope, 23 juillet 1725. *Vive la bagatelle* était un mot de lord Oxford. On appelait dans cette société *bagatelles* les amusements de l'esprit. De là ce vers de Pope :

And Swift cry wisely : *Vive la bagatelle !*

piquantes du monde d'élite où il avait vécu. Il ne cache pas l'impression profonde que produisit sur son esprit toute cette société si nouvelle par les institutions et par les idées. C'est d'Angleterre qu'il rapporta *Brutus*, et quand il l'imprima (1730), il le dédia à lord Bolingbroke. « Souffrez que je vous présente *Brutus*, quoique écrit dans une autre langue, *docte sermonis utriusque linguæ*, à vous qui me donneriez des leçons de français aussi bien que d'anglais, à vous qui m'apprendriez du moins à rendre à ma langue cette force et cette énergie qu'inspire la noble liberté de penser; car les sentiments vigoureux de l'âme passent toujours dans le langage, et qui pense fortement parle de même. » Cette dédicace est un discours sur la tragédie. Voltaire s'y montre encore tout rempli du génie de la littérature anglaise : elle a enhardi son goût et sa raison.

Ce voyage eut en effet sur lui une grande influence; mais peut-être doit-on regretter qu'il ait autant connu Bolingbroke. Peut-être l'exemple d'un personnage si considérable, d'un homme d'État et de tribune qu'il comparait aux orateurs de l'antiquité, dut-il ajouter à l'audace de cette verve irréligieuse qu'il crut autorisée par l'opinion de l'Angleterre. Il prit à tort Bolingbroke pour un modèle destiné à faire école, et il s'enhardit par son exemple. Lui-même, à son tour, quel effet produisit-il sur les Anglais? Il faut convenir qu'on n'en sait rien. On ne rencontre dans leurs écrits de ce temps-là que de bien faibles traces du passage de Voltaire. Il resta chez eux près de deux ans; il chercha beaucoup à voir, à entendre; il travailla beaucoup. Depuis lors, dans les sciences, dans la philosophie, dans la politique et même [illegible] dans l'art du théâtre, il s'est donné pour le [illegible] des Anglais. Avant aucun [illegible] [illegible]

noms de Newton, de Locke, de Shakspeare, il revint les révéler à la France. Ses *Lettres sur les Anglais*, son ouvrage le plus neuf peut-être et où se rencontrent presque toutes ses idées encore dans leur première fleur, firent pour un demi-siècle l'éducation de la société de Paris. Il écrivit deux essais en anglais, l'un sur la poésie épique, l'autre sur les guerres civiles de France. Il adressa celui-ci à Swift, en lui disant qu'il rougissait de ses ouvrages, quand il lisait les *Miscellanées de Martinus Scriblerus*. Déjà il était assez lié avec lui pour le recommander à Versailles. Swift avait projeté un voyage en France qu'il ne fit jamais, et Voltaire écrivait à notre ministre des affaires étrangères de donner à dîner au docteur avec le président Hénault. En échange, il priait Swift de faire souscrire en Irlande à sa *Henriade*, dont il publiait à Londres la première édition complète, et qu'il dédiait en anglais à la reine, femme de George II (1727).

Cependant on ignore à peu près quelle fut sa vie en Angleterre. Ces deux années sont une lacune dans son histoire. Les mémoires et les correspondances le nomment à peine, la sienne même est presque muette. C'est un point de sa biographie ou plutôt un épisode de l'histoire de la littérature qui mériterait des recherches, et nous indiquons ce sujet aux curieux des choses de l'esprit. Le récit du voyage de Voltaire conduirait bien près du voyage de Montesquieu. L'observateur des sociétés humaines vint à Londres, je crois, en 1729, amené de La Haye par lord Chesterfield; mais de qui fut-il vu en Angleterre? Qui se doutait dans le gouvernement que ce grand modèle politique posât devant son peintre? Quant à Montesquieu, ce qu'il vit, le voici : « A Londres, liberté et égalité! » On lit cela en propres termes dans

ses notes de voyage. Liberté, égalité : cent ans avant nous, Montesquieu écrivait ces mots !

Voltaire et Montesquieu ont pu voir de leurs yeux marcher régulièrement le système représentatif. L'époque où ils ont visité l'Angleterre n'était pas un temps de crise, et sans peut-être s'en rendre bien compte, la nation, sortant définitivement des révolutions, entrait alors en possession pleine et entière des institutions qu'elle tient de sa propre sagesse. L'ordre constitutionnel se fixait. Mais combien cette stabilité naissante ressemblait peu à la tranquillité froide et silencieuse recherchée par les peuples faibles comme leur souverain bien ! La liberté politique jouait tout son jeu, et le mouvement des esprits était tel, que Bolingbroke se repentit bientôt d'avoir écrit sur la porte de sa maison des champs: *Satis beatus ruris honoribus ;* ou plutôt il sourit d'avoir si bien persuadé à Pope et aux autres qu'il était devenu fermier, planteur et philosophe. Du moins n'avait-il pas oublié qu'il était un écrivain. C'est dire qu'il rentra dans la politique.

XXI

MINISTÈRE DE WALPOLE. — COALITION DES TORYS ET DES WHIGS INDÉPENDANTS.—WYNDHAM ET PULTENEY.—PRESSE DE L'OPPOSITION, *the Craftsman*.—MORT DE GEORGE Ier.—NOUVEAU RÈGNE; WALPOLE ÉBRANLÉ ET RAFFERMI. — ÉCRITS DIVERS DE BOLINGBROKE.—DÉBATS PARLEMENTAIRES.—CONDUITE ET REVERS DE LA COALITION CONSEILLÉE PAR BOLINGBROKE.

(1722-1735)

Walpole avait été servi par les événements. Après avoir fait partie du premier ministère de Georges Ier, il l'avait hostilement quitté avec Townshend et Pulteney (1717). Son opposition violente n'aboutit qu'à le faire rentrer trois ans après, à des conditions moins bonnes que celles qu'il avait dédaignées; mais bientôt ses grands services accrurent son pouvoir, et en peu d'années la mort le délivra de tous les rivaux qui pouvaient le lui ravir. En 1722, elle avait fait disparaître l'ancienne junte des lords whigs; Marlborough, Somers, Halifax, Wharton, Sunderland, Stanhope, Shrewsbury, n'étaient plus. Walpole était de fait comme de droit premier ministre, bien secondé par lord Townshend, secrétaire d'État, qui s'étonnait seulement de servir sous Walpole après avoir été servi par Walpole. L'autre secrétaire d'État, lord Carteret, ayant prétendu à la domination, avait été relé-

gué au gouvernement d'Irlande (1724), et le lord chambellan, Thomas Pelham, duc de Newcastle, avait, en prenant sa place, commencé ses quarante ans consécutifs de ministère insignifiant. La politique de ce cabinet, la politique de Walpole était fort simple : c'était une politique de conservation et de paix. Au dedans, les institutions, plus d'une fois retouchées depuis 1688, semblaient avoir atteint une assez grande perfection pour qu'on se bornât à les éprouver paisiblement, sans essayer d'aucune nouveauté. Le gouvernement parlementaire enfin établi était une nouveauté suffisante. Le temps des réformes ne semblait pas venu, et Walpole au pouvoir se souciait peu des réformes. Au dehors, la paix d'Utrecht, acceptée comme un fait irrévocable, avait amené un nouvel état de l'Europe que l'Angleterre devait tenter de développer à son profit, dispensée qu'elle était, par une gloire récemment acquise, de le troubler par de nouvelles batailles. Elle n'avait d'ennemi que l'Espagne, qui montrait encore des prétentions de commerce maritime, qui rêvait la reprise de Gibraltar et de Minorque, et dont le roi se tenait pour dépouillé, par les derniers traités, de ses droits éventuels sur la France, comme les Stuarts de leurs droits à la couronne de la Grande-Bretagne. Toutefois, par leur position respective, l'Angleterre et l'Espagne pouvaient être sur un pied d'hostilité sans bouleverser le monde, et la première, soutenue désormais par la France, se fût peu inquiétée de cette rupture, si la seconde, par un singulier retour, n'eût regagné l'appui de l'Autriche. L'alliance défensive qui les avait unies allait encore compromettre la paix générale, quand la France réussit à faire prévaloir à Vienne des conseils de modération, et, par ses soins, un armistice de sept années fut signé à Paris

le 31 mai 1727. Cette trève peut être regardée comme un des premiers effets de l'union pacifique du cardinal de Fleury et de sir Robert Walpole; consolidée par des traités successifs, elle ouvrit à l'Europe une période de tranquillité qui, pour la Grande-Bretagne, se prolongea douze ans.

La nation anglaise semblait donc en voie de prospérité; mais ces résultats précieux n'avaient pu être obtenus que par une pratique de gouvernement plus soucieuse d'assurer les intérêts que de chercher la gloire. Walpole gouvernait sans éclat. A l'intérieur, il conduisait les affaires avec sagesse, il les discutait en maître; mais il ne donnait rien à l'imagination des peuples, et, peu jaloux d'honorer les hommes, pourvu qu'il les dominât, il pesait tout au poids de l'utilité, ne dissimulant guère qu'il songeait seulement à mettre d'accord la leur avec la sienne : de là le caractère corrupteur tant reproché à son administration. En effet, il payait bien le zèle de ses amis plutôt qu'il n'achetait le désarmement de ses ennemis; mais ce qui aggravait à tous les yeux l'emploi trop usité de ces moyens d'influence, c'est qu'il ne cherchait ni à le déguiser ni à le relever, c'est qu'il affichait avec hardiesse ce principe général de sa politique, l'intérêt. A l'extérieur, la paix maintenue ou rétablie par la prudence et la modération suppose presque toujours beaucoup de négociations oiseuses ou mesquines, des changements d'attitude ou de langage, de fausses démarches, des tâtonnements enfin qui prêtent à la critique, et que le vulgaire juge sévèrement, parce qu'il suppose toujours qu'on peut tout ce qu'on veut. Le ministère, quoique puissant et solide, était loin d'être respecté, et il essuyait, sans les redouter, les attaques d'une vive opposition. Ce n'est

pas quand le public est tranquille qu'il est le plus indulgent.

Bolingbroke était un peu embarrassé. Comment approuver Walpole? C'eût été sacrifier toutes ses passions. Cependant il était pour la paix, celle d'Utrecht était son ouvrage : les efforts dirigés contre elle sur le continent semblaient favoriser les Stuarts, désormais l'objet de son aversion; mais il trouvait un malicieux plaisir à voir des whigs encourir une certaine impopularité pour leur esprit pacifique; il faisait à leurs dépens des rapprochements avec le passé, sans tenir compte, bien entendu, du changement des circonstances. A défaut du but, il pouvait d'ailleurs critiquer les moyens; on sait aujourd'hui que dans la conduite des affaires étrangères Walpole lui-même n'avait pas tout approuvé. Mais ce qui intéressait le plus Bolingbroke, c'était l'état des partis en Angleterre. Les questions politiques n'avaient pour lui de valeur qu'autant qu'il y trouvait des points d'attaque et les moyens d'aigrir de nouveau les esprits, car il jugeait que les anciennes divisions avaient fait leur temps.

Les jacobites purs étaient inébranlables; tout accès auprès d'eux lui était fermé. Heureusement il s'en trouvait de moins fervents et de moins opiniâtres. Convertis ou fatigués, ceux-ci pouvaient garder au fond de l'âme, comme ressource éventuelle, un jacobitisme spéculatif; mais ils l'ajournaient prudemment, et prenaient conseil des circonstances. Les torys grossissaient leurs rangs en ralliant ces jacobites sur leur droite et les hanovriens sur leur gauche, ou plutôt ces deux fractions composaient presque tout le parti tory. Ce nom d'ailleurs ne désignait plus un parti ayant de certains principes à faire triompher. Les questions de pré-

rogative, de droits populaires, de révolution, avaient été résolues par les événements. L'esprit whig avait gagné presque toutes les positions constitutionnelles. Les torys ne pouvaient songer à réagir contre les faits accomplis. Ils formaient toujours un parti conservateur, puisque ce parti s'appuyait principalement sur les classes de la société dont l'esprit et l'intérêt est le plus stable; seulement, sous le coup d'un pouvoir manié avec vigueur par d'anciens adversaires, ils ne pouvaient songer qu'à se défendre, et toute opposition est tôt ou tard forcée d'invoquer des principes de liberté.

Sir William Wyndham était à tous les titres, dans la chambre des communes, le premier de ces hommes qui, faisant taire leurs sympathies ou les réservant pour des temps meilleurs, concevaient à la manière de Bolingbroke la possibilité de reprendre constitutionnellement dans le nouveau régime leur part de crédit et d'influence. Il était le gendre du duc de Somerset; riche, noble, recommandable par son caractère moral, par sa constance politique, on ne lui reprochait qu'un peu de roideur et d'orgueil; mais l'expérience des hommes avait atténué ses défauts et développé des talents auxquels les meilleurs juges ont rendu hommage. Il avait moins ces qualités naturelles qui séduisent dès le premier jour que ces qualités solides que le temps mûrit et perfectionne. Comme orateur, il ne donnait rien à l'éclat, au succès du moment; il ne cherchait pas les journées brillantes, mais il était en toute occasion égal à lui-même, et chaque jour ajoutait à son influence et à sa réputation.

Guerroyer contre le pouvoir et la cour était un métier qui, mieux encore qu'aux torys, convenait à ceux des whigs que des convictions particulières ou des mécon-

tentements personnels avaient détachés. Dans un parti libéral, il y a toujours des radicaux. L'esprit franchement constitutionnel est sur la voie de l'esprit républicain. De la politique, les hommes défiants, sévères ou satiriques, ne conçoivent que l'opposition. Enfin Walpole montrait, sous des formes modérées, une intolérance qui souffrait peu les amitiés douteuses, les opinions flottantes, et finissait par éloigner de lui tout ce qui ne s'enchaînait pas à lui. Il s'était donc formé une défection whig à la tête de laquelle brillait William Pulteney.

C'est une des fautes graves de Walpole que sa conduite à l'égard de Pulteney. Rien n'atteste mieux cette jalousie du pouvoir qui lui fit parfois oublier justice et prudence, et le rendit moins généreux envers ses émules qu'envers ses ennemis. Sous la reine Anne et au commencement du règne, Pulteney s'était conduit comme Walpole. Il l'avait défendu contre l'accusation de 1711; il s'était avec lui séparé, en 1717, de lord Sunderland. Cependant Walpole, revenu au pouvoir, avait cru s'acquitter en lui donnant le titre de caissier de la maison du roi, sinécure lucrative dont Pulteney s'était d'abord contenté, car il était intéressé malgré son immense fortune : c'était son plus grand défaut, et il nuisit à son ambition. Par sa naissance, par sa position, par son caractère, Pulteney semblait appelé à jouer dans le gouvernement le rôle dont ses facultés le rendaient digne. Son esprit était vif, élégant, orné, son éloquence facile et populaire, prodigue de traits acérés et piquants, toujours prompte, toujours vive à l'attaque et à la riposte. C'était un éminent talent d'opposition. Il portait alors ce titre de grand *commoner* qu'on avait un moment donné à Walpole, et qui allait bientôt passer à

William Pitt. Fidèle aux principes généraux de son parti, il ne montrait pas dans ses opinions de détail une grande rigidité, ni, quand il fallait combattre, un grand scrupule dans le choix des armes. Il était aimé cependant, parce qu'il savait plaire au parlement et au public. A son intelligence vive et pénétrante il manquait une certaine solidité de jugement. Adroit, hardi, mais léger, il n'avait pas la suite et la fermeté qui caractérisent l'homme fait pour gouverner. Il aimait plus le combat que le succès, et le succès que le pouvoir. Walpole aurait pu, s'il eût voulu s'en donner la peine, dominer un tel personnage et le placer au premier rang de ses défenseurs; mais il était sujet à trop dédaigner les défauts, à trop craindre les qualités des hommes supérieurs. Il trouva chez Pulteney trop de prétention ou trop de mobilité, je ne sais; il le négligea, le délaissa, et s'en fit un ennemi d'abord secret, puis déclaré, qui toutefois dut attendre vingt ans sa vengeance.

Deux hommes tels que Wyndham et Pulteney étaient bien capables, si leurs intérêts les rapprochaient, de concerter leurs attaques et de coaliser leurs partis; mais Bolingbroke avait une grande réputation de talent et d'intrigue; on recherchait ses conseils, on souhaitait son concours. Qui mieux que lui saurait comment on manie la presse, on se concilie la cour, on divise une majorité? Il était resté l'ami de Wyndham après avoir été son guide. Si la chevalerie jacobite se déchaînait contre lui, elle ne pouvait l'empêcher d'être l'avocat consultant du torisme, dont il avait été le martyr. On le savait en crédit parmi les gens de lettres; on soupçonnait sa faveur auprès de la duchesse de Kendal. Son esprit devait plaire à Pul-

teney, qui devait lui plaire à son tour, et une vieille prétention à réunir dans sa race et dans sa personne les traditions monarchiques et parlementaires le rendait singulièrement propre à pratiquer la fusion des deux oppositions.

Au mois de décembre 1726, Pulteney avait fondé un journal qui se publiait deux fois par semaine, *The Craftsman* (*l'Artisan*)[1]. Ce recueil, qui parut pendant dix ans, était dirigé par un certain Amherst, sous le pseudonyme de Caleb d'Anvers. Pulteney y semait à pleines mains l'outrage et le ridicule contre Walpole. C'était en quelque sorte un libelle périodique contre un seul homme. Les allusions les plus claires y étaient admises, les désignations les plus reconnaissables y étaient souffertes; mais, selon l'usage et la loi, jamais le nom de Walpole n'y était écrit. A peine quelquefois une ou deux initiales le rappelaient-elles dans les passages où il était parlé de lui sans injure. Ailleurs, on se bornait à signaler à la haine du peuple la *robinocratie*[2]. C'était une exécution publique où le bourreau et le patient restaient masqués, mais ni l'un ni l'autre ne restait inconnu. Ce journal, qui sans doute est spirituellement écrit, mais qui contient assez peu d'articles sérieusement remarquables, a beaucoup contribué à diffamer Walpole et son gouvernement jusque dans l'opinion de la postérité.

Le concours de Bolingbroke était assuré au *Craftsman*, et ce que la rédaction contient de meilleur vient de lui. Cependant il dissimulait à son entourage cette

[1] Ce titre de *Craftsman* est un peu équivoque, comme aussi le mot d'*artisan*. On ferait peut-être bien de traduire l'*homme du métier*.

[2] *Robin*, diminutif de Robert.

reprise d'hostilité. Dans un billet à Swift, qui fit, au printemps de 1727, son dernier voyage en Angleterre, il prétend, avec son affectation ordinaire, qu'il voudrait donner deux tiers de sa vie à l'amitié, en garder un tiers pour lui-même, et rien pour le monde. Il fait plus, il se plaint de Walpole, qui, sur la foi d'un espion, lui attribue de certains écrits. Or ces écrits, c'étaient trois lettres qu'il avait bien réellement, au commencement de l'hiver, publiées et signées *l'Écrivain d'occasion, the occasional Writer* (janvier-février 1727). Elles étaient adressées *à la seule personne à laquelle elles pussent appartenir*. Un auteur famélique possédé du besoin d'écrire, ayant tâté de tous les sujets, n'ayant réussi dans aucun, s'offrait pour tout défendre à celui qui voudrait acheter son zèle ; puis, sous le prétexte que ses offres n'étaient pas accueillies, il entamait une critique sévère de la politique suivie à l'égard de l'Espagne, avec laquelle aucun accommodement n'était encore fait, et des épigrammes assez vives étaient opposées aux insinuations blessantes des journaux ministériels. En même temps, sous la forme d'une vision orientale, un article, inséré dans un des premiers numéros du *Craftsman*, représentait un roi prisonnier d'un seul homme, une assemblée tremblante au bruit des chaînes, tant que la bourse de cet homme était remplie. La bourse se vidait, et tout changeait de face. C'était une exhortation à refuser le budget. L'idée de la captivité du roi par la vénalité du parlement était en effet la thèse qu'affectionnait Bolingbroke, thèse qu'il pouvait, sans trop d'embarras, présenter au roi lui-même, et que probablement il ramenait souvent dans ses entretiens secrets avec la duchesse de Kendal. Cette femme, gagnée par son esprit et son argent, aurait bien voulu joindre aux grosses pensions qu'elle touchait

sur les deniers publics une véritable influence politique, et Walpole n'avait pour elle que des ménagements. Elle s'était donc chargée de donner au roi un mémoire où Bolingbroke exposait tous les dangers que le ministère faisait courir à l'État, et finissait par demander une audience. Le roi remit tout simplement le mémoire à Walpole, qui soupçonna par quelles mains il avait passé, et en obtint l'aveu de la bouche même de la duchesse. Pour toute réponse, il la pria de s'unir à lui afin de résoudre le roi à donner l'audience ainsi sollicitée. Soit embarras, soit défiance, le roi résista longtemps. Comme tous les princes, il n'aimait pas les conversations difficiles. Il ne parlait pas anglais et ne communiquait avec Walpole lui-même qu'en mauvais latin ; mais il entendait le français, et Bolingbroke fut enfin reçu dans son cabinet. Il lui rappela ses promesses bienveillantes. Le roi lui dit qu'il lui accorderait volontiers une entière réhabilitation, mais que ses ministres assuraient qu'il régnait au parlement, surtout à la chambre des lords, tant de préventions contre lui, que la majorité n'y consentirait jamais. Bolingbroke répondit que Sa Majesté était trompée ; que, pour que l'affaire se fît, il suffisait que sir Robert Walpole le voulût, et qu'il le voudrait, si le roi lui disait qu'il le fallait. « Sir Robert est là, ajouta-t-il, à deux ou trois pièces seulement de ce cabinet ; ordonnez qu'on l'appelle, et je répéterai tout en sa présence, et je le convaincrai, devant Votre Majesté, que la chose peut se faire.—Non, non, dit vivement le roi, ne l'appelez pas. » Walpole en effet attendait dans un salon voisin. Lechmere survint ; il avait, comme chancelier du duché de Cornouailles, à demander au roi quelques signatures. Il était mal avec Walpole depuis que ce dernier avait refusé de le faire

chancelier. Il apprit avec étonnement quel personnage avait une audience en ce moment, et, dès qu'il le vit sortir, il entra brusquement dans le cabinet du roi, et sans excuse ni préambule il éclata violemment contre Walpole, qui, non content du mal qu'il faisait lui-même, introduisait à la cour un homme pire encore que lui, pour s'en faire un agent ; puis il partit outré, sans avoir songé à parler d'autre chose. Quand Walpole entra à son tour, il trouva le roi, que cette scène avait tellement amusé qu'on n'en pouvait rien tirer de sérieux, et qu'à toutes les questions sur ce que Bolingbroke avait dit, il répondait ces mots français : « Bagatelles, bagatelles ! »

Le ministre, malgré le peu de succès de cette première tentative, n'était pas sans inquiétude. Il voyait grossir le nuage de l'opposition; il craignait que la duchesse de Kendal, conduite par un homme artificieux et persévérant, ne fît à la longue quelques progrès dans l'esprit du roi. Que seulement Bolingbroke obtînt ce qu'il réclamait comme chose promise, sa rentrée à la chambre des pairs, et il y pouvait conclure avec lord Carteret l'alliance formée par Wyndham à la chambre des communes avec Pulteney. Une coalition formidable était aussitôt sur pied. On a dit même que Walpole s'était vraiment cru en péril ; mais il fut sauvé ou plutôt raffermi par un événement qui parut d'abord décider sa perte.

Le roi mourut subitement dans un voyage en Hanovre (juin 1727). Son fils avait depuis longtemps perdu toute sa bienveillance, et quoique dans leurs différends le ministre eût ménagé et quelquefois servi le prince de Galles, un nouveau monarque pouvait vouloir un nouveau gouvernement et prendre ses conseillers hors du cercle des serviteurs de son père. Telle fut en effet

sa première pensée, et Walpole fut un instant remplacé; mais auprès de George II veillait une femme d'un esprit remarquable et d'un caractère supérieur encore à son esprit. Caroline d'Anspach était le bon génie du roi, son mari. Elle avait reconnu tout le prix d'un ministre tel que Walpole, et elle demeura sa constante protectrice. C'est par elle qu'il sut diriger, sans qu'elle se laissât apercevoir, les volontés incertaines d'un prince médiocre, mais droit et sensé. En tout, le règne de George II, qui commence par Walpole et finit par Chatham, fut un grand règne. Sa grandeur ne vint pas du roi, mais le roi n'y fit pas obstacle, et George II est sans comparaison le premier des princes que l'Angleterre ait eus dans tout le cours du XVIIIe siècle.

Walpole avait aperçu de bonne heure le mérite de la reine et son crédit sur son époux. Bolingbroke ne pouvait manquer de s'y tromper et de croire que l'influence était ailleurs, puisque le roi avait une maîtresse. Henriette Howard ou lady Suffolk était belle; elle avait de la bonté, un caractère doux, le goût de l'esprit avec peu d'esprit, et de la conversation, quoiqu'elle fût sourde. Tous les poëtes de l'opposition la célébraient à l'envi, et Swift lui écrivait. On le retint même en Angleterre au moment où il voulait faire le voyage de Paris. Sa présence pouvait être nécessaire pour ce qui se préparait. « On n'a pas été aussi inactif que vous l'imaginez, lui dit Bolingbroke dans un billet. Partir en ce moment pour Paris n'aurait pas le sens commun. » — « Il y a ici mille projets dans lesquels on voudrait m'engager et que j'embrasse froidement parce qu'aucun ne me plaît, » écrivait le doyen à un de ses amis d'Irlande. Bolingbroke avait repris auprès de lady Suffolk le manége commencé avec la duchesse de

Kendal. Lord Chesterfield, qui s'était de longue main ménagé la faveur de la petite cour de Leicester-House pour être secrétaire d'État lorsqu'elle serait la cour de Saint-James, fit comme lui fausse route, et crut la protection de la favorite meilleure que celle de la reine. Ces deux hommes, faits pour s'entendre et pour se plaire, se rapprochèrent alors, et tous deux se mirent à ourdir la trame que détruisait à mesure une Pénélope qui ne l'avait pas tissée. D'échec en échec, cette cabale de gens habiles finit par réduire ses prétentions à un titre de comte pour un ami, lord Bathurst. Lady Suffolk n'eut pas même la puissance d'arracher cette faveur, et il fallut bien s'avouer qu'on n'avait rien gagné au nouveau règne. La maîtresse était modeste et douce; la reine habile et généreuse. L'une sentit qu'elle devait se contenter de posséder la faveur sans la puissance; l'autre, de régner par la supériorité de son esprit. Quant à Bolingbroke, il retourna philosopher à la campagne; mais il n'était point las d'intriguer ni d'écrire, et il employa huit longues années à perdre encore une fois la partie.

Le *Craftsman* était sa ressource. Sa collaboration fut active, et elle eut un grand succès. N'en déplaise à son talent, nous ne pouvons le suivre dans un journal. La presse périodique décrit et juge dans leur formation successive les événements que l'histoire considère surtout dans leurs résultats, et elle compose ainsi des éphémérides de la politique courante qui avec le temps deviennent obscures et fastidieuses. Du moins ne peuvent-elles reprendre leur intérêt, si l'on ne se replace jour par jour dans les idées, dans les passions et, pour tout dire, dans les erreurs des contemporains. Ce serait demander au lecteur trop de complaisance. Aussi les

chefs-d'œuvre de la presse politique obtiennent-ils rarement un succès durable et sont-ils souvent condamnés à l'oubli. Les anciens seuls ont assuré l'immortalité à leurs pensées d'un jour.

Les écrits politiques de Bolingbroke, sans être des chefs-d'œuvre, ont pourtant un vrai mérite. On y trouve de l'esprit et des idées, un style élégant et animé. La verve de l'écrivain rappelle celle de l'orateur, et les traits satiriques, sans être du premier choix, se distinguent par une facilité piquante et dédaigneuse qui sent l'homme du grand monde. L'auteur montre une connaissance assez étendue de l'histoire politique, et sur tous les sujets un fond de réflexions qui se placent à propos et ne semblent pas improvisées pour les besoins de la cause. Mais une droiture de sens et une clarté d'exposition, une vigueur et une suite dans le raisonnement, une manière saisissante et concluante de penser et de dire qui fait les pamphlets du premier ordre, voilà ce qui ne se retrouve pas toujours dans les siens. Sa raison est comme lui-même, elle manque de conscience, et s'il est assez adroit pour troubler la conviction, il est rarement assez fort pour l'imposer.

Les moins remarquables de ses articles, on s'en étonnera peut-être, me paraissent ceux où il traite des affaires étrangères. De 1727 à 1730, la question principale fut de savoir comment on viendait à bout de soumettre au joug de la paix générale les ressentiments et les prétentions de l'Espagne. A l'alliance offensive qu'elle était parvenue à former à Vienne en 1725, on avait répondu par le traité de Hanovre, qui associait la France, l'Angleterre, la Prusse et la Hollande. Cette ligue intimida l'Autriche, qui se détacha en mai 1727; une trêve fut souscrite, et l'année suivante Philippe V

signa les préliminaires d'une paix dont il renvoya la conclusion au congrès général. Ce congrès, qui se tint à Soissons, n'aurait peut-être rien fini, si William Stanhope n'eût réussi à négocier en Espagne le traité de Séville, qui termina le différend à la satisfaction de l'Angleterre (novembre 1729). Cette succession de négociations partielles et provisoires prêtait aux critiques de Bolingbroke; mais comme au fond il n'oppose pas la guerre à la paix ni système à système, il attaque plutôt les épisodes que l'ensemble, plutôt les arguments ministériels que les ministres. Il cherche plutôt à diminuer leur mérite qu'à contester l'utilité de leurs œuvres. Il paraît même que, par une lettre à demi publique aux torys, il avait défendu la trève de 1727, et les dissertations que sous le nom de John Trot ou d'autres noms il inséra dans le *Craftsman* contiennent plutôt des observations de détail que de nouvelles solutions diplomatiques. Une rédaction heureuse et quelques aperçus justes ou spirituels ne suffisent point pour donner de l'intérêt à une polémique qui ne conclut pas.

Il en est autrement d'une suite de vingt-quatre lettres réunies plus tard sous le titre de *Remarques sur l'histoire d'Angleterre,* par Humfrey Oldcastle. C'est un ouvrage qu'admiraient Chatham et Chesterfield, et, quoiqu'il ait valu à son auteur le titre de *démagogue* que lui donne Disraëli, il mérite une véritable estime comme tableau historique de la constitution anglaise. On conçoit, en le lisant aujourd'hui, que tant que le *Craftsman* publia ces lettres, son succès dépassât celui même qu'avait obtenu *le Spectateur.* Ce journal paraissait dans un moment où la force de l'administration et la popularité de sa cause, sinon de ses membres, avaient

découragé, attiédi du moins l'esprit d'opposition. En le réveillant par la hardiesse et quelquefois par le talent de ses écrivains, le *Craftsman* avait provoqué la colère du pouvoir et de son parti. L'opposition était factieuse; la licence de la presse était à son comble; l'État était en danger, la constitution subvertie. On connaît ces déclamations obligées des gouvernements. Bolingbroke répliquait : « L'esprit de liberté n'est pas l'esprit de faction ; c'est l'esprit de liberté que le nouveau journal a ranimé. Lui seul est l'âme de la constitution. L'histoire entière de l'Angleterre le montre toujours présent, toujours en progrès, et ce n'est que lorsqu'il s'éclipse que l'esprit de faction l'emporte. » Tel est le thème vrai et libéral que Bolingbroke développa par les arguments connus. On est surpris de voir l'ancien chef tory, l'ancien ministre du prétendant, plaider avec force et clarté les principes de la franche liberté, et, reprenant les traditions nationales au temps des Saxons, au temps des Bretons même, descendre jusqu'aux Stuarts, pour combattre à fond les doctrines inaugurées par Jacques Ier et pour leur imputer les fautes et la perte de Charles Ier. L'écrivain s'arrête à la première révolution, mais sa thèse est suffisamment établie. On trouvera dans cette composition la suite et l'unité, l'intelligence de l'histoire, une idée générale largement developpée, une fierté de langage qui plaît. Sans doute c'est un lieu commun de la politique libérale, mais il venait à propos, et nous-mêmes nous écrivons dans un temps où ces sortes de lieux communs ont tout le piquant des paradoxes.

Les temps qui s'étaient écoulés depuis la première révolution furent étudiés dans la *Dissertation sur les Partis*. C'est, selon Goldsmith, le plus estimé des ou-

vrages de Bolingbroke, le plus travaillé et le plus admirablement écrit selon lord Brougham. Publié par lettres dans le journal, il fut réimprimé avec son nouveau titre en 1735. Une longue et habile dédicace à Walpole servait d'introduction. Dans un langage digne et amer, l'idée générale de l'ouvrage lui était sévèrement appliquée. Cette idée, la voici : les anciens partis, dont la formation et la conduite devaient être cherchées dans l'histoire, n'existent plus, car ils n'ont plus de raison d'être ; leur nom même n'a plus de sens. S'ils semblent subsister encore, leur existence, fondée sur des intérêts, non sur des principes, est tout artificielle ; elle est l'ouvrage d'une politique qui divise pour dominer et qui corrompt pour diviser ; et comme la corruption asservit ceux qu'elle atteint, les garanties de la liberté sont anéanties, la constitution menace de s'écrouler. Ces considérations, où le mauvais côté de l'administration de Walpole est décrit avec vérité, mais avec grande exagération, s'appliqueraient dans une certaine mesure à toutes les administrations anglaises. On peut toujours soutenir que la division des partis a quelque chose de factice, que l'intérêt y joue un trop grand rôle, et que les engagements qui unissent la majorité au pouvoir affaiblissent la puissance du contrôle parlementaire. Il y a de cela, mais il y a autre chose ; voilà le mal, mais il y a le bien. Sur la proportion des deux éléments roule la controverse qui fait le fond permanent d'un régime de liberté. Corrupteur qui abuse de l'un, réformateur qui fortifie l'autre : entre ces deux caractères oscillent tous les cabinets. Mais la vertu profonde du gouvernement représentatif, c'est qu'il institue une lutte dans laquelle le bien, après un peu de temps, doit dominer le mal, et que les passions et les intérêts

auxquels il fait leur place ne sont pas seulement des causes de corruption, mais deviennent aussi des moyens de gouvernement et des moyens de résistance. Walpole sans doute pencha dans le sens de la corruption, il contribua à établir, à outrer même cet esprit de parti systématique, tolérable seulement jusqu'à un certain point, et qu'en Angleterre on a pourtant exagéré moins qu'en France. Ainsi, toute déduction faite du faux que la partialité mêle au vrai, les réflexions de Bolingbroke ont un fond de justesse; elles sont un préservatif contre les abus du gouvernement constitutionnel. Il y aurait plus à dire contre la conclusion pratique qu'il en voulait tirer. Toute sa polémique n'avait qu'un objet, la fusion des partis indépendants : jacobites, torys, whigs détachés, républicains, tous devaient oublier leurs origines et leurs querelles pour s'unir dans une opposition commune avec ce mot d'ordre : la pureté de la constitution.

Le mot était beau, seulement l'armée ne valait pas le drapeau. La coalition que la pensée de Bolingbroke avait formée prétendait n'avoir plus qu'un principe, le bien public. Ceux qui la composaient n'acceptaient plus qu'un nom, celui de patriotes. Sous ce pavillon neutre et honoré, tout le monde pouvait se rallier. Les hommes jeunes ou nouveaux, ceux à qui l'inexpérience, l'hésitation ou l'ambition font redouter la contrainte des engagements politiques, pouvaient être attirés par l'appât d'une association qui posait en principe l'indépendance de ses membres. Naturellement privée des faveurs du pouvoir, elle avait beau jeu à parler désintéressement, dévouement, conscience, et à ne voir en dehors d'elle que corruption et servilité. L'opposition a ce privilége de pouvoir presque toujours pren-

dre l'attitude favorable de la vertu dans l'adversité.

Mais dans cette œuvre de coalition il y avait une combinaison d'artifice et de déclamation qui indignait Walpole. Il trouvait l'un odieux et l'autre ridicule. C'était à la fois un homme de pouvoir et un homme de parti. La théorie de ses adversaires lui paraissait une métaphysique absurde autant qu'hypocrite. Dissoudre les partis et gouverner dans un pays libre comme s'il n'y en avait pas, c'était insensé ; donner aux hommes pour unique mobile le bien public, c'était chimère ou mensonge. Les patriotes étaient des niais, s'ils n'étaient des charlatans ; quant aux habiles qui les avaient enrégimentés, il leur avait fallu diffamer le gouvernement, au risque de soulever la colère du peuple. Sédition et diffamation, telle était donc leur devise, et tel était aussi le titre des pamphlets que les partisans de Walpole jetaient à ses adversaires. Il y eut alors un combat de plume à outrance, et les deux patrons du *Craftsman*, Bolingbroke et Pulteney, ne furent pas épargnés. Leur défense fut vaillante, chacun d'eux écrivit ; mais tandis que Pulteney poussait l'attaque jusqu'à la dénonciation personnelle et se compromettait au point d'être obligé de répondre l'épée à la main, Bolingbroke, se couvrant davantage, conservant un langage plus général et plus élevé, atteignait la personne à travers la politique et frappait de plus haut son ennemi.

A ces manœuvres de la presse répondirent les manœuvres parlementaires. Les plans de campagne étaient dressés par Bolingbroke. C'est lui qui, se souvenant du traité d'Utrecht, imagina de reprocher au ministère que le port de Dunkerque ne fût pas démoli. Il envoya son secrétaire Brinsden inspecter l'état des

ouvrages, et, fort de son rapport, Wyndham fit une motion accusatrice contre le cabinet. La France n'avait pas bien littéralement exécuté la stipulation du traité; mais elle en avait fait assez, et le ministère avait assez insisté pour que la proposition d'une adresse de remercîments au roi parût soutenable à la majorité. Walpole, faisant appel aux vieilles haines du parti whig, démasqua hardiment l'instigateur secret d'une tentative conçue dans l'intérêt d'un homme et non de la nation. Bolingbroke, attaqué directement, fut défendu par Wyndham, qui, le comparant à Walpole, exalta son caractère et ses talents; mais l'agression fut vivement relevée par Henry Pelham, secrétaire de la guerre, et l'adresse votée à 125 voix de majorité[1]. Pendant deux ou trois sessions consécutives, l'opposition, avec un acharnement systématique, harcela le cabinet de ses motions combinées. Le bruit se répandit jusque sur le continent que le ministère n'irait pas loin. Ce filet, si habilement tissu, devait enfin rap-

[1] Montesquieu assistait à cette séance. Voici comme il en rend compte : « J'allai avant-hier au parlement, à la chambre basse; on y traita l'affaire de Dunkerque. Je n'ai jamais vu un si grand feu : la séance dura depuis une heure après midi jusqu'à trois heures après minuit. Là, les Français furent bien mal menés ; je remarquai jusqu'où va l'affreuse jalousie qui est entre les deux nations. M. Walpole attaqua Bolingbroke de la façon la plus cruelle, et disait qu'il avait mené toute cette intrigue. Le chevalier Wyndham le défendit. M. Walpole raconta en faveur *(sic)* de Bolingbroke l'histoire du paysan qui, passant avec sa femme sous un arbre, trouva qu'un homme pendu respirait encore. Il le détacha et le porta chez lui ; il revint. Ils trouvèrent le lendemain que cet homme leur avait volé leurs fourchettes. Ils dirent : « Il ne faut pas s'op« poser au cours de la justice ; il le faut rapporter où nous l'avons « pris. » *(Notes sur l'Angleterre.)* Cette historiette était pour Bolingbroke la menace d'un nouvel exil.

porter la majorité à ces pêcheurs d'hommes qui le jetaient avec tant de persévérance. On crut le moment venu en 1733. Chargé des iniquités vraies ou prétendues de douze ou treize ans d'administration, Walpole avait proposé un nouveau plan d'excise. On sait qu'il faut entendre sous ce nom toute contribution indirecte perçue à l'intérieur sur les objets de consommation. Ces sortes de taxes existaient dès longtemps, elles portaient sur le sel, la drèche et les distilleries; mais la perception en avait donné lieu à tant de fraudes et d'abus, qu'une réforme parut nécessaire. Cette réforme, Walpole l'avait entreprise ; mais il fut accueilli par une telle explosion de mécontentement public, qu'il réduisit son plan à des mesures relatives au trafic du tabac. Il les fit adopter péniblement, à travers les débats les plus violents, par des majorités décroissantes, et jugeant que la victoire définitive coûterait trop cher, il s'arrêta à moitié route et laissa tomber son projet. Seulement, irrité contre les faibles ou les traîtres qui l'avaient déserté dans une épreuve décisive, il se dédommagea en les frappant. Avec l'intolérance qu'il avait toujours montrée pour les fantaisies d'opposition des gens d'esprit, avec cette jalousie de dominateur qui l'avait successivement privé de l'appui de Pulteney, de Carteret, de Townshend lui-même, il dépouilla lord Chesterfield du titre de grand-maître de la maison royale, et bon nombre de seigneurs, perdant leurs sinécures de cour ou même leurs commandements militaires, allèrent à l'école des patriotes apprendre le métier du désintéressement.

Ce mélange de concessions et de rigueurs semblait avoir ébranlé le pouvoir de Walpole. A la session suivante, on demanda la réduction à trois ans de la durée

septennale des parlements, décrétée en 1716. La proposition était populaire. Bolingbroke, qui dirigeait secrètement l'attaque, l'avait commencée dans la presse. Une forte discussion s'éleva, dans laquelle Wyndham, avec une véritable éloquence, lança contre Walpole une invective mémorable. Par une figure de rhétorique connue, il supposa un roi dominé par un ministre et une chambre qu'il peignait des plus noires couleurs, et il terminait ainsi : « C'est, je l'espère, ce qui ne doit jamais exister; mais enfin, comme il est possible que telle chose existe, plus grande malédiction peut-elle tomber sur une nation qu'un tel roi sur le trône, uniquement conseillé par un tel ministre, et ce ministre soutenu par un tel parlement? » Ce mouvement produisit un grand effet; Walpole fut ému. « Il a entendu le langage de la postérité », s'écriait déjà Bolingbroke. Mais Walpole reprenant une énergique offensive, passant par-dessus son adversaire apparent, s'attaqua à son invisible ennemi, et supposant à son tour un *anti-ministre* ingrat, factieux et traître, il dénonça Bolingbroke sans le nommer, et le menaça du ton d'un pouvoir tout prêt à se venger. 247 voix contre 184 sauvèrent le ministre. C'étaient-là de fortes minorités auxquelles il n'était pas habitué. L'opinion du dehors semblait agitée, et le terme légal de la durée du parlement était venu. On pouvait espérer ou craindre de la prochaine dissolution un changement de majorité; la presse, souvent dupe du bruit qu'elle se fait à elle-même, commençait à prédire le triomphe de l'opposition. Cet espoir fut déçu encore une fois : l'élection générale donna à la cour une majorité un peu réduite, mais assurée, et à l'ouverture de la session (janvier 1735), la première division de la chambre déclara la victoire du gouvernement.

XXII

BOLINGBROKE EN FRANCE. — SA PARTICIPATION A *l'Essai sur l'homme.* — POPE ET WARBURTON. — NOUVEAUX ÉCRITS HISTORIQUES ET POLITIQUES DE BOLINGBROKE. — SES SECRÈTES RELATIONS AVEC L'OPPOSITION ET LE PRINCE DE GALLES.—CHUTE DE WALPOLE.

(1735-1742)

La cause de l'opposition en janvier 1735 paraissait désespérée, au moins pour sept ans. Après de si grands efforts, c'était une défaite décisive, et Bolingbroke donna le signal de la retraite. Une passion de loisir champêtre et littéraire le reprit soudain, et il partit pour la France, où il alla s'établir en Touraine.

« Mon rôle est fini, écrivait-il à Wyndham, et celui qui reste sur le théâtre après que son rôle est fini mérite d'être sifflé... *Desperandum est de republica.* Je porterai le poids de cette affliction jusqu'au tombeau, et rien ne l'allégera qu'une parfaite indifférence à tout ce qui peut advenir... Puisque je ne saurais plus être utile à mes amis et à mon pays, je dois vivre pour moi-même, et je remercie l'auteur de la nature humaine et de la nature entière de ce que je suis encore capable de le faire avec un entier contentement. » Toutes ses lettres de France

sont remplies de ces sentiments de tristesse et de détachement. Ils auraient dû être sincères. Les affaires du monde ne lui avaient donné nul bonheur. Condamné à l'obscurité d'un rôle secondaire, il tournait vainement dans un cercle de haines et de cabales impuissantes. Il avait toujours aimé la campagne et l'étude. Il avait cinquante-sept ans; sa femme, plus âgée que lui, était malade. Sa fortune, toujours dérangée, lui commandait une vie d'économie, et le séjour de la France n'était pas pour lui sans attrait. Cependant cette philosophie subite ne s'expliquerait pas sans les revers de sa politique. La majorité avait été manquée. Le roi était irrité contre lui. Il s'éloigna cette année même de lady Suffolk, parce qu'il apprit de sa fille, la princesse Amélie, qu'elle avait eu des entrevues avec Bolingbroke. A ces causes de découragement le public en ajouta d'autres, et les historiens ont admis ses suppositions. Une retraite si prompte et surtout si prolongée ne parut pas naturelle. Bolingbroke ne revint s'établir dans sa patrie qu'après la chute de Walpole, c'est-à-dire après sept années d'intervalle. A l'époque même de son départ (1735), des bruits divers couraient sur son compte, et ses amis concevaient de pénibles doutes. Swift, dans ses lettres, questionnait Pope, qui assurait que l'unique affaire de Bolingbroke était *vacare litteris*, reprochant au docteur de lui avoir supposé d'autres pensées. « Si une autre raison de sa conduite existait, dit Pope, il faudrait la taire ; mais elle n'existe pas. » On a conclu de ces mots qu'elle existait. Par exemple, il pouvait se trouver gêné par des embarras d'argent qu'il n'osait avouer. Lui-même convient, en écrivant à Wyndham, qu'il a grand besoin de vendre Dawley ; et Pulteney, dans une lettre à Swift, dit que si Bolingbroke avait

voulu écouter leurs conseils d'économie, il serait encore en Angleterre (22 novembre 1735). Cependant il vendit bientôt Dawley 26,000 livres sterling à son entière satisfaction, et il ne revint pas. Il a écrit lui-même, en 1746, à lord Marchmont : « Je n'ai quitté l'Angleterre, en 1735, que quand de certains plans qui étaient sur le métier, — quoiqu'ils n'aient jamais été mis à exécution, — eurent fait de moi *quelqu'un de trop* pour mes plus intimes amis. » On a voulu rattacher ces plans aux intérêts du prétendant. Mais aucun indice n'est donné d'un rapprochement qui, pour le compromettre, aurait eu besoin d'arriver jusqu'au complot. D'où lui serait venue la démence de renouer avec un parti qu'il avait appris à connaître, auquel sa raison refusait toute confiance, à qui son cœur gardait une rancune profonde? On ajoute qu'il eut à se plaindre de ses amis et de ses alliés. Dans plus d'une lettre, il insinue que ses plans dépassaient l'énergie et la persévérance de son nouveau parti. L'attaque de Walpole avait, dit-on, réveillé de vieux ressentiments et troublé les whigs qui s'étaient ligués avec les torys. Pulteney lui-même s'était trouvé trop engagé ; il avait reproché à Wyndham de se laisser mener par Bolingbroke, et conseillé à cet allié compromettant de quitter pour un temps l'Angleterre. L'amertume avec laquelle Bolingbroke parle dans ses lettres de ceux qui n'ont pas eu la fermeté d'aller jusqu'au bout justifierait ces conjectures; mais, pour expliquer un des épisodes les plus obscurs de cette vie, souvent énigmatique, on a recours à des suppositions plus graves que lord Mahon lui-même ne repousse pas. Dans le portrait terrible que Walpole traça de *l'anti-ministre*, dans cette invective où il le grandit au rôle de chef et d'inspirateur secret de la coalition tout entière, au nom-

bre des méfaits dont il l'accuse est l'imputation formelle d'avoir en tout temps comploté avec l'étranger, livré les secrets de son pays aux gouvernements ennemis, dirigé leurs bras par ses conseils, et jeté ensuite l'alarme dans la nation en divulguant leurs desseins, après les avoir suggérés. Le ton du passage est si positif et si menaçant, qu'on n'y saurait voir une pure déclamation. Serait-ce donc après le triomphe de Walpole, la crainte d'une dénonciation sous forme juridique qui aurait déterminé Bolingbroke à fuir devant un ennemi qu'il savait muni contre lui de pareilles armes? Serait-ce là le danger qui aurait inquiété et refroidi ses amis de l'opposition? Troublé de la conscience de ses actes, il se serait alors prudemment condamné à un volontaire exil; et voilà pourquoi il aurait attendu la chute de Walpole pour oser affronter sa présence.

Ce n'est là toutefois qu'une conjecture. On voit bien, dans les lettres d'Horace Walpole (l'ancien), que pendant son ambassade à Paris, en 1727, lady Bolingbroke correspondait, par la voie des contrebandiers, avec une partie du ministère français, et annonçait un changement de cabinet et l'abandon de Gibraltar. Des historiens accusent également son mari d'avoir, vers 1730, cherché à jeter la division parmi les signataires du traité de Hanovre, et encouragé l'Espagne à ne pas exécuter sur quelques points le traité de Séville. Ces allégations sont appuyées seulement par la mauvaise renommée de celui qu'elles accusent; mais nous n'oserions les qualifier d'imposture et nous admettons volontiers qu'entre la froideur de ses amis qu'il avait fourvoyés et la colère de ses ennemis qu'il avait offensés, il jugea prudent de disparaître, et songea pour la première fois à se faire oublier.

Il se retira en Touraine, à Chanteloup, lieu célèbre par plus d'un exil. Locataire de cette résidence, il en avait une autre plus modeste, Argeville près de Fontainebleau; mais laissons Pope nous décrire sa nouvelle existence.

« Sa vie est maintenant une vie très-agréable, partagée entre l'étude et l'exercice, dans la plus belle contrée de la France; car il écrit ou lit cinq ou six heures par jour, et chasse généralement deux fois la semaine. Il a toute la forêt de Fontainebleau à sa disposition, avec les chevaux et l'équipage du roi, le gendre de sa femme étant gouverneur de ce lieu. Celle-ci demeure la majeure partie de l'année avec milord dans une maison qu'ils ont louée, et le reste avec sa fille qui est abbesse d'un couvent royal du voisinage. Quant à lui, je ne l'ai jamais vu en meilleure santé, en meilleure humeur, ni plus indifférent, plus exempt de passion à l'égard de ses ennemis. Il s'est mis sérieusement à écrire l'histoire de son temps qu'il a commencée par une belle introduction; c'est un tableau de l'état de l'Europe entière depuis la paix des Pyrénées. » (Lettre à Swift, du 17 mai 1739.)

Lady Bolingbroke avait en effet conservé deux filles de son premier mariage : l'une abbesse de Notre-Dame de Sens, l'autre mariée au baron de Volore, gouverneur et capitaine des chasses de Fontainebleau. On pourrait croire que Bolingbroke ne vit pas d'autres personnes en France. Sa présence n'y produisit aucun effet. Il y resta sept années sans que les mémoires du temps, assez rares à la vérité, parlent de lui. Il n'avait nulle relation avec la cour de France, où dominait le cardinal de Fleury, grand ami de Walpole; nulle relation avec les Stuarts, qui n'étaient plus en France. On

ne sait s'il revit le monde de Paris. Son ancienne société était dispersée. Voltaire à cette époque ne s'occupe plus de lui : il ne séjournait plus à Paris, il habitait Cirey, Lunéville, Bruxelles, La Haye, Berlin, et semblait oublier le Caton et le Mécène qu'il avait admiré. C'est donc bien réellement cette fois dans la retraite que vécut Bolingbroke; le travail seul anima sa solitude. Jamais il n'avait perdu son goût pour l'histoire et pour la philosophie. Il était presque de l'avis de Platon et disait que l'homme d'État pouvait être philosophe. Il croyait l'être en effet, parce qu'il raisonnait de métaphysique et trouvait, comme tous les amateurs qui s'en mêlent, qu'on avait extravagué jusqu'à lui. Il promettait de démontrer en quelques pages à toutes les écoles qu'elles n'y entendaient rien. Dans son cercle il s'était donné ainsi l'autorité d'un maître, l'emploi de juge et de réviseur des systèmes, tant sacrés que profanes. Autour de lui on attendait son livre. Pope écrivait : « Le projet de lord Bolingbroke de réduire la métaphysique à un sens intelligible sera une entreprise glorieuse. » Mais l'entreprise n'avait pas encore été menée à bonne fin, et la politique avait fait tort à la philosophie. Le public cependant était dans la confidence de l'admiration que Bolingbroke inspirait à quelques amis. L'*Essai sur l'Homme*, de Pope, avait paru en 1733, et à cette occasion une controverse célèbre dans l'histoire de la littérature avait attiré sur les doctrines de Bolingbroke, comme sur celles de Pope, l'attention curieuse et la défiance inquiète de ceux qui ne séparent pas la poésie de la vérité.

L'homme d'État était un oracle pour le poëte. « C'est quelque chose de supérieur à tout ce que j'ai vu de la nature humaine, » disait de lui Pope à Spence, qui a

que notre corps naturel reste le même encore lorsqu'il est glorifié. » Warburton a raconté qu'il fit sentir à Pope quelle différence le séparait de Bolingbroke, et que leur commun principe : *tout est pour le mieux,* servait à défendre, chez l'un, la Providence contre les athées, chez l'autre, la nature contre les théologiens. Bolingbroke en voulut à Pope d'avoir accepté un tel défenseur, et vit dans ce recours au patronage de celui qu'il appelait *un pédant dogmatique* une défection ou du moins une faiblesse. S'il en résulta quelque refroidissement entre eux, la liaison ne fut pas rompue, et si Pope eut quelque regret d'avoir été compromis, il ne pouvait s'en prendre sérieusement à son ami. Comment admettre qu'il se fût mépris sur la portée des principes soutenus dans son ouvrage? Bolingbroke ne faisait nul mystère de ses opinions. Dans sa correspondance avec Swift, il dit que c'est à son instigation que Pope a commencé *le noble ouvrage.* Il en analyse la doctrine et le plan, sans en dissimuler les conséquences; il oppose le point de vue où le poëte et lui se sont placés aux idées des théologiens sur les dispensations de la Providence en ce monde. Aurait-il caché à Pope ce qu'il discutait avec Swift? Le poëte ne l'appelle-t-il pas *son guide, son philosophe et son ami?* Ne l'exhorte-t-il pas à s'expliquer à son tour? On voit dans ses lettres qu'ils travaillaient tous deux de concert sur les mêmes questions. Il place par avance Bolingbroke à côté de Locke et de Malebranche; il annonce l'espérance de le voir rendre par un seul volume tous les volumes inutiles; il craint seulement de ne pas vivre assez pour lire ce grand ouvrage. Enfin le principal monument de philosophie que Bolingbroke ait laissé est une série d'essais non terminés qui sont adressés à Pope, et dans lesquels

la liberté de penser se montre sans voile. L'introduction suffit à elle seule pour prouver que l'un n'avait pas pour l'autre de secret métaphysique. « Puisque vous avez commencé à ma demande l'ouvrage que j'ai désiré longtemps vous voir entreprendre, il n'est que trop raisonnable que je me soumette à la tâche que vous m'avez imposée.... Vous serez plus en sûreté que moi dans les généralités de la poésie, et je connais assez votre prudence pour m'assurer que vous vous y abriterez contre toute accusation directe d'hétérodoxie. » Ces mots nous donnent la vraie différence entre les deux complices, et le caractère cauteleux de Pope est assez connu pour qu'on puisse le soupçonner de s'être livré avec Bolingbroke et ménagé avec Warburton. « Le jour est venu, écrivait-il une fois à Swift, jour désiré que je n'espérais pas voir, où tout ce que j'estime entre les mortels est du même sentiment en politique et en religion. » — « Quand lui (Pope) et vous (Swift) et un ou deux amis aurez vu ma métaphysique, écrit Bolingbroke, *satis magnum theatrum mihi estis.* » Sur ce théâtre-là, Pope, on le voit, pensait librement comme ses amis; mais quand il se trouva compromis devant le public et que Warburton s'offrit pour le refaire orthodoxe, il accepta ce secours inespéré, et consentit à un système de défense auquel il n'avait jamais pensé.

Mais ce n'est qu'en 1739 qu'il se couvrit ainsi du bouclier de la foi. Dans les premiers temps de sa retraite, Bolingbroke jugea le moment favorable pour travailler à l'ouvrage qu'il avait promis. Jusqu'à la fin de sa vie, il le poursuivit sans l'achever. Lord Chesterfield, qui traversa la France en 1741 et le vit dans sa retraite, le trouva, à son grand regret, tout occupé de métaphysique, et comme c'était chose dont il ne faisait aucun

cas, il essaya de le ramener à l'idée d'écrire l'histoire de l'Europe depuis la paix de Vervins. Bolingbroke n'était pourtant pas aussi étroitement confiné qu'il voulait bien le paraître dans les spéculations de la philosophie. Il était depuis peu de temps à Chanteloup, lorsqu'il écrivit à lord Bathurst une lettre très-étendue sur ses projets d'études dans sa nouvelle situation. Il y expose avec développement l'état de son esprit, et prend la défense de la raison contre les préjugés et les passions. Chercher la vérité sera désormais le seul plaisir qui lui reste, et cependant du sein de sa retraite il contribuera, s'il le faut, à défendre la constitution britannique, puisque, l'ayant reçue de ses pères, il en est comptable à la postérité.

Cette dernière pensée le porta à entremêler ses recherches philosophiques de travaux sur l'histoire. Après avoir mainte fois exprimé une répugnance absolue à défendre sa conduite politique, même par le récit des faits, il trouva que la relation écrite par le docteur Swift des quatre dernières années de la reine Anne était peu satisfaisante et ressemblait trop à un ouvrage de polémique. Il adressa donc à lord Cornbury ses *Lettres sur l'étude et l'usage de l'histoire*. La première partie se compose de réflexions qui rappellent la philosophie de l'histoire comme l'entendait Voltaire. On y trouve une instruction variée, plus d'indépendance que d'originalité, et une grande liberté dans l'examen des monuments de la tradition biblique [1]. La seconde partie est

[1] La dernière section de la lettre III est dirigée contre la certitude du témoignage de la Bible en ce qui touche l'histoire, la chronologie, la géographie, etc. C'est cette partie des lettres que Voltaire prétend traduire dans son ouvrage intitulé : *Examen important*

un tableau politique de l'Europe depuis l'époque où, selon l'auteur, l'histoire commence à devenir réellement utile, savoir le XVI[e] siècle. Les deux dernières lettres formeraient à elles seules un ouvrage spécial. C'est l'esquisse des événements qui se sont passés entre la paix des Pyrénées et la paix d'Utrecht. Nous avons parlé de cet écrit, nous n'y reviendrons pas.

Cet ouvrage montre qu'il n'avait pas tout à fait oublié la politique. Dans son inaction forcée, il écrivait du moins à Wyndham (1735-1740), et tout en se disant revenu de toutes choses, il répétait, comme si le public pouvait l'entendre, que la corruption minait le gouvernement anglais au point d'anéantir la constitution. « Il y a tyrannie, dit-il, le mot n'est pas trop fort, car partout où une volonté prévaut sans contrôle, volonté de roi ou volonté de ministre, la tyrannie est établie; » et le mal est tel qu'il exclut le remède, les forces mêmes qui le devraient guérir en étant devenues le siége. Aussi, quant à lui, renonce-t-il à tenter l'impossible. Dans son mépris pour le pouvoir et les partis, une seule pensée le console, un seul exemple le soutient : c'est la conduite de Frédéric, prince de Galles. L'héritier de la couronne en effet n'avait pas manqué de se déclarer contre la couronne ; le fils était en lutte ouverte avec son père. Bolingbroke lui envoyait de loin des éloges

de milord Bolingbroke. Ni pour le ton, ni pour la suite des idées, ni même pour le choix des critiques, son ouvrage ne ressemble au texte sur lequel il prétend l'avoir *collationné.* Une lettre à lord Cornbury et la réponse, ainsi qu'une note, signée Mallet, du 18 mai 1767, suivent ordinairement ce traité dans les œuvres de Voltaire, et sont tout à fait apocryphes. La *Défense de lord Bolingbroke par le chapelain du comte de Chesterfield* est une fiction non moins reconnaissable.

qui devenaient des conseils, et il concevait une vague espérance d'être dans sa vieillesse le confident du futur roi. Il avait interrompu ses lettres sur l'histoire pour en composer une sur *l'Esprit de patriotisme*. C'est une amplification dans le goût des anciens, mais au fond c'est la vieille thèse de l'absorption des divers partis dans une coalition de patriotes. Lord Cornbury fut probablement chargé de faire arriver ce morceau sous les yeux du prince. C'était la destination plus évidente encore de deux lettres adressées à Lyttelton, alors engagé comme Pitt, son allié, dans l'opposition de cour de Leicester-House (1738). L'une était une peinture de l'état des partis à l'avénement de George Ier, fragment apologétique destiné à réconcilier Bolingbroke avec la maison de Hanovre ; l'autre, sous ce titre : *Idée d'un roi patriote*, est une déclamation brillamment écrite, et le portrait d'un monarque qui, tout-puissant par le respect même de la constitution, s'élève au-dessus des partis parce qu'il s'élève au-dessus des passions, et qui obtient de la confiance ce que d'autres cherchent en vain à conquérir par la force. Bolingbroke espérait tout à la fois séduire, flatter et relever un prince assurément très-peu fait pour réaliser cet idéal. Le vice de l'ouvrage c'est que, tout en prêchant la constitution, il promet, ou peu s'en faut, le pouvoir illimité au monarque qui la comprendra comme lui, car il dominera tous les partis. Or c'est là une pure chimère ou l'anéantissement de la liberté politique. Celle-ci ne peut subsister sans les partis, et le prince assez fort pour les dédaigner est maître absolu. On a beau dire qu'il doit sacrifier son égoïsme au bien public et maintenir tous les droits de la nation ; c'est un artifice de langage fait pour tromper le prince ou les sujets. Dériver la liberté de l'extension de la

prérogative et réciproquement, c'est un sophisme tentateur qui n'enhardit les rois qu'à faire leur volonté. Quand l'opposition ne sait plus où se prendre, elle essaye quelquefois de ce moyen, triste aveu d'impuissance ou de mauvaise foi.

En 1739, l'opposition songea à se retirer du parlement. L'abstention systématique est la ressource souvent factieuse et presque toujours inefficace de la colère des partis : c'est une protestation contre les institutions mêmes; c'est un appel au peuple. Bolingbroke, qui conseillait la retraite, voulait qu'on déclarât la constitution réellement anéantie. Wyndham prononça dans ce sens un discours très-vif, mais il fut peu suivi. Lord Cornbury lui-même, l'ami et l'élève de Bolingbroke, ne se retira pas. On voit, dans les lettres de ce dernier à lord Marchmont, que de loin il s'efforçait encore de tracer un plan de conduite à l'opposition, et que l'indécision dont il trouva qu'elle faisait preuve le dégoûta profondément. «N'en sommes-nous pas, Milord, écrivait-il, à l'âge de radotage de notre république? Ne sommes-nous pas dans la seconde enfance? Dans la première seule, il y a espérance d'amendement.» L'esprit de parti a de ces découragements et de ces injustices. Depuis un siècle et demi, à presque toutes les époques, des hommes même éminents ont déploré le déclin de la constitution britannique et lui ont prédit l'avenir le plus sombre. On sait comment les événements ont traité ces prophéties.

Bolingbroke avait pu échanger les siennes contre les gémissements des patriotes dans un voyage de quelques mois qu'il fit en Angleterre pour régler ses affaires par la vente de Dawley. Cependant il y garda une sorte d'incognito et ne quitta guère Pope et Twickenham.

On sait seulement qu'il vit quelquefois le prince de Galles, et peut être est-ce dans ces entretiens qu'il conçut son *Idée d'un Roi patriote.* Je n'ai pu constater s'il écrivit cet ouvrage en France ou en Angleterre. Quoi qu'il en soit, son action demeura secrète et enfermée dans un petit cercle ; toute démarche publique et bruyante n'aurait servi qu'à le compromettre davantage. La prudence lui conseillait d'attendre des jours plus favorables et de se préparer une meilleure situation, sans devancer le moment. L'heure du retour définitif dans sa patrie ne devait venir pour lui qu'après la chute de Walpole. Aux élections de 1741, Walpole, qui avait pourtant fait à l'opposition l'imprudente concession de déclarer à l'Espagne une guerre inutile, perdit la majorité, ou du moins il la retrouva si faible et si vacillante, que le gouvernement lui parut impossible. Il fallut bien quitter ce pouvoir qu'il ne semblait devoir abandonner qu'avec la vie (février 1742). J'esquisserai ailleurs cette grande révolution ministérielle, qui ne changea pourtant pas l'esprit du gouvernement. Elle rouvrit du moins à Bolingbroke les portes de sa patrie. Il eut besoin de voir son ennemi désarmé pour se retrouver sur le même sol que lui.

XXIII

RETOUR DE BOLINGBROKE EN ANGLETERRE. — SA VIE DE RETRAITE A BATTERSEA.—MORT DU PRINCE DE GALLES.—MORT DE POPE.— IRRITATION DE BOLINGBROKE CONTRE SA MÉMOIRE. — INTIMITÉ AVEC LORD CHESTERFIELD. — MORT DE LADY BOLINGBROKE. — MORT DE BOLINGBROKE.—SES DERNIÈRES VOLONTÉS.—PUBLICATION DE SES ŒUVRES.

(1742-1754)

La mort de son père, qui arriva vers ce temps, remit Bolingbroke en possession viagère de ses biens de famille. Lord Saint-John, mort à près de quatre-vingt-dix ans, fut enseveli à Battersea le 16 avril 1742. Il laissait d'une Française, sa seconde femme, des enfants qui devaient, après son fils aîné, hériter des titres et du patrimoine. En attendant, Bolingbroke retrouvait une fortune. Il alla visiter le château de Lidyard, dont il portait le titre, dans le comté de Wilts; mais il fixa sa résidence habituelle à Battersea, son lieu natal. On y montre encore debout une partie de sa maison et une belle salle boisée en cèdre, qui a vue sur la Tamise, et dont Pope aimait à faire son lieu d'étude, au milieu d'une précieuse bibliothèque. Bolingbroke ne quitta plus guère ce lieu, si ce n'est en 1743, pour aller encore à Aix-la-Chapelle, où il croyait se guérir de la

goutte, et en 1744, pour se défaire du dernier établissement qu'il eût conservé en France. Les travaux de l'esprit, qui en sont aussi les délassements, convenaient seuls à son âge. Le temps avait renouvelé le monde autour de lui ; il devait comprendre combien il lui siérait peu d'y vouloir ressaisir une active influence ; mais la politique est la passion qui vieillit le moins.

Un dernier mécompte aurait dû l'en guérir pour jamais. La perte de Walpole ne lui avait servi de rien. L'opposition victorieuse l'avait oublié. Pulteney, qui, il est vrai, s'oublia lui-même, ne parut pas songer à lui. Les torys étaient sans puissance, le prince de Galles à demi reconcilié avec le roi. Comme Walpole, en sortant du cabinet, eut l'adresse d'en fermer la porte à presque tous les chefs de l'opposition, on pouvait dire que l'ancienne coalition avait échoué. L'infatigable Bolingbroke songea encore à la reformer : il reprit avec moins de bruit et d'ardeur ses habitudes d'intrigue, il eut des entrevues avec Pitt et avec Chesterfield, tous deux alors au premier rang des compétiteurs du pouvoir ; mais il trouvait le premier *hautain et intraitable,* et ce ne fut pas la dernière fois que ces épithètes devaient s'accoupler à son nom (1744). Pitt disait que c'était un vieillard pédant, turbulent et qui se querellait avec sa femme. Chesterfield le goûta davantage. C'était un homme de conversation et que Bolingbroke charma; Mais Chesterfield causa avec lui et ne suivit pas ses conseils : il était plus près de s'entendre avec les Pelham, devenus tout-puissants, que de cabaler contre eux. Jusque dans les mouvements qui amenèrent lord Granville (Carteret) au ministère pour deux jours, on retrouve la main de lord Bolingbroke. La même année

(1746), il s'occupait encore de son plan favori de coalition, une de ses lettres en fait foi. Deux ans après, la paix d'Aix-la-Chapelle lui remettait la plume à la main, et il commençait des ***Réflexions sur l'état de la nation.*** Cet écrit, qui devait être d'une certaine étendue, ne fut pas fini. Le point que l'auteur y traitait principalement était l'exagération des taxes et de la dette publique, sujet accoutumé des plaintes des torys depuis la guerre de la Succession. En aucun temps, depuis son retour, il ne cessa de cultiver la bienveillance du prince de Galles, protection impuissante à qui devait manquer l'avenir. L'opposition de Leicester-House se guida par ses conseils. Il avait une telle réputation d'esprit qu'elle résistait à ses revers et à ses fautes. On venait encore à lui, ne fût-ce que pour l'entendre, et rien ne pouvait le faire renoncer à l'espoir de regagner un jour sa pairie. Mourir pair avec le titre de comte fut jusqu'au bout son ambition; mais elle dut s'évanouir sans retour, quand une mort prématurée enleva, en 1751, le prince Frédéric.

Il fallut qu'il se contentât de la célébrité de son nom et de la distinction de son esprit. S'il s'était plus tôt décidé à jouir en repos de ces avantages, sa vieillesse calme et brillante aurait relevé sa vie. Telle qu'elle fut, et malgré les écarts de son humeur inquiète, elle ne manqua pas de dignité. On l'appelait le premier citoyen de la république des lettres. L'admiration qu'il inspirait comme écrivain à des juges habiles permettait de lui donner ce titre. Lord Chesterfield ne cesse dans ses lettres d'exalter les ouvrages de Bolingbroke, et il va jusqu'à dire qu'avant d'avoir lu son *Essai sur le patriotisme*, il ignorait la puissance de la langue anglaise. Il ajoute que la facilité, l'élégance et l'éclat de sa con-

versation la rendaient égale au style de ses écrits. Il le cite sans cesse à Philippe Stanhope, son fils, comme un modèle accompli. Dans le portrait qu'il a tracé de lui, il ne dissimule cependant ni ses désordres, ni ses passions violentes, ni les petitesses d'un caractère irritable, mais il le dépeint comme un homme incomparable et dont la supériorité faisait tout oublier en sa présence.

La mort avait enlevé la plupart de ses anciens ennemis; le temps avait affaibli tous les ressentiments, effacé le souvenir de ses fautes. Les hommes distingués qui maintenant remplissaient la scène le considéraient comme un homme d'État d'un autre temps dont les avis ressemblaient aux leçons de l'histoire. Il savait porter avec art cette haute situation, et n'avait rien perdu de ces formes gracieuses et imposantes qui ont tant servi à sa renommée. « Je crois réellement, disait Pope, qu'il y a dans ce grand homme quelque chose qui lui donne l'air d'avoir été mis ici bas par méprise. Lorsque la dernière comète a paru, j'ai imaginé quelquefois qu'elle pourrait bien être venue dans notre monde pour le transporter dans le sien. »

Pope survécut quelque temps auprès de lui à presque tous ses amis. Quand Bolingbroke revit l'Angleterre, Gay, Arbuthnot, Lansdowne, Wyndham, étaient morts. Swift ne sortait plus de l'Irlande et était tombé audessous de lui-même. Leur correspondance s'était arrêtée depuis 1734. Pope avait longtemps de loin en loin donné au doyen des nouvelles de Bolingbroke, chaque jour plus froidement accueillies. Il cessa d'écrire en 1755 : Swift, qui devait vivre encore dix ans, ne pouvait plus répondre.

A travers les inégalités d'une santé chancelante,

Pope poursuivit sa carrière jusqu'en 1744. Son intimité avec Bolingbroke ne fut jamais interrompue. Quoique ce dernier blâmât ses complaisances pour Warburton, il les pardonnait à un homme dont il se sentait admiré et dont les hommages publics pouvaient immortaliser son nom. Un peu par goût, un peu par calcul, ces deux hommes difficiles et irritables furent toujours aimables l'un pour l'autre. Le poëte était déjà fort souffrant, lorsqu'un jour qu'il était à Twickenham avec Warburton, Hooke le vint voir et lui raconta qu'il avait soupé la veille à Battersea, et que sa seigneurie avait, dans la conversation, avancé de si étranges idées sur les attributs moraux de la Divinité, savoir : la bonté et la justice (il ne lui décernait en effet que la puissance et la sagesse), qu'autant aurait valu la nier tout à fait [1]. Pope, toujours inquiet de se voir compromis par les témérités de Bolingbroke, dit à Hooke avec un peu d'aigreur qu'il s'était mépris; Hooke répondit du même ton qu'il comprenait ce qu'on lui disait. Pope, la première fois qu'il revit le philosophe, lui demanda une explication, et la réponse fut que Hooke s'était trompé. Quelque temps après, Pope voulut absolument se faire porter à Lincoln's-Inn-Fields, chez William Murray, célèbre plus tard sous le nom de lord Mansfield, et qui réunissait à dîner Bolingbroke et Warburton. La conversation revint naturellement sur cette question des attributs divins. Bolingbroke laissa négligemment échapper quelques mots qui amenèrent Warburton à développer sa profession de foi. Il impatienta Bolingbroke, qui répondit avec vivacité, et il s'ensuivit une

[1] Nathaniel Hooke était un Irlandais catholique né en 1690, mort en 1764 et qui a composé le mémoire apologétique de la duchesse de Marlborough.

assez chaude dispute qui laissa Pope fort agité, car il était obligé d'être de l'avis de tous les deux, l'un étant son maître, l'autre son apologiste; l'un pensant pour lui, l'autre répondant pour lui.

Au printemps qui suivit, Pope, chaque jour plus faible, sentit sa fin prochaine. Bolingbroke vint à Twickenham et n'en sortit presque plus. Ses tendres soins pour son ami touchèrent les assistants. Il était, le 21 mai, près du fauteuil du malade sans connaissance. Sa douleur lui arrachait des larmes. Il s'écriait: « O grand Dieu! qu'est-ce que l'homme? » Puis il le regardait, il répétait ces paroles, et des sanglots l'interrompaient. Quelqu'un remarqua que Pope, lorsqu'il reprenait ses sens, avait toujours à dire quelque chose d'affectueux. « De ma vie, répondit-il, je n'ai vu un homme qui eût le cœur aussi tendre pour ses amis et une affection plus générale pour l'humanité; voilà trente ans que je le connais, et je m'estime plus pour l'amitié de cet homme que... que... » Sa voix faiblit, et il laissa en pleurant tomber sa tête dans ses mains. Pendant son absence, Pope, qui était catholique, consentit à voir un prêtre, parce que, dit-il, cela paraîtrait bien (*it would look right*). Après avoir reçu les sacrements, il dit : « Rien n'est méritoire que la vertu et l'amitié, et encore l'amitié elle-même n'est-elle qu'une partie de la vertu. » Lorsque Bolingbroke revint à Battersea, on assure qu'il fut très-irrité qu'un prêtre eût été appelé; mais Hooke lui répéta à dîner les paroles de Pope. « Oui sûrement, s'écria-t-il, c'est là tout le devoir de l'homme. » Pope mourut le 30 mai, en laissant par son testament à Bolingbroke quelques livres comme marque de souvenir, et tous ses manuscrits.

Il est difficile de ne pas voir dans ces détails, transmis

par des témoins, les preuves d'une véritable amitié. Bolingbroke, il faut lui rendre cette justice, ne savait pas dissimuler sa malveillance; et cependant il avait à peine fermé les yeux de Pope, qu'il devait montrer envers sa mémoire des sentiments fort différents de ceux qu'il lui avait témoigné pendant sa vie. Plusieurs années auparavant, il l'avait chargé de faire imprimer pour quelques confidents un petit nombre d'exemplaires du *Roi patriote*. Peu après la mort de Pope, un imprimeur vint l'informer qu'il avait, par son ordre, tiré de l'ouvrage quinze cents exemplaires, lui offrant de les lui remettre comme au légitime propriétaire. Bolingbroke fit aussitôt allumer un grand feu sur la terrasse de Battersea et brûler jusqu'à la dernière feuille; mais sa colère ne s'arrêta pas là. Il avait eu déjà à reprocher à Pope ce qu'il regardait comme des abus de confiance. Lorsqu'il lui avait antérieurement donné ses *Lettres sur l'Histoire*, Pope les avait montrées à Warburton, qui lui dit que les arguments contre la Bible n'avaient rien d'original, et écrivit quelques pages de réfutation qui furent envoyées en France à Bolingbroke. Outré qu'on lui proposât une suppression dans son œuvre, ce dernier prépara une réponse très-vive dont on obtint à grand' peine le sacrifice. En apprenant une nouvelle indiscrétion, tous ses ressentiments se réveillèrent. Il était choqué d'ailleurs que Pope eût désigné Warburton pour l'éditeur de ses œuvres. Depuis longtemps il voulait se venger du théologien. Tous deux étaient, au dire de Disraëli, *les deux plus arrogants génies qui aient jamais paru.* En outre Pope s'était permis quelques retranchements et quelques corrections dans le texte des écrits de Bolingbroke, et les malveillants prétendaient qu'il lui avait fait payer le prix de l'impression des quinze cents exem-

plaires, espérant lui survivre et les vendre avec grand profit. Nous savons combien Bolingbroke était vindicatif. Il voulut que le public fût mis dans la confidence de son grief et partageât son ressentiment. Il avait maintenant pour commensal un Écossais, David Mallet, secrétaire en sous-ordre du prince de Galles, et à qui l'on doit une vie du chancelier Bacon. Quoique ce Mallet eût été un des admirateurs publics de Pope, Bolingbroke lui donna ses lettres *sur le Patriotisme, sur un Roi patriote*, et le chargea d'en faire une nouvelle édition avec une préface où tout serait raconté (1749). Le manuscrit de cette préface est au *British Museum* avec des corrections de sa main. Cette publication fit grand bruit. Ces procédés au moins singuliers entre deux amis célèbres, ces dénonciations tardives, amusèrent la malignité de leurs ennemis, la malice des indifférents. Il parut des brochures en grand nombre, et Warburton, indigné, prit la plume pour défendre la mémoire de Pope. Il s'attira une réponse anonyme, écrite par Bolingbroke, et qui portait ce titre étrange: *Épître familière au plus impudent de tous les hommes vivants*. Mais ce qu'il y eut de plus fâcheux pour notre irritable auteur, c'est que les écrits qu'il publiait enfin avaient perdu de leur à-propos et ne furent admirés que pour le style. Walpole était mort depuis quatre ans. Toutes les colères étaient oubliées; Lyttelton, à qui deux de ces ouvrages étaient adressés, demanda qu'on n'y laissât rien de trop vif contre cet homme d'État, maintenant qu'il était lié avec tous ses amis, et Pitt, qui avait fait une évolution du même genre, dit à Horace Walpole d'un air fort dégagé qu'il avait lu tout cela autrefois, dans un temps où il admirait Bolingbroke plus qu'il ne le faisait aujourd'hui. En tout, cette affaire,

à laquelle le caractère et la volonté de l'homme donnèrent seuls de l'importance, ne lui valut que des ennuis; il sentit qu'il vieillissait au milieu d'un monde nouveau. « Je suis singulier dans tout ce qui m'arrive, écrivait-il à lord Marchmont, une espèce à part dans la société politique, et ceux qui n'osent attaquer personne autre peuvent m'attaquer, moi. Chesterfield dit que j'ai formé contre moi une coalition de whigs, de torys, de *trimmers* et de jacobites. A la bonne heure! j'ai la vérité de mon côté, qui est plus forte qu'eux tous. »

Le 18 mars 1750, lady Bolingbroke mourut à soixante-quatorze ans. Bolingbroke paraît l'avoir toujours aimée. En 1723, il avait écrit à Swift : « L'amour que j'étais habitué à répandre avec quelque profusion sur tout un sexe a été depuis quelques années dévoué à un seul objet. » Et depuis lors, jusqu'au jour où il la perd, il ne nomme sa femme dans ses lettres qu'avec tendresse, et se plaît à retracer en elle les qualités qu'il admire. Pendant les longues souffrances qui précédèrent sa fin, il lui rendit des soins dévoués, et ses lettres à lord Marchmont, un de ses derniers amis, expriment avec vérité les vives inquiétudes qu'elle lui inspire. Il fit déposer ses restes dans le caveau des Saint-John de l'église de Battersea, et on y lit encore une épitaphe qu'il composa lui-même à la louange de cette femme, *l'honneur de son sexe, le charme et l'admiration du nôtre.*

Elle lui légua d'assez pénibles procès, commencés en France, qui ne furent même gagnés qu'après lui et par les soins de son ami le marquis de Matignon. Il s'agissait de droits fondés sur son mariage, dont on contestait l'existence et la régularité, mais qui fut enfin reconnu par arrêt du parlement.

Son âme attristée ne demandait plus que du repos; mais une maladie cruelle tortura la dernière année de sa vie. Il la supporta avec calme et avec courage. Lord Chesterfield, depuis quelque temps lié intimement avec lui, le vit pour la dernière fois quinze jours avant sa mort. Ils se quittèrent avec émotion : « Dieu, qui m'a placé ici-bas, fera de moi ce qu'il voudra après ceci, et il sait ce qu'il y a de mieux à faire. Puisse-t-il vous bénir ! » Tels furent les derniers adieux de Bolingbroke. On y voit le fond de son cœur, plus de foi en Dieu que dans l'autre vie. Il mourut, le 17 décembre 1751, dans sa soixante-quatorzième année. « N'êtes-vous pas bien touchée, écrit en français lord Chesterfield à Mme de Mauconseil, mais je suis sûr que vous l'êtes, de la misérable mort de notre ami Bolingbroke? Le remède a avancé sa mort contre laquelle il n'y avait point de remède... Je perds un ami chaud, aimable et instructif. Je l'avais vu quinze jours avant sa mort... Le lendemain, les grandes douleurs commencèrent et ne le quittèrent plus que deux jours avant sa mort, pendant lesquels il resta insensible. Quel homme ! quelle étendue de connaissances! quelle mémoire! quelle éloquence! Ses passions, qui étaient fortes, faisaient tort à la délicatesse de ses sentiments; on les confondait, et souvent exprès. On lui rendra plus de justice à présent qu'on ne lui en a rendu de son vivant. »

Avant de mourir, Bolingbroke avait défendu qu'aucun ecclésiastique fût admis à ses derniers moments. On l'ensevelit auprès de ses ancêtres dans l'église de Battersea. Le monument est en marbre gris et noir, et deux médaillons sculptés par Roubillac offrent son profil et celui de sa femme. L'on y lit cette inscription dont l'original, écrit de sa main, existe au Muséum britannique:

« Ici repose Henry Saint-John, sous le règne de la reine Anne secrétaire de la guerre, secrétaire d'État et vicomte Bolingbroke ; au temps du roi George Ier et du roi George II, quelque chose de plus et de mieux. Son attachement à la reine Anne l'exposa à une longue et rude persécution. Il la supporta avec fermeté d'âme. Il passa la dernière partie de sa vie dans sa patrie. Il ne fut l'ennemi d'aucun parti national, l'ami d'aucune faction. Sous ce nuage de proscription qui ne fut jamais entièrement écarté, il se distingua par son zèle à maintenir la liberté et à restaurer l'antique prospérité de la Grande-Bretagne. »

Le testament de Bolingbroke commence par ces mots: « Au nom de Dieu, que j'adore humblement, à qui j'offre mes perpétuelles actions de grâces, résigné de grand cœur (*cheerfully*) aux ordres de sa providence... » L'acte d'ailleurs ne contient que des dispositions insignifiantes. Des amis que nous lui connaissons, un seul est nommé, c'est le marquis de Matignon, auquel il laisse un diamant qu'il portait au doigt, celui peut-être que Louis XIV lui avait donné. Une seule de ses dernières volontés intéressait le public et devait livrer de nouveau sa mémoire au jugement du monde. Il léguait à David Mallet la propriété de tous ses ouvrages, lettres et manuscrits, avec l'intention manifeste de faire de lui son éditeur. Cette intention fut accomplie.

Mallet, dans les dernières années, le voyait sans cesse, l'écoutait, l'admirait, le flattait, se pénétrait de ses idées et de ses volontés. Il regarda le legs qui lui était fait comme une mission, et rien ne le put détourner de la remplir tout entière. On redoutait la publication de certains ouvrages de Bolingbroke, soit pour sa mémoire, soit pour ses contemporains. Dans les *Lettres*

sur l'Histoire, imprimées dans le temps pour huit personnes seulement, les fondements de l'histoire sainte étaient librement examinés. Lord Cornbury, aujourd'hui lord Hyde, à qui ces lettres avaient été adressées, tâcha d'obtenir de Mallet que cette partie suspecte ne fût pas réimprimée. Il lui écrivit de Paris une longue lettre où, parmi les plus grands éloges donnés à Bolingbroke, il dit qu'il ne lui a connu de préjugé et de passion que sur les questions religieuses, et qu'il ne serait ni prudent, ni respectueux de divulguer cette faiblesse d'un homme supérieur. Il ajoutait même qu'il serait obligé de désavouer la publication (mars 1752). Mallet, qui pensait au fond comme Bolingbroke, répondit qu'il avait un mandat et qu'il le remplirait sans restriction. Les intentions de son noble ami lui étaient bien connues. Les manuscrits lui avaient été remis, revus, corrigés, préparés pour l'imprimerie. Il regardait comme un devoir de les publier tels qu'il les avait reçus. Il aurait pu ajouter que le recueil contiendrait de bien autres hardiesses, bien autrement méditées, dans de longs ouvrages encore inconnus de lord Hyde et de ses amis. Mallet d'ailleurs, éditeur enthousiaste, comptait pour sa publication sur un succès qui ferait sa fortune. Telle était sa confiance, qu'il refusa 3,000 livres sterling que lui offrait un libraire, et il lui fallut attendre plus de vingt ans pour rentrer dans ses frais par la vente des cinq volumes d'œuvres complètes qu'il fit paraître en 1754. Dans ce recueil, on ne trouve encore aucune correspondance diplomatique ou familière, mais tous les ouvrages que nous avons cités et les essais inédits destinés à Pope. Cette dernière partie est considérable et contient le fond de la philosophie de Bolingbroke. Cette publication, attendue avec un mélange de curio-

sité et d'inquiétude, n'augmenta point la réputation de l'auteur, car cette réputation, en tout temps égale au moins à son mérite, devait quelque chose à une sorte de mystère. Il y eut seulement un peu de scandale, ce qui tempéra l'admiration convenue que le public portait à des talents dont il n'avait pas la mesure. « C'était un coquin et un poltron, dit brutalement Johnson : un coquin pour avoir chargé une espingole contre la religion et la morale; un poltron, car il n'a pas eu le courage de faire feu lui-même, et il a laissé une demi-couronne à un mendiant d'Écossais pour lâcher la détente après sa mort. » La société anglaise offre dans ses jugements des disparates que nul n'a su peindre comme Horace Walpole. Voici ce qu'il écrit à ses amis : « 6 mars 1754. Lord Bolingbroke a paru en cinq pompeux in-quarto; deux et demi sont nouveaux et les moins orthodoxes. Warburton est résolu à répondre, et les évêques à ne lui pas répondre.—1er décembre. Il est comique de voir comme Bolingbroke est abandonné ici, depuis que les meilleurs de ses écrits, savoir, sa théologie métaphysique, ont été publiés. Du temps qu'il trahissait et outrageait tout homme qui s'était fié à lui, ou qui lui avait pardonné, ou qui l'avait obligé, il était un héros, un patriote, un philosophe et le plus grand génie du siècle. Du moment que ses *Craftsmen* contre Moïse et saint Paul ont été publiés, nous avons découvert que c'était le plus méchant homme et le plus méchant écrivain du monde. Le grand jury a présenté ses ouvrages (pour l'accusation), et aussi longtemps qu'il y aura des gens d'Église, il sera rangé parmi les Tindal et les Toland. Et même je ne sais si mon père ne pourrait pas devenir un martyr en titre pour avoir été persécuté par lui. » La proposition

du grand jury de Westminster fut sans résultat, bien que Herring, archevêque de Canterbury, eût annoncé des poursuites contre l'éditeur et l'imprimeur. Tout se réduisit à une adresse présentée au roi par l'Église de ce diocèse pour se plaindre de la corruption des temps manifestée et propagée par la publication de coupables et dangereux écrits.

XXIV

RÉFLEXIONS SUR LES OUVRAGES DE BOLINGBROKE ET SUR SON CARACTÈRE.

Nous imiterons la justice de Londres, qui ne donna pas suite à l'examen des ouvrages philosophiques de Bolingbroke ; nous n'en essayerons pas une critique approfondie : bornons-nous à en faire connaître l'origine et l'esprit. Ces écrits, peu lus aujourd'hui et qui n'ont jamais eu un fort grand succès, ont été du petit nombre d'ouvrages composés sérieusement, exécutés avec talent, que jusqu'à nos jours la liberté de penser, ou pour mieux parler, l'incrédulité en matière de révélation ait ouvertement produits en Angleterre. Bolingbroke a les opinions de Voltaire, aussi hardiment, plus gravement que lui, et Voltaire, qui s'est couvert sans cesse de son autorité, souvent aidé de ses idées, aime à le représenter comme le chef d'une grande école, et presque comme un type de l'esprit britannique. Il n'a pas tenu à Voltaire et aux écrivains ses contemporains

qu'on ne crût la société anglaise gouvernée par les opinions qu'il voulait transmettre à la France. Cette société proteste cependant, et ne veut pas nous avoir donné l'exemple; elle ne parle qu'avec aversion de ce qu'on appelle la philosophie du XVIIIe siècle. Elle est religieuse, elle se dit chrétienne; et quand il s'agit de foi, à moins qu'on ne soupçonne tout un peuple d'imposture, il est ce qu'il croit être.

Voltaire cependant ne feignait pas son admiration pour la libre pensée du peuple breton. De son temps et à son exemple, on représentait, jusque dans les ouvrages d'imagination, un Anglais comme un homme indépendant, hardi dans son langage, supérieur aux préjugés, au nombre desquels on classait sans hésiter la foi chrétienne. Faut-il admettre que l'Angleterre ait tout à fait changé, ou supposer des époques et des parties diverses d'une même société qui aient pu légitimement donner lieu à des jugements contradictoires sur ses sentiments et ses croyances?

Rappelons-nous que l'Angleterre, au temps de Bolingbroke, sortait d'une révolution, et d'une révolution où la religion avait joué un grand rôle. Or la religion dans l'homme ou plutôt le sentiment religieux, malgré la sublimité de son origine, est sujet à s'altérer, à se dénaturer autant qu'aucune de nos dispositions primitives. Comme tout ne s'y réduit pas à une idée dogmatique, la religion quitte le domaine de la raison pure ou de la pure spiritualité pour devenir comme sentiment une passion, comme culte une institution. La passion peut être louable, l'institution peut être vénérable; mais l'une et l'autre ne sont pas à l'abri de l'abus qui s'attache à toutes les passions et à toutes les institutions de l'humanité. Considérée sous ce dernier rapport, la

religion est un fait social, une loi écrite, un établissement national, et elle tend à se confondre avec les autres moyens de pouvoir. Elle fait à un certain degré partie du gouvernement, elle le seconde ou le supplée, et elle est dans la main des hommes ce que sont tous les intruments politiques, quelque chose dont se sert la prudence, dont se couvre l'intérêt, dont s'arme l'ambition. Par suite, le respect qu'elle inspire subit toutes les variations de l'opinion publique, et peut même être exposé à l'atteinte des révolutions. Comme sentiment individuel, au contraire, la religion, quand elle se passionne, peut s'exalter sans mesure et troubler l'ordre général. La conscience, séduite par l'imagination, s'enhardit à des singularités qui peuvent être dangereuses encore qu'innocentes, mais qui ne sont pas toujours innocentes. Un enthousiasme aveugle, une mysticité qui s'égare, tout, jusqu'à l'ascétisme désintéressé, jusqu'aux excès d'une austérité sans contrôle, peut entraîner les hommes aux violences de l'esprit de secte, à des témérités subversives, à des crimes pieux. Sans même aller aussi loin, la religion, comme fait individuel, est un moyen d'indépendance, tandis que comme fait social elle est un moyen de pouvoir. Or les hommes abusent de tous les moyens, de l'un dans le sens révolutionnaire, de l'autre dans le sens absolutiste. Ainsi, sous l'influence de la corruption ou de la faiblesse humaine, on conçoit que la religion puisse dégénérer ici en hypocrisie oppressive, là en fanatisme perturbateur.

Je force à dessein les expressions; mais on saisira, j'espère, ma pensée dans sa juste mesure; on comprendra surtout qu'au jugement des hommes, toujours prompts à porter des condamnations sans restriction,

la religion peut, suivant les circonstances, présenter des faces diverses, et trouver des ennemis, rencontrer au moins des indifférents ou des incrédules à des titres opposés. Les uns s'en détacheront parce qu'ils sont hommes de gouvernement, les autres, parce qu'ils sont hommes d'opposition.

Tous ces résultats se sont produits dans la révolution anglaise. Tandis que la réformation, conçue à la manière des rois, avait fait de la religion une annexe de leur autorité et une partie de l'établissement monarchique, la réformation, comprise à la manière du peuple, avait déchaîné dans le champ de la croyance l'indépendance individuelle. On sait à quels excès de pensée et parfois d'action la libre prédication de la Bible avait poussé les sectes innombrables qui donnent à ce moment de l'histoire des trois royaumes un aspect si varié et si original. Les conservateurs de toutes nuances, les hommes de pouvoir, les hommes de cour, même les esprits froids et sensés que blesse la déraison, les esprits frivoles et timides qu'alarme l'énergie, durent maudire ces effets extrêmes d'une grande révolution religieuse. Quand on déteste ceux qui prêchent, on est bien près de ne pas aimer ceux qui croient. Qui hait le fanatisme se laisse aisément aller à suspecter la foi. Dans les temps de dissensions civiles surtout, on ne connaît pas de mesure : on proscrit tout, l'usage avec l'abus, le bien avec le mal; c'est le règne des opinions absolues.

On conçoit donc que la restauration des Stuarts ait été signalée par une réaction irréligieuse. Il y eut sans doute, et même à la cour, des catholiques et des épiscopaux sincères ; mais le catholicisme était pour la majorité une religion de rebelles, le culte épiscopal une institution dont le grand mérite était sa nationalité. Aux

yeux des courtisans, des prétendus sages, des beaux esprits, des roués élégants, si nombreux alors, le zèle chrétien semblait à la fois une absurdité et un danger. Excité par la répression chez les dissidents, il apparaissait comme un fanatisme stupide et menaçant, grossier et niveleur. C'était une preuve de bon goût et de bon sens que de laisser la ferveur au populaire. Les libertins, qui tiraient ce nom de leurs opinions d'abord, puis des mœurs dont ces opinions étaient la cause ou l'effet, régnaient dans le cercle où brillait le chevalier de Grammont. Le comte Hamilton revenait de bien loin, quand, sur ses vieux jours, il donna son âme aux jésuites de Saint-Germain. Saint-Évremond était un oracle pour ce beau monde si spirituel et si léger. Et comme il faut toujours que l'esprit d'une époque, même frivole, ait son philosophe, Hobbes était le philosophe de celle-là. Ses principes spéculatifs vont à la négation de la religion comme de la justice. Pour lui, tout en ce monde est de ce monde. Comme la justice, la religion n'est sainte que parce qu'elle est établie, et elle n'est établie que parce qu'elle est utile.

La conséquence était la destruction ou tout au moins l'oppression des dissidents. La conséquence était, en toutes choses comme en religion, la tyrannie. De là, nécessité pour les non-conformistes de toutes nuances de se jeter dans l'opposition, de se couvrir de l'égide des principes de liberté. Ces principes, qui n'étaient pas seulement une sauvegarde pour les presbytériens, les baptistes, les puritains, trouvaient de plus désintéressés défenseurs qui les aimaient pour eux-mêmes. La révolution avait été pour le moins aussi politique que religieuse. Les républicains, les whigs, même les torys éclairés, s'apitoyaient sur les non-conformistes à titre d'opprimés,

et s'intéressaient à la liberté des cultes, parce qu'elle était une liberté. Voyant enfin la cour flotter entre le catholicisme et l'anglicanisme, l'épiscopat et les universités exagérer à l'envi la prérogative royale, ils n'apercevaient plus dans la religion constituée que ce que Tacite appelle *instrumentum regni*. Elle leur devenait suspecte ou odieuse, comme la sainte complice de l'absolutisme. De là ils tiraient au moins cette conclusion, que le sentiment chrétien libre et désintéressé était seul respectable et sacré, comme un droit de la conscience. Mais, ne pouvant l'attribuer exclusivement à aucun symbole particulier, ils arrivaient à une large indifférence entre toutes les interprétations de l'Évangile. Ils professaient un christianisme fondé sur la raison, et de là déviaient aisément jusqu'à une croyance peu définie, que leurs adversaires appelaient arianisme. Sur cette pente, il est assez difficile de fixer des points d'arrêt. Les esprits qui ont une fois proclamé leur émancipation conçoivent aisément, dans le secret de leurs pensées, cet idéal de la foi philosophique auquel aspire la raison, en voulant, comme dit Platon, se conformer à Dieu. Respectons le mystère des consciences; mais hâtons-nous d'ajouter que la liberté chrétienne, que le christianisme de la raison eut aussi son philosophe, et celui-là, c'est le philosophe de la révolution de 1688: il se nommait John Locke.

Lord Shaftesbury était peut-être allé plus loin que Locke. On a placé lord Somers parmi ceux qui, de ce christianisme rationnel et libéral, avaient passé au pur théisme. Le même soupçon a aussi atteint lord Cowper. Mais en cela qui sait le vrai? N'oublions pas que les whigs étaient en lutte politique avec la haute Église, et que la tentation était bien forte pour leurs ennemis de

les dénoncer aux préjugés de la dévotion populaire. Lord Wharton, par exemple, n'avait pas besoin d'être calomnié. Incrédule de la même manière que les courtisans de Charles II, tolérant à la façon des amis de Guillaume III, il avait les mœurs des uns et les principes des autres, et son rare esprit touchait au cynisme par abus de sa force et de sa liberté. D'ailleurs dans le parti de la cour on comptait plus d'un Wharton. Lord Shrewsbury s'en rapprochait, quoiqu'il conservât plus de mesure et de goût, et que ses faiblesses élégantes ne pussent se confondre avec des vices audacieux. Un des champions les plus chéris de l'Église, le duc de Buckingham, passait pour ne la défendre qu'à titre de machine gouvernementale. Bolingbroke enfin, Bolingbroke, dégoûté dès sa jeunesse des rigueurs du puritanisme, débauché avec éclat, incrédule avec fierté, n'avait embrassé la religion de l'État qu'en homme d'État, et devait finir par haïr ou mépriser la foi sous toutes ses formes, presbytérienne, parce qu'elle était fervente et démocratique ; épiscopale, parce qu'elle n'avait pas su lui prêter un pouvoir durable; chrétienne, parce qu'elle contrariait sa raison, son orgueil et ses passions.

La littérature et la conversation l'avaient toujours charmé. Ses disgrâces politiques mirent son esprit en pleine liberté. Dans le cerle choisi où il vécut alors, on connaissait peu la contrainte, et ses opinions se produisaient avec autorité. Il formait avec Swift et Pope un triumvirat intellectuel de grande renommée. Les Anglais n'aiment pas à convenir que ses idées philosophiques y dominassent sans partage ; mais la mort de Pope laisse peu de doute sur ses sentiments intimes, et Bolingbroke, en lui écrivant, lui répète, qu'il ne fait que rédiger leurs conversations. Quant à Swift, sa profession

lui commandait plus de réserve. Il avait adopté la politique de la haute Église, et son esprit était peu fait pour les spéculations métaphysiques; mais il se moquait des controverses et des sectes, ce qui n'annonce jamais une grande ferveur. Son *Conte du Tonneau* n'en épargne aucune. Il ne put parvenir à se faire une réputation de piété suffisante pour être évêque. Dans ses *Pensées sur la religion,* jamais il n'appuie sur la vérité du dogme en lui-même; sa foi ne semble que l'accomplissement d'un devoir de position. « Quoique je pense que ma cause soit juste, dit-il quelque part, cependant mon grand motif est ma soumission aux volontés de la Providence et aux lois de mon pays. » Cette manière de croire n'a pas manqué d'imitateurs en Angleterre; mais, on en conviendra, elle n'exclut pas le doute intime et ne répond point aux objections. Swift devait tout entendre et ne blâmer, en conversation, des opinions de Bolingbroke que leur publicité. Ce n'est guère que par l'ironie ou bien au nom de la morale sociale, qu'il attaque les libres penseurs; ce n'est pas en théologien, c'est en publiciste qu'il les condamne. Sa foi se réduit à la profession de la religion établie.

Cette doctrine, fort répandue, et qui s'est perpétuée, conduisait le clergé politique à regarder les libres penseurs à peu près comme des dissidents, tout près d'être des rebelles. Eux-mêmes se présentaient comme une secte, et pour l'Église ils n'étaient guère moins odieux que les déistes, qui ne l'étaient guère moins que les athées. Dans le vocabulaire du zèle anglican, vous trouverez souvent ces trois noms mis sur la même ligne; et comme dans les moments d'intolérance il pouvait y avoir devant la loi et l'opinion un risque égal à mériter indistinctement un de ces noms, des raisonneurs

extrêmes, Tindal, Toland, Collins, franchirent les dernières limites : l'irréligion fut professée. L'esprit de controverse et l'esprit de secte, puissants tous deux dans une partie de la population, protégeaient leurs témérités. Leurs excès rendirent les esprits plus indulgents pour des libertés moins choquantes. L'arianisme, puis l'unitairianisme, puis le socinianisme, puis le déisme, devenaient les termes d'une progression continue, s'ils n'étaient pas des expressions diverses d'une même valeur. Malgré les anathèmes de la chaire, malgré les menaces et les rigueurs du parlement, malgré les clameurs de la multitude scandalisée, une liberté de fait était à peu près acquise à ces transformations successives du libre examen, un des principes de la réforme. Si certaines convenances étaient gardées, si l'accent de la piété s'échappait de l'âme, l'étude des Écritures conduisait impunément des chrétiens à des interprétations que le catholicisme ou le calvinisme n'auraient pas tenues pour chrétiennes. En croyant revenir au texte, on s'écartait de la tradition. Sur la divinité du Messie, sur la justification, sur la prédestination, des doctrines latitudinaires étaient mises en avant par des hommes que la religion acceptait pour défenseurs. Leland lui-même les compte au nombre des meilleurs adversaires des déistes de son siècle. Burnet, Locke, Newton, Clarke, défendaient la foi en supprimant ou en atténuant ses mystères. Ainsi le dogme s'effaçait peu à peu des esprits, disparaissait peu à peu du langage. « Nous sommes par degrés tombés, dit Addison, dans cette mauvaise honte qui a en quelque sorte banni du milieu de nous l'apparence du christianisme dans l'usage de la vie et dans la conversation ordinaire (1712). » Et la hardiesse des opinions faisait de tels progrès, que Leibnitz écrivait à la prin-

cesse de Galles, en 1715, que même la religion naturelle s'affaiblissait en Angleterre.

Comment maintenant s'étonner qu'un catholique du continent, jeté au milieu de cette société, surtout si ce catholique s'appelait Voltaire, imaginât à la première vue que la foi chrétienne y marchait à son terme, ou du moins se retirait des classes élevées par le rang ou par l'esprit? Vainement se savait-il chez des protestants; il entendait des prêtres, des évêques, institués par l'État, traiter d'erreurs superstitieuses quelques dogmes inséparables pour lui de la religion de l'Évangile; il trouvait même chez les orthodoxes une liturgie simple, peu de cérémonies, point de latin consacré, presque tous les sacrements supprimés, le culte de la Vierge, le culte des saints, et tous les miracles modernes proscrits comme des restes d'idolâtrie; puis, en dehors de cette religion officielle, des symboles divers, des dissidences de toutes sortes, des sectes de toute nature qui prêchaient, écrivaient, disputaient. Enfin il tombait dans le monde politique où des hommes considérables et habiles réduisaient le culte à une institution publique, que les uns trouvaient nécessaire, les autres abusive, et près d'eux, quelquefois au-dessus d'eux, de beaux esprits, même des génies supérieurs, qui modifiaient le dogme par le raisonnement, et mettaient leurs pensées à la place des croyances. Devant un tel spectacle, on pouvait naturellement supposer que l'Angleterre s'en allait devenir une nation de philosophes, et surtout quand on avait bonne envie que la supposition fût vraie. « Point de religion en Angleterre, » écrivait Montesquieu dans les notes de son voyage de 1730.

Ce jugement cependant était faux, s'il voulait dire que l'Angleterre allait devenir la proie d'une incrédulité

systématique et déclarée. La vivacité avec laquelle se produisaient et s'attaquaient les opinions religieuses était un souvenir des discordes civiles, un vestige des temps de faction. Les sectes étaient encore des partis, et les partis, encore révolutionnaires. Si leurs querelles provoquaient chez les esprits modérés un dégoût, une aversion qui atteignait la foi même, cette indifférence en matière de dogme était une réaction passagère. A l'avénement de la maison de Brunswick, l'Angleterre, sans le bien savoir encore, mit définitivement le pied hors des révolutions. Avec les arrière-pensées d'absolutisme, l'esprit de bigoterie sortit du gouvernement, au moins jusqu'à George III. Il n'y resta sans doute encore que trop d'intolérance; mais cette intolérance était surtout politique, et le prosélytisme ne reparut plus dans le pouvoir. Walpole, qui, grâce à la durée de son administration, exerça une si grande influence sur l'esprit du gouvernement anglais et en forma, pour ainsi dire, la tradition, professait dans les questions qui touchaient l'Église une neutralité éclairée. L'expérience du procès de Sacheverell avait beaucoup frappé son esprit. De ce jour, il s'était promis de ne jamais blesser ni caresser aucune passion religieuse; c'était à cela par-dessus tout qu'il appliquait avec le plus grand soin sa maxime favorite : *Quieta non movere*. Le temps et cette sage conduite calmèrent de plus en plus les esprits, et servirent à décourager du même coup le fanatisme et l'incrédulité. L'un perdant de sa force, l'autre devint sans objet et sans prétexte. Il ne faut jamais oublier que les Anglais ne sont point un peuple de spéculatifs désœuvrés qui, ne répondant de rien, se passent toutes leurs fantaisies d'esprit, raisonnent pour occuper leurs loisirs, et discutent par goût pour la logique. Tout est

une affaire pour eux; ils sont un peuple libre et un peuple pratique.

Chez un peuple libre, il est difficile que la religion cesse d'être publiquement respectée. On peut dans les salons aristocratiques, on peut dans les clubs littéraires, se laisser aller aux licences du scepticisme; mais le monde politique ne les comporte pas. Toute religion est à un certain degré une opinion populaire, et là où règne la liberté, toute opinion populaire est respectable ou du moins veut être ménagée. Les nations ne laissent pas diffamer ce qu'elles révèrent, et grande est la faute de certains clergés de n'avoir pas compris quel secours peut apporter à la religion la liberté politique. Ils se sont fait imprudemment d'une protectrice une ennemie.

Pour un peuple pratique, la religion est autre chose encore qu'une idée ou un sentiment; elle est appréciée par ses effets plus que par ses principes; elle est, quand même une analyse rigoureuse trouverait à reprendre dans ses dogmes considérés comme des systèmes, elle est la forme acceptée et vénérée sous laquelle se représente aux masses la sanction de la morale. Elle vient en aide à la conscience par l'imagination; elle sanctifie le devoir. Où serait donc l'intérêt de détruire ou seulement d'ébranler cette règle sociale, cette garantie de tous, cette loi qui consacre toutes les lois, cette tradition de toutes les familles, ce premier des souvenirs nationaux? On peut objecter que ceci revient à dire que la religion est utile. Et quand cela serait, n'est-ce rien? Je suis de ceux qui pensent que l'utilité n'est pas tout, qu'elle n'est pas avant tout; mais est-elle pour cela méprisable? L'utilité sociale d'une religion n'est pas, pour une piété délicate ni pour une philosophie sévère, la

meilleure raison d'y croire ; mais pour n'être pas la meilleure, est-elle une raison mauvaise ? Elle est en général une des plus puissantes. C'est cette raison qui d'ordinaire arrête les progrès de l'incrédulité et détermine ce qu'on appelle les réactions religieuses. C'est elle surtout que pèse la politique. Les hommes ne sont pas des idéalistes qui s'accommodent d'un platonique amour, même quand il s'agit d'aimer la vérité ; et chez un peuple qui fait ses affaires, la religion même en est une, la première de toutes si l'on veut, une condition de salut en ce monde, avant d'être la voie du salut dans la cité invisible.

On ne peut nier que, dans les discours et dans les livres où les Anglais défendent la religion, la considération de l'intérêt et de l'ordre public ne tienne une grande place. Cette liaison même de la foi et de la politique est exprimée par l'union constitutionnelle de l'Église et de l'État. C'est à ce point de vue que se plaçait Swift pour soutenir son ministère évangélique, et Bolingbroke, pour repousser le titre de libre penseur. Burke, qui tant d'années après résumait dans sa personne l'esprit conservateur de la Grande-Bretagne, ne trouve jamais, pour soutenir la religion, d'autre langage que celui de la politique. Elle était sainte pour lui comme la loi et la patrie.

La religion, quand elle ne s'appuie pas sur d'autres fondements, peut perdre de sa sublimité comme idée, de sa profondeur comme sentiment. Elle peut dégénérer en formalisme légal, en fiction politique, et son empire sur le fond des âmes s'affaiblit. Elle ne conserve tout au plus que son royaume de ce monde. Ainsi parut-il arriver pendant un temps à l'Église anglicane. Le foyer intérieur semblait s'y refroidir. Elle tendait à

n'être plus qu'une institution mondaine. L'esprit de conservation la soutenait seul, la foi du cœur ne l'animait plus. Au milieu de cet attiédissement, il fallut que la flamme chrétienne se rallumât au sein des communions indépendantes. Ce fut l'œuvre de Wesley et de Whitefield [1]; car, je n'en doute pas, c'est le méthodisme qui, par la puissance de l'exemple et de l'émulation, rendit la vie aux anciennes formes du protestantisme. De là vint le réveil religieux de l'Angleterre, et, pour l'honneur de la nation, la liberté religieuse a du même moment pris son essor. Cependant une pensée prévaut toujours, c'est que la religion est un attribut nécessaire et une sauvegarde vitale de toute société civilisée, et cette pensée qui, dans sa généralité, n'est pas plus protestante que catholique, pas plus chrétienne que philosophique, domine tous les motifs purement spirituels qui, tout-puissants pour l'individu, sont nuls pour la société.

Lorsque les œuvres posthumes de Bolingbroke parurent, les anciennes luttes des sectes s'étaient apaisées. Les questions religieuses cessaient d'agiter le parlement; l'administration calmante de Walpole avait porté ses fruits. Dans le domaine de la spéculation, la liberté de penser, faute d'excitation, avait cessé de produire. Tous les écrivains déistes un peu célèbres étaient morts. Bolingbroke, qui avait survécu, s'était, dans le désœuvrement et l'isolement politique, acharné à des recherches et à des discussions qui n'intéressaient plus. Je crois bien que dans le grand monde ses opinions étaient

[1] Wesley ne se sépara pas d'une manière formelle et durable; mais de fait le mouvement qu'il détermina fut indépendant de l'Église établie.

encore répandues : c'est toujours là qu'elles règnent, malgré des apparences contraires ; mais la mode était passée de les étaler, parce que le droit de les avoir était acquis. Plus de liberté à conquérir, d'obstacle à vaincre, de zèle excessif à contenir, d'excès à tempérer par un autre excès ; ainsi prévalait naturellement cette sagesse pratique qui ménage ce qu'elle veut conserver, conserve tout ce qui sert, et qui en toutes choses, même en religion, peut aborder les réformes nécessaires, mais ne cherche pas les révolutions. Les œuvres de Bolingbroke venaient donc trop tard, et trouvèrent un public froid ou malveillant. L'homme avait eu beaucoup d'ennemis. Dès longtemps, l'Église avait oublié d'anciens services peu dignes par leurs motifs de sa reconnaissance. Les whigs, accusés souvent d'indifférence et de relâchement, saisirent avec empressement l'occasion de flétrir l'impiété d'un ancien adversaire. Il était piquant de montrer dans le ci-devant protecteur de Sacheverell un antagoniste du christianisme. Enfin les reproches que la conduite de Bolingbroke avait justement suscités se tournaient contre ses opinions, et sa vie ne recommandait pas sa doctrine. Warburton, animé par des rancunes récentes, écrivit quatre lettres assez mordantes, mais assez médiocres, où il attaqua par la critique plus que par la réfutation la philosophie de Bolingbroke (1754). Ce qui nous intéresse le plus dans cet ouvrage, c'est qu'il en envoya un exemplaire à Montesquieu, et la réponse qu'il reçut contient ces passages remarquables : « J'ai lu quelques ouvrages de milord Bolingbroke, et s'il m'est permis de dire comment j'en ai été affecté, certainement il a beaucoup de talent, mais il me semble qu'il l'emploie ordinairement contre les choses, et il ne faudrait l'employer qu'à peindre les choses

Celui qui attaque la religion révélée n'attaque que la religion révélée; mais celui qui attaque la religion naturelle attaque toutes les religions du monde... J'ajoute à ceci : quel peut être le motif d'attaquer la religion révélée en Angleterre? on l'y a tellement purgée de tout préjugé destructeur!... Tout homme qui l'attaque l'attaque sans intérêt, et cet homme, quand il réussirait, quand même il aurait raison dans le fond, ne ferait que détruire une infinité de biens pratiques pour établir une vérité purement spéculative. » N'admirez-vous pas une singulière intelligence entre l'esprit anglais et le génie de Montesquieu?

Bolingbroke rencontra un censeur d'une plus grande autorité pour nous que Warburton. Leland, après avoir combattu dans un écrit spécial celles des *Lettres sur l'Histoire* où les livres saints sont attaqués, comprit Bolingbroke dans sa *Revue des principaux écrivains déistes en Angleterre depuis un siècle* (1754). L'examen méthodique de la doctrine de Bolingbroke est une partie considérable de ce solide ouvrage. Leland, sans être un écrivain d'un grand talent, est certainement digne du rang que toutes les écoles chrétiennes lui assignent parmi les apologistes de la religion.

Mais ce qu'il y eut de plus fâcheux pour la renommée de Bolingbroke, ce n'est pas la polémique, c'est l'indifférence qui accueillit la publication de ses œuvres. David Mallet vit ses espérances déçues. Il y eut un peu de scandale, nulle approbation, et je crois qu'alors et depuis ces gros volumes n'ont pas eu beaucoup de lecteurs.

Ce n'est pas que les écrits philosophiques de Bolingbroke, pour avoir produit peu d'impression sur les esprits, nous paraissent sans mérite. En les lisant, nous les avons trouvés supérieurs à notre attente; mais

qu'importe après un siècle la philosophie qui n'a point fait école ? car il y a une philosophie dans Bolingbroke ; ce serait lui faire injure que de supposer qu'il n'a su que débiter des objections contre l'authenticité des livres saints et contre la vérité de la doctrine dont ils sont les monuments. C'est bien là le sujet d'une lettre sur les sermons de Tillotson, laquelle sert d'introduction : l'auteur y soutient que le commencement du monde est un fait vrai dans tout ce que la tradition en apprend, fabuleux dans tout ce que le récit de Moïse ajoute à la tradition ; mais les quatre essais qui suivent et les nombreux fragments détachés qui en forment comme un cinquième, composent un traité fort étendu adressé à Pope, et dont la moitié environ appartient à la pure philosophie. Bolingbroke établit avec assez de force et avec une sincérité visible l'existence d'un Dieu unique, auquel le monde doit la naissance. Selon lui, la Providence divine éclate exclusivement dans les lois générales que ce monde a reçues et dans l'harmonie universelle des choses. Une des preuves de cette harmonie est dans un certain rapport fondamental entre l'idée de Dieu et la raison de l'homme, et c'est ce qui donne à la morale un principe supérieur aux conventions de la société. Aussi quelques-unes de nos idées correspondent-elles à certaines conditions des choses qui en sont comme les archétypes : c'est à peu près là tout ce qu'on peut savoir d'absolu, c'est là toute la philosophie première. Tout ce qu'on en prétend déduire sur les lois particulières du monde, sur l'action de Dieu dans la création, sur ses attributs autres que la puissance et la sagesse, sur la nature de l'esprit comme de la matière, sur ce qui existe en dehors de ce monde, sur ce qui doit subsister après cette vie, est hasardé, artificiel, chimérique

Bolingbroke pourtant veut bien tenir Locke pour son maître dans la science de la nature humaine. C'est le seul à qui il rende cet hommage, et son exemple a dû déterminer Voltaire. Comme il est de ces métaphysiciens qui nient la métaphysique, tous les philosophes qui ont porté leur regard jusqu'à la nature des choses lui sont suspects; Platon, Descartes, Leibnitz sont traités par lui comme des rêveurs. Il ne récuse les théologies et les religions que parce qu'elles ont aussi prétendu résoudre les insolubles questions. Elles doivent être proscrites au même titre que toute autre tentative de philosophie première. L'illusion ou l'imposture a exagéré la portée de la connaissance humaine et défiguré, en les amplifiant, les seules vérités que la raison révèle et qui se retrouvent dans la tradition. Toute cette doctrine, qui, nous n'avons pas besoin de le dire, ne nous satisfait nullement, est développée avec assez d'habileté. Le ton est grave, le style distingué, la clarté suffisante, le raisonnement spécieux. Il s'y rencontre des idées justes et des observations spirituelles; mais le coup d'œil n'est pas sûr, et le champ n'est pas large. Il y a plus de talent d'exposition que de démonstration. L'examen de la nature humaine n'est pas poussé assez avant. Quoiqu'il fût trop rigoureux de contester à l'auteur toute connaissance philosophique, il n'a pas toujours pénétré au fond des systèmes qu'il discute, et l'antiquité, avec laquelle il paraît plus familiarisé que Locke ou Descartes, aurait encore bien des choses à lui apprendre. Ce défaut rend plus importune la légèreté méprisante avec laquelle il condamne les écoles dont il n'est pas, et rejette des opinions qu'il n'a pas toujours comprises. Ce défaut d'ailleurs ne lui est point particulier, et c'est celui de presque toute la philosophie

moderne jusqu'à la fin du dernier siècle. Les mêmes reproches s'adresseraient avec non moins de sévérité à la portion de l'ouvrage qui traite d'histoire et de doctrine religieuse. Une partie des objections et des remarques pourraient être ou détruites ou modifiées par un examen plus sévère, par une érudition plus complète. Celle de l'auteur n'est pas méprisable, mais elle n'est pas profonde, et elle est rarement textuelle. Sa sagacité est limitée par un parti pris d'incrédulité qui peut, tout aussi bien qu'une foi préconçue, aveugler l'esprit. Cependant si l'écrivain est hostile, il est en général mesuré. Il est passionné, mais il est sérieux On doit le lire avec défiance, mais avec attention. La partialité et la malveillance sont ses plus grands défauts; mais ce serait imiter la hauteur superficielle et tranchante avec laquelle il juge les théologiens que de le déclarer indigne d'être réfuté.

Pope le mettait de beaucoup au-dessus de tous les auteurs de son temps. Nous avons vu quel était le sentiment de Chesterfield. Horace Walpole, qui juge Bolingbroke avec une juste sévérité, le tient pour un des meilleurs écrivains de l'Angleterre. Lord Brougham remarque qu'il a imité la manière de Shaftesbury et visiblement étudié la prose de Dryden. Cependant son style véhément, épigrammatique, coloré, mais un peu diffus, est plutôt d'un orateur que d'un écrivain. L'ordre, la précision, le naturel, la vérité, ne sont pas ses qualités éminentes; mais il réunit toutes celles qui sont indispensables à l'éloquence.

Il nous semble qu'à le prendre en général, Bolingbroke a de l'élévation, quoiqu'il n'arrive pas au sublime, un esprit vif et hardi, mais qui cherche le singulier, des vues plutôt que des principes, plus d'élégance

que de grâce, un talent animé et brillant sans une puissante imagination, sans une véritable originalité. Sa diction est soutenue, ornée, non pas froide, mais monotone, non pas obscure, mais privée de ces traits lumineux qui portent un jour subit dans la pensée. Son éloquence parlée devait être digne, facile, abondante; il devait avoir de la chaleur et du mouvement, mais ni l'entraînement communicatif de la passion sincère, ni cette puissance de dialectique qui subjugue la conviction. Dans l'attaque, il devait blesser par des sarcasmes dédaigneux plutôt qu'accabler par l'invective, et ce qu'on raconte de ses manières, de sa figure et de sa façon de dire le place au rang de ces orateurs dont l'éloquence réside en grande partie dans l'action, et ce ne sont pas les moins dignes de la tribune. Chez lui, l'écrivain et l'orateur sont à nos yeux au-dessus du reste; le politique et l'homme ne les égalent pas. L'un et l'autre n'avaient que les apparences de la grandeur; il est toujours heureux que la grandeur réelle manque là où ne sont pas la bonté ni la vertu.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIERES

DU TOME PREMIER.

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.

PARIS.—IMPRIMÉ CHEZ BONAVENTURE ET DUCESSOIS.

